

France Forum

- *Les deux Europe à l'horizon de l'an 2000*
- *Europe - Etats-Unis : la nouvelle donne*
- *Agriculture, environnement et espace rural*
- *Réhabilitation de l'insurrection hongroise de 1956*
- *Arts et lettres*
- *La Chine et l'Occident*

Daniel HOFFEL - Xavier de VILLEPIN - Gérard WILD - Pierre CORTESSE
- Jean FRANÇOIS-PONCET - Jean LECANUET - Jacques GENTON - Bernard
BOSSON - Pierre HASSNER - François THUAL - Joseph ROVAN - Louis JUNG -
Jacques GOLLINET - Jacques MALLET - Willy de CLERCQ - William H. EDGAR - Jacob
M. MYERSON - Michel DEBATISSE - Jean-Claude CASANOVA - Pierre URI - Michael
E.C. ELY - Jean-Pierre LENG - Klaus HANSCH - Jean-Yves RICHARD - Henri CARTAN
Alain PRATE - Pierre MEHAIGNERIE - Thierry de MONTBRIAL - Peter SEMLER
Markus BERGER - François de ROSE - Joseph ROVAN - Didier MOTCHANE
Henri FROMENT-MEURICE - Erwin GULDNER - Henning WEGENER - Louis
LEPRINCE-RINGUET - Alain LAMASSOURE - John YOCHELSON - Robert
TOULEMON - François FEJTO - Philippe SENART - Henri BOURBON - Yvan
CHRIST - Jacques NANTET - Jean CHELINI - Hervé TORCHET - Etienne BORNE.



FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

133 bis, Rue de l'Université - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 N - Tél. 45 55 10 10

Abonnement annuel 120 F

Abonnement de soutien de 150 F à 200 F

Sommaire 254-255

Juillet-Septembre 1989

30 F

COLLOQUES

LES DEUX EUROPE A L'HORIZON DE L'AN 2000 p. 2

(Colloque du Cercle de réflexion et d'Etude sur les problèmes internationaux - CRESPI)

Présentation par Daniel HOEFFEL

Forum Économique

Présidence de Xavier de VILLEPIN

Rapports de Gérard WILD - Pierre CORTESSE - Jean FRANÇOIS-PONCET

Forum Politique

Présidence de Jean LECANUET

Rapports de Jacques GENTON - Bernard BOSSON - Pierre HASSNER - François THUAL - Joseph ROVAN - Louis JUNG

Conclusions du colloque par Jacques GOLLIET

EUROPE - ÉTATS-UNIS : LA NOUVELLE DONNE p. 39

(Colloque organisé par France-Forum et Europe 2000)

Les enjeux économiques et commerciaux : conflit ou coopération

Présidence de Jean FRANÇOIS-PONCET

Rapports de Jacques MALLET - Willy de CLERCQ

Interventions de : William H. EDGAR - Jacob M. MYERSON - Michel DEBATISSE - Jean-Claude CASANOVA - Pierre URI - Michael E.C. ELY - Jean-Pierre LENG - Klaus HANSCH - Jean-Yves RICHARD - Henri CARTAN - Alain PRATE - Pierre HASSNER.

Les enjeux politiques et stratégiques : découplage ou partenariat ?

Présidence de Pierre MEHAIGNERIE

Rapport de Thierry de MONTBRIAL

Interventions de : Peter SEMLER - Markus BERGER - François de ROSE - Joseph ROVAN - Didier MOTCHANE - Henri FROMENT-MEURICE - Klaus HANSCH - Erwin GULDNER - Henning WEGENER - Louis LEPRINCE-RINGUET - Alain LAMASSOURE - John YOCHELSON.

Conclusions du colloque par Jean FRANÇOIS-PONCET.

DES ESPOIRS ET DES RISQUES PAR JACQUES MALLET p. 84

DOSSIERS ET ÉTUDES

POLITIQUE AGRICOLE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET VALORISATION DE L'ESPACE RURAL

PAR ROBERT TOULEMON p. 86

LA RÉHABILITATION DE L'INSURRECTION DE 1956 EN HONGRIE

PAR FRANÇOIS FEJTO p. 88

ARTS ET LETTRES

LA VIE LITTÉRAIRE PAR PHILIPPE SÉNART p. 90

JEAN FAUTRIER (1898-1964) PAR HENRI BOURBON p. 96

QUAND LA FRANCE DU XIX^e SIÈCLE OCCUPAIT LES ÉTATS-UNIS...

PAR YVAN CHRIST p. 98

NOTES DE LECTURE

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TEMPS DE STALINE

PAR JACQUES NANTET p.100

LA RÉVOLUTION ET L'ÉGLISE PAR JEAN CHELINI p. 101

LA RÉPUBLIQUE BANANIÈRE DE SOPHIE COIGNARD

ET JEAN-FRANÇOIS LACAN

PAR HERVÉ TORCHET p. 102

PROPOS DU TEMPS

LA CHINE ET L'OCCIDENT PAR ÉTIENNE BORNE p. 106

LES DEUX EUROPE A L'HORIZON DE L'AN 2000

Colloque du Cercle de Réflexion
et d'Etude sur les problèmes Internationaux
(CRESPI)

Forum Economique :

Sous la présidence de Xavier de Villepin, Sénateur, Président de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'étranger.

"L'enjeu des échanges avec le Marché Unique Européen pour les pays de l'Est" : Gérard Wild, Economiste, Chercheur au Centre d'Etudes Prospectives d'Informations Internationales (C.E.P.I.I.).

"L'enjeu de l'autre Europe pour le Marché Unique Européen" : Pierre Cortesse, Conseiller-Maître à la Cour des Comptes, Ancien Directeur de la Prévision au Ministère des Finances.

"Bilatérisme et multilatéralisme dans les échanges entre les deux Europe" : Jean François-Poncet, Président de la Commission des Affaires Economiques et du Plan du Sénat, Ancien Ministre.

Forum Politique :

Sous la présidence de Jean Lecanuet, Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, Ancien Ministre.

"Le Marché Commun et l'Europe de l'Est : rappel

historique" : Jacques Genton, Sénateur, Président de la Délégation Parlementaire pour les Communautés Européennes.

"Pour une politique extérieure commune de la Communauté Européenne" : Bernard Bosson, Député-Maire d'Annecy, Ancien Ministre.

"Quelle politique à l'Est pour l'Europe ?" : Pierre Hassner, Directeur de recherches à la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

"30 années de Marché Commun vues de Moscou" : François Thual, Conseiller auprès du Groupe de l'Union Centriste.

"Les relations entre les deux Allemagne" : Joseph Rovau, Professeur Emérite à la Sorbonne.

"Les relations entre les deux Europe : un champ d'initiatives ?" : Louis Jung, Sénateur, Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe.

Conclusion :

"Quel avenir pour les relations entre les deux Europe ?" : Jacques Golliet, Sénateur, Président du C.R.E.S.P.I.

Daniel HOEFFEL, Président du groupe de l'Union Centriste du Sénat, Ancien Ministre

Mesdames, Messieurs,

Pour nous, l'Europe est, depuis toujours, un sujet d'attention et de travail constants ainsi que l'expression d'une conviction profonde. L'échéance du Marché Unique nous rappelle chaque jour l'imminence d'un rapprochement encore plus étroit avec nos partenaires européens membres de la Communauté Economique Européenne. Mais, à mesure que cette Communauté progresse, se concrétise et évolue vers une intégration de plus en plus poussée, elle devient aussi, et elle doit devenir de plus en plus, une force de rayonnement, une force d'attraction pour tous nos voisins. Comme le titre de notre colloque l'indique, il existe sur notre continent, sur notre même ensemble géographique, deux Europe. Nous sommes aujourd'hui réunis au Sénat pour rechercher les voies et moyens permettant de renforcer ou d'établir des liens avec les pays de l'Europe de l'Est, car l'émergence d'une Communauté forte rendra inéluctable un développement toujours plus poussé du dialogue et des échanges avec les pays de l'autre Europe. Je dirai même que la force d'attraction de la Communauté se mesurera notamment à la nature des relations directes qui auront été établies avec les pays de l'autre Europe, ce qui naturellement ne signifie en rien renonciation à nos valeurs, à nos principes et à nos croyances. Il est certain aussi que d'autres éléments seront déterminants dans l'accélération ou dans le ralentissement de ce processus : ainsi, l'évolution des relations entre l'Union Soviétique et les autres pays de l'Europe de l'Est, en particulier sous l'impulsion de M. Gorbatchev ; l'intégration progressive dans les pays de l'Est d'un certain nombre de principes d'économie de marché, pour ne citer que ces exemples.

Mais un fait semble en tout état de cause acquis : le rapprochement entre les deux Europe est inscrit dans la géographie, dans la nature des choses. Il s'effectuera tout d'abord dans les zones qui se jouxtent, dans les zones frontalières et il pourra progresser ensuite par contagion. A l'heure où le poids relatif de l'Europe dans le monde diminue, elle doit réfléchir aux moyens lui permettant d'accroître son influence. Cela implique en particulier l'établissement de liens entre Ouest et Est et la France ne doit pas et ne peut pas être en retrait par rapport à ses partenaires de la Communauté Economique Européenne dans une politique qui recherche cet objectif.

En vous accueillant ce matin, je salue l'initiative de nos collègues sénateurs du groupe de l'Union Centriste, MM. Jacques Golliet et Xavier de Villepin qui, tous deux, membres de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat, ont voulu pousser plus loin l'étude de certains problèmes internationaux en réunissant, régulièrement, un certain nombre d'experts au sein du CRESPI, à l'occasion de colloques et de conférences.

Je vous souhaite à tous de trouver aujourd'hui des

arguments, des propositions ou des réponses aux questions que nous pouvons nous poser sur ce problème d'avenir fondamental qui est celui des deux Europe. Fondamental parce qu'il contribue à renforcer toute l'Europe et parce qu'il permet de faire naître, en Europe, une espérance pour notre avenir commun sans laquelle notre vieux continent ne pourrait pas tenir la place qui doit être la sienne dans le monde.

Jacques GOLLIET, Sénateur, Président du CRESPI

Merci M. le Président pour ces paroles d'accueil et pour l'intérêt que vous portez aux activités de notre cercle de Réflexion et d'Etude.

Pourquoi le CRESPI ? Assurément l'institution parlementaire nous offre déjà le cadre des commissions spécialisées telles que, dans le domaine qui nous préoccupe, la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées que préside Jean Lecanuet. Mais, par définition, une commission sénatoriale est forcément soumise à des contraintes qui ne permettent pas toujours d'aller au bout de la réflexion politique. Nous avons donc voulu susciter un espace de confrontation des idées, des connaissances et des interrogations, où pourront se préparer des prises de position qui soient une véritable action politique. Nous ne sommes pas seulement un cercle où s'échangent des idées, nous voulons être un cercle où s'élabore une politique inspirée par nos convictions communes, notre adhésion aux valeurs de l'humanisme européen. A cette fin, nous devons surmonter l'un des grands handicaps de la vie parlementaire : absorbés que nous sommes par la masse de nos préoccupations immédiates, nous n'avons guère le temps de penser au long terme. Plus encore, nos fonctions ne nous donnent guère l'occasion de rencontrer ceux qui, en dehors du monde limité des professionnels de la politique, ont pour fonction d'observer, d'analyser et de présenter les problèmes internationaux, soit comme universitaires, comme experts d'organismes divers ou comme journalistes. Pourtant, nous avons besoin de bénéficier de tout l'éclairage qu'ils peuvent nous apporter pour que nous soyons mieux en mesure de remplir notre rôle de parlementaire. Le CRESPI a donc pour vocation de nous aider à les rencontrer et, éventuellement, à provoquer leur rencontre pour que nous cessions, les uns et les autres, d'être des galaxies séparées trop souvent par des mondes de silence. Du même coup, nous pensons que nous contribueront à mieux informer tous ceux qui ont pour mission d'être nos relais dans l'opinion française et internationale.

Le sujet que nous avons choisi, "Les deux Europe", est évidemment à l'ordre du jour. Je dirai même que c'est un sujet à la mode. Pourtant, nous l'avons choisi il y a plusieurs mois, bien avant qu'il ne soit question du voyage de M. le Président de la République à Moscou (c'était même avant qu'il ne soit réélu), et avant que M. Gorbatchev ne parle de notre "maison commune européenne". Notre choix ne doit donc rien à la mode qui est généralement mauvaise conseillère pour tout débat d'idées qui se veut lucide et honnête. Mais il est

vrai que les circonstances donnent à notre thème un intérêt plus vif auquel, je suis sûr vous avez été sensible.

Parler des "Deux Europe" est sans doute choquant pour beaucoup. Mais cette expression ne fait que traduire une vérité historique : la déchirure que les accords de Yalta ont déterminée il y a bientôt 45 ans et que l'histoire a jusqu'ici consacrée. En employant cette expression comme titre pour notre colloque nous n'entendons pas affirmer que cette réalité choquante doit être maintenue, bien au contraire. Inversement, parler sans autre commentaire de l'Europe en disant que c'est notre "maison commune" ne serait pas moins choquant. Comme le disait Voltaire à propos des optimistes qui voulaient nier l'existence du mal, "l'optimisme est une plaisanterie qui n'est pas bonne à faire aux malheureux", et j'ajouterai : surtout pas aux malheureux devant qui se dresse encore le "rideau de fer". Alors, entre la résignation et les grandes illusions, y a-t-il place pour un optimisme raisonné ?

Telle est la question que nous posons aujourd'hui. Nous ne la situons pas dans la perspective des années les plus proches. 1993 est assurément une date phare pour l'Europe Occidentale ; elle ne saurait être décisive pour les pays de l'Est et pour nos relations avec eux, même si la création du Marché Unique Européen, avec toutes ses implications politiques, pose forcément des problèmes aux responsables de ces Etats et peut accélérer une évolution souhaitable. Nous avons choisi de braquer notre lorgnette sur l'horizon de l'an 2000. C'est peut-être un horizon bien incertain et qui risque de reculer au fur et à mesure que nous avancerons. Espérons que ce ne sera pas un mirage mais plutôt l'horizon qu'on découvre lorsqu'on débouche sur une vaste plaine au sortir d'un défilé tortueux au milieu des montagnes et que soudain la route s'ouvre devant les voyageurs. Nous sommes ces voyageurs. Ensemble, nous essayerons aujourd'hui d'évaluer le chemin qui nous reste à parcourir. Nous le ferons en deux temps. Ce matin, nous concentrerons notre attention sur les relations économiques entre les deux Europe. Cet après-midi sera consacré aux problèmes plus spécifiquement politiques, dans la mesure où l'on peut distinguer les uns des autres.

Je laisse maintenant la présidence à M. Xavier de Villepin qui va animer le forum économique. Il est notre collègue le plus qualifié pour le faire puisque, avant de devenir Sénateur, il a exercé les plus hautes fonctions dans l'industrie française, à l'échelle internationale.

FORUM ECONOMIQUE

Xavier de VILLEPIN, Président de séance

Pour dire quelques mots d'introduction au forum économique, je serai particulièrement modeste, parce que chaque fois que je réfléchis aux problèmes de l'économie de l'Est, j'ai des difficultés de compréhension. Mon éducation d'Occidental m'amène à poser quelques interrogations, mais sans aucune arrière pensée politi-

que. Je vais le faire en guise d'introduction en demandant à nos experts non pas de changer ce qu'ils vont dire sur tous les sujets mais d'essayer de nous éclairer, car je ne suis probablement pas le seul à avoir des difficultés de compréhension, aussi bien sur le présent, l'état actuel des économies du COMECON, que sur l'avenir et sur les réformes courageuses de M. Gorbatchev. Ma première interrogation, c'est l'agriculture. Vous avez peut-être vu récemment cette nouvelle : "l'URSS va continuer à acheter, bon an, mal an, 20 millions de tonnes de céréales au monde occidental". C'est certainement une bonne nouvelle pour les surplus occidentaux, mais est-ce que l'avenir restera identique à cette demande ? Est-ce que la réforme qui, si j'ai bien compris, consiste à dire que les terres seront louées aux paysans pour 50 ans va véritablement changer les choses ? Cela me paraît être une question très importante pour l'économie soviétique et des pays de l'Est en général.

Deuxième interrogation : les sociétés mixtes qui sont très à l'ordre du jour des réformes de M. Gorbatchev. Une certaine est annoncée, peut-être plus maintenant aux derniers chiffres. Neuf, je crois, sont françaises. Quel est le fonctionnement exact d'une société mixte ? Je comprends bien sûr tout l'intérêt de l'approche et de la connaissance d'une économie aussi importante pour le monde que l'économie soviétique, mais, quand on connaît le fonctionnement du capitalisme occidental, son souci de rentabilité financière, je me pose quelques questions.

Je crois aussi que le grand problème des économies socialistes - et cela ne concerne pas seulement celles de l'Est que nous étudions aujourd'hui sous le terme de l'Europe mais également celle de la Chine - c'est le système des prix. Comment passe-t-on d'un système complètement contrôlé, avec des subventions pour certains produits, à un système un peu plus libéral, je ne dis pas complètement occidentalisé car il n'est peut-être pas forcément le meilleur des modèles, encore que je le crois bon pour ma part ? Comment passe-t-on d'un système à l'autre sans créer des répercussions en chaîne sur la totalité de l'économie ? C'est une question dont la réponse ne me paraît pas évidente. Quand je vois le taux d'inflation qu'enregistre la Chine Populaire depuis quelques mois, je m'interroge sur les possibilités réelles de ce changement.

Enfin, quatrième grande interrogation : comment peut-on expliquer cette grande différence entre la partie militaire de l'économie et la société civile ? Comment se fait-il que cette horloge marche aussi bien dans le domaine militaire et aussi mal dans le domaine civil ? C'est pour moi une grande interrogation car on ne peut être qu'admiratif quand on voit une opération comme Soyuz. Comment peut-on arriver à cette frontière, pour ne pas utiliser l'expression du "mur de Berlin", entre les deux secteurs ? Je me pose cette question, à la fois admiratif de l'efficacité de l'un et inquiet de voir qu'on ne trouve pas toujours chaussure à son pied dans les magasins.

J'en arrive au nœud du problème, c'est-à-dire à l'approche des économies de l'Ouest vis-à-vis de l'ensemble de l'Est. Je manifesterai un regret mais j'espère que les experts nous répondront : est-ce que nous n'agissons pas en ordre beaucoup trop dispersé ? Quand je vois notre Président de la République, le Chancelier Kohl, M^{me} Thatcher, on a l'impression que l'orchestre ne joue pas toujours avec la même mesure sur un tel problème et je suis toujours un peu inquiet - grand admirateur que je suis de M. Gorbatchev - de penser que la scène des Horaces et des Curiaces pourrait se répéter sur ce sujet. C'est donc là aussi une interrogation.

Autre interrogation : l'accord de juin 1988 entre le COMECON et la Communauté Européenne est-il un accord substantiel ? Est-il un accord de circonstance ? Est-ce que nous allons vers des rapports bilatéraux ou multilatéraux ? J'imagine bien que cet accord peut éclairer le concept de la "maison commune" qui me pose problème dans sa compréhension. J'admire beaucoup ce terme, mais qu'est-ce que cela veut dire avec des économies aussi différentes ?

Je concluerai sur cette idée qu'il faut avoir le courage d'aborder : est-ce que cette nouvelle donne, ces nouveaux rapports renforceront ou affaibliront notre Europe ? Elle n'a pas encore atteint la "terre promise" de 1992 et il nous reste un long chemin à parcourir. Le débat budgétaire auquel nous, sénateurs, nous avons participé il y a quelques jours sur le sujet, a montré que tous les pays européens avaient beaucoup à faire avant d'arriver à ce grand marché dont nous rêvons.

Cela fait beaucoup de questions. Je demanderai à M. Gérard Wild qui est un économiste-chercheur dans un organisme que nous connaissons bien et réputé pour son grand sérieux, le CEPII, de nous traiter l'enjeu des échanges avec le Marché Unique Européen pour les pays de l'Est.

Gérard WILD

"L'enjeu des échanges avec le Marché Unique Européen pour les pays de l'Est"

Je ne suis pas sûr de pouvoir être capable de répondre à toutes les excellentes questions que vous avez posées. Je ne suis même pas sûr, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne les questions relatives à l'Union Soviétique, il y ait beaucoup d'économistes soviétiques qui soient capables d'y répondre eux-mêmes. Je tâcherai cependant d'évoquer certaines de ces questions au cours de mon exposé qui est consacré à une réflexion sur l'enjeu des échanges avec le Marché Unique, vu du point de vue des pays de l'Europe de l'Est.

L'angle sous lequel je voudrais aborder ce sujet est le suivant : l'Europe de l'Ouest est entrée, avec le Marché Unique, dans une nouvelle phase de son histoire ; l'Europe de l'Est, avec la perestroïka et l'extension à l'Union Soviétique du mouvement de réforme, est entrée, elle aussi, dans une phase nouvelle de son évolution. Le

symbole de ce double tournant est la signature, le 25 juin, de la déclaration conjointe sur l'établissement des relations officielles entre la Communauté Economique d'une part, et le Conseil d'Aide Economique Mutuelle d'autre part. Bien entendu, le CAEM n'est pas composé uniquement des pays socialistes d'Europe, mais également d'autres pays comme Cuba, la Mongolie, le Vietnam... Je ne parlerai évidemment pas des implications des échanges pour ces pays extérieurs à l'Europe.

De nouvelles conditions de l'échange se sont donc créées. Mais chercher à savoir ce qui est nouveau suppose qu'on ait rappelé auparavant ce que sont les enjeux traditionnels des échanges de l'Europe de l'Est avec l'Europe de l'Ouest et, plus particulièrement, avec la Communauté Economique Européenne. Je parlerai donc des enjeux nouveaux après avoir consacré un peu de temps aux enjeux traditionnels.

La question des enjeux des échanges pour l'Europe de l'Est doit être décomposée en deux sous-ensembles que je voudrais utiliser pour structurer mon exposé. Il y a une première série d'enjeux qui sont les enjeux économiques. Ils se concentrent sur un enjeu principal qui est celui de la modernisation. Je consacrerai donc ma première partie à cet enjeu de la modernisation et j'essaierai de montrer comment les nouvelles conditions qui prévalent en Europe Occidentale d'une part et en Europe Orientale d'autre part, modifient la façon dont cet enjeu est perçu. Une deuxième série d'enjeux dans les échanges est constituée par les enjeux politiques. Dans ces enjeux politiques, on peut considérer que les échanges ont souvent été un instrument de l'affirmation des identités et des personnalités nationales et de l'autonomie par rapport à l'Union Soviétique ou des autres pays socialistes. Je voudrais, là aussi, m'interroger sur cette question, après avoir montré comment les choses se sont passées jusqu'à présent.

A - L'enjeu de la modernisation

1) Permettez-moi donc de commencer par une réflexion sur l'enjeu économique et principalement sur celui de la modernisation. La signature qui a été précédemment évoquée montre assez clairement que le regard du COMECON sur l'Europe de l'Ouest, après bien des années d'hostilité puis de méfiance, a fini par se modifier. L'enjeu que les échanges représentent du point de vue économique s'est sensiblement accru au point de devenir vital. Les achats de l'Est à l'Ouest sont depuis toujours dominés par le souci des pays de l'Est de s'approvisionner en produits destinés à l'investissement et à la modernisation. Il ne me semble pas que, sur ce point, les choses doivent sensiblement se modifier. Ce qui me paraît devoir changer principalement, c'est la modalité de l'insertion des produits de modernisation dans la stratégie de développement de l'Europe de l'Est.

Permettez-moi donc un bref rappel historique sur le rôle des échanges avec l'Est du point de vue de la modernisation. Je passe très rapidement sur la première phase de développement des sociétés des économies socialistes,

qui va de 1950 au début des années 60, car les échanges Est-Ouest n'ont joué, à cette époque, qu'un rôle mineur dans le développement des pays socialistes. Cette étape est caractérisée, en Europe de l'Est, par la duplication du modèle soviétique, qui ne laisse qu'une place mineure au développement des échanges internationaux, dans l'ensemble des pays d'Europe Centrale et Orientale. Cette étape est également marquée, du point de vue de la vie collective des pays socialistes, par le mode d'intégration qui fait une place principale à l'emprise directe et physique de l'Union Soviétique sur ses partenaires d'Europe Orientale. Dans cette première phase de développement des pays de l'Est, les échanges avec l'Europe de l'Ouest sont relativement secondaires : dans les années 50 et au début des années 60, la part de l'Europe de l'Ouest dans les échanges de l'Europe Centrale et Orientale, est d'environ de 10 à 15 %, alors qu'elle était à un niveau de 50 à 60 % avant la seconde guerre mondiale. Je note pourtant que, même dans cette phase, la place que représentent les biens d'équipement ou les biens modernes dans les achats à l'Europe de l'Ouest est déjà importante (le tiers environ). L'enjeu de la modernisation et de l'achat de techniques nouvelles est donc au cœur des échanges Est-Ouest dès l'origine.

2) Les choses changent considérablement au cours de la seconde étape du développement des échanges qui s'étend du milieu des années 60 à la fin des années 70. Pourquoi changent-elles ? Parce que les pays de l'Est rencontrent, au début des années 60, des difficultés dans le processus de croissance. Ils cherchent à combattre ces difficultés par des réformes internes d'une part et, d'autre part, par la modification des mécanismes des relations entre pays socialistes eux-mêmes, mais aussi par le développement des relations avec l'Ouest. Car le mouvement de réforme interne finit par épuiser toutes ses vertus et, assez rapidement, les pays de l'Est s'aperçoivent qu'ils ne pourront pas aller très loin dans l'utilisation de cet instrument de réforme pour la modernisation et la hausse des productivités. Ce qui se passe en Tchécoslovaquie en 1968 montre que, lorsqu'il y a réforme et que cette réforme est ambitieuse, elle débouche sur des situations qui ne sont pas acceptables, en particulier par l'Union Soviétique.

De la même façon, les pays de l'Est jouent, dans ces années 60, le jeu de la modernisation, du développement et de l'amélioration des niveaux de développement par l'amélioration des mécanismes d'intégration économique, à l'intérieur même du COMECON. Là aussi, les pays de l'Est s'aperçoivent rapidement que l'intégration socialiste, de type administratif, ne peut pas donner d'excellents résultats sur les fonctions de production de ces pays. Dès le début des années 70, les pays de l'Est prennent conscience que le principal support de la modernisation et de l'amélioration des fonctions de production nationale n'est ni la réforme, ni l'intégration, mais plutôt le recours aux échanges avec les pays occidentaux.

La variable des échanges avec l'Ouest et avec l'Europe

en particulier acquiert donc, dans les années 70, un rôle stratégique. Le modèle de l'insertion de la variable des échanges avec l'Ouest dans la problématique du développement est assez simple. L'Ouest est le fournisseur d'unités de production dans des secteurs industriels modernes (comme la chimie, les industries mécaniques ou l'énergie par exemple). Au milieu des années 70, la part des fournitures de matériel occidental dans l'investissement en machines d'un certain nombre de secteurs, est parfois considérable. Une étude réalisée par un chercheur du CEPPII, Georges Sokoloff, a montré qu'en 1975, le rôle des machines occidentales dans l'investissement net soviétique en machines pour le secteur chimique est d'environ 15 %. L'impact et le rôle accordés à l'Ouest pour la modernisation sont donc parfois considérables.

Les pays de l'Ouest fournissent également des machines destinées à être intégrées dans le tissu local traditionnel. Pour représenter les choses de façon simpliste, mais juste, disons que, comme la fonction de production en Europe de l'Est ne marche pas très bien, l'Europe de l'Ouest intervient pour améliorer la productivité globale des économies par une action sur le facteur capital et le facteur travail et enfin, par un changement des structures industrielles. L'Europe de l'Ouest livre également des produits intermédiaires destinés eux aussi à la modernisation, car ce sont souvent des semi-produits, généralement plus sophistiqués que ceux que les pays de l'Est sont capables de produire eux-mêmes. Je pense par exemple aux tubes livrés par l'Europe de l'Ouest parce que ceux fabriqués en Europe de l'Est n'ont pas un assez grand diamètre ou n'ont pas des caractéristiques de résistance à la corrosion suffisantes. Le modèle idéal des échanges Est-Ouest, à cette époque, est représenté, avec un peu de retard, par la coopération dans le cadre de la construction du gazoduc euro-sibérien au début des années 80. L'Ouest fournit les capacités financières et les capacités techniques et reçoit, en échange, des produits intermédiaires ou des produits lourds.

Il est un élément que je n'évoque pas dans la description de la logique des échanges entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, c'est l'amélioration des conditions de vie dans les sociétés orientales. Ce pourrait très bien être un enjeu des échanges Est-Ouest. Mais je crois que cet enjeu ne revêt pas une ampleur considérable. Il est vrai que, dans la grande période d'ouverture de l'Europe de l'Est, l'Ouest livre des céréales, des biens de consommation, des machines pour la fabrication des biens de consommation, mais je ne pense pas que cela représente l'enjeu crucial des échanges avec l'Ouest pour les économies orientales. L'avenir aussi, de ce point de vue, ne devrait pas apporter de modifications. L'Europe de l'Ouest n'est pas là pour améliorer le climat social dans les pays de l'Est. A mon sens, ce n'est pas ainsi que les pays de l'Est perçoivent ces échanges.

Nous avons examiné le premier volet du modèle qui est l'Ouest comme fournisseur des produits modernes pour l'Europe de l'Est. Le deuxième volet du modèle des échanges dans les années 70 est que l'Est doit nécessai-

rement acheter, pour régler son problème de développement et d'amélioration de la productivité nationale, une quantité suffisante de biens de production ou de produits intermédiaires. Cela oblige l'Europe de l'Est, compte-tenu de sa difficulté à payer ses achats, quantitativement importants, avec ses propres produits, à se lancer dans une politique d'endettement. Voilà le second volet de la stratégie est-européenne dans ces années 70. Là encore, les choses risquent de changer à l'avenir avec la perestroïka d'une part et le Marché Unique d'autre part.

On sait que ce modèle a fonctionné de façon très active de 1965 à 1975-80 et que finalement les échanges entre les deux Europe ont été un des segments les plus dynamiques du commerce mondial au cours de cette période. La croissance des échanges Est-Ouest a dépassé la croissance moyenne du commerce mondial entre 1965 et 1975. On sait aussi, d'ailleurs, que les résultats qui étaient attendus, à savoir l'amélioration de la productivité des économies de l'Est, n'ont pas été atteints, notamment parce qu'il a fini par apparaître que la greffe des instruments de modernisation sur les tissus économiques n'avait pas bien réussi. De ce fait, les échanges Est-Ouest ont connu depuis 1980, une phase d'abord de décroissance, puis de stagnation. En 1987, la valeur des échanges Est-Ouest en Europe n'a pas encore retrouvé le niveau de 1980.

3) La question qui se pose maintenant est de savoir si l'enjeu, pour l'Est, s'est modifié aujourd'hui et va se modifier demain. Je crois que non. Ces enjeux de modernisation se présentent certes dans des termes encore plus graves et plus cruciaux que par le passé. Par contre, ce que je crois, et c'est l'essentiel de ma démonstration, c'est que le pari de la modernisation devra inévitablement être joué de façon différente de celle qui avait prévalu dans les années 70.

Voyons un peu le maintien de l'enjeu. Nous avons d'une part une Europe de l'Est en situation de crise assez grave, qui a conduit pendant 5 ans, de 1980 à 1985, à limiter les investissements. Gorbatchev utilise le mot "quasi-crise", mais je crois qu'on ne pousse pas trop loin le fond de sa pensée lorsqu'on parle de véritable "crise". M. Gorbatchev ne parle que de l'Union Soviétique. En Europe Centrale et Orientale, c'est-à-dire dans les six partenaires de l'Union Soviétique, la situation est encore plus sombre. Telle est la situation que nous avons du côté de l'Europe de l'Est.

Qu'avons-nous du côté de l'Europe de l'Ouest, ou que pensons-nous avoir bientôt ?

Nous avons le projet du Grand Marché qui, au dire de ses promoteurs - et sans doute avec de bonnes raisons - doit conduire l'Europe de l'Ouest à être plus productive, plus inventive, plus compétitive, plus dynamique. Du côté des pays socialistes, on croit à cette Europe de l'Ouest nouvelle. On y croit et on la craint, car la comparaison de ce qui se passe à l'Est et à l'Ouest montre que les pays socialistes se trouvent aujourd'hui menacés collectivement et individuellement. Chacun a peur de devenir un pays de second ordre, voire de troisième ordre dans

l'économie mondiale. La fascination qu'exerce le projet ouest-européen est actuellement très forte en Europe de l'Est et les échanges avec l'Europe de l'Ouest se présentent, à l'Est, comme une chance, non pas unique mais très importante, de rester à long terme en prise sur les éléments dynamiques de l'économie mondiale. Tel est l'enjeu, et il est encore plus grave, plus profond, plus crucial qu'il ne l'a jamais été. Mais quels échanges ? C'est là la vraie question.

En tous cas, il est clair pour tout le monde à l'Est que si l'Ouest doit jouer un rôle dans la modernisation, les recettes anciennes du transfert ne peuvent pas être reprises telles quelles, sans changements notables. Il est apparu, en particulier aux dirigeants de l'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique, que les échanges extérieurs ne pouvaient jouer, comme ils ont joué dans les années 70, le rôle de substitut à la réforme. Je crois que c'est une chose importante qui a changé. Dans les années 70, on fait l'ouverture parce qu'on n'arrive pas bien à faire les réformes à l'intérieur et à modifier la logique d'intégration entre pays socialistes. Aujourd'hui, on est dans une situation nouvelle : on ne peut plus faire jouer à nos échanges avec l'Ouest, ce rôle de substitut à la réforme. Au contraire, les échanges avec l'Ouest deviennent un complément à un processus réformateur qui paraît décidément absolument nécessaire. Les échanges avec l'Ouest doivent donc être aujourd'hui intégrés intimement à la modification des règles du jeu interne et à la modification des règles du jeu collectif dans le camp socialiste. Je crois que c'est une des dimensions fondamentales de la perestroïka soviétique, dont la réforme hongroise a été, pendant un certain temps, le prototype. Le fait que l'Union Soviétique semble désormais convaincue que la réforme doit être fortement articulée avec l'ouverture et avec la révision des mécanismes d'intégration, me paraît être un élément très important. La dimension cruciale de la perestroïka soviétique, c'est donc de rendre plus cohérents entre eux les différents champs de la vie économique du pays : le champ interne avec la réforme des mécanismes internes, le champ externe avec la réforme des mécanismes d'intégration d'une part et la modification de l'insertion des échanges avec l'Ouest dans la stratégie de développement.

Je n'insiste pas plus : la perestroïka n'est pas notre débat. Ce qu'il faut souligner, c'est que, aujourd'hui, l'enjeu des échanges avec l'Europe de l'Ouest est désormais indissolublement et positivement lié à l'évolution des réformes à l'intérieur du camp socialiste. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Est ne peut, en l'état actuel, laisser s'ouvrir trop grandes les portes de l'importation. Tant que les réformes internes, en Union Soviétique et dans différents pays d'Europe de l'Est et tant que la réforme des mécanismes de l'intégration socialiste n'auront pas donné les premiers résultats, l'Est n'ouvrira pas grandes ses portes aux produits occidentaux. Il doit progresser d'abord dans l'application des réformes internes.

A plus long terme sans doute et, il est probable que les

nouvelles règles du jeu, si elle se développent et si elles ont une certaine efficacité, permettront d'intégrer plus intimement les échanges avec l'Ouest dans le développement national et provoqueront une insertion plus normale des pays de l'Est dans le commerce mondial. Il me semble que, dans un premier temps en tous cas, il est de l'intérêt des pays de l'Est de ne pas laisser s'ouvrir trop grands leurs "marchés".

Dans ces conditions nouvelles, les modalités des relations économiques qui viennent d'être mises en place en Union Soviétique, et notamment la participation occidentale au développement sous la forme de sociétés mixtes, prend un sens extrêmement important. En effet, ces sociétés mixtes sont, dans un premier temps, des instruments d'apprentissage pour le tissu économique soviétique et pour les nouvelles règles du jeu de la vie économique. Elles pourront être, par la suite, un des éléments importants de l'amélioration des compétitivités grâce à leur capacité à améliorer la structure d'exportation de ces pays. Mais, actuellement, ces sociétés mixtes jouent principalement un rôle d'apprentissage.

De ce point de vue, je voudrais citer les propos tenus récemment par un économiste soviétique, concernant précisément le sens pour l'Union Soviétique de l'ouverture des relations entre la CEE et le COMECON. Voilà ce que dit cet économiste soviétique qui appartient à l'Institut du Système Socialiste Mondial qui est dirigé par un certain M. Bomogolov à Moscou : "La 44^e réunion du COMECON, tenue récemment à Prague, a prévu le passage progressif des pays intéressés du CAEM à la formation d'un marché unifié. Il s'ensuit que nous aurons inévitablement des problèmes qui sont déjà résolus par les pays de la CEE, à savoir l'introduction d'un tarif douanier unique, une politique commerciale unique, la convertibilité des devises, etc... Il faudra faire un travail colossal. Alors, pourquoi le CAEM ne profiterait-il pas d'une partie de l'expérience de la Communauté ?" Vous voyez que la notion d'apprentissage et la nouvelle qualité de la relation avec les pays de l'Ouest sont ici clairement soulignées.

B - Enjeux politiques :

Deuxième élément : les enjeux politiques. Les échanges avec l'Ouest ne peuvent pas être évoqués en terme d'enjeu sans parler aussi de la part d'enjeu politique.

1) Je voudrais d'abord rappeler que le développement des échanges avec l'Ouest a été non seulement un instrument de modernisation pour l'Europe de l'Est, mais aussi un vecteur de l'accroissement de l'autonomie de la plupart des pays d'Europe Centrale et Orientale par rapport à l'ensemble du camp socialiste et, particulièrement, par rapport à l'Union Soviétique. Je ne rappelle qu'un seul exemple : le cas roumain. C'est à partir de ce cas roumain que les choses se sont déclenchées au début des années 1960. Vous vous souvenez, sans doute, que c'est pour se défendre d'un plan d'intégration appelé le plan "Khrouchchev", qui donnait à la Roumanie un rôle

secondaire dans la vie économique du COMECON, que celle-ci a fait appel à l'Occident pour monter un complexe sidérurgique du côté de l'embouchure du Danube. Dès ce début des années 60, le développement de la relation économique avec l'Ouest est un enjeu dans la relation de chaque pays de l'Est avec le grand voisin. Par la suite, la grande période d'ouverture que j'ai évoquée précédemment a permis à chaque pays de se doter d'usines modernes, assurant surtout la satisfaction des besoins nationaux. D'ailleurs, la plupart des investissements importés par l'Europe de l'Est en provenance de l'Europe de l'Ouest n'ont pratiquement pas été coordonnés.

Nous devons donc prendre en compte cette notion d'échanges Est-Ouest comme instrument de politique d'indépendance nationale et d'indépendance économique nationale. Nous en avons un exemple simple dans les investissements qui se sont faits dans l'industrie automobile de l'Europe Centrale, avec l'aide de l'Europe de l'Ouest. Pratiquement chaque pays de l'Est a monté, avec les occidentaux, une industrie automobile qui avait pour vocation principale de satisfaire les besoins nationaux. La Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie qui a modernisé une industrie automobile qu'elle avait déjà, l'Allemagne de l'Est, aujourd'hui la Hongrie. Chaque pays cherche, par la coopération avec l'Ouest, à se créer des structures industrielles qui favorisent le marché national.

Ajoutons, enfin, que la volonté de réforme a été également utilisée comme un des instruments de formation de l'identité nationale. C'est ainsi que la Hongrie doit son image dans le monde et dans l'Europe Occidentale au fait qu'elle a développé une réforme très originale dans le cadre du CAEM.

2) Cela dit, la question reste posée : est-ce que les nouvelles conditions modifient le fonctionnement de cette logique ? Je crois qu'elles le modifient, mais pas nécessairement dans le bon sens. Les nouvelles règles du jeu, à l'Est et à l'Ouest, vont avoir plutôt pour tendance de renforcer les forces centrifuges en Europe Centrale et Orientale, par rapport à l'Union Soviétique. Je passe rapidement, par exemple, sur la position prise par les différents pays vis-à-vis de la perestroïka. Comme vous le savez, cette position n'est pas identique. On a trop tendance, en Occident, à considérer qu'il y a 10 millions de Hongrois, suivis comme un seul homme par 400 millions de citoyens du monde socialiste. Ce n'est pas le cas. Il y a des positions extrêmement diversifiées des pays de l'Est vis-à-vis de la perestroïka soviétique et vis-à-vis de la réforme générale. A côté de la Hongrie ou de la Pologne, qui ont tendance à faire de la surenchère par rapport à la perestroïka soviétique, il y a des pays comme la Roumanie ou l'Allemagne de l'Est qui eux, au contraire, ont tendance à refuser tout schéma de réforme. La position par rapport à la perestroïka montre que la mise en cohérence de l'ensemble du camp n'est pas facile. Le problème que pose le développement des échanges avec l'Ouest accroît lui aussi la pension à

développer les forces centrifuges dans cette région du monde.

L'attraction exercée par le Marché Unique, en particulier sur les pays les plus réformateurs, ceux qui font la plus grande place aux mécanismes marchands, au développement de l'autonomie des entreprises, c'est-à-dire à la réduction du rôle de l'Etat sur la vie économique, sera toujours plus grande. La tentation sera très forte de se rapprocher toujours plus de Marché Unique.

3) Un dernier point que je voudrais encore évoquer dans cette description des enjeux politiques, mais qui relève plus des enjeux pour l'Ouest du développement des relations avec l'Europe de l'Est, est le fait que les différents partenaires occidentaux ne sont pas équivalents pour les pays de l'Europe de l'Est. Je fais allusion, évidemment, à l'Allemagne de l'Ouest qui apparaît, dans cet ensemble de partenaires occidentaux, comme un pays dont la puissance et la force sont croissantes. Voici quelques données pour éclairer ce sujet : La R.F.A. représente, en moyenne, un peu moins de la moitié des ventes des pays de la CEE aux pays européens du CAEM, tous pays confondus. Cette barre s'élève à plus de la moitié (55 %) si l'on inclut, dans les échanges entre la CEE et le COMECON, les échanges inter-allemands. Deuxième élément d'information : le rôle de la R.F.A. est beaucoup plus marqué en Europe Orientale et Centrale qu'en Union Soviétique. Par exemple, l'Allemagne Fédérale compte pour 60 % dans les approvisionnements de la Pologne qui viennent des pays de l'Europe de l'Ouest, 57 % pour la Tchécoslovaquie, 52 % pour la Bulgarie, 50 % pour la Hongrie. Comparé au rôle de la France (8 et 10 % en Europe Orientale) ou même à celui de l'Italie (un peu plus de 10 %), le poids de l'Allemagne est évidemment considérable dans l'approvisionnement des pays d'Europe Centrale et Orientale.

Cette domination de l'Allemagne sur les marchés de l'Europe de l'Est est partiellement normale. Les exportations allemandes vers le monde sont égales au double des exportations françaises et il n'est pas choquant que la part de marché de l'Allemagne soit au minimum égale au double de la part de marché française. Lorsqu'on regardait la situation en 1980, la situation était à peu près satisfaisante de ce point de vue là : l'Allemagne représentait le double de la part de marché française sur les pays orientaux. Mais, au cours des dernières années, le déséquilibre entre la présence de l'Allemagne sur le marché de l'Europe Orientale et la présence française s'est considérablement accru. Aujourd'hui, l'Allemagne exporte à peu près quatre fois plus que la France sur le marché de l'Europe Centrale et Orientale. Le déséquilibre sur le marché soviétique n'est pas exactement le même. On est dans des proportions du simple au double, ou un peu plus.

Il existe des explications classiques, structurelles : si la part de marché de la France a baissé sur les pays de l'Europe de l'Est, c'est qu'elle était spécialisée sur les pays qui ont connu la crise la plus grave : la Roumanie et la Pologne. Comme ces pays ont dû réduire leur demande,

le principal partenaire en a pâti. Autre explication structurelle : la France a toujours été spécialisée dans la vente de produits agro-alimentaires, or, ce sont les produits dont les achats ont le plus baissé en Europe Centrale. Enfin, la France a été, globalement, en matière de commerce extérieur, moins dynamique que la République Fédérale Allemande. Il n'empêche : bien qu'une partie de l'explication soit structurelle, banale et simple, cette évolution pose problème au point que ces relations entre l'Allemagne et l'Europe de l'Est occupent une place relativement importante dans nos discussions.

Je ne veux pas empiéter sur un sujet qui n'est pas le mien, qui est le problème politique de la relation entre la CEE et le COMECON et les problèmes que pose la relation à l'intérieur même de la CEE. Mais, pour m'en tenir à mon sujet qui est de voir les choses du point de vue oriental, je dirai que l'enjeu de cette concentration sur l'Allemagne est peut-être celui de la contre-dépendance que souhaite créer un certain nombre de pays d'Europe Orientale vis-à-vis de l'Union Soviétique. L'enjeu, pour l'Europe Orientale, est peut-être aussi celui de l'accrochage de ces petits pays d'Europe Centrale et Orientale à l'élément apparemment moteur de l'économie ouest-européenne.

Bien que ma présentation ait été très schématique, nous voyons que ces enjeux pour l'Europe de l'Est des échanges avec le Marché Unique et les enjeux de la perestroïka, qui sont liés, débouchent sur d'autres enjeux qui nous concernent plus directement, sans doute, et plus vitalemment. C'est une raison de plus pour porter désormais une attention de plus en plus continue à cette évolution de l'Europe de l'Est, de son économie et de ses perspectives de changement.

Jacques GOLLIET

Vous avez parlé de ce que représentent les enjeux du point de vue de l'économie en général. Est-ce-que, à votre avis, ces enjeux sont aussi importants dans le domaine de ce que l'on pourrait appeler "l'économie militaire", dans la mesure où on peut la distinguer de "l'économie civile" ou de "l'économie de consommation" ?

Gérard WILD

La problématique de l'enjeu peut être établie en fonction du rôle que jouent les pays de l'Ouest vis-à-vis des différents segments de la demande finale dans les pays de l'Europe de l'Est. Ce sont l'enjeu pour l'investissement et donc pour la modernisation ; l'enjeu pour la consommation et donc l'enjeu social ; enfin, un troisième enjeu lié au rôle que peuvent jouer les pays de l'Ouest dans la modernisation des systèmes de défense de l'Est. C'est un vieux débat et je pense, pour ma part, que l'enjeu le plus important est celui de la modernisation directe du tissu industriel. Le rôle que jouent directement les fournitures

occidentales dans la modernisation militaire et dans l'accroissement des dépenses militaires est un vaste débat qu'on ne pourra sans doute pas développer ici.

A mon sens, cet enjeu est mineur pour les pays de l'Europe Orientale et Centrale. Pour l'Union Soviétique (c'est ma conviction personnelle et je sais que les experts occidentaux ont d'importantes divergences sur ce point) cet enjeu n'a pas l'importance qu'on lui accorde en général et, en tous cas, n'a pas l'importance qui doit être donnée à la modernisation globale du tissu industriel soviétique.

Il est toutefois évident que cette modernisation du tissu industriel conduit, à terme, à l'augmentation de la puissance soviétique et à la modernisation de son système militaire. Ceci est un effet fatal de toute modernisation. Il est vrai également que si nous vendons en URSS et en Europe de l'Est des équipements qui vont améliorer la fonction de production industrielle, à terme, on améliorera nécessairement aussi la qualité du système militaire soviétique.

Jacques GOLLJET

Quel avenir pour le commerce inter-allemand dans l'Europe de 1993 ?

Gérard WILD

Derrière cette question se cachent des problèmes stratégiques et géo-politiques. Je peux simplement apporter quelques informations brutes concernant le commerce inter-allemand. Ce commerce est finalement très important dans les échanges Est-Ouest. Dans les statistiques des organisations internationales, ce commerce allemand n'est pas comptabilisé car il est considéré, par les Allemands de l'Ouest, comme un commerce interne à l'Allemagne. Si bien qu'on a rarement une idée claire de ce qu'il représente.

J'ai fait, récemment, quelques calculs qui consistaient simplement à aller chercher dans les annuaires ouest-allemands la valeur des échanges entre les deux Allemagne, de les traduire en dollars pour voir ce qu'ils représentaient dans la valeur totale des échanges Est-Ouest. On s'aperçoit alors que le commerce inter-allemand est à peu près de même importance que le commerce entre l'URSS et l'Allemagne Occidentale. L'Allemagne Orientale est donc le deuxième partenaire de l'Europe Occidentale en matière d'importations ou d'exportations. En 1987, sur un total de 26 milliards de dollars d'échanges entre le COMECON et la Communauté Européenne, le commerce entre la RFA et l'URSS représente un peu plus de 4 milliards de dollars et le commerce entre la RFA et la RDA représente aussi un peu plus de 4 milliards de dollars. C'est, entre les deux Europe, le deuxième flux par ordre d'importance, en valeur. Pour vous donner une référence qui nous concerne, les ventes totales de la France à l'Europe de

l'Est s'élèvent à 3 milliards de dollars, dont 1 milliard et 700 millions vers l'Union Soviétique.

C'est donc un commerce relativement important. Il est également important par ses aspects qualitatifs. Il aide certainement l'Allemagne à occuper, à l'intérieur du camp socialiste, un rôle d'atelier de transformation, de fournisseur de machines-outils et de produits modernes. C'est ce qui a permis, sans doute, à l'Allemagne de l'Est de rester, dans l'Europe de l'Est, ce fournisseur privilégié de biens d'équipements, notamment à destination de l'Union Soviétique.

Quel est l'avenir du commerce inter-allemand ? Je crois qu'il ne se distingue pas fondamentalement de l'avenir des échanges Est-Ouest, en tout cas pas plus qu'il ne s'est distingué, par le passé, de l'ensemble des échanges Est-Ouest. Il continuera certes, très probablement, d'être un commerce privilégié.

Cependant, dans sa logique profonde d'évolution, il obéit à des facteurs qui sont vrais pour l'ensemble du commerce Est-Ouest. C'est-à-dire : nécessité de modernisation, nécessité de trouver des spécialisations intéressantes pour la vente à l'Europe Occidentale, etc. C'est, quantitativement, quelque chose d'important. C'est aussi un flux qui reste inscrit dans la logique générale des échanges Est-Ouest.

Xavier de VILLEPIN

Je propose que nous passions au second thème de la matinée : "L'enjeu de l'autre Europe pour le Marché Unique Européen", qui sera traité par Pierre Cortesse, Conseiller-Maître à la Cour des Comptes et ancien Directeur de la Prévision au Ministère des Finances, qui sera suivi par le troisième thème : "Bilatéralisme et multilatéralisme dans les échanges entre les deux Europe" dont parlera Jean François-Poncet.

Pierre CORTESSE
"L'enjeu de l'autre Europe pour le Marché Unique Européen"

Evaluer l'enjeu, pour la Communauté Européenne, des marchés de l'Est renvoie à une question qui peut être formulée de la manière suivante :

Les échanges commerciaux entre la CEE et les pays de l'Est sont actuellement d'une ampleur modeste. Y a-t-il lieu de penser que cette situation peut se transformer à échéance d'une dizaine d'années ? Si oui, quelles en seraient les conséquences pour la CEE ?

Avant de proposer des éléments de réponse à cet ensemble de questions, je voudrais faire deux observations : la première concerne les mécanismes économiques, la seconde la politique économique.

Les mécanismes économiques

Lorsqu'on s'interroge sur les relations qu'entretien-

nent deux ensembles économiques - deux pays par exemple - on envisage en général trois marchés qui ne sont pas indépendants mais qui se prêtent aisément à une analyse distincte :

- le marché des biens et services,
- celui des capitaux,
- celui du travail.

S'agissant des pays de l'Est, il est clair que ce troisième marché, pour des motifs exclusivement politiques qu'il n'est pas utile de développer, n'est pas directement concerné. En effet, en se plaçant d'un point de vue strictement économique, on constate que les pays de l'Est, en raison d'une faible productivité du travail, souffrent d'un manque de main-d'œuvre persistant, alors que le chômage n'a cessé de croître dans la CEE depuis quinze ans.

De la même manière, les pays de la CEE ont eu et ont encore des capacités de production durablement sous-utilisées, alors que les pays de l'Est souffrent d'un sous-investissement chronique : mais, indépendamment des freins de nature politique ou administrative, l'absence d'un système financier digne de ce nom limite étroitement - malgré l'abondance de l'épargne dans la CEE - les investissements occidentaux dans les pays de l'Est.

On se trouve donc en présence de deux ensembles, dont l'un possède des facteurs de production (capital et travail) surabondants et dont l'autre souffre de manière endémique de la pénurie de ces facteurs, mais qui ne peuvent faire jouer ces complémentarités.

L'essentiel de leurs relations économiques se résume à des échanges limités de biens et de services : grosso modo les pays de l'Est fournissent des matières premières et des produits peu élaborés aux pays de l'Ouest ; la CEE exporte vers l'Est des produits à forte valeur ajoutée (essentiellement des biens d'équipement).

Le solde structurellement déficitaire pour les pays de l'Est est financé par des prêts des pays de la CEE.

La politique économique

Ma deuxième observation concerne la politique économique. Les pays de la CEE constituent, pour la première fois peut-être de l'histoire de l'Occident, un ensemble économique de premier rang qui ne dispose pas d'un véritable pouvoir centralisé puisque, pour plusieurs années encore, l'essentiel des pouvoirs non seulement politique, mais économique et monétaire (fiscalité, monnaie, budget) continuera de dépendre des Etats qui le forment. De plus, le pouvoir "économique" des Etats, en droit mais surtout en fait, diminue plus vite que le pouvoir communautaire ne se constitue, si bien que, en pratique, ce sont les entreprises et tout particulièrement les multinationales qui héritent d'une part croissante du pouvoir économique et financier : cette évolution est illustrée par les concentrations, les restructurations, les alliances et, d'une manière générale, par le développement, stimulé par l'échéance de 1993 et la concurrence internationale, des groupes transnationaux qui sont les principaux acteurs occidentaux du commerce

Est-Ouest.

A l'Est, inversement, la décentralisation est demeurée, même dans les pays les plus avancés dans cette voie, embryonnaire, et les organes de décision soviétiques, fortement centralisés, continuent d'exercer une tutelle étroite sur toute leur zone d'influence et y maintiennent un système d'échanges fondé sur une logique politique, longtemps caractérisée par des subventions importantes (directes ou indirectes) de l'URSS aux pays d'Europe orientale.

Cette situation contrastée entre un ensemble fortement et artificiellement organisé à partir de Moscou et une Communauté Economique aux pôles de décision multiples (Etats et entreprises) dont les intérêts ne sont pas nécessairement convergents, entraîne une forte asymétrie dans l'exercice de la politique économique.

*
* *

Ces observations étant faites, il convient, avant d'examiner l'avenir des relations économiques inter-zones, d'essayer de préciser ce que représentent les pays de l'Est pour cet "agrégat en mouvement" que la CEE va demeurer encore longtemps.

J) Le potentiel économique des pays de l'Est pour la CEE

En simplifiant à l'extrême, on peut dire qu'ils apparaissent comme un ensemble sinistré et paralysé :

- sinistré dans la mesure où il se caractérise par une situation économique de pénurie et de rationnement, un appareil de production vieilli et inefficace, des équipements collectifs insuffisants, des services médiocres ou inexistants, une main-d'œuvre sous utilisée ;

- paralysé par le dysfonctionnement du système lui-même, son isolement du marché international en raison d'un régime de prix incohérent, les innombrables restrictions imposées par la gestion administrative et politique - ainsi que par l'embargo américain -, la pauvreté des mécanismes et des instruments financiers ainsi que la prédominance du troc dans les échanges.

Un partenaire modeste :

En tant que marché actuel et potentiel, les pays de l'Est ont connu, depuis cinq ou six ans, dans leur ensemble, une détérioration de leur solvabilité, la situation de l'URSS tranchant cependant nettement sur celle des pays de l'Europe Orientale.

En effet, si l'URSS, qui a été affectée par la baisse du prix de l'énergie et qui ne souhaite pas s'engager dans la voie d'un endettement excessif, conserve cependant de larges facultés d'emprunt, les pays de l'Europe Orientale sont endettés ou appauvris et, pour les plus mal en point comme la Pologne, à la fois endettés et appauvris.

Ce tableau, incontestablement très sombre, explique que, en dépit de leurs 400 millions d'habitants - c'est-à-

dire plus que les Etats-Unis et le Japon réunis - dont les aspirations sont les mêmes que celles des occidentaux, les pays de l'Est ne constituent pour la CEE qu'un partenaire modeste : 2,5 % de ses échanges, 4 à 5 % si on fait abstraction des échanges intracommunautaires.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, d'un strict point de vue économique, c'est-à-dire commercial en l'espèce, les pays de l'Est ne se situent pas au premier rang des préoccupations de la CEE, ni comme débouchés, ni comme concurrents éventuels.

S'il fallait établir un classement des priorités de la CEE au regard de son objectif majeur - assurer une croissance soutenue pour réduire le chômage - les relations avec les pays de l'Est seraient certainement situées derrière le parachèvement du Marché Unique Européen, la résolution des problèmes internes à l'Ouest (rétablissement de la balance des paiements américaine et stabilisation des taux de change) et l'amélioration des relations Nord-Sud.

Il faut, en outre, ne pas perdre de vue que, sur ces trois ou quatre grands problèmes, auxquels l'Europe est confrontée, la concertation et souvent l'action commune sont la règle, alors que, dans les relations avec l'Est, les intérêts, les engagements, les objectifs, les contraintes diffèrent sur de nombreux points d'un pays à l'autre (le gaz soviétique n'intéresse ni les Anglais, ni les Hollandais). Ce qui domine les relations avec les pays de l'Est, c'est la concurrence entre les Etats de la CEE, beaucoup plus que la concertation et, hormis le domaine étroit des conditions de crédit, il serait bien difficile de définir une attitude ou une politique communautaire.

Cette description "minimaliste" des relations entre la CEE et les pays de l'Est mérite cependant d'être nuancée. En effet, si l'analyse économique conduit à la conclusion qu'elles occupent une place modeste dans la stratégie des pays du Marché Commun, il est clair qu'elles revêtent une importance qui excède leur enjeu commercial, pour deux raisons d'inégale importance :

- Tout d'abord, mais c'est un point relativement mineur, ce qui est marginal n'est pas pour autant négligeable. Loin s'en faut : ainsi, les marchés de l'Est et tout particulièrement de l'URSS présentent une relative stabilité lorsqu'on les compare à un ensemble de même importance pour la CEE : l'OPEP. Alors que dans les sept ou huit dernières années, les importations de l'OPEP ont fléchi de 30 %, celles des pays de l'Est ont augmenté de 15 %. Ainsi, les échanges avec ces pays constituent-ils un élément de régularisation réel et potentiel des échanges extérieurs de la Communauté.

- Mais, surtout, et c'est le point le plus important, les Européens de l'Ouest ont la conviction que les pays de l'Est, individuellement et collectivement, traversent la crise économique la plus grave, par son étendue et par ses répercussions possibles, qu'ils aient connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour la première fois, les réformateurs, unanimes dans tous les pays où ils peuvent s'exprimer, revendiquent explicitement la prise en

considération de nombreux éléments du modèle occidental (décentralisation, autonomie des entreprises, référence aux prix internationaux, convertibilité des monnaies, indépendance du pouvoir économique par rapport au pouvoir politique).

La possibilité d'une transformation en profondeur des économies de l'Est ne paraît plus utopique.

Cette situation, évolutive, mouvante, qui continue de susciter de nombreux commentaires et dont la composante politique est suffisamment connue pour qu'il soit inutile de la décrire, donne lieu à deux types de réactions :

- Une analyse, que ses tenants qualifient de réaliste et ses détracteurs de pessimiste, conduit à considérer que les discours tenus à l'Est sur la "réforme", les aspirations et les exaspérations qu'ils traduisent, les concessions souvent étendues qu'ils consentent, ne font qu'occulter un constat d'échec et l'impuissance à modifier réellement un système totalement verrouillé ; si la possibilité d'une réforme existe bien et si, au-delà des mots, elle est effectivement souhaitée par une fraction plus ou moins nombreuse des dirigeants et des peuples, les obstacles à surmonter sont tels qu'elle ne se réalisera pas.

- A l'opposé, l'examen de ce qui a été fait, ne serait-ce que la profonde modification du discours, particulièrement en URSS, et qui est irréversible (on ne pourra "effacer" à nouveau les victimes du stalinisme) conduit à la conviction que les conditions d'une transformation du "système" sont réunies, ou sont en voie de l'être.

II - Les enjeux

L'hypothèse d'un échec des réformes en cours

Les "tenants de l'échec" font le raisonnement économique suivant.

Le délabrement de l'économie civile des pays de l'Est est tel qu'il ne pourra y être mis fin qu'au prix d'un effort d'investissement considérable ; pour pouvoir investir, il faut dégager un surplus économique significatif ; pour dégager ce surplus, il faut obtenir une augmentation de la productivité des facteurs de production et, en premier lieu, de la productivité du travail, très faible à l'Est par rapport aux standards de l'Ouest. Précisément, cette augmentation de l'intensité du travail, impérative dans les pays où il n'y a aucune réserve de main-d'œuvre, n'est concevable que si les conditions de vie, et en premier lieu le pouvoir d'achat des travailleurs, sont améliorés et "honorés". Or, pour améliorer les conditions de vie et obtenir l'adhésion des travailleurs à un effort collectif, il faut disposer d'un surplus à partager. On est ramené au point de départ au terme d'un "cercle vicieux" ; c'est effectivement dans ce cercle vicieux que se débat l'économie soviétique depuis trois ans (et l'économie polonaise depuis plus longtemps).

A partir de ce constat, deux attitudes sont possibles : La première consiste à préconiser la subordination de l'économie au politique : la CEE doit se garder d'appuyer -

autrement qu'en paroles - les politiques de réforme à l'Est parce que, premièrement c'est inutile (l'échec est de toute façon certain) et, deuxièmement une politique d'aide pourrait être nuisible aux intérêts vitaux de l'Ouest, dans la mesure où elle serait de nature à dispenser les dirigeants des pays de l'Est de tenter d'effectuer une réduction substantielle de leurs dépenses militaires, seul moyen "interne" (sans doute voué à l'échec) de dégager un surplus au bénéfice du secteur civil et d'éviter le "pat" vers lequel ils s'acheminent.

Une seconde approche inspirée de circonstances purement économiques conduit à des conclusions sensiblement différentes :

En effet, même s'il ne faut pas escompter de bouleversement dans l'évolution des structures économiques et de la demande des pays de l'Est, la sagesse commande de s'en tenir à une analyse objective des perspectives d'échanges qui peuvent être tracées à partir de quatre observations.

Ces pays, au premier rang desquels l'URSS, sont exportateurs d'énergie et de matières premières dont la CEE est démunie et fortement consommatrice.

En second lieu, d'une manière générale, les échanges entre la CEE et le CAEM sont complémentaires.

De plus, les pays de la CEE disposent à l'Est de positions commerciales généralement plus fortes que les U.S.A., le Japon ou les N.P.I. (1). Il serait contraire à leurs intérêts bien compris de ne pas défendre ces positions et de risquer de perdre des parts de marché au profit de nouveaux venus.

Enfin, les autres zones économiques, qui constituent le débouché des productions de la CEE, n'offrent pas, à moyen terme, de perspectives particulièrement favorables : Les Etats-Unis et les pays en voie de développement sont lourdement endettés, le Japon et les N.P.I. sont traditionnellement très protectionnistes. Les marchés du CAEM, malgré leur étroitesse, doivent donc être activement prospectés, quelles que soient les difficultés spécifiques et persistantes qu'ils présentent.

L'hypothèse d'un succès de la perestroïka.

D'autres, en revanche, pensent que les conditions d'une transformation des pays de l'Est sont réunies, au terme d'une démarche qui relève autant de l'intuition que du raisonnement, qui empiète largement dans le champ politique et qui ne décrit ni les modalités économiques, ni les étapes de cette transformation (réduction forte et durable des dépenses militaires et reconversion d'une partie du secteur militaire, changement des mentalités, effet des réformes structurelles, décentralisation des décisions, recours étendu aux techniques du marché, etc.).

On peut résumer leurs conclusions en disant que, dans cette optique, à échéance (non précisée), les pays de l'Est participeront effectivement à la division internationale du travail ou procéderont à des ajustements structurels en fonction de l'environnement, que le régime actuel de

leurs échanges, inspiré du "troc colonial", aura disparu et que la zone qu'ils constituent sera au moins partiellement intégrée dans le système financier international.

Si l'on considère que ce scénario est probable, deux attitudes sont concevables :

La première se fonde sur des considérations exclusivement économiques : la CEE est, et demeurera encore longtemps sur la scène internationale, l'ensemble économique le plus ouvert et le plus perméable, pour des raisons institutionnelles et structurelles qu'il est inutile de développer.

Si les pays du CAEM "décollent", leur marché sera exceptionnellement attrayant, en raison de l'énormité des besoins d'une population nombreuse et démunie qui deviendrait "de plus en plus solvable". La CEE a donc un intérêt majeur non seulement à préserver sa rente de situation, mais encore à consolider ses positions à l'Est. Elle en a les moyens. Elle dispose d'un tissu industriel, commercial et financier largement diversifié, d'une longue tradition de relations commerciales privilégiées (contrairement à ses grands concurrents) et a une capacité d'aide (la balance extérieure de la CEE est structurellement excédentaire).

Si elle adopte une attitude passive et trop prudente, elle perdra rapidement les atouts dont elle dispose. L'offensive commerciale japonaise en URSS constitue à cet égard un avertissement. Elle doit également arbitrer entre ses préférences politiques et ses intérêts économiques : la Roumanie et la Tchécoslovaquie, dirigées par des "conservateurs", offrent une meilleure solvabilité que la Pologne et la Hongrie, plus ouvertes aux influences occidentales.

L'autre approche est plus globale : elle s'appuie sur l'idée que l'économique est aussi le vecteur du politique. Son expression extrême est celle d'un nouveau plan Marshall de la CEE en faveur des pays d'Europe Orientale. L'objectif est alors de participer à la validation de l'analyse des réformateurs et de contribuer à mettre en œuvre les deux principes qui la sous-tendent :

- les transformations économiques doivent aller de pair avec les transformations politiques,

- le développement économique passe par la décentralisation, c'est-à-dire par la légitimation d'un pouvoir économique distinct du pouvoir politique (autonomie des entreprises, référence au marché...).

L'enjeu est alors d'une nature et d'une ampleur différentes. Il serait de réintégrer, dans la Communauté des pays industrialisés, des nations dont l'aspiration profonde est d'en faire partie et que seuls les accidents de l'histoire ont reléguées dans un univers économique différent, de modifier les courants commerciaux artificiellement organisés entre les pays du CAEM pour des motifs politiques et d'éloigner ainsi les pays d'Europe orientale de l'URSS.

C'est ce que certains ont appelé la "finlandisation" des pays de l'Europe orientale.

L'enjeu pour la CEE

Ainsi, selon que l'on se place dans l'hypothèse d'un échec des réformes à l'Est ou dans la perspective d'une transformation en profondeur de l'économie de ces pays, on aboutit à des situations totalement contrastées.

Dans la première hypothèse, l'enjeu demeure limité ; il n'est pas de nature à modifier sensiblement les conditions de développement de la Communauté, ni à contribuer à la solution des problèmes auxquels elle se trouve confrontée (le chômage en premier lieu).

Dans l'autre hypothèse - mais l'échéance de la transformation effective des économies est sans doute lointaine - l'enjeu est beaucoup plus important. Il ouvre à la CEE la faculté d'accélérer son développement par l'effet multiplicateur du commerce extérieur, tout en lui imposant en contrepartie d'accepter des ajustements structurels supplémentaires (extension de la division internationale du travail).

Il offre, en second lieu, une possibilité de rééquilibrer au moins en partie le commerce mondial au profit de la zone européenne qui, depuis vingt ans, perd régulièrement du terrain au bénéfice de la zone Pacifique.

Mais ce "recentrage" de l'Europe pourrait être aussi un facteur de division à l'intérieur de la Communauté :

- dans la mesure où les Etats, en tant que tels, joueront encore longtemps un rôle important dans les relations commerciales avec l'Est et où leur action s'exprime plutôt en termes de concurrence qu'en termes de coopération (comme en témoigne la surenchère actuelle en matière d'ouverture de crédits à l'URSS),

- dans la mesure surtout où cette évolution serait un facteur important du renforcement de la position de la RFA, en raison de ses liens privilégiés avec l'Est autant que des caractéristiques de son économie et de l'attrait de sa monnaie qui la prédisposent à accentuer sa position de premier partenaire européen des pays de l'Est et particulièrement de l'Europe orientale. Son poids au sein d'une Communauté économiquement, mais aussi sans doute culturellement, plus tournée vers l'Est s'accroîtrait d'autant plus que la construction européenne demeurerait plus longtemps inachevée.

*
* *

Le temps n'est pas venu de conclure, puisque cet exposé n'a pour objet que d'apporter un éclairage parmi d'autres sur un problème qui, lui-même, n'est guère qu'une partie d'un tout.

Je me bornerai donc, pour terminer, à deux observations.

- La première est qu'il me paraît difficile de choisir, aujourd'hui, entre les deux grandes hypothèses qui se présentent actuellement et que, pour ma part, je m'abstiendrai, d'autant plus que la réalité ne sera sans doute ni noire ni blanche, comme les nécessités ou les conventions

de l'analyse et de l'exposé nous condamnent à la représenter.

- La seconde est que, au-delà de l'enjeu économique - ou dans le même temps - existe un enjeu politique qu'il n'est pas possible, même dans cette perspective économique, d'éviter complètement. Et je suis bien conscient de n'avoir pas toujours réussi à cantonner mon analyse dans le domaine qui lui était assigné.

En particulier, me semble-t-il, l'examen des conditions dans lesquelles s'exerce le commerce entre les pays de la CEE et du CAEM, conduit à mettre en lumière la faiblesse organique de la CEE et les risques que ferait courir à sa cohésion un déplacement de son centre de gravité économique vers l'Est, si sa construction politique demeurerait trop longtemps inachevée.

Jean FRANÇOIS-PONCET *"Bilatéralisme ou multilatéralisme dans les échanges entre les deux Europe"*

L'essentiel a été dit par M. Wild, que je suis heureux de saluer et avec qui j'ai siégé sur ces mêmes sujets à Bruxelles, il y a quelques jours, et par M. Cortesse dont j'ai beaucoup apprécié l'analyse pleine de finesse.

A vrai dire, le sujet qui m'a été imparti : "multilatéralisme ou bilatéralisme dans le développement des échanges entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest" est, me semble-t-il, un sujet plus formel que substantiel. Il relève de la réflexion théorique plutôt qu'il ne pose de grands problèmes dans la réalité des choses. Voilà, du moins, ma thèse !

- I -

Le fait que l'Europe Occidentale soit engagée dans la transformation de ce qui est déjà un Marché Commun en un espace débarrassé de ses dernières frontières met l'accent sur la consolidation et le renforcement de la Communauté Européenne. Cette évolution conduit à des questions multiples, telles que - parmi d'autres - celle qu'a posée tout à l'heure le représentant de l'Ambassade de l'Union Soviétique, à savoir quelles conséquences ce Marché Unique aura sur ses partenaires. C'est une question que l'on se pose à l'Est et que l'on se pose au moins autant, sinon plus, à l'Ouest. C'est la question qui ne peut que réjouir le cœur des Européens parce que, tout à coup, grâce à l'échéance de 1992, une Europe, qu'on avait tendance à passer par "profits et pertes", se remet à exister. Je suis content de voir que l'Union Soviétique, elle aussi, s'interroge. Raison de plus pour persévérer dans cette entreprise qui va rencontrer beaucoup d'obstacles, ne nous y trompons pas. Le plus dur, à mon avis, reste à faire. Mais, actuellement, l'entité européenne commence à hanter les réflexions, les discussions, les colloques et suscite toutes sortes de questions. On voit l'Union Soviétique introduire dans le débat cette idée de la "maison commune européenne". C'est plus, aujourd'hui, une notion dialectique qu'un projet concret et il n'y a pas de rapport direct entre l'échéance de 1992 d'une

part et la "maison commune" de l'autre. Les deux projets ne se situent pas sur le même plan. Mais il y a des questions réelles : Y-a-t-il conflit ? Si non, comment ces concepts peuvent-ils s'harmoniser ? Est-ce au plan multilatéral que les relations et les initiatives sont à prendre ou au plan bilatéral ?

Il y a là une première série de réflexions qui sont rétrospectives et historiques, en ce sens que le problème "bilatéralisme ou multilatéralisme" n'a pas cessé d'être posé dans les relations entre l'Europe Occidentale et l'Europe Orientale depuis la guerre. L'histoire de ces relations s'est déroulée schématiquement en trois actes.

Le premier acte a été le refus par l'Union Soviétique de reconnaître l'existence de la Communauté Economique Européenne. Cet acte s'est terminé environ vers 1972. Pourquoi l'Union Soviétique avait-elle pris cette position ? Tout simplement parce qu'elle était hostile à la construction de l'Europe pour des raisons politiques, parce que la construction de l'Europe était perçue comme un obstacle à l'extension de l'influence soviétique et en raison de la présence des Etats-Unis en Europe. Il se trouve que cette hostilité n'a pas empêché la Communauté Economique Européenne de se construire et que le réalisme a fait son chemin là comme ailleurs.

A partir de 1972, la situation s'est inversée et le Secrétaire Général du CAEM a demandé à établir des relations avec la CEE. A partir de ce moment-là, ce sont les européens de Bruxelles qui n'ont pas voulu le faire aux conditions qui leur étaient proposées. Ces conditions consistaient à faire transiter par la structure du CAEM les relations entre les pays de l'Est et la Communauté Economique Européenne. Pourquoi ce refus ? Il était d'une part technique et juridique : il n'y a pas, au niveau du CAEM, de pouvoirs comparables à ceux de la CEE. On peut être étonné de voir ce groupe qui, de l'extérieur, paraît être étatique très fortement charpenté, ne pas disposer de pouvoirs réels et notamment du pouvoir de conclure des accords commerciaux au nom de l'ensemble de ses membres. Mais telle est la situation. Il y avait naturellement, dans la position de la CEE, des arrière-pensées politiques qui consistaient tout d'abord à constater que les pays de l'Est sont très différents les uns des autres, telle la Hongrie notamment. Par conséquent, pourquoi traiter de la même façon, dans des accords-cadres, de réalités aussi différentes ? Enfin, il y avait, du côté de l'Europe Occidentale, le désir de ne pas renforcer ce partenaire qu'aurait été le CAEM et dont chacun sait qu'il est très largement dominé par l'Union Soviétique. Pourquoi l'aider en traitant avec lui de façon privilégiée ? La CEE n'a donc été d'accord pour établir des relations que dans des domaines très limités. Il se serait agi d'un accord formel, étant entendu que les relations économiques, dans leur réalité, auraient continué d'être bilatérales.

Il a fallu attendre quinze ans pour parvenir au troisième acte : le 25 juin de cette année, la reconnaissance, par le CAEM, de la Communauté, mais aux conditions de la Communauté.

Il n'est pas étonnant que, dans le cadre de la "nouvelle pensée", de la normalisation et de la détente entre l'Est et l'Ouest, il y ait eu ce mouvement. On aurait été surpris qu'il ne se produisît pas. Mais, de ce fait, le problème du multilatéralisme ou du bilatéralisme, qui est assez largement formel, ne se pose plus réellement : il est résolu.

Nous avons surmonté l'obstacle. Mais, naturellement, la question se pose de savoir si cette reconnaissance réciproque constitue une donnée fondamentale et si, à partir de là, il peut y avoir une grande impulsion donnée aux relations multilatérales entre ces deux ensembles économiques.

Personnellement, je ne le crois pas. Je ne me prononce pas ici sur les problèmes évoqués par MM. Cortesse et Wild. Le problème que je pose est un problème de structures, un problème administratif. Est-ce que ces deux structures ont beaucoup à se dire l'une à l'autre ? Mon sentiment est qu'elles ont quelque chose à se dire, mais que ce quelque chose est relativement limité.

Cette limite tient évidemment, en grande partie, à la structure même du CAEM, structure qui sera sûrement amenée à évoluer. Dans quel sens ? Il est trop tôt pour le dire mais il serait surprenant que les réformes se poursuivent dans les pays d'Europe de l'Est et que l'organisme économique fédérateur n'en ressente pas les conséquences. C'est un organisme assez décevant et qui n'a rien à voir avec ce qui existe à Bruxelles. C'est un organisme bureaucratique très lourd qui n'instaure même pas le multilatéralisme à l'intérieur du bloc des pays de l'Est mais s'analyse plutôt en une addition de bilatéralismes. C'est un système de troc qui est géré bilatéralement par les différents pays, avec une certaine coordination de la part des instances du CAEM et avec une tension qui ne s'est jamais démentie entre l'Union Soviétique d'une part et, d'autre part, les différents pays de l'Europe de l'Est. En effet, l'URSS a toujours poussé à l'intégration. Elle domine, par ses fonctionnaires, les organismes du secrétariat ainsi que les organismes qui en dépendent (deux banques, un institut d'études économiques et un institut de normalisation). La principale préoccupation des autres pays de l'Est a été de développer leur autarcie et de se défendre contre la mainmise soviétique au nom de leur indépendance, de leur autonomie ou de leur souveraineté. Dans le cas de la Roumanie (on l'a rappelé) cette volonté d'indépendance a été jusqu'à une quasi rupture. Dans les autres cas, on a assisté à des tactiques plus dilatoires, moins ouvertes, mais tout aussi réelles. Cette tension n'a pas empêché les relations économiques de se développer à l'intérieur du CAEM. Mais ces relations se sont beaucoup moins vite développées entre les pays de l'Est que les relations économiques à l'intérieur du Marché Commun, avant même que nous en venions à 1992 qui devrait donner une impulsion nouvelle au développement des échanges intra-européens.

Cette structure bureaucratique reflète une volonté de domination non seulement économique mais aussi politique de la part de l'Union Soviétique. Elle a suscité des résistances et continue à le faire. Elle est fondée sur un

mécanisme de troc et ne dispose pas vraiment de moyens financiers (il n'y a pas de monnaie convertible et le rouble lui-même n'est pas convertible à l'intérieur même du bloc soviétique). Son principal problème a été celui des avantages respectifs que l'Union Soviétique et ses associés tiraient du système, avec le sentiment qui s'est développé, en Union Soviétique, que c'était un système très coûteux pour elle, ce qui est probablement vrai, car l'Union Soviétique, en échange des matières premières livrées à ses partenaires, aurait pu gagner des devises fortes, tandis que les pays de l'Est vendent à l'Union Soviétique des produits industriels qui auraient difficilement trouvé preneur sur le marché mondial. En outre, le système des prix est artificiel : pour le pétrole, c'est la moyenne sur cinq ans qui compte. Ce système joue en faveur des pays acheteurs de matières premières quand les matières montent (cela a été le cas pendant toute la crise pétrolière), avec le sentiment de la part de l'Union Soviétique qu'elle faisait la part belle à ses associés. Mais, évidemment, le système joue en sens contraire quand les prix du pétrole baissent (ce qui est le cas depuis et conduit à toutes sortes de débats qui sont difficiles et délicats). Aussi, quand on a décrit, très schématiquement et j'imagine très imparfaitement, le mécanisme collectif qui associe entre elles les économies des pays de l'Est, on n'est pas très porté à estimer que c'est un mécanisme efficace, ni un partenaire avec lequel on peut aller très loin. Tel est mon sentiment et je ne suis pas sûr que la nouvelle donne introduite depuis 1985 dans ce système justifie une analyse sensiblement différente.

- II -

Que s'est-il passé, en effet, depuis les réformes de M. Gorbatchev ? Le premier résultat qu'on a pu constater (et qui était assez paradoxal) a été la volonté de resserrer les liens et non de les assouplir, comme on aurait pu l'imaginer. A vrai dire, c'était le désir, et c'est encore le désir, de faire en sorte que l'Union Soviétique tire davantage de ses échanges qu'elle ne le faisait au préalable et que la contribution des associés de l'Union Soviétique à son redressement économique soit plus efficace qu'elle ne l'avait été dans le passé.

Outre cette volonté de resserrment, s'est affirmée une volonté de mettre l'accent sur les enjeux scientifiques et technologiques, de mobiliser, dans ces domaines, le potentiel de l'ensemble du bloc, en partie probablement pour contourner le blocus ou les obstacles que l'Occident, sous la pression des Etats-Unis, a mis aux échanges scientifiques et techniques avec l'Est.

On a vu également apparaître la volonté d'aller, dans l'intégration, jusqu'au niveau des entreprises et de dépasser le stade du troc entre Etats. C'est la traduction d'une idée qu'on retrouve dans les échanges entre l'Est et l'Ouest, l'idée des sociétés mixtes (dans la pratique des choses, je crois qu'il y a eu plus d'une douzaine d'expériences de ce type, ce qui est peu). Il y a aussi l'idée qu'on va introduire, dans ce système, un étalon monétaire. C'est l'ambition de rendre le rouble convertible. Des déclarations ont été faites à ce sujet avec, en première

étape, une convertibilité interne au bloc soviétique. Pour le moment, la réalité n'a pas, me semble-t-il, beaucoup changé. Je crois que c'est sur des protocoles bilatéraux, fondés sur le troc, que se construit le prochain plan.

Avec ces structures, avec les résistances qui continuent d'exister - notamment la résistance d'un certain nombre de pays de l'Est aux réformes (c'est le cas de la R.D.A. qui considère que les choses sont bien comme elles sont et qu'il n'y a pas lieu de les changer) - peut-on imaginer qu'il y ait un grand avenir dans les rapports entre la CEE et le CAEM ? Personnellement, je ne le pense pas. Ce qui naturellement ne répond qu'à une partie de la question, c'est-à-dire, est-ce qu'il peut y avoir, entre ces deux ensembles des rapports multilatéraux ? La réponse est qu'on ne peut pas aller très loin, avec des nuances ou en tous cas des interrogations à formuler.

D'abord, bien entendu, entre la CEE et chacun des pays de l'Est, il peut et il va y avoir des accords conclus. Le premier a déjà été signé avec la Hongrie. Il ne faut pas oublier, en effet, que, du côté de la CEE, les Etats lui ont transféré un certain nombre de compétences et que les accords de commerce ne peuvent être signés qu'entre ces pays et la CEE. Par conséquent, à cet égard là, il y aura bien multilatéralisme d'un côté mais bilatéralisme de l'autre, avec chacun des pays de l'Est pris individuellement.

Deuxième observation : ne peut-on pas, au niveau de la Communauté, aboutir à une certaine coordination dans le domaine, qui ne relève pas de la CEE, des crédits accordés aux pays de l'Est ? Ce serait, je crois, souhaitable. Mais notons que le Traité de Rome ne prévoit rien de tel. M. Cortesse a parlé de "surenchères". A ce stade, les surenchères ne vont pas très loin et il ne faut pas se laisser abuser par l'annonce des enveloppes de crédits qui ne signifient pas grand chose, parce que ces enveloppes souvent ne sont pas utilisées. Ce sont les conditions de crédits qui comptent. Or, il n'y a pas, me semble-t-il, pour le moment encore, de surenchères dans les conditions de crédits qui restent, pour l'essentiel, "commerciales". Je crois qu'il est souhaitable que cela demeure ainsi, mais je pense aussi qu'il serait prudent qu'il puisse y avoir à Bruxelles, à ce sujet, une coordination. C'est un sujet qui sera discuté au sommet de Rhodes qui se réunit à partir de demain. La Communauté a intérêt à adopter une approche comportant, de son côté, un minimum de multilatéralisme.

Il y a aussi des domaines où on pourrait imaginer, de façon utile et constructive, des rapports entre le CAEM et la CEE. Par exemple, l'environnement qui va sûrement jouer un rôle croissant dans les rapports entre l'Est et l'Ouest ; le reproche fait aux pays de l'Est étant de développer leurs économies sans tenir aucun compte des problèmes d'environnement. Il y a là un domaine nouveau qui commence à faire surface et qui se prête probablement mieux que les échanges commerciaux à des solutions multilatérales. Je crois que la même chose pourrait valoir pour les transports, pour l'énergie (je pense par exemple au problème de la sécurité des cen-

trales nucléaires soviétiques). Ce sont des sujets sur lesquels on pourrait imaginer - comme la santé ou peut-être la pêche qui est une des attributions de la Communauté et qui ne font pas traditionnellement partie des accords commerciaux - une coopération multilatérale.

Reste évidemment un dernier problème, abordé également par M. Cortesse, celui d'un "Plan Marshall", d'une aide que l'Europe Occidentale, collectivement, déciderait d'apporter à l'Union Soviétique et aux autres pays de l'Est. La suggestion a été faite. Mais je ne crois pas qu'elle soit sérieusement envisagée par personne. Le problème reste cependant posé et, quand on parle de "bilatéralisme" ou de "multilatéralisme", il est difficile d'ignorer complètement cette question qui est d'ailleurs à cheval sur l'économique et le politique et qui est, à mon avis, beaucoup plus politique qu'économique. Sur le plan économique, on voit assez mal la logique d'un tel projet, sauf naturellement dans la perspective qu'évoquait M. Cortesse, à savoir l'idée de rééquilibrer, de redonner à l'ensemble de l'Europe un rôle plus central, pour faire concurrence à la zone Pacifique. C'est un "kriegspiel" économique extrêmement ambitieux dans lequel, pour ma part, je préfère ne pas me lancer ici.

Je crois donc que, sur le plan économique, pour l'Europe, cette idée d'un "Plan Marshall" n'a qu'un intérêt limité. Je ne suis pas sûr d'ailleurs qu'on rendrait un bon service aux réformateurs, car des aides extérieures, non commerciales, seraient plus propres à reporter qu'à accélérer les réformes internes. Celles-ci passent forcément par une réduction des dépenses militaires. En ce qui concerne l'Europe Occidentale, je ne vois pas l'intérêt d'un programme qui aurait pour conséquence d'inciter ou de permettre à l'Union Soviétique de reporter à plus tard les décisions d'économies qu'elle doit prendre en matière militaire...

Cela ne veut pas forcément dire, et c'est par là que je terminerai, qu'il faut répondre négativement à la question : "Faut-il aider M. Gorbatchev ?" Personnellement, je serais plutôt d'avis de répondre : si on peut l'aider, pourquoi ne pas le faire ? Ce qui se passe à l'Est ne peut plus être considéré, désormais, comme destiné à donner de soi une bonne image à l'Ouest. Les questions que nous étions en droit de nous poser, il y a dix-huit mois, ne se posent plus dans les mêmes termes. Mais, peut-on faire beaucoup pour aider M. Gorbatchev ? Dans un colloque qui s'est tenu à Bruxelles, il y a quelques jours, le représentant de l'Institut Européen de l'Académie des Sciences Soviétiques, qui nous apportait le message de Moscou, a répondu : "Vous ne pouvez pas beaucoup nous aider ; nous ne pouvons que nous aider nous-mêmes". Le problème économique soviétique est fondamentalement un problème de réforme interne, ce qui nous renvoie à la problématique de M. Cortesse : il y a les pessimistes et les optimistes, comme dans toute grande entreprise. Dans les débats que nous avons eus à Bruxelles, les pessimistes l'emportaient sur les optimistes. Mais, tout compte fait, personne n'est sûr de rien. La discussion reste ouverte. L'avenir répondra.

Pour conclure, disons qu'il peut y avoir un champ pour le multilatéralisme dans des problèmes de société ou d'environnement, mais qu'en ce qui concerne les échanges commerciaux, ni du fait des réformes en Union Soviétique, ni du fait de l'existence d'un marché sans frontières du côté occidental, il n'y a de raisons de penser que le bilatéralisme qui a gouverné les rapports économiques entre l'Est et l'Ouest puisse être sérieusement battu en brèche par d'autres procédures.

Xavier de VILLEPIN

Nous avons reçu plusieurs questions auxquelles je demanderai à Jean François-Poncet, à Pierre Cortesse et à Gérard Wild de répondre. La première, qui émane d'un représentant de l'Ambassade de l'URSS, est ainsi libellée : "A quoi doivent s'attendre les pays socialistes dans leurs rapports avec la Communauté Européenne une fois que le Marché Unique sera créé ?". Je ne sais pas si le point d'interrogation qui suit dénote ou non une inquiétude...

Jean FRANÇOIS-PONCET

Je crois qu'il faut répondre : à rien. Cela ne va pas sensiblement modifier la réalité. Il y a une tendance d'affubler l'échéance de 1992 de toutes les vertus et de tous les péchés. N'exagérons rien ! Qu'est-ce que sera le Marché de 1992 ? Ce sera l'extension du Marché Commun à des secteurs qui jusqu'à maintenant y avaient échappé. Premier secteur, qui est le plus important et le plus "moteur" désormais : le secteur des services financiers. On va mettre un terme au cloisonnement qui existe en matière de banque, d'assurance et (ce sera une révolution historique pour la France) de libre mouvement des capitaux. Cela permettra aux citoyens français de placer leur épargne à Francfort. Cela n'aura pas de conséquences directes car, pour le moment, en dehors de quelques comptes à numéro à Moscou, il n'y a pas de poussée significative en direction d'un placement des capitaux à l'Est, ni pour les assurances. Ensuite, il y aura un changement en matière de marchés publics. Ils représentent 15 % du P.N.B. de la Communauté et on peut dire que la quasi-totalité va à des entreprises nationales. Il n'y a pas un pont, pas une route, pas une mairie qui, en France, se construise autrement que par des entreprises françaises. Il en est de même en Allemagne. Paradoxalement, il y a plus d'entreprises japonaises et américaines qui s'adjugent des contrats publics en Europe que d'entreprises européennes. Mais je ne suis pas sûr que les entreprises de travaux publics soviétiques soient tout à fait en mesure de s'adjuger des marchés en Lot-et-Garonne. Par conséquent, c'est là un deuxième grand secteur sans influence.

Certain secteurs sont plus à la marge. Ils préoccupent beaucoup les Japonais : ce sont les secteurs des normes industrielles. Nous allons vers une normalisation européenne. Le problème qui se pose aux Japonais est de savoir si cette normalisation va servir à exclure leurs

produits du marché européen. Je ne vois pas non plus dans ce domaine une novation susceptible de gêner ou de servir l'Union Soviétique. Elle aura peut-être d'ailleurs plus pour effet de la servir que de la gêner, car elle aura de plus en plus, en face d'elle, une industrie de produits interchangeables et donc plus facilement comparables. Pour quelqu'un qui traite avec l'Europe, il me semble que ce sera une facilité supplémentaire.

Est-ce qu'on peut imaginer qu'il peut y avoir une gêne ? La seule gêne qui me semble rester - elle existe d'ailleurs pour tous les pays extérieurs à la Communauté - c'est qu'on voit se développer, plus que par le passé, les échanges intra-communautaires, ce qui s'est déjà passé naturellement avec le Marché Commun, puisqu'à l'heure actuelle les échanges intra-communautaires pour chaque pays de la Communauté sont au minimum de 50 % et vont jusqu'à 60 % ou plus pour des pays comme la Hollande ou le Danemark qui ont des structures économiques particulières. On peut imaginer de passer de 50 à 60 ou à 65 %. On constate, en effet, que ces échanges n'ont pas beaucoup augmenté au cours des dix dernières années. Il est donc logique de penser qu'on va assister à un nouveau bond vers une espèce d'intégration, que le marché intérieur européen va peser plus lourd pour les entreprises européennes. On assiste déjà - et à mon avis ce phénomène se développera encore - à des O.P.A. intra-européennes. Le Marché Commun, paradoxalement, n'avait pas conduit, au cours de ces trente dernières années, à des mariages industriels européens. Cela avait conduit à des mariages transatlantiques. Les entreprises américaines, à cause du Marché Commun, se sont intéressées à l'Europe.

On voit enfin, pour des raisons plus psychologiques que pratiques, que c'est la perspective du Marché Unique, plus que ce Marché Unique lui-même qui n'existe pas encore, qui incite les Européens à s'intéresser les uns aux autres. Ce Marché Unique aura également des retombées pour l'Union Soviétique car elle aura en face d'elle des entreprises européennes, et pas seulement des entreprises allemandes, françaises ou italiennes. Ce sera évidemment un changement car, de ce fait, ce seront des entreprises plus productives et ce seront donc de meilleurs partenaires. Il sera peut-être plus difficile de les opposer les unes aux autres (ce qui est négatif) mais, si elles deviennent plus productives, ce que l'on perd d'un côté, on le retrouve de l'autre.

Voilà les quelques observations que je peux faire. Pour le reste, et je souscris totalement à l'analyse de Pierre Cortesse, on va assister à une diminution des pouvoirs économiques des Etats nationaux qui ne sera que très progressivement remplacée par un développement des pouvoirs économiques à Bruxelles. Cela paraît évident. On va vers une déréglementation et vers une situation dans laquelle les entreprises combleront le vide, dans une certaine mesure. Il n'en demeure pas moins qu'avec les pays de l'Est, les Etats continueront de jouer un rôle important. Et là aussi il y aura un changement, mais qui ne sera pas majeur ni principalement négatif.

Pierre CORTESSE

Je voudrais simplement apporter à cette analyse un chiffre qui vient de la Trésorerie britannique qui considère que la mise en application de l'Acte Unique à échéance de quatre ou cinq ans, lorsque tout sera vraiment en place, entraînera pour l'ensemble des pays de la Communauté un accroissement du Produit Intérieur Brut de l'ordre de 2 à 2,5 %, ce qui est considérable. Cela signifie que, pour l'ensemble des entreprises européennes, le Marché Commun va devenir un marché essentiel et qu'effectivement il est possible que les marchés extérieurs jouent un rôle un peu moins important dans leur développement que par le passé.

Ce qui est également certain, c'est que les entreprises japonaises et américaines, pour ne citer qu'elles, vont se trouver dans l'obligation de figurer dans le Marché Commun. Il n'y aura plus, dans les dix années qui viennent, de très grande entreprise qui pourra concevoir son développement sans être implantée d'une manière significative dans le Marché Commun, exactement comme aujourd'hui, aucune grande entreprise ne peut concevoir son développement sans être implantée sur le marché américain. Je crois qu'il y a une sorte d'endogénèse du Marché Commun qui, incontestablement, va marquer une certaine rupture dans l'évolution de l'Europe, laquelle va être davantage fondée sur l'union de ses Etats plutôt que sur la recherche de débouchés extérieurs.

Xavier de VILLEPIN

Nous passons à la question suivante : "Quelle est la place des Etats-Unis dans le développement des échanges économiques entre l'Est et l'Ouest ? L'Est peut-il jouer la concurrence entre l'Europe et les Etats-Unis ?"

Gérard WILD

Je peux donner quelques informations. La place des Etats-Unis dans les échanges Est-Ouest est faible. Les Etats-Unis qui sont les premiers ou seconds commerçants du monde ne sont qu'à la huitième place dans les achats de l'ensemble de l'Europe de l'Est au monde occidental et à la neuvième place pour les ventes. En outre, les Etats-Unis concentrent leurs ventes sur des produits agro-alimentaires et surtout des produits agricoles bruts. Qualitativement, la place des Etats-Unis est sans doute moindre que celle des pays ouest-européens ou du Japon.

Y a-t-il concurrence ? Je crois que Pierre Cortesse a répondu d'une certaine façon à cette question, dans la mesure où l'avenir du monde occidental, ou de l'économie mondiale en général, est conditionné par le problème de savoir comment les Américains régleront leur déficit commercial structurel. Cette concurrence a sans doute joué un peu dans la grande période d'ouverture de l'Europe de l'Est, dans les années 1970, sans pour autant

que les Etats-Unis aient jamais occupé une place centrale. La grande coopération entre les Américains et les Soviétiques et plus encore entre les Américains et l'Europe Orientale a toujours été virtuelle. Il y a toujours eu quelque chose qui empêchait que cette coopération se réalise.

Pierre CORTESSE

Un des problèmes majeurs de l'Occident est actuellement le rétablissement de la balance des paiements et notamment de la balance commerciale des Etats-Unis. Ce rétablissement ne peut se faire sans une forte diminution de l'excédent des pays européens et du Japon. Par conséquent, les entreprises américaines vont se trouver dans l'obligation, d'une manière ou d'une autre, d'imposer une concurrence extrêmement sévère aux entreprises des autres ensembles économiques mondiaux. De ce point de vue, soit directement, soit indirectement, le rétablissement de la balance commerciale américaine passe par une concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe. Ce ne sera pas une concurrence directe sur les marchés de l'Est mais, sur un plan général, cette concurrence existe.

Autre point, l'Occident fonctionne de moins en moins par pays ou par zones, il fonctionne par énormes groupes transnationaux. On peut par exemple penser aux accords conclus dans les équipements aéronautiques en France. On va vers une très forte concentration dans certains secteurs économiques. Par conséquent, on se trouvera en face de groupes extrêmement diversifiés géographiquement qui occuperont une très grande place du marché. Je ne sais pas si dans dix ans on pourra encore raisonner en groupes américains, groupes européens ou groupes japonais.

Xavier de VILLEPIN

Autre question : "Comment limiter les importations de produits est-allemands et est-européens dans la Communauté par l'intermédiaire de la République Fédérale ? Le "trou de Berlin" à l'horizon de 1993 ? Quelle est la position de la Commission Européenne en la matière ?"

Gérard WILD

Deux autres questions sont en amont de cette interrogation : Faut-il limiter et quelle est l'importance réelle des ventes ouest-allemandes ou est-européennes qui transitent par le "trou de Berlin" ? Sur cette question, les informations que nous avons sont extrêmement rares. Je ne sais que penser de ce problème des produits est-allemands qui seraient reconditionnés ou réemballés en Allemagne de l'Ouest et qui inonderaient, dit-on, ensuite les pays occidentaux. Mon sentiment est que le volume des produits n'est pas important. Quand on considère

que les ventes de l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest dans les achats totaux de l'Europe de l'Ouest au monde ne représentent que 2 à 3 %, on se rend compte que le "trou de Berlin" ne peut pas constituer une source sérieuse de déséquilibre, ni globalement, ni sur le moindre marché sectoriel ou catégoriel précis. A la question "Comment faut-il limiter ?", je réponds : "Est-ce qu'il est vraiment nécessaire de limiter ?" Je ne le crois pas vraiment. Les autres pays est-européens (autres que l'Allemagne de l'Est) ne bénéficient d'aucun "trou". Je ne crois pas qu'en outre l'Allemagne de l'Est joue un rôle de transitaire pour des pays comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie. Elle n'a pas intérêt à jouer ce rôle. C'est une question qui, à mon avis, n'a pas toute l'importance qu'on lui accorde.

Xavier de VILLEPIN

Pourquoi parler du "trou de Berlin" dans les rapports est-allemands puisqu'il me semble que les produits est-allemands rentrent tout à fait librement en République Fédérale ? La R.D.A. est en quelque sorte le treizième membre de la Communauté Européenne. Il est donc inutile de passer par un "trou". Je me demande même si, dans les statistiques qui ont été citées, ces rapports ne sont pas pris en compte. En fait, il s'agit du même marché, même si la République Fédérale est largement excédentaire par rapport à la R.D.A. Pour nous, Européens, les produits rentrent tout à fait librement et c'est tout à fait explicable par la situation des deux Allemagnes.

Jean FRANÇOIS-PONCET

C'est tout à fait exact. Un protocole annexe au Traité de Rome qui date de 1957, prévoit que le commerce entre les deux Allemagnes est considéré comme un commerce intérieur allemand. Comme tout ce qui est en Allemagne est en libre pratique dans la Communauté, la vérité est, en effet, qu'il y a bien un treizième Etat. Cela n'a pas conduit à des troubles majeurs pour des raisons qui tiennent à la structure économique de l'Allemagne de l'Est. Les échanges, pour relativement importants qu'ils soient comparés aux échanges avec les autres pays de l'Est, demeurent très limités. Pour l'Allemagne, les échanges avec l'Est, y compris avec l'Allemagne de l'Est, ne représentent pas plus de 7 %. C'est assez peu. La question, à mon avis, mériterait d'être posée à l'envers. Ce n'est pas le Marché Unique de 1992 qui peut à cet égard modifier sensiblement les choses ou qui amènerait à s'interroger, c'est plutôt l'évolution à l'Est. Si la situation économique à l'Est évoluait de façon radicale et si on voyait, par exemple, des industries européennes envisager de délocaliser un certain nombre de leurs productions pour bénéficier de niveaux de salaires et de conditions de réglementation de travail très différentes et beaucoup plus favorables (comme on le voit au Japon avec la Corée, Singapour ou Taïwan), la situation deviendrait tout à fait différente. Imaginez qu'on puisse fabriquer des chaussures ou des textiles avec des techni-

ques occidentales, des produits de qualité occidentale, un encadrement occidental, mais avec une main d'œuvre est-européenne, parfaitement formée et une discipline de travail qui n'existe plus tout à fait à l'Ouest et qui a peut-être encore des chances de durer un peu plus longtemps à l'Est. C'est une chose qui n'était pas envisageable jusqu'à présent mais qui pourrait maintenant nous conduire à nous poser certaines questions. Le problème ne se poserait d'ailleurs pas seulement pour l'Allemagne mais se poserait peut-être aussi pour un certain nombre d'autres pays. Pourquoi l'Italie, qui est rarement en retard dans l'imagination économique, ne développerait-elle pas de solutions de ce genre ? Ce pourrait être un problème. Cela nous renverrait à l'observation de Pierre Cortesse : malgré tout, l'Allemagne est mieux placée que tous les autres et le poids de l'Allemagne pourrait s'en trouver renforcé. Sur le plan juridique la question est donc réglée mais il faudrait la reposer en fonction de considérations nouvelles telles que celles que j'ai évoquées.

Xavier de VILLEPIN

Dernière question : "La place de la compensation dans les relations Communauté Européenne et COMECON et ses conséquences."

Gérard WILD

La compensation entre dans le cadre de la logique du bilatéralisme. Je suppose que lorsqu'on parle de Communauté-COMECON, on ne parle pas des relations entre les institutions. Cette place s'est quelque peu réduite au fur et à mesure que se réduisait le volume même des échanges entre l'Est et l'Ouest. Je dirai surtout qu'il me semble que cette logique de compensation a pris d'autres formes et que, d'une certaine façon, les sociétés mixtes rentrent dans la logique de la compensation. Car qu'est-ce qu'une société mixte ? C'est une société où l'apporteur en capital occidental se charge lui-même de se rembourser de son propre apport en vendant sur les marchés internationaux les produits qu'il aurait obtenus dans la société mixte ou l'entreprise conjointe qu'il aura créée en URSS. Concrètement, si je participe à la construction en Union Soviétique d'une société mixte qui produit des chaussures, mon apport en capital devra être remboursé par les ventes de chaussures que la société mixte (et par conséquent moi-même) fera sur le marché international. D'une certaine façon, les sociétés mixtes d'aujourd'hui fonctionnent selon les règles de la compensation. Encore une fois, il s'agit d'une forme un peu différente d'une procédure d'échange traditionnelle.

FORUM POLITIQUE

Jean LECANUET

Après la matinée de travail sur les problèmes écono-

miques concernant l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est à l'horizon de l'an 2000, au cours de laquelle des observations d'une grande richesse ont été formulées, il est logique que nous abordions maintenant l'aspect politique du thème capital que le CRESPI a eu l'heureuse initiative de mettre à l'ordre du jour de ces débats. Je ne doute pas que la qualité des interventions prévues de MM. Jacques Genton, Bernard Bosson, Pierre Hassner, François Thual, Joseph Rovon, Louis Jung, apportera des éléments essentiels à notre réflexion commune.

M. Jacques Golliet, organisateur de cet important Colloque, tirera l'enseignement de cette journée et présentera la conclusion finale à cet ensemble de rapports et d'échange de vues sur l'avenir des relations entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Je suis persuadé que la publication des travaux de ce Colloque du CRESPI dans la revue "France-Forum" constituera un document auquel il sera très utile de se référer.

Jacques GENTON

"Le Marché Commun et l'Europe de l'Est : rappel historique"

Pour présenter les relations entre le CAEM (c'est-à-dire le Conseil d'Assistance Economique et Mutuelle) et la Communauté Européenne je ne retiendrai que trois dates : 1958, naissance de la Communauté Economique Européenne, et, par hypothèse, apparition de notre problème ; 1988, signature d'une déclaration établissant des relations officielles entre la Communauté et le CAEM ; et, entre ces dates, 1985, année durant laquelle s'amorça l'évolution qui devait conduire à la reconnaissance mutuelle.

Je dois toutefois rappeler que le Conseil d'Assistance Economique et Mutuelle a vu le jour en 1949 entre l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, rejointes ensuite par l'Albanie, retirée de fait en 1961, la RDA en 1962, Cuba en 1972, le Vietnam en 1978. En 1959, est signée la Charte du CAEM qui assigne pour but à l'organisation le rattrapage des économies occidentales. Les moyens en sont la spécialisation des économies des pays membres, considérée comme effectuée au profit de l'URSS, l'harmonisation des plans quinquennaux grâce à une coordination qui est devenue une émission de recommandations. Tel fut l'acte de "baptême" de cet organisme de l'Est.

Il a donc fallu trente ans pour que s'établissent des relations officielles entre la Communauté et le CAEM, trente ans aussi pour que deviennent possibles des relations normales entre la Communauté et chacun des pays membre du CAEM.

Il faut se souvenir que, lors de la création et la mise en place des institutions de la Communauté Economique Européenne, une campagne de dénigrement très violente était menée par l'Union Soviétique et par les partis communistes. Je me souviens avoir reçu des correspondances très peu sympathiques pour ne pas voter la ratifi-

cation du traité du Marché Commun et pour ne pas participer à cette entreprise. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, le CAEM a toujours manifesté, dès le départ, une hostilité assez vive à l'égard des nouvelles institutions de cette organisation européenne qui était doublée, à ce moment-là, d'une manière bien plus précise que maintenant, par ce qu'on appelle l'EURATOM (la Communauté Européenne de l'Energie Atomique). Je me souviens également des efforts accomplis par les membres de la première Commission Economique Européenne pour tenter d'améliorer les rapports. M. Mansholt, Vice-Président de la Commission, m'avait confié un jour (avec humour naturellement !) qu'ils avaient projeté de détaxer le caviar ! Il avait ajouté qu'il n'était pas sûr que ce soit payer un prix suffisant pour faire reconnaître la Communauté Economique Européenne par l'URSS ! C'est dire que les relations étaient moins que cordiales, très tendues et même marquées par une véritable hostilité.

La longueur exceptionnelle de ce délai de trente ans, rythmé de prises de contacts interrompues et de correspondances sibyllines, mérite d'être appréciée en fonction des éléments qui auraient dû, en bonne et simple logique, mettre très tôt en relation cette organisation à vocation essentiellement économique qu'est la Communauté, et l'Europe de l'Est.

Le premier facteur à prendre en considération est d'ordre juridique et institutionnel. On sait que la politique commerciale extérieure est une compétence exclusive de la Communauté : les Etats membres ne peuvent plus passer de traités commerciaux isolément. D'autre part, le commerce des pays européens du CAEM est largement orienté vers la Communauté, la part de celle-ci dans les exportations du CAEM est de l'ordre de 40 %. Il en résulte une forte dépendance de ces pays à l'égard des conditions que la Communauté accorde à leurs exportations. Cette dépendance a par ailleurs été accrue par les problèmes d'endettement des pays de l'Est et la nécessité dans laquelle ceux-ci se trouvent d'augmenter leurs exportations, non seulement pour faire face au service de leur dette, mais aussi pour effectuer les importations nécessaires à leur développement.

Autant de raisons qui auraient dû susciter, de la part des pays du CAEM, une entrée en contact enthousiaste avec la Communauté dès la fondation de celle-ci, afin de négocier un bon régime commercial, mais ce ne fut pas le cas.

Au lieu de cela, nous constatons la prolongation, pendant près de trente ans, d'une situation dans laquelle les pays de l'Est ont refusé de négocier avec la Communauté. Jusqu'en 1975, l'espace juridique a été occupé dans le domaine commercial par des accords bilatéraux d'Etat à Etat. Cette formule a été refusée par la Communauté à partir de cette date. Celle-ci a fait savoir aux pays du CAEM qu'elle était disposée à négocier avec eux des accords, afin de remplacer les textes bilatéraux qui arrivaient alors à expiration. Quelques accords sectoriels, peu nombreux, ont été ainsi conclus, surtout dans les

secteurs textile et sidérurgique. Mais, jusqu'à une date récente, le seul accord commercial global avait été signé avec la Roumanie.

Pour l'essentiel, le régime des exportations du CAEM vers la Communauté consistait donc en des contingents d'importations fixés unilatéralement par la Communauté, et dont les pays de l'Est critiquaient, avec une amertume peu logique, le caractère prétendument discriminatoire.

Cette situation créait en tous les cas, pour ces pays, des inconvénients infiniment supérieurs à ceux ressentis par la Communauté. Celle-ci ne dirige en effet vers le CAEM que 7 % de ses exportations et en importe surtout des matières premières et biens industriels de qualité moyenne, aisément trouvables ailleurs. La Communauté n'a en fait jamais été en situation de demandeur dans ses relations avec les pays de l'Est, ce qui a permis toutes les positions de retrait de la Communauté, chaque fois que les contacts ont été pris. Cela a été le cas en 1972, 1973, 1974... Ainsi, en 1974 : "M. Ortoli, Président de Commission, renonce à une visite à Moscou à la suite de difficultés soulevées par des Soviétiques sur le caractère supra-national du CAEM et de la CEE." 1976 : "le COMECON présente un projet d'accord prévoyant que soit appliquée dans ses relations commerciales avec la Communauté, la clause..." C'est sans arrêt que des contacts sont pris sur des projets imprécis ou sur des formules jamais très compréhensibles dans les deux camps.

La situation a commencé à évoluer en 1985 avec le relatif dégel politique qui s'est amorcé en Union Soviétique après l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir et grâce, sans nul doute, aux vertus conjuguées de la "perestroïka" et de la "glasnost".

Cette année-là, en effet, dans un exposé à Moscou en présence de M. Craxi (l'Italie exerçait alors la présidence du Conseil), M. Gorbatchev a fait allusion à des relations entre le CAEM et la Communauté en tant qu'unité politique. Il impliquait ainsi clairement la reconnaissance soviétique d'une coopération politique européenne.

L'URSS et la Hongrie, dans la même période, ont eu recours à des crédits libellés en ECUS.

Le Secrétaire Général du CAEM a ensuite proposé à M. Delors l'adoption d'une déclaration générale, lors d'une rencontre à haut niveau. Mais il n'est pas encore très aisé de savoir si la position de fond du CAEM avait changé et si la proposition envoyée le 26 septembre 1985 par M. Sichef, avait pour objet d'instaurer des relations officielles. Le Conseil des Ministres de la Communauté, confirmé ensuite par le Conseil Européen de Milan, a donné à la Commission le mandat d'ouvrir des contacts exploratoires afin de mieux comprendre la portée des objectifs du message.

La suite des événements a montré qu'à ce moment-là, la position de fond du CAEM avait commencé à changer.

La réflexion qui s'impose à ce stade est qu'à l'Est, le fait politique prime sur le besoin économique. Par un curieux tête-à-queue idéologique, les pays de l'Est appliquent avec une constance inconnue ailleurs le très peu marxiste principe du "politique d'abord".

C'est une constatation dont pourraient, je crois, s'inspirer les participants à la ruée vers l'Est lancée il y a deux mois, dans laquelle, les mains pleines de promesses financières, hommes publics et dirigeants économiques exécutent un étonnant ballet nuptial pour célébrer les retrouvailles peu assurées des deux parties du continent.

Je m'étais arrêté à l'année-clé de 1985 à partir de laquelle, en trois ans, ont été réglés des problèmes vieux de vingt-sept ans. Je laisse aux mathématiciens le soin de calculer scientifiquement l'accélération de l'histoire qui a ainsi résulté de la petite révolution moscovite d'alors.

Il me paraît préférable, suivant le parti que je vous ai exposé, d'éviter d'entrer dans le détail de cette négociation triennale. Je passe donc directement à la date-clé du 25 juin 1988 qui a vu la signature de la déclaration conjointe sur l'établissement des relations officielles entre la CEE et le CAEM.

Ce texte énonce, en plus de la reconnaissance mutuelle des deux organisations, que les parties développeront leur coopération dans les domaines relevant de leurs compétences respectives et présentant un intérêt commun. La déclaration précise aussi que son application s'étend aux territoires couverts par le Traité de Rome, ce qui comprend le territoire occidental de la ville de Berlin, autre "pomme de discorde" qui avait compliqué la discussion pendant plusieurs mois.

Ces clauses sont autant de fourches caudines sous lesquelles le CAEM a dû passer pour obtenir de la Communauté son consentement à être reconnue. La première clause donne satisfaction à la Communauté qui a toujours dénié au CAEM la compétence de passer des accords commerciaux, préférant traiter avec chaque pays de l'Est afin de ne pas permettre que soit livrée leur autonomie commerciale à une organisation très largement sous influence soviétique. L'acceptation de la clause de Berlin donnait lieu, quant à elle, à l'ultime réserve opposée par le CAEM à la conclusion d'un accord.

Tel a été ce dialogue de sourds puis cette espèce de dialogue amoureux exagéré des derniers mois.

La signature de la déclaration commune de juin a déclenché un processus qui devrait aboutir à la conclusion d'accords de commerce et de coopération entre la Communauté et chaque pays de l'Est, l'Albanie mise à part comme il convient.

Qu'il me soit enfin permis, avant que l'historique laisse la place à la prospective, de m'interroger sur les suites probables de cet épisode. La différence des systèmes économiques est telle entre les deux blocs qu'avec ou sans accords commerciaux, les échanges resteront entravés par les lourds procédés techniques qu'ils utilisent,

celui de la compensation en particulier, entravés aussi par les contingentements que l'absence de transparence de la formation des prix à l'Est imposera sans doute de maintenir afin d'éviter le dumping des exportations du CAEM, entravés encore par la pénurie de devises à l'Est, entravés enfin par la qualité médiocre des produits de cette provenance.

C'est pourquoi on peut, à juste titre, se demander si la ruée vers l'Est qui se déroule sous nos yeux n'abandonnera pas derrière elle autant d'espoirs fantômes que de réalisations concrètes.

Jean LECANUET

Jacques Genton nous a fait revivre les trente années de l'évolution des rapports entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est. "Dialogue de sourds" a-t-il dit, mais qui a tout de même abouti à la reconnaissance du Marché Commun en tant que tel. La réalité a donc fini par s'imposer à ceux qui, au début, voulaient la nier.

Bernard BOSSON

"Pour une politique extérieure commune de la Communauté Européenne"

La Communauté Européenne des Douze n'est pas seulement une zone de libre échange, un grand marché, une communauté économique.

Notre volonté est en effet de bâtir une Communauté au plein sens du terme, une Communauté qui prenne toute sa dimension politique, culturelle et humaine.

Nous voulons construire l'Europe-Unie, les Etats-Unis d'Europe.

Pour progresser dans cette voie, la Communauté européenne des Douze doit notamment se doter d'une véritable politique extérieure commune.

Depuis plusieurs années, ce que l'on a appelé la "Coopération politique" permet, sans que l'on s'en aperçoive toujours, de rapprocher les points de vue, même si les médias soulignent souvent les grands échecs de cette coopération politique chaque fois qu'éclatent au grand jour nos différences de points de vue ou d'intérêts.

Parmi les grands problèmes posés par les relations avec les autres grands blocs ou Etats du Monde, celui des relations avec l'Est est évidemment essentiel pour nous. Il est l'un de ceux où notre action commune n'en est cependant qu'au stade du commencement.

Nécessité, urgence et difficultés d'une politique commune vis à vis des pays de l'Est

La coupure de notre continent en deux blocs demeure le grand problème de l'Europe à l'orée du 21^e siècle.

Comment pourrions-nous d'ailleurs l'oublier dans cette Communauté Européenne alors même que la

nation qui en est la première puissance économique se trouve coupée en deux, avec une partie de son peuple à l'Ouest et l'autre partie à l'Est.

Nous devons absolument bâtir une politique extérieure commune de la Communauté Européenne vis à vis des pays de l'Est. Il ne faut, en effet, jamais oublier que ce que nous appelons parfois, bien à tort, "l'autre Europe", constitue en réalité l'autre moitié de l'unique Europe. L'Europe de l'Ouest ne saurait avoir la prétention à représenter l'ensemble de l'Europe: La Cathédrale du Wavel à Cracovie, ou le Pont Charles à Prague, constituent notre patrimoine culturel au même titre que Notre-Dame de Paris ou Saint-Pierre de Rome.

La nécessité de cette politique extérieure commune est d'autant plus grande que plus la Communauté des Douze renforce sa cohésion et supprime ses frontières internes, plus le "rideau de fer" risque d'être ressenti comme une frontière de plus en plus insupportable.

Or, alors que cette nécessité se fait sentir plus que jamais, nous vivons actuellement un paradoxe :

- D'une part, depuis le sommet de Reykjavik, le sentiment est de plus en plus répandu, et de plus en plus fondé, que quelque chose bouge en Union Soviétique, dans les relations Est-Ouest, comme dans les relations entre la Communauté Européenne et le C.A.E.M.

Il semble donc bien que l'heure de l'action soit venue.

- Mais, d'autre part, l'impression assez désespérante dominée que des contraintes ou des inhibitions quasi-insurmontables empêchent l'Europe de l'Ouest, a fortiori celle de l'Est, de tirer toutes les conséquences de cette évolution fondamentale, et que nous ne faisons en définitive, de part et d'autre du rideau de fer, dans nos Etats européens, que subir les initiatives des autres.

C'est au crible de ces deux facteurs paradoxaux que nous devons, hélas, analyser les événements les plus récents :

- initiatives inachevées, voire coupées dans leur élan, telles que la relance de l'Union de l'Europe Occidentale ;

- réactions désordonnées des dirigeants des pays de la Communauté aux incitations venues de Moscou, le seul dénominateur commun à leur action semblant être leur empressement à se rendre séparément en Union Soviétique.

C'est également la prise de conscience de cette contradiction croissante qui a amené certains responsables politiques, et j'ai été fier de le faire à mon niveau, à demander depuis 2 ans la mise en place d'une véritable politique à l'Est, d'une véritable "ostpolitik communautaire".

Le grand projet communautaire de 1992 n'a aucune chance de se concrétiser, nous le savons bien, s'il ne s'insère dans une politique globale. Cette politique doit intégrer une réflexion et une action communes en direction des pays dont nous redécouvrons aujourd'hui qu'ils ne sont pas tous à l'Est, mais bien souvent, plutôt, au

centre de notre Europe.

Les principes d'une telle "ostpolitik communautaire"

Nous devons avoir une vision claire et commune des principes devant guider notre démarche. *Il faut d'abord allier sens des réalités et ambition pour l'avenir.*

Nous devons sans cesse rappeler que le rideau de fer est toujours une réalité, que le mur de Berlin n'a pas été détruit, que tant et tant de Divisions Soviétiques continuent à stationner sur les territoires de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, au mépris de la souveraineté de ces pays européens.

Nous devons également affirmer sans complexe que la disparition de ces obstacles, la disparition des menaces sur la liberté et la sécurité des Européens, qui sont indissociables l'une de l'autre constitue, l'un des tout premiers objectifs de notre politique à l'Est.

Vous me permettez ici de citer un passage de l'introduction à "L'Histoire de la Révolution Française" de Michelet. Celui-ci, à propos des fondements des régimes successifs qui ont marqué l'histoire de France et d'Europe, évoque "toutes les théories qu'on a entassées pour appuyer ce principe : l'unité, et le résultat supposé de l'unité : la paix... et depuis nous n'avons eu presque jamais que des guerres. Il faut creuser plus bas. L'homme a besoin de justice".

Cette remarque s'applique tout autant aujourd'hui qu'hier à l'unité de l'Europe.

Nous voulons cette union, cette unité, mais pas à n'importe quel prix. Il serait illusoire et dangereux de vouloir l'unité en soi, de la poursuivre comme un objectif de paix en soi, sans réfléchir à ce qui seul permet d'asseoir l'unité et la paix entre les hommes sur des fondements solides : la justice, disait Michelet -, la solidarité serions-nous tentés d'affirmer aujourd'hui en pensant à l'actualité de ce concept, tant à l'Ouest qu'à l'Est de notre continent.

Un deuxième principe, qui va de pair avec le précédent est la globalité que doit respecter notre politique à l'Est. Il n'est pas possible par exemple de déconnecter défense et désarmement, c'est une évidence. Mais il n'est pas non plus possible de vouloir assurer la libre circulation des hommes d'affaires sans permettre celle des intellectuels, des écrivains, des créateurs. Il est tout autant exclu d'instaurer un climat de confiance en matière de sécurité sans qu'en même temps les droits de l'homme soient partout respectés.

Ne croyons pas qu'il s'agisse seulement d'observer un équilibre dans la progression de différents types de négociations. Bien davantage, et sans vouloir imposer de modèles à tel ou tel partenaire, nous devons à l'idée que nous nous faisons de la construction européenne, d'inscrire chacune des politiques communes dans le respect des valeurs qui légitiment notre action. La globalité est à la base de l'acte final d'Helsinki, et elle continue en principe à déterminer l'attitude des pays occidentaux à la

Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe. Je voudrais être certain qu'il en sera toujours ainsi à l'heure où une conférence sur les droits de l'homme à Moscou paraît acceptée par tant d'Etats dont le nôtre hélas. Non que je pense qu'il faille à tout prix s'opposer à une telle réunion, mais je ne voudrais pas qu'à cette occasion les droits de l'homme en question soient les victimes d'un marché de dupes ou deviennent l'otage d'une grand-messe médiatique.

Le troisième et dernier principe me paraît être celui de la Communauté. Notre mission est de rendre la frontière perméable et de distiller ce poison que sont pour les régimes de l'Est les droits de l'homme et la liberté qui constituent des valeurs formidablement contagieuses.

Nous savons tous quel sens les pères fondateurs du Marché commun ont voulu donner à leur entreprise : assurer l'indépendance de l'Europe en rassemblant les potentiels de ces vieilles nations, mais également par la réconciliation spectaculaire entre des peuples que venaient d'opposer des conflits sanglants, montrer au monde que la guerre et la domination n'étaient pas des fatalités. Vis à vis de l'autre moitié de notre Europe, ces deux messages revêtent aujourd'hui une importance particulière.

Je l'ai déjà souligné, une action dispersée de nos Etats est non seulement vaine, mais aussi dangereuse. La France, en particulier, ne doit pas croire qu'elle peut se permettre de jouer son jeu dans cette région en raison des liens privilégiés qu'elle a su tisser et conserver au cours de son histoire. Elle se doit certes de raviver ces liens qu'elle a trop laissés se distendre depuis une vingtaine d'années, mais elle doit le faire dans le cadre d'un effort commun expliqué à nos partenaires d'Europe Centrale et Orientale.

En définissant à Douze, dans l'amitié, la lucidité et le dialogue, notre politique commune, nous devons éviter deux écueils :

- celui de bloquer les relations avec l'Est au motif que les régimes de ces pays, soutenus ou imposés par l'U.R.S.S., ignorent l'essentiel des droits de l'homme ;
- celui, par naïveté, de venir conforter par des aides financières ou des soutiens économiques, des régimes qui en profiteraient pour empêcher toute évolution démocratique.

Nous ne devons en effet jamais oublier que l'expérience tentée par Mikhaïl Gorbatchev a pour but premier de sauver le communisme si souvent discrédité par ses prédécesseurs.

Nous devons donc être attentifs aux progrès réels de cette expérience et d'abord à ses conséquences en matière de droits de l'homme.

Etre ouverts à tout ce qui progresse à l'Est, ce n'est pas être dupes.

Les priorités d'une telle "ostpolitik" de la Communauté

Quatre domaines prioritaires me paraissent devoir être définis pour donner un contenu à "l'ostpolitik" de la Communauté Européenne. Votre colloque a déjà amplement évoqué la collaboration économique.

Nous devons certainement continuer à négocier des accords entre la Communauté Européenne et chacun des pays de l'Europe de l'Est, en accordant le contenu de ces accords à la spécificité de chacun de nos partenaires. Les pourparlers avec le C.A.E.M. doivent en effet rester au niveau de généralité que commande le caractère à la fois très peu développé et politiquement très déséquilibré de l'intégration économique à l'est de l'Europe. Il me semble que nous aurions intérêt à développer globalement le contenu de ces accords entre la Communauté et chacun de ses partenaires, en ne nous laissant pas trop accaparer par leurs aspects commerciaux qui nous mettent sur la défensive et soulignent nos divisions dans la mesure où il s'agit pour chacun des Douze de défendre tel ou tel secteur de son industrie ou de son agriculture.

Il faudra accepter un jour une suppression des restrictions quantitatives par Etat membre, c'est-à-dire la communautarisation des dispositifs vis-à-vis de chacun des pays de l'Est... Cela est d'ailleurs indispensable dans l'optique de 1992. Mais, nous devons surtout coordonner bien davantage notre démarche dans deux autres domaines tout à fait prioritaires où une concurrence sauvage entre Etats membres serait soit ruineuse pour notre budget, soit dangereuse pour notre sécurité, je veux parler :

- de l'aide financière,
- et de la coopération technologique.

Il a beaucoup été question, ces derniers mois, d'un plan Marshall de la Communauté en faveur de sa zone d'expansion commerciale naturelle : l'Europe de l'Est. Je crois que la mention de ce précédent fameux ne nous met pas nécessairement sur la bonne voie. Le plan Marshall était en effet destiné à des pays qui venaient d'être libérés, voulaient marcher vers la démocratie et devaient résister au communisme... Au surplus, ces pays avaient la volonté de construire une économie libérale qui devait servir largement les intérêts économiques américains. Mais l'idée d'une approche commune du transfert de ressources qui de toute manière devra s'organiser et s'organise déjà de l'ouest vers l'est de l'Europe me semble digne d'intérêt.

Dans le cadre de notre collaboration économique avec l'Europe de l'Est, nous devrions également, me semble-t-il, accorder une attention particulière aux secteurs d'intérêt manifestement continental : à ceux qui peuvent faciliter la libre circulation telle que les transports et les télécommunications mais aussi à ceux qui symbolisent le mieux la solidarité entre tous les européens.

J'en viens ainsi à la deuxième des priorités que je souhaiterais évoquer, l'environnement. Non pour sacrifier à une mode ou pour nous mettre à la remorque de nos voisins allemands. Mais, au-delà du constat, dont on a usé et abusé, que les pluies acides et les rayonnements

nucléaires ne connaissent pas nos frontières administratives ou politiques, je voudrais rappeler qu'un désastre écologique menace entre autres des régions aussi européennes que la Bohême et la Silésie ; que ces pays ayant tout misé sur l'industrie lourde ont sacrifié à l'idéologie dominante avec la santé de leur population une bonne partie du patrimoine culturel européen ; que cette course folle, si elle s'est ralentie dans la plupart des cas, continue à conduire vers l'abîme l'un des pays en question : la Roumanie ; que les ressources locales sont si faibles et la situation si dégradée qu'une aide extérieure est indispensable.

Il n'est sans doute pas de domaine d'intérêt autant européen que celui de la culture. Que le Président de la République propose à M. Gorbatchev de se joindre à la reconquête du paysage audiovisuel européen, que le Conseil de l'Europe associe la Hongrie à ses travaux, montre combien institutions et dirigeants européens en ont pris, à juste titre, conscience.

Mais, dans aucun autre domaine de coopération le succès n'est autant dépendant du respect, partout, des droits de l'homme. Nous devrions donc certainement appeler de nos vœux toute manifestation de nature à rappeler aux européens leur héritage commun et à enrichir celui-ci, mais jamais au prix de la moindre concession à la liberté d'expression. Je n'aurais personnellement aucune objection à l'approfondissement de la collaboration entre le Conseil de l'Europe et les pays d'Europe de l'Est, ni même à terme à l'adhésion de tel ou tel de ces pays à cette organisation européenne que nous sommes fiers d'accueillir à Strasbourg, à la condition que ces nouveaux partenaires acceptent et appliquent l'ensemble des règles dont s'est doté ou qu'a repris à son compte le Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme.

Enfin, reste naturellement le vaste champ de la sécurité militaire et du dialogue politique.

Tout ou presque ayant été dit aujourd'hui à ce sujet, je me contenterai d'une remarque : nous serons pris au sérieux par l'Union Soviétique autant que nous l'aurons voulu nous-mêmes, autant que nous aurons construit une identité européenne en la matière. Que coûte à Moscou, et que nous rapporte, d'avoir de temps en temps un dialogue formel entre la diplomatie soviétique et la coopération politique européenne, si chacun sait celle-ci incapable d'une appréciation commune sur le nouveau cours des événements à l'Est ou sur la négociation de désarmement ? A quoi cela sert-il d'appeler l'Europe à réagir unie aux propositions des autres, ou même à formuler ses propres propositions, tant qu'elle ne s'est pas dotée d'une doctrine et d'une organisation communes ?

La voie, à cet égard, paraît aussi claire que difficile : nous ne ferons pas l'économie d'une réorganisation fondamentale de l'alliance atlantique, à laquelle de toute manière finira par nous contraindre l'impatience justifiée de nos alliés américains. Cette réorganisation peut être la pire des choses, si elle nous est imposée. Elle peut

être aussi l'occasion idéale pour l'émergence, depuis si longtemps attendue, d'une Europe de la sécurité. A nous de la préparer, en laissant de côté nos tabous et nos "a priori nationaux".

Faisons enfin de l'union de l'Europe Occidentale le réel pilier européen de l'alliance, force de paix, doté de tous les attributs d'une communauté de défense véritable, à commencer par un embryon d'armée commune et un marché de l'armement commun. Alors, alors seulement, nous pourrions participer efficacement et sur un pied d'égalité à la nécessaire négociation sur le désarmement en Europe.

Et voici quelques remarques en guise de conclusion

Pour parvenir à nous doter d'une telle "ostpolitik" commune, il nous faut approfondir encore les relations franco-allemandes. Nous devons être à deux les moteurs d'une politique à 12 vis-à-vis de l'ensemble des pays de l'Est. Souvent, lorsqu'ils abordent ce problème, nos compatriotes mentionnent comme une obsession la "fameuse dérive de l'Allemagne de l'Ouest". Je crois qu'il faut sans cesse rappeler que le problème franco-allemand existe, mais qu'il ne se présente pas comme ils le pensent. Il serait tout à fait injuste de considérer la République Fédérale comme le mauvais européen de la classe communautaire...

Nous devons finir par comprendre qu'il est très facile de vivre Français dans une Communauté Européenne dont nous constituons le centre, et beaucoup plus difficile de vivre Allemands dans une Europe et une Allemagne divisées dont les déchirements proviennent justement de la folie déchaînée il y a un demi-siècle au nom du peuple allemand. Nous devons aussi comprendre que si le couple franco-allemand est le moteur de la construction européenne, la raison n'en est pas qu'il existerait une sorte d'harmonie naturelle entre nos deux pays : bien au contraire, leurs conceptions de l'Europe ne peuvent qu'être contradictoires. C'est à l'aune de ces divergences potentielles qu'il faut mesurer le courage politique et la hauteur de vue des dirigeants allemands qui ont su ancrer la République Fédérale dans la Communauté de valeurs occidentales, dans la Communauté Européenne. C'est à cette même aune qu'il faut mesurer l'intelligence et la persévérance des dirigeants français et allemands qui, pour reprendre le propos très pertinent du Ministre belge des Affaires Etrangères, ont conçu et construit au fil des ans l'axe Paris-Bonn comme "le laboratoire du compromis européen".

Il n'est bien sûr aucun autre domaine de la construction européenne où le rôle de ce laboratoire ne soit aussi indispensable que celui de la politique vis-à-vis de l'Est. Rien n'est plus dangereux, nous l'avons dit, que de voir les 12 se précipiter séparément à Moscou. Rien ne serait plus dangereux non plus à terme que de voir les 11 autres Etats de la Communauté s'en remettre à la République Fédérale d'Allemagne pour définir, à elle-seule, la politique de l'Est. Certes, l'Allemagne est à la fois plus concernée que tout autre Etat et a des facilités plus grandes

pour sentir ce qu'il faut faire, mais nous ne devons pas nous mettre à la remorque de la République Fédérale. Nous devons, au contraire, dans l'amitié et le dialogue, définir à 12 notre politique commune ; c'est d'ailleurs ce que nous a proposé le Chancelier Kohl le 22 janvier dernier lors de l'anniversaire du Traité de l'Elysée.

C'est à nous de répondre à cet appel. C'est à nous de relever le défi. Ainsi, nous parviendrons à rendre le rideau de fer perméable aux idées et aux hommes en même temps qu'aux marchandises...

Vous me permettrez, pour conclure, de citer le romancier yougoslave Ivo Andric (Andritche), Prix Nobel, qui, dans son "Pont sur la Drina", établit une vaste fresque très émouvante de l'histoire, oh combien symbolique !, d'un petit morceau d'Europe. Ce pont, construit par un vizir originaire de Bosnie en souvenir de son recrutement forcé au service des janissaires, est saboté à la fin du roman, c'est-à-dire quelques semaines après que la première guerre mondiale ait éclaté au bord d'une autre rivière de Bosnie : à Sarajevo. Un vieux boutiquier musulman, qui assiste à la destruction de ce symbole d'éternité et d'unité en Europe, se demande angoissé : "ils ont commencé à détruire le plus solide et le plus durable, à prendre ce qui appartient à Dieu, mais où s'arrêteront-ils donc ?"

Permettez-moi de souhaiter que ce siècle, inauguré par la folie des Européens, s'achève par la construction de 1 000 ponts entre les hommes de notre unique Europe.

Pierre HASSNER

"Quelle politique à l'Est pour l'Europe ?"

La question que j'aborde aurait dû être traitée par M. Philippe Coste, Chef du Centre d'Analyse et de Prévision au Ministère des Affaires Etrangères. J'ai été amené à me substituer à lui au dernier moment, étant donné qu'il devait partir vers des cieux plus cléments comme Ambassadeur. Je vous prie donc d'excuser le caractère improvisé et quelque peu désordonné de mon intervention.

Je commencerai, conformément à mon métier, par "couper les cheveux en quatre", c'est-à-dire faire un certain nombre de distinctions conceptuelles, à la fois pour le sens des mots et pour les orientations politiques.

Pour répondre à la question : "Quelle politique à l'Est pour l'Europe ?", on peut se demander quel sens donner au mot "Europe", au mot "Est" et au mot "politique" pris ici au singulier.

À l'Ouest, nous avons quotidiennement le problème de la distinction entre le niveau national, le niveau de la Communauté et le niveau de l'Occident (c'est-à-dire du monde capitaliste ou encore du monde libre).

Pour notre politique envers l'Est, une double distinction est à faire entre :

- d'une part, les sociétés et les régimes. Est-ce que nous nous adressons aux gouvernements ? Est-ce que c'est une politique inter-étatique ? Ou est-ce que, compte-tenu de ces régimes, nous devons orienter notre politique de manière à avoir un accès direct aux sociétés ou à favoriser leur autonomie par rapport aux gouvernements ?

- d'autre part, l'Europe de l'Est ou l'Europe Centrale ou encore l'Europe du Centre-Est et l'Union Soviétique ? Est-ce que l'Est est un bloc ou est-ce qu'il faut le considérer pays par pays ? Ou faut-il faire passer la frontière entre les petits et moyens Etats proprement européens et l'Union Soviétique qui, comme les Etats-Unis, est à la fois européenne et non européenne, asiatique ou globale ?

Enfin, à l'horizon de nos efforts et des interrogations qu'on peut avoir sur l'Ouest, à quelle Europe voulons-nous aboutir, au-delà d'une distinction actuelle entre l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique ? Visons-nous une réunification européenne ou une Europe de l'Atlantique à l'Oural ? Nous avons, par rapport aux deux réalités tangibles que nous connaissons (l'Europe de l'Ouest, la Communauté et les autres pays d'Europe et l'Europe de l'Est, le bloc soviétique), d'une part, la montée d'une dimension pan-européenne (illustrée par la formule gorbatchévienne de la "Maison Commune") et, d'autre part, la renaissance d'une série d'Europes partielles ou régionales, du moins comme rêve et comme aspiration : l'Europe centrale, l'Europe danubienne, l'Europe nordique, etc.

Enfin, dernière question politique, pouvons nous avoir une politique unique ou s'agit-il d'un compromis, d'une coordination entre une série de politiques séparées ? Quand nous disons "politique", bien évidemment, nous ne voulons pas simplement dire politique au sens étroitement diplomatique, mais nous comprenons aussi bien les deux grands chapitres de l'économie et du militaire que le chapitre culturel et celui de l'environnement. Ce dernier est peut-être d'ailleurs celui qui se prête le plus à une action européenne de la Communauté au niveau de l'Europe tout entière.

Toutes ces distinctions étant faites, il me semble nécessaire de savoir comment recomposer, comment "distinguer pour unir", comme disait Jacques Maritain. Tel est le vrai problème, me semble-t-il, de toute la question qui m'est posée. Pour reprendre les distinctions précédentes, à l'intérieur de l'Occident, dans quelle mesure peut-il et doit-il y avoir une politique unique ? Peut-il y avoir une division du travail ? Il y en a une qui s'esquisse presque géographiquement et qui comporte à la fois une réalité et des dangers : c'est celle des cercles concentriques, selon laquelle les Allemands s'occupent avant tout du dialogue entre les deux Allemagne, les Européens s'occupent des Européens de l'Est, et les Américains des Soviétiques par le dialogue des deux super-puissances. Ce discours a une certaine réalité mais à laquelle il ne faut pas se résigner. Je crois notamment, pour le niveau intermédiaire qui nous concerne ici, que l'Europe de l'Ouest ne doit ni

laisser les Allemands en tête à tête entre eux (mais, au contraire approuver, et accompagner les relations inter-allemandes d'une conception des relations inter-européennes), ni laisser les affaires stratégiques au dialogue des deux "grands" (mais, au contraire, affirmer sa réalité dans ce domaine là aussi).

Différenciation annexe : dans nos échanges économiques et culturels, il faut viser, avant tout, les sociétés d'Europe de l'Est qui sont des sociétés européennes faisant partie du même héritage culturel que nous ; des sociétés qui veulent avoir des liens avec nous et qui, au point de vue culturel et même économique, sont plus accessibles à nos influences. Par ailleurs, nous savons bien que, pour avoir accès aux sociétés, il faut négocier avec les gouvernements et que, pour avoir accès aux gouvernements de l'Europe de l'Est, il faut au moins la tolérance de l'Union Soviétique. Nous savons aussi que, du point de vue économique, le grand marché soviétique (dont le pays est solvable en or ou en pétrole) attire plus nos industriels que les petits pays européens endettés qui, bien que culturellement et politiquement plus sympathiques, demeurent néanmoins des partenaires plus difficiles à cause de leur état d'endettement.

Cela m'amène à la dernière question : celle que les Américains appellent le "linkage", c'est-à-dire le lien établi ou non entre ce qui se passe dans les différents domaines. Faut-il respecter leur autonomie ou faut-il, au contraire, essayer (comme on le fait dans une certaine mesure à la Conférence de Vienne entre les droits de l'homme et le désarmement conventionnel, ou entre la première et la deuxième corbeille d'Helsinki et la troisième) d'établir un lien entre les progrès économiques, les progrès dans le domaine du désarmement et les progrès dans le domaine des droits de l'homme ?

Je n'épuiserai pas toutes ces catégories, mais vous voyez que toutes ces questions se posent implicitement dans les problèmes très concrets soumis à nos dirigeants et à nos opinions publiques.

Je voudrais examiner très rapidement ces problèmes en les reprenant sur le plan des buts, des moyens, des interlocuteurs et de ceux, parmi nous, qui doivent appliquer cette politique.

Je passe rapidement sur les *but*s qui sont évidents. Certains objectifs s'imposent à tout le monde : ce sont avant tout la paix et les buts économiques, puisque les gouvernements ont la charge d'assurer la prospérité de leur population. Cela conduit à penser que la première condition est le maintien de l'équilibre militaire et que nous ne pouvons pas renoncer à l'équilibre fondé sur les deux super-puissances avant d'avoir pu le remplacer par autre chose. Il me semble que l'équation militaire a été la plus stable de l'Europe et qu'il ne s'agit pas, pour favoriser l'évolution politique, de démanteler l'équilibre des deux alliances (qui a donné à l'Europe une stabilité incomparable par rapport à d'autres époques et à d'autres régions) au profit d'idées un peu fumeuses comme les zones dénucléarisées, les systèmes de sécurité collective,

etc. On peut très bien et on doit même, si l'on peut, maintenir l'équilibre à un niveau inférieur et réduire les dépenses militaires. On ne doit pas commencer par remettre en question cet équilibre des deux alliances.

Les perspectives d'échanges économiques offertes par l'Europe de l'Est sont relativement marginales pour l'Europe de l'Ouest, mais elles peuvent être importantes et ne pas être les mêmes suivant que l'on est un pays à surplus ou un pays à déficit. J'ai été frappé, lors d'une discussion américano-allemande, à laquelle j'ai assisté il y a quelques mois, de voir combien, contrairement à la méfiance exprimée par les Américains à l'égard des relations économiques Est-Ouest, les participants allemands semblaient favorables à de tels échanges, expliquant que les occasions d'investir de par le monde diminuaient en raison de l'endettement des pays du Tiers-Monde, et qu'il convenait de s'engager en Europe de l'Est car cela représentait un moindre risque. Il fallait voir les résultats pendant quelques années, tout en connaissant les risques de telle entreprise. C'est donc une perspective, même sur le plan économique, qui s'accompagnait d'un très grand optimisme politique. Voilà donc les objectifs minima que sont la paix et la sécurité économique.

M. Cortesse a posé une question, à la fin de son exposé, qui est de savoir si la priorité, pour nous, est d'aider l'évolution en Europe de l'Est. On peut dire que l'Europe Occidentale, selon sa vocation (en particulier la France, patrie des Droits de l'Homme) se doit de contribuer au progrès de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi qu'au progrès vers un monde plus multipolaire et favorable aux indépendances nationales. Il est clair cependant qu'une telle orientation n'est possible qu'à condition de ne pas mettre en danger le minimum de base pour lequel nos gouvernements ont été élus.

On peut évoquer également les buts plus particuliers que sont les buts nationaux des pays qui ont des frontières avec l'Est. C'est le cas évidemment de l'Allemagne qui connaît des problèmes en raison de sa division, des minorités allemandes en Europe de l'Est, de ses frontières, et en raison de son passé. C'est aussi le cas d'un certain nombre d'autres pays d'Europe comme l'Autriche pour qui les rapports avec la Hongrie n'ont jamais été aussi intimes (même à l'époque de l'empire austro-hongrois) ou même l'Italie par rapport à la Yougoslavie, les pays nordiques, ou encore des pays comme la Hollande, par exemple, favorable à la détente, à la paix et au commerce mais qui n'a pas d'intérêts vitaux immédiats bilatéraux en jeu.

Il me semble que la France se situe quelque part entre les deux. D'une part, elle n'a pas de problèmes bilatéraux de frontières ou de minorités comme l'Allemagne. D'autre part, par tradition historique, par auto-identification, elle a une certaine idée de l'Europe et se considère, selon l'époque, tantôt comme ayant besoin d'une alliance de revers par rapport à l'Allemagne, tantôt comme la France protectrice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais, ne serait-ce que par le jeu

intra-européen de l'Ouest par rapport à l'Allemagne, la France n'a pas immédiatement une série de politiques à l'Est, de contentieux avec les différents pays de l'Est, mais a et veut avoir (et nous voyons aujourd'hui qu'elle a un certain mal à se situer par rapport à la politique allemande, américaine ou par rapport à la politique de M^{me} Thatcher) une politique à l'Est résultant d'une certaine conception de l'Europe par rapport à Yalta, etc.

Enfin, il convient d'évoquer la conception qu'on se fait de l'Europe et de ses intérêts, à long terme. Si l'on pense que des transformations politiques importantes se réalisent en Europe Occidentale vers l'unité et en Europe de l'Est vers l'émancipation et la liberté, à quelle situation va-t-on aboutir ?

Nous avons différents rêves. Un de mes amis, M. François Bondy, a fait un article qui parle de la "Mittel Europa" comme un pays des quatre rêves, des rêves incompatibles : les uns voyant pour l'Allemagne une place entre l'Est et l'Ouest, d'autres la reconstitution de l'empire autro-hongrois, d'autres une réalité alpino-adriatique pour la Croatie ou la Slovénie, d'autres, en parlant d'Europe Centrale, voient la Pologne, avec la Lituanie et l'Ukraine, c'est-à-dire tout ce qui est entre Varsovie et Moscou. Chacun projette un peu des souvenirs historiques ou des rêves.

Au-delà de tout cela, il y a des Europes différentes selon les domaines. A notre époque de communications modernes, il existe une Europe qui va de San Francisco à Vladivostok, qui comprend les Etats-Unis et l'Union Soviétique qui sont, d'une certaine façon, des puissances européennes. Selon un autre point de vue, celui de la tradition et celui de la dimension géographique, on a une Europe de Brest à Brest-Litovsk, qui va de l'Europe Occidentale à l'Europe Centrale et Orientale, à l'exclusion des deux grands. On parle encore de "l'Europe de l'Atlantique à l'Oural", de la "maison commune européenne" qui sont toutefois deux formules ambiguës. Il ne me semble pas évident de pouvoir prendre une dimension unique pour l'Europe : en effet, l'Europe de la défense, l'Europe de la culture, l'Europe de l'environnement ou de l'économie n'ont pas les mêmes dimensions. Du point de vue de l'environnement ou des transports, comme beaucoup l'ont dit, les problèmes géographiques, spécifiquement européens, sont à prendre en compte et nous conduisent à englober la Russie d'Europe mais pas les Etats-Unis. En ce qui concerne les systèmes politiques, nous sommes dans la même ligne que les Etats-Unis mais pas que l'Union Soviétique. En ce qui concerne l'intérêt des petits Etats devant les deux super-grands, la dimension est encore différente.

Cette multiplicité des Europe pose différents problèmes. Il existe, d'une part, une Europe, une "maison commune européenne", qui incarne l'esprit démocratique européen et ses traditions et qui a donné la preuve d'une coexistence entre anciens ennemis. C'est l'Europe de l'Acte Unique, l'Europe de la Communauté. Toutefois, cette Europe doit être prête, à chaque instant, à accueillir, au fur et à mesure de leur évolution, les pays

qui font partie de la tradition historique et géographique de l'Europe.

Je passe rapidement aux *moyens*. Revenons sur les deux grands blocs militaires et économiques. Malgré tout, on ne peut bâtir que sur ce qui existe et sur ce qui a "marché". C'est une condition qui n'est pas suffisante mais qui est nécessaire.

La réalité est sans doute dans l'équilibre qui a été maintenu depuis 1947. On est souvent tenté, dans les périodes de détente, de penser qu'on est passé à l'âge de la négociation et de la coopération, et on a raison de vouloir l'une et l'autre. A d'autres époques, certains pensent qu'on est à l'âge du refoulement, que les conceptions occidentales vont progresser en Europe de l'Est et, d'une certaine manière, c'est vrai aussi. Mais il faut se fixer, avant tout, comme but premier de la politique de l'Ouest en général, l'équilibre. C'est précisément sur le plan militaire qu'il faut rassurer nos voisins de l'Est. Ils ne doivent pas avoir le moindre doute concernant nos intentions. Il ne s'agit pas d'exercer des pressions militaires ou de changer la réalité militaire des pays qui font partie du Pacte de Varsovie. Mais, inversement, il ne s'agit pas non plus de démanteler l'OTAN ou de renoncer aux perspectives de défense européenne au nom de l'idée que tout cela serait dépassé par la détente et par la "maison commune européenne". C'est à l'abri de la stabilité militaire que peut se faire le changement économique, social et culturel qui, un jour, pourra peut-être aboutir à un changement structurel dans l'équilibre militaire lui-même et dans le rôle des super-puissances.

Deuxièmement, on peut distinguer trois perspectives :

En premier lieu, je retiendrai l'idée que les crédits globaux risquent de faire plus de mal que de bien. Ce n'est pas, avant tout, de capitaux que manquent les pays de l'Est. Il faut les utiliser là où leur réforme intérieure les nécessite. Mais il est nécessaire de soumettre ces pays à la concurrence, ne pas les en dispenser mais, en même temps, donner un plus grand accès à leurs exportations. Il ne s'agit pas seulement ou principalement de créer des conditions favorables à nos importations sous couleur de retrouvailles européennes ; il s'agit, à condition que ces pays deviennent plus compétitifs et productifs d'avoir les ajustements qui permettent de baisser, dans une certaine mesure, les barrières auxquelles ils se heurtent. Je crois qu'il faut répondre à l'inquiétude qu'ils peuvent avoir à cet égard, concernant les perspectives d'après 1992.

Deuxièmement, voyons la finalité politique car le politique conditionne tout le reste. Ce que l'histoire qui nous a été retracée montre, c'est qu'il n'y a pas de véritable réforme économique sans réforme politique : les Hongrois qui sont les plus avancés s'en aperçoivent tous les jours. Que faut-il faire ? Faut-il conditionner les crédits et les rapports économiques à des conditions politiques ? Je crois qu'on ne peut pas répondre par oui ou par non. Je crois qu'il serait absurde, étant donné le carac-

tère à long terme des contrats, de dire qu'on récompense, terme à terme, telle attitude politique par tel contrat économique, lui-même remis en cause en cas de retour en arrière. L'économie ne peut pas se passer de cette façon et je crois, qu'inversement, le "linkage" existe. M. Rakowski, Premier Ministre polonais, l'a confirmé lui-même l'autre jour, quand M^{me} Thatcher est venue, en disant, d'une manière tout à fait directe : "Vous nous aviez dit qu'on aurait de l'argent si on faisait une amnistie générale, on a fait l'amnistie et on attend toujours l'argent. Quand allez-vous verser cet argent pour tenir compte des progrès politiques que nous avons faits ?"

Il y a donc un lien inévitable entre le politique et l'économique, qui ne peut pas être terme à terme mais qui doit exister. Les réformes économiques et les réformes politiques se touchent. Je lisais récemment le rapport de l'Institut allemand D.I.V. sur les relations économiques avec l'Est. Il critiquait la Communauté parce qu'elle faisait dépendre l'accord avec la Hongrie de ses réformes économiques. Le rapport de cet Institut allemand déclarait : "Cet accord ne doit pas servir de précédent. Nous n'avons pas à nous instituer en juge des réformes. Les accords économiques ne sont pas des récompenses pour les réformes. Il doit y avoir avec tous les autres pays de l'Est des accords de même type qu'avec la Hongrie." N'étant pas économiste, mais plutôt politologue, je pense au contraire que, ne serait-ce qu'au point de vue économique, le degré d'intimité avec ces pays dépend de la croyance qu'on peut avoir dans leurs facultés de progrès sur le plan économique qui est lui-même lié au politique. Mais, est-ce que dans l'orientation, dans le degré d'intimité des relations économiques, on doit tenir compte des évolutions politiques ou non ? Personnellement, il me semble que oui.

On ne peut pas poser de conditions, globalement. Néanmoins comme l'ont dit certains de mes collègues en France (Gérard François Duchêne et Timothy Garton-Ash par exemple), plutôt que d'attribuer de grands crédits globaux donnant carte blanche à des gouvernements qui vont en faire mauvais usage, il faut suivre notre intérêt qui est d'avoir des relations économiques avec tout le monde. Il faut privilégier certains projets qui peuvent avoir une valeur symbolique, mais qui sont dirigés directement vers les nouveaux secteurs naissants ou renaissants, privés ou coopératifs. Par exemple : le fonds d'aide à l'agriculture privée polonaise qui a échoué quand c'était l'Eglise qui servait d'intermédiaire mais qui connaît aujourd'hui une renaissance avec la Fondation Rockefeller. C'est un exemple d'entreprise qui a à la fois une valeur de symbole et d'incitation à la réforme, en raison de ses liens directs avec le secteur coopératif ou le secteur privé de plus en plus important, en tout cas en Hongrie ou en Pologne. Tout ce qui sert à la décentralisation dans nos rapports économiques est donc valable.

Il est essentiel de rester pragmatique et flexible. Par exemple, les Allemands de la Deutsche Bank, a qui j'ai pu parler, nous disent : "La réforme en Union Soviétique, les Soviétiques eux-mêmes n'y croient pas telle-

ment. C'est pour l'an 2000. Il y a des obstacles extraordinaires... M. Gorbatchev est toutefois extrêmement conscient que, au point de vue alimentaire, la situation est plus difficile qu'avant le début de la perestroïka, et qu'il est perdu si, dans les deux ou trois ans, il ne peut pas offrir des satisfactions alimentaires à la population. Alors, il faut l'encourager dans cette voie : elle l'éloigne du canon et le rapproche du beurre. Il faut donc des crédits. Ne tombons pas dans les erreurs des crédits globaux des années 70. Donnons des crédits ciblés par projet (une fabrique de conserves alimentaires ou une fabrique de chaussures, par exemple) pour aider l'Union Soviétique à donner des satisfactions à ses consommateurs et pas pour autre chose."

Je ne peux pas juger au fond mais, a priori, je ne trouve pas scandaleux de dire qu'on peut avoir intérêt à encourager tel ou tel projet de M. Gorbatchev pour l'aider à prolonger son expérience, même si, globalement, je crois, comme l'ont dit les orateurs précédents, que ce n'est pas à l'Occident de l'aider mais qu'il s'agit essentiellement d'un problème intérieur.

Enfin, le point qui me semble extrêmement important est le plan culturel. Je pense notamment aux traditions, aux idées un peu bureaucratiques et routinières de la diplomatie française et de nos services culturels qui ne cherchent guère, d'une manière dynamique, l'accès aux populations. Je reviens de Prague où tout le monde se plaignait qu'il y eût un centre culturel dont on ne se sert pas. Les ambassades ne connaissent que les Etats. D'autres pays ont une politique beaucoup plus dynamique. Il faut rechercher le contact avec la population. Il faut avoir des publications (comme en ont les Américains) qui parlent de la civilisation et des idées françaises et qui soient distribuées à la population. Pourquoi l'Europe n'aurait-elle pas, dans la phase actuelle de détente, des "maisons de l'Europe" qu'elle créerait dans les pays de l'Est ?

De même, dans le domaine du droit, en recevant le leader hongrois, M. Grosz, Michel Rocard, Premier Ministre, a eu de bonnes formules en parlant de créer un Etat de droit européen. C'est la raison pour laquelle je crois que le Conseil de l'Europe et même des institutions comme la Cour Européenne des Droits de l'Homme peuvent essayer de dire : nous voulons la paix et même si nous pouvons avoir intérêt à passer des contrats économiques ; mais il vous faudra, si vraiment vous voulez aller au-delà, si vous voulez la coopération et la communauté, prendre en compte ces exigences fondamentales de l'esprit européen que sont l'Etat de droit et la liberté culturelle.

Concernant les *interlocuteurs*, ma réponse à la question posée est donc que nous devons mener une politique d'ouverture envers tous, envers l'Union Soviétique, envers l'Europe de l'Est, envers les gouvernements et envers les populations mais, en ayant toujours à l'idée que nous devons avant tout avoir accès aux peuples et aux populations et donc encourager la diversification, notamment dans le domaine économique et culturel. Il

est évident que dans le domaine militaire, notre principal interlocuteur est l'Union Soviétique. C'est avec elle qu'il faut établir un équilibre, pour qu'il puisse y avoir un intérêt à encourager la naissance d'une culture stratégique autonome également dans les autres pays. Mais, selon des domaines, on s'adresse davantage à l'URSS ou aux Etats européens, aux Etats ou aux sociétés sachant que notre objectif est la transformation sociale et populaire.

Enfin, *qui doit le faire ?* Dans quelle mesure notre politique doit-elle être commune, dans quelle mesure est-elle inévitablement compétitive et anarchique ou dans quelle mesure peut-elle être comprise entre les deux ? Peut-on trouver une division du travail et des niveaux intermédiaires ?

C'est là, me semble-t-il, que le rôle de l'Europe et de la Communauté est extrêmement important. Comme dans le domaine militaire, aujourd'hui, ce qui existe, ce sont d'une part les nations et, d'autre part, l'Occident. Il y a un monde capitaliste qui doit régler le problème des transferts technologiques vers l'Est, tout en tenant compte des intérêts nationaux et de ceux des grandes nouvelles sociétés transnationales. L'Europe existe assez peu, sauf dans le domaine proprement commercial de la Communauté. Mais, tout en évitant, d'une part, ce qui vient d'être critiqué à juste titre, c'est-à-dire cette course aux crédits vers Moscou et, d'autre part, cette espèce de conflit que nous avons eu avec les Etats-Unis, il y a quelques années, à propos du gazoduc, il s'agit, maintenant, entre l'anarchie des firmes et des Etats et une politique occidentale dirigée de Washington, de faire émerger un point de vue européen qui soit coordonné avec les Américains. Face à la perestroïka, il faut absolument avoir une action coordonnée et une concertation des politiques économiques envers l'Est. Ces considérations sont indispensables et doivent, à mon avis, passer par l'étape européenne.

Ma conclusion, en ce qui concerne la politique de la France, sera un peu polémique : j'ai l'impression que la France est aujourd'hui en quête d'un rôle. Nous sommes en quelque sorte à la phase où le Général de Gaulle, après avoir commencé à paraître, dans la période 1958-62, comme l'incarnation de la ligne dure avec Adenauer, à propos de Berlin, à propos du sommet raté de 1960, à propos de la crise de Cuba, est devenu, dans un deuxième temps, le grand initiateur de la détente, de l'entente et de la coopération.

M. Mitterrand, également, de 1981 à 1983, à propos des missiles, face à l'Union Soviétique, a été l'incarnation de la ligne dure et intransigeante de la nécessité de l'équilibre militaire, du refus des SS 20. Il me semble qu'actuellement, depuis deux ou trois ans, il recherche un passage à la deuxième phase de la détente avec l'URSS. Malheureusement, l'ennui, par opposition à l'époque de 1965, c'est que la France était alors l'initiatrice, tandis qu'aujourd'hui, la place est prise d'une certaine manière à la fois par M. Genscher et, ironie du sort, par M^{me} Thatcher qui nous a, en un sens, un peu doublés dans ses

relations avec M. Gorbatchev et par le succès qu'elle a remporté auprès de l'opinion publique en Pologne.

Le danger est que la France s'enferme dans le rôle de frein, de fossile de l'ancienne guerre froide (le Président Mitterrand a raison de refuser ce rôle), ou simplement se contente de suivre la voie tracée par l'Allemagne en faisant de la "genscherisation", ou encore essaye de trouver quelque chose de nouveau à laquelle n'aient pensé ni M. Genscher, ni M^{me} Thatcher et qui donne sa marque à la politique française.

La recherche de la singularité à tout prix est très dangereuse. La France ne peut trouver son propre rôle que précisément par le rôle européen. C'est parce qu'elle est moins engagée que l'Allemagne sur le plan économique et parce qu'elle a moins de problèmes que l'Allemagne ou que d'autres, sur le plan des rapports bilatéraux, qu'elle pourrait, en étant un peu en retrait, être le pays qui essaie d'énoncer les règles du jeu, qui essaie de trouver une conciliation entre des priorités ou des intérêts contradictoires (comme elle pourrait, d'ailleurs, le faire pour la modernisation nucléaire de l'OTAN). Il me semble que si la France veut avoir un rôle, ce ne peut être que celui de se faire l'interprète de l'intérêt de l'Europe et l'alliée de la Commission de Bruxelles pour essayer de mettre un peu d'harmonie dans la cacophonie européenne actuelle.

François THUAL

"30 années de Marché Commun vues de Moscou"

Chacun sait que, dans le passé, l'Union Soviétique et le mouvement communiste mondial se sont toujours opposés à la construction de l'Europe. Cette opposition est ancienne et remonte bien avant la signature du Traité de Rome. Dès la création du Conseil de l'Europe, puis de la CECA et de l'Euratom, et à toutes les étapes de l'édification de l'Europe de l'Ouest, l'URSS n'a cessé de manifester une profonde hostilité aux projets d'organisation européenne. C'est pourquoi il est apparu intéressant, dans le cadre de ce colloque, d'étudier les motifs idéologiques ainsi que les analyses théoriques qui ont inspiré les attaques soviétiques contre la CEE.

Ce que l'on peut appeler la doctrine anti-européenne de l'URSS, peut s'analyser selon trois axes :

- les analyses théoriques du marxisme soviétique,
- les positions idéologiques diffusées par la propagande,
- les attitudes et les réflexes politiques de l'URSS.

Puis, après avoir parcouru ces trois dimensions, nous essaierons d'apprécier l'évolution actuelle du discours soviétique sur le Marché Commun.

I - Les analyses théoriques :

Les livres et brochures de toute nature, imprimés en URSS et consacrés à la CEE, permettent de comprendre clairement l'idée que le marxisme soviétique se fait de la

construction européenne depuis 30 ans. Souvent négligés par les soviétologues occidentaux, ces textes sont utiles car, à partir du moment où l'on admet que le bloc communiste est entièrement au service de son idéologie, il est bien certain que tous les comportements politiques et analyses politiques ne peuvent se comprendre qu'à la lumière du marxisme-léninisme. Ce qui, dans le cas qui nous concerne, veut dire que les analyses marxistes de la CEE sont un concentré de l'attitude soviétique à propos de la CEE.

A cet égard, le premier trait qu'il conviendrait de retenir c'est que, pour le marxisme soviétique, le système capitaliste et donc toutes ses structures politiques et toutes les politiques économiques ne sont, depuis le début du 20^e siècle, que des réponses à cette crise intrinsèque qui caractérise le capitalisme moderne. Ainsi l'intégration européenne n'est-elle pour eux qu'une réponse, qu'une solution à la crise permanente du capitalisme, comme le furent en leur temps l'impérialisme, les fascismes ou les deux guerres mondiales.

La construction de l'Europe est perçue comme le moyen de poursuivre la course au profit qui est pour le marxisme soviétique l'essence du capitalisme. En effet, de ce point de vue, à la suite du partage du monde au début du siècle et de la première guerre mondiale, deux phénomènes caractéristiques du stade impérialiste du capitalisme, le monde capitaliste est entré avec la grande crise de 1929 dans une nouvelle phase, le capitalisme monopoliste d'Etat, plus connu sous le nom de CME.

A ce stade, qui est celui où nous sommes censés nous trouver, les monopoles capitalistes - le mot "monopole" étant pris non dans l'acception du terme en économie politique classique mais dans le sens de grands ensembles industriels et financiers - donc à ce stade lesdits monopoles ont besoin de l'Etat pour assurer une certaine direction de l'économie et une politique sociale plus avancée. Et donc, le Marché commun est la réponse du capitalisme européen à la crise de l'après deuxième guerre mondiale, crise qui se caractérise pour Moscou par un élargissement du camp communiste et donc le rétrécissement du marché capitaliste mondial, la montée de la décolonisation, et la lutte des économies européennes sur le déclin pour survivre face à l'économie américaine.

A partir de cette analyse de base, toutes les étapes de l'élargissement de la CEE, et tout progrès dans la construction européenne n'ont été perçus que comme de nouvelles stratégies des monopoles, des multi-nationales pour maintenir le niveau des profits et éviter ainsi une crise générale du capitalisme.

Pour le marxisme soviétique, l'histoire du Marché Commun est une histoire simple, nécessaire, fatale, presque pré-programmée en quelque sorte par le développement même du capitalisme.

L'intégration économique des monopoles européens, sans d'ailleurs que ceux-ci soient trop précisés dans leur réalité est dans cette perspective un mécanisme de stabi-

lisation des profits et le discours politique des partisans de l'Europe est un moyen idéologique au service des intérêts du Grand Capital.

Ces quelques données sommaires forment le cœur du dispositif théorique du marxisme soviétique à partir duquel sont définies les positions idéologiques.

II - Analyse idéologique

L'analyse idéologique faite par le Parti Communiste de l'Union Soviétique et relayée par le mouvement communiste mondial déploie des thèmes moins techniques et plus polémiques. Les thèmes principaux peuvent être classés en trois groupes. La première thématique anti-européenne concerne l'économie. A savoir que la concentration et la centralisation croissantes du capital que réalise l'intégration européenne est porteuse des plus graves injustices sociales. Il est curieux à cet égard de constater la divergence entre la prospérité que le Marché Commun a apportée à l'Europe et les descriptions apocalyptiques de la misère que celui-ci aurait imposée aux classes laborieuses de la Communauté européenne. Etant l'expression même du capitalisme sauvage, la CEE est non seulement porteuse d'inégalités sociales mais ne peut que les renforcer.

Une seconde thématique concerne les menaces graves que les organes supranationaux de la CEE feraient peser sur l'indépendance nationale de chacun des pays.

Là, le discours communiste rejoint le discours nationaliste sur le thème du Marché Commun qui se développerait aux dépens des nations.

Selon les pays et les époques, le discours met l'accent soit sur la prépondérance allemande au sein de la CEE, laquelle serait une menace grave pour des pays comme la France, soit sur la nature apatride et anti-nationale des organes directeurs de Bruxelles, soit enfin sur le fait que la CEE tout en étant en position de rivalité avec les Etats-Unis serait un instrument des monopoles américains. Ce discours est flou ou plutôt modulable selon les circonstances. Ainsi, lors de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, on mena campagne pour expliquer que l'Espagne était devenue le Cheval de Troie des multinationales américaines et japonaises, à la conquête du marché européen.

Menace pour le niveau de vie des travailleurs, menace pour l'indépendance des nations, la CEE est aussi fréquemment présentée comme une menace contre les identités nationales. Le Marché Commun serait une machine destinée à broyer les spécificités et les cultures nationales au nom de la logique du profit capitaliste. Comme on le voit, les paisibles fonctionnaires de Bruxelles seraient de cruels agents d'un despote absolu assoiffé de profit, la CEE.

Ce rappel de la doctrine soviétique à l'égard du Marché Commun décrit des axes et des lignes de force idéologiques, qui, selon les circonstances, peuvent être modulés. Il est inutile de souligner que la croissance économique et que le développement des régions qu'a

permis l'unité européenne sont complètement gommés et évacués.

Enfin, un dernier trait de la propagande soviétique intéressant à relever, concerne les relations de la CEE avec le Tiers-Monde.

Là aussi, les systèmes d'aide, les fonds de stabilisation des matières premières sont présentés comme des machines à dominer les pays pauvres. Fréquemment, on peut constater dans la littérature spécialisée que la CEE est un ensemble impérialiste c'est-à-dire, dans la doctrine marxiste, une réalité politico-économique dont le but est de s'emparer à moindre prix des matières premières du Tiers-Monde, en exploitant les peuples en voie de développement.

III - Les attitudes politiques

Ce bref tableau nous amène à nous intéresser à l'aspect essentiel du problème : comment cette idéologie s'incarne-t-elle dans les attitudes politiques de l'URSS face au Marché Commun ?

Bien entendu, en ce domaine, l'hostilité est permanente mais elle est ambiguë. D'un côté le Marché Commun est présenté comme le versant économique de l'atlantisme, le complément naturel de l'OTAN, et la construction politique de la CEE comme une machine de guerre contre le camp socialiste, mais d'un autre côté, il n'est pas rare de voir la politique soviétique insister sur les contradictions entre les Etats-Unis et l'Europe et, de ce fait, chercher à utiliser le Marché Commun dans ses efforts pour découpler le monde occidental, ou en termes plus simples pour monter les européens contre les Etats-Unis.

Selon les circonstances, la CEE est tantôt le prolongement de l'impérialisme américain, tantôt un moyen de contrer la domination américaine qui reste le grand souci de la politique soviétique.

Il serait fastidieux de passer en revue les différentes phases de cette politique qui est plus subtile en tout cas que les analyses théoriques et idéologiques que l'on vient de voir. Quoiqu'il en soit de ces oscillations, un trait permanent demeure, empêcher l'unité politique de l'Europe, empêcher qu'aux portes du camp socialiste un vaste ensemble connaisse une cohérence économique forte, empêcher surtout que cet espace économique puisse être unifié politiquement. L'Union Soviétique communiste souffre du même complexe que la Russie tsariste, à savoir la crainte permanente d'être encerclée. Face à des Etats-Unis sûrs d'eux-mêmes, face à une Chine énigmatique et un Japon incertain, Moscou ne souhaite pas que, sur son flanc européen, la partie occidentale de l'Europe se renforce par une intégration politique poussée. Il s'agit là, en fait moins d'une attitude politique marxiste que d'un réflexe géopolitique classique.

Voici sommairement exposées les analyses et les attitudes de l'URSS depuis de nombreuses décennies vis-à-

vis du Marché Commun.

Sans vouloir empiéter sur les interventions des autres participants, il convient en conclusion de se poser la question de savoir si le discours et le comportement soviétiques sont en train d'évoluer. Je ne me prononcerai pas sur le comportement puisque d'autres orateurs s'en chargeront, mais pour ce qui concerne le discours anti-européen, il convient de remarquer quelques changements. Premièrement le ton s'est adouci : en quelque sorte, une sourdine a été mise à la dénonciation véhémente du Marché Commun. Chacun comprendra qu'au moment où certains esprits envisagent un plan Marshall pour l'Europe de l'Est, plan qui permettrait d'éviter l'effondrement général du système, il est opportun de ne pas trop médire des éventuels bienfaiteurs...

Et comme qui peut le plus peut le moins les attaques anti-européennes se sont faites plus feutrées, plus furtives, moins acerbes, plus interrogatives, en un mot plus nuancées. À cet égard, M. Wild m'a raconté qu'il avait récemment lu une analyse soviétique qui s'enhardissait jusqu'à rendre hommage à la réussite en matière d'intégration économique des pays européens. A n'en pas douter la pérestroïka implique un toilettage et un remodelage de l'anti-européanisme de Moscou. Si les motifs paraissent assez évidents à comprendre, la dernière question est de savoir combien de temps durera cet apaisement idéologique. Certainement assez longtemps, si la pérestroïka se maintient à Moscou. Mais rien n'étant éternel en ce bas monde, surtout dans le camp communiste, je crois qu'il serait sage de ne jamais oublier que l'existence du Marché Commun, même si elle est peut-être provisoirement utile à l'URSS, lui est et lui restera difficilement supportable.

Le redéploiement doctrinal actuel qui accompagne le changement d'attitude soviétique culmine dans la nouvelle notion de la Maison Europe, avancée cette année par M. Gorbatchev. Il ne s'agit pas d'un concept forgé par approfondissement de l'analyse marxiste de la situation européenne, car l'Europe de l'Ouest reste pour Moscou une construction capitaliste, c'est-à-dire une construction condamnée à disparaître en raison de ses contradictions internes et externes. L'idée de Maison Europe se veut la constatation d'un héritage culturel commun et d'une proximité géographique qui force à la cohabitation.

Il s'agit là, à mon sens, d'une idée toute conjoncturelle, d'un slogan né de la nécessité face à la situation très difficile des pays du CAEM qui frisent la catastrophe. En ce sens, si vous me le permettez, je dirai que dans l'esprit de la pérestroïka, la Maison Europe est une Maison préfabriquée et démontable le jour où les cieux économiques seront plus cléments pour le camp socialiste.

En attendant nécessité faisant loi, l'idéologie soviétique emboîtera le pas des dirigeants et nul ne doute que pour renflouer l'industrie des pays du COMECON, l'URSS ne soit disposée à payer la modique somme d'un nouveau regard sur la CEE, plein de compréhension et d'attention à notre égard.

Joseph ROVAN

“Les relations entre les deux Allemagnes”

J'ai eu récemment une conversation avec l'un des principaux conseillers du Chancelier Kohl qui m'a dit : “Au fond, il faudrait que nous autres, Allemands, Français, Italiens, Anglais... nous payons les réformes politiques dans l'Europe Orientale.” C'est une phrase qui fera le lien entre ce qui a été dit et ce que j'ai à dire.

Parler des relations entre les deux Allemagne en un quart d'heure ou vingt minutes relève du pari stupide. Je le tiendrai néanmoins autant que je pourrai pour lancer le débat. Je préviens cependant que, pour être bref, il me faudra être simplificateur et même provocateur. Pourtant, je ne dirai que la stricte vérité, que beaucoup dissimulent sous des enjolivures qui naguère s'appelaient “détente” et aujourd'hui “perestroïka” ou “Maison Commune”.

Staline, en 1939, espérait que les Allemands et les Occidentaux s'entre-tueraient pour laisser le champ ouvert à la révolution dont il s'était rendu maître sans en renier les fondements, ni les objectifs. La chute trop rapide de la France faillit entraîner sa propre perte. Mais une fois l'assaut nazi endigué, il reprit vite ses objectifs à moyen terme : l'extension du pouvoir soviétique à toute l'Europe ou, à défaut, à la plus grande partie possible de cette Europe, en attendant d'autres étapes. Car ce que l'Occident a tant de mal à comprendre, c'est que le communisme est convaincu d'avoir le temps pour lui, même si la morale l'oblige à accélérer le plus possible l'avènement de l'inévitable, de l'irréversible. La certitude de posséder un savoir scientifique absolument sûr en ce qui concerne l'avènement et la fin des querelles d'une Humanité nouvelle vaut toutes les certitudes religieuses sur les fins dernières.

La situation de 1945, sur le théâtre des opérations et dans les esprits des dirigeants occidentaux, ne permit aux Soviétiques qu'un demi-triomphe. Ils obtinrent la maîtrise de l'Europe Orientale et Centrale et de la moitié de l'Allemagne. Cependant, le mépris dans lequel ils tenaient les démocraties capitalistes leur faisaient penser que les lignes de démarcation de Yalta et Potsdam pourraient être tournées, du dedans, par la croissance des partis communistes et des organisations “flanquatrices”, comme disent les Italiens, par l'attraction et par la peur que ces organisations inspiraient et, du dehors, par la recherche de moyens de contrôle sur les zones et les pays non encore intégrés dans l'empire. Pour l'Allemagne, cela signifiait d'abord le démantèlement par l'expulsion des Allemands habitant les régions remises à la Pologne et par l'édification d'une entité communiste dans la partie centrale. C'est ce qu'à présent tout le monde appelle l'Allemagne de l'Est, entérinant ainsi la double annexion de la vraie Allemagne Orientale par la Pologne et de la Pologne Orientale par l'URSS. Cela signifie un effort continu pour mordre sur les positions occidentales, à Berlin par le blocus de 1948, en République Fédérale par

le soutien accordé directement ou indirectement à des mouvements pacifistes neutralistes et même nationalistes très divers au cours des décennies. Quand l'échec à Berlin et en Corée dut provisoirement stopper ces tentatives, l'URSS fit des offres de réunification, proposant même une élection libre, à condition qu'elle puisse exercer un contrôle sur le caractère “démocratique” et “antifasciste” des partis dans toute l'Allemagne. Ce fut là le contenu réel de l'offre fameuse faite par Staline en 1952. Son contenu ne se distingue en rien d'essentiel de celui de l'actuelle formule de la “Maison Commune”, où l'URSS entrerait, avec tout son poids et où, selon les propres paroles d'un des principaux metteurs en œuvre actuels de la politique allemande des Soviétiques, l'Ambassadeur Faline, “aucun propriétaire ne pourrait plus disposer à son gré de son logement sans l'accord de tous les autres”. Je ne pense pas que cette déclaration, que j'ai entendue de mes propres oreilles, ait besoin de beaucoup de commentaires.

La construction de l'Etat communiste en Allemagne Centrale, devenue Orientale, se heurta à de graves difficultés, malgré l'emploi des moyens les plus rudes (exécution, déportations, camps de concentration, tortures...). En 1953, l'insurrection ouvrière démasque le mensonge de l'Etat prolétarien. Huit ans plus tard, cet Etat singulier dut s'entourer de murs, d'appareils de mort et de chiens dressés pour empêcher ses habitants de fuir “leur” république. Trois millions y étaient déjà parvenus entre 1945 et 1961. Cette année encore, en 1988, plusieurs centaines ont franchi les murs au péril de leur vie. 6 000 ont pu parvenir en République Fédérale en passant par la Yougoslavie ou la Hongrie. 21 000 ont pu quitter légalement la R.D.A. Tous les ans, et en 1988 comme auparavant, la République Fédérale rachète contre devises ou produits rares (bananes par exemple) des centaines de prisonniers politiques (2 000 en moyenne au cours des années 1980). Mis à part les responsables, les profiteurs et ceux qui se compromettent comme auxiliaires, la population d'Allemagne de l'Est est partagée entre la protestation et la résignation. Une “société de niches”, a dit un observateur occidental, où l'on cherche à se creuser une existence privée à l'abri de l'Etat, du régime, du parti et de la “Stasi”, la redoutable police politique.

Jusqu'en 1961, les Allemands de l'Ouest n'avaient pas complètement perdu l'espoir que les alliés occidentaux parviendraient sans guerre à repousser les Soviétiques derrière leurs frontières de 1939. La mort de Foster Dulles, l'avènement de Kennedy, le mur de Berlin et la crise cubaine mirent définitivement fin à ce qui est désormais apparu comme une illusion.

Sur le plan mondial, ce fut la période de la détente, fruit de l'équilibre de la terreur atomique. Sur le plan allemand, puisqu'il n'était plus question, dans un avenir prévisible, de faire s'écrouler le régime imposé par la force au-delà de l'Elbe, commence la recherche d'une nouvelle voie, celle qu'Egon Bach, principal conseiller de Willy Brandt et aujourd'hui encore penseur estimé et

écouté de l'Ostpolitik, décrivait alors par la formule "obtenir le changement par le rapprochement". Le rapprochement devrait à la fois rendre un peu moins dure la vie des 17 millions d'Allemands abandonnés derrière le mur et obliger le régime à se détendre en se sachant moins menacé. Avec moins d'audace et moins de suite dans les idées, le côté conservateur (la C.D.U., la C.S.U.) ne put, dans la majorité, que s'engager, en hésitant, dans la même voie.

L'aboutissement devait être, au terme de la première étape de la nouvelle Ostpolitik, la reconnaissance mutuelle des deux Etats allemands. Reconnaissance imparfaite, il est vrai, puisque Bonn déclarait officiellement que les deux Etats ne seraient jamais l'un pour l'autre un territoire étranger, un "Ausland", que leurs relations ne relèveraient pas du droit international (et aussi bien, aujourd'hui encore, les représentants ne sont-ils pas accrédités auprès des Chefs d'Etat mais auprès des Chefs de Gouvernement).

Les accords inter-alliés de 1971 maintiennent la responsabilité des quatre vainqueurs en ce qui concerne l'Allemagne en tant que formant un tout. Le statut de Berlin-Ouest ne cesse de faire l'objet d'interprétations contradictoires et la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe a maintenu la validité, comme règle fondamentale supérieure aux lois et aux traités, de l'obligation faite dans le texte constitutionnel de 1949, qui se lit ainsi : "le peuple allemand reste appelé à parfaire, dans une libre autodétermination, son unité dans la liberté". Les visites officielles des ministres et des chefs de gouvernements, les échanges économiques, les facilités accordées aux déplacements et visites, les jumelages de villes, les accords inter-partis négociés entre le S.P.D. occidental et le parti d'Etat de la RDA, le S.E.D., tout ceci ne change rien au compromis du Grundlagenvertrag conclu en 1972, c'est-à-dire le traité sur les bases ou les fondements des relations entre les deux Etats. En dépit des pressions sans cesse renouvelées de l'Est, Bonn s'oppose toujours à l'échange d'ambassadeurs. L'Office chargé de réunir les informations sur les crimes contre les Droits de l'Homme perpétrés en RDA, fonctionne toujours à Salzgitter et la ligne de démarcation sur l'Elbe court toujours sur la rive orientale, comme l'avaient fixée Anglais et Soviétiques en 1945 et non au milieu du fleuve, comme le voudraient les dirigeants de la RDA, pour en faire une frontière de type international.

Tous les habitants de la RDA qui parviennent à se rendre dans un pays neutre ou occidental ou en République Fédérale, reçoivent automatiquement un passeport de la République Fédérale pour laquelle il n'existe toujours qu'une seule nationalité allemande.

Sur tous ces points, depuis des décennies, l'Union Soviétique et la RDA s'activent à ouvrir des brèches. Ce faisant, elles rencontrent l'appui d'une partie importante et même croissante de l'opinion fédérale (mais jusqu'à maintenant, tous les gouvernements ont tenu bon : d'ailleurs on ne voit guère comment, même s'il le voulait, le gouvernement de Bonn pourrait neutraliser, à leur sujet,

la jurisprudence de la Cour Constitutionnelle).

Qu'on ne pense pas cependant que les dix-sept ans écoulés depuis la reconnaissance mutuelle n'aient pas produit des changements considérables. D'abord sur le plan économique, tout un réseau subtil d'accords a créé, entre les deux Etats allemands, une dépendance à sens unique qui, à la fois assure dans une certaine mesure la stabilité du régime communiste et qui, dans un autre sens, l'oblige à concéder sans cesse des améliorations en faveur des habitants (lesquelles ont de l'importance pour des particuliers) sans rien changer au Pouvoir et aux conditions de son fonctionnement.

Le commerce inter-allemand est un élément essentiel pour l'économie de la RDA. Il est matériellement très marginal, globalement parlant, pour l'économie de la République Fédérale. Il est d'ailleurs en recul continu depuis de longs mois. En volume, le commerce intra-allemand correspond à moins de 2 % du commerce extérieur total de la République Fédérale, alors qu'il représente 10 % de celui de la RDA. Pour celle-ci, il représente surtout une importante source de devises et la possibilité de se procurer, sans perte de devises, des produits essentiels. On dit parfois que, par ce commerce, la RDA est devenue un passager clandestin de la Communauté Economique Européenne, qui permet que la République Fédérale laisse entrer librement, sur son territoire, des marchandises qui proviennent de l'autre Allemagne. Mais la faiblesse du volume et de la valeur font de ce "trou" dans le protectionnisme européen (cauchemar de certains fonctionnaires français) une affaire insignifiante sur le plan économique mais capitale sur le plan politique, puisque la dépendance économique oblige la RDA à un certain comportement minimum de bienséance vis-à-vis de ses habitants.

Comme l'URSS a elle aussi grand besoin des prestations de la RDA, Moscou, à son tour, veille à ce que Berlin-Est observe les règles non écrites de ce jeu subtil. Si la nervosité des "organes" du parti et de la police politique ne cesse de grandir, les mesures de répression, dès qu'elles deviennent publiques, voient leur élan vite jugulé. La RDA, et plus encore M. Gorbatchev, ne peuvent se payer le luxe de briser l'image, sinon favorable, du moins tolérable, qu'ils ont réussi à forger de ce pays dans l'opinion occidentale.

Il est vrai que la dépendance économique de la RDA ou l'aide de la République Fédérale à la stabilité de la RDA présentent bien d'autres aspects. L'aide privée de famille à famille, les cadeaux amenés par les cinq millions d'Allemands occidentaux qui visitent chaque année la RDA, les sommes que les cinq millions de visiteurs qui vont de RDA en République Fédérale reçoivent sur place et qu'ils peuvent rapatrier, les subventions innombrables pour l'entretien des routes, des voies ferrées et des lignes téléphoniques et électriques, les prestations postales et cent autres aides que le gouvernement de Bonn verse à celui de Berlin-Est ne figurent pas dans le volume du commerce. Mais toutes ces sommes réunies restent toutefois dans une proportion modeste si l'on

prend pour mesure les mille milliards de Deutschemark que représente au moins la totalité du commerce extérieur de la République Fédérale.

La question que l'on entend souvent poser en République Fédérale vise non pas l'économie, mais la contre-valeur en concessions politiques et humanitaires. L'opinion ouest-allemande, dans sa majorité, s'est habituée à ce que ni les gouvernements, ni les partis, ni les syndicats, ni les églises ne réclament clairement la démocratie, les libertés, le droit à l'autodétermination, pour des Allemands tenus en otage par le régime au pouvoir en R.D.A. Ceux qui le font passent souvent, chez les politiques, chez les gens des médias, pour des sclérosés de la guerre froide, voire pour des gens mal élevés. Il est vrai que si Gorbatchev jouit, en République Fédérale, d'un prestige sans pareil, la RDA prend soin de briser dans l'œuf les sympathies qu'elle pourrait, elle, susciter. Au fur et à mesure que Gorbatchev, tantôt maître du mouvement et tantôt le suivant, progresse sur le chemin difficile de la perestroïka, la RDA entre, elle, dans une pénible glaciation qui n'est pas due seulement à l'âge élevé de ses dirigeants actuels qui ont presque tous plus près de 80 que de 70 ans.

Ils savent que l'URSS a besoin de l'économie est-allemande, si peu performante qu'elle soit aux yeux des Occidentaux. Mais ils savent aussi que les jeunes dissidents ou les "mal contents" manifestent maintenant à Berlin-Est en scandant le nom de Gorbatchev. Depuis deux ans, la RDA navigue entre le relâchement et le resserrement, entre de légères ouvertures et des répressions vite freinées. Pour la première fois, une structure "civile" extérieure au système, l'église protestante, devient, souvent à son corps défendant, un pôle de rassemblement et de protection pour des mouvements autonomes au sein d'une société moins paralysée. Des mouvements pacifistes, neutralistes et surtout écologistes, sans structures saisissables, se manifestent. Tout s'étale à la télévision occidentale que les 4/5 de la population suivent régulièrement. On interdit même des revues et des films soviétiques. On fait ami-ami avec l'infâme Ceausescu que Moscou, lui-même, trouve compromettant. Quand Honecker vient en Allemagne Fédérale, il suscite une curiosité froide. Quand le Chancelier Kohl fait en RDA une visite strictement privée, il est accueilli par les foules comme leur légitime représentant.

Le temps imparti m'oblige à conclure mais il n'y a pas de conclusion. Jamais le sentiment de l'unité de la nation allemande n'a été plus fort qu'aujourd'hui dans les deux Allemagne et jamais ne l'a été non plus la certitude, chez presque tous les responsables, qu'il n'y a *pas de solution allemande à la question allemande*, mais seulement une solution européenne.

La capacité de l'Union Soviétique d'exercer et de maintenir son contrôle sur les Etats naguère satellisés s'étiole et se dessèche. Mais il n'y aura pas d'autodétermination pour les Allemands de l'Est s'il n'y a pas de liberté pour les Polonais. Il n'y aura pas non plus d'ave-

nir pour des nations captives, pas plus d'ailleurs que pour nous, qui passerait par le rétablissement des Etats nationaux souverains. Nous devons, nous, peuples restés libres, donner aux peuples captifs la garantie qu'ils ont leur place réservée dans l'union politique européenne démocratique, comme ce fut le cas pour l'Espagne, le Portugal et la Grèce. Comme nous assurons, même au-delà de l'Allemagne de l'Est, au moins partiellement, la stabilité du régime communiste, il nous faut lier, avec beaucoup de suite dans les idées, toute aide à des progrès réels sur le plan des libertés et des Droits de l'Homme. Si nous ne le faisons pas, ce sont nos amis Polonais, Hongrois et Tchèques qui ne nous le pardonneraient pas.

Mais il faut aussi que nous les aidions à se préserver de deux démons : celui des déchirements entre nations libérées (entre Hongrois et Roumains par exemple) et celui de la vengeance, de l'épuration. Il faut que l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie sachent suivre l'exemple espagnol du rétablissement de la démocratie sans vengeance. Quant à la France, si nous voulons éviter à l'Allemagne et à nous-mêmes l'aventure anachronique du rétablissement d'Etats nationaux unitaires, faisons en sorte que l'Europe soit debout avec son exécutif commun et son Parlement aux pouvoirs réels quand les peuples libérés de l'Est demanderont à venir nous y rejoindre. A mes yeux, en évoquant cet avenir, je ne parle pas d'un avenir lointain.

Louis JUNG

*"Les relations entre les deux Europe :
un champ d'initiatives"*

Je me contenterai de quelques remarques que je me suis faites en qualité de Président du Conseil de l'Europe, qui est une Europe à 22 et bientôt 23 avec la Finlande, et pas seulement à 12, ce qui modifie la perception quotidienne des relations avec l'Europe de l'Est.

En premier lieu, les problèmes humains me semblent primer les problèmes économiques dans notre dialogue avec l'autre Europe. Ces problèmes humains sont plus faciles à appréhender et à suivre pour le Conseil de l'Europe parce que cette instance n'a rien à vendre et rien à défendre, ce qui nous rend très libres pour explorer les voies du dialogue et les formes nouvelles de coopération à venir avec l'Est.

Deuxièmement le Conseil de l'Europe m'a appris qu'on pouvait aller très loin dans le dialogue avec l'Europe orientale sans pour autant trahir ses principes ou vendre son âme. Cela d'autant plus que 45 ans après la fin de la guerre et la soviétisation de l'Europe orientale, le bilan économique de ces pays est catastrophique. L'évolution des pays de l'Est est une non-évolution, une non-croissance économique sur fond de crise sociale qui peut éclater politiquement à n'importe quel moment. Chaque pays de l'Est vit sa crise à sa façon et, pour chaque pays de l'Est, cette crise fait rebondir de façon particulière la question des droits de l'homme. A nous de le compren-

dre et, dans notre effort de collaboration, d'en tenir compte.

Troisièmement, ce dialogue, qui, je le répète, ne saurait être purement économique, doit se faire dans la lucidité.

La lucidité s'adresse à la permanence de la menace et à la nécessité qui en découle de renforcer l'Europe de l'Ouest, y compris sur le plan de la Défense, par la coopération accrue. Cette force tranquille, constamment perfectionnée, que sera l'Europe de l'Ouest unie permettra seule de trouver une solution satisfaisante aux questions posées par le dialogue et la rencontre entre les deux parties de l'Europe.

Quatrièmement, je ne peux que me réjouir de ce que l'Europe soit arrivée à Paris. Désormais, on parle de l'Europe, on pense à l'Europe et on pense en européen ; ce qui veut dire que les réflexes nationalistes ne sont plus les seules motivations de la politique extérieure de la France.

Cinquièmement, je voudrais dire que pour un homme de ma génération, né durant la première guerre, et ayant fait la deuxième, un constat s'impose avec force. S'il devait y avoir une faillite des relations est-ouest en Europe, ce serait le début d'un grand malheur pour le continent et aussi pour la France.

Cet échec pourrait favoriser un rapprochement germano-soviétique qui sonnerait le glas de l'idée européenne. Ceci n'est pas une vue de l'esprit. L'avenir de l'économie allemande est à l'est, pensent beaucoup d'acteurs économiques en R.F.A., et les soviétiques ont besoin avant tout de l'économie allemande. Pour empêcher cette captation mortelle, il faut que ce soit l'ensemble de l'Europe de l'Ouest qui considère que son avenir passe par un dialogue avec l'Europe de l'Est.

Pour conclure, je dirai que mon expérience de Président du Conseil de l'Europe m'a fait comprendre que le processus de renforcement de l'unité de l'Europe de l'Ouest et celui du dialogue et de la coopération entre les deux Europe sont les deux faces d'un même processus, d'un même mouvement : celui du progrès et de la paix pour le Continent européen.

Jean LECANUET

Vous avez posé, M. Louis Jung, une question provocante : l'avenir pour l'économie européenne, c'est-à-dire pour ce qui fait la vie des Européens, est-il à l'Est ?

C'est sur cette question que je vais demander les réactions de nos intervenants de cet après-midi.

Joseph ROVAN

Puisque M. Jung m'a interpellé directement, je voudrais lui répondre rapidement sur le point très émouvant qu'il a évoqué en rappelant qu'il a été témoin de l'accord germano-soviétique de 1939. Qu'il soit permis de rappeler que ce n'est pas le Chancelier Kohl, ce n'est pas

Adenauer, ce n'est pas un représentant élu de la démocratie allemande qui a conclu l'accord avec Staline, mais Hitler. Je trouve très dangereux de trop évoquer ce genre de perspective. Qu'est-ce qui nous autorise à penser depuis quarante ans que l'Allemagne construit sa démocratie et qu'elle est demanderesse de davantage d'Europe ? Car ce n'est pas à Bonn qu'on freine la construction politique de l'Europe. M. Jung l'a rappelé, Paris a quelque retard à rattraper. Qu'est-ce qui nous autorise à imaginer que la démocratie allemande pourrait être prête demain à une sorte de réédition de cet accord terrifiant ? Rien. Et je trouve qu'il est dangereux de l'évoquer. Ce qu'il faut évoquer, c'est que, pour être à même d'accueillir nos amis d'Europe de l'Est, il faut faire cette Europe politique, il faut créer les "Etats-Unis d'Europe" dont parlait Bernard Bosson tout à l'heure, plutôt demain qu'après-demain et plutôt aujourd'hui que demain. A ce moment-là, la question ne se posera plus car il n'y aura plus de politique extérieure allemande, pas plus qu'il n'y aura de politique extérieure française.

Louis JUNG

M. le Professeur, vous avez absolument raison de souligner que ce sujet est délicat à rappeler et je peux vous dire que je suis absolument conscient que le Gouvernement allemand actuel et la grande majorité de sa population sont entièrement hostiles à cette idée. Permettez-moi quand même d'évoquer un danger dont j'ai peur personnellement : admettons que l'Union Soviétique propose à l'Allemagne de l'Est la réunification, comme en 1952, et qu'on soumette ce projet à référendum. J'ai dit au Chancelier Kohl que je ne voudrais pas être le Chancelier de ce jour-là, car je ne suis pas sûr du résultat... Espérons que nous, Européens, arriverons à régler ce problème. Si je le dis à Paris, c'est parce que je crois que c'est l'obligation des hommes politiques français de tout faire pour favoriser la coopération avec la République Fédérale d'Allemagne afin que ce danger ne puisse jamais se réaliser.

Joseph ROVAN

On ne peut pas imaginer sous quelles conditions l'Union Soviétique serait susceptible d'offrir la réunification. Les conditions de 1952 étaient telles qu'elles ne pouvaient pas être acceptées. Rien n'a été changé là-dessus. Mais raison de plus pour dire que de toute façon, quand il n'y aura plus ni d'Allemagne, ni de France indépendante, on ne pourra offrir à personne une autre réunification que celle de l'Europe toute entière.

François THUAL

Je voudrais faire une remarque qui dépasse le cadre de la contestation et de l'avenir de l'Allemagne. Je crois que la fin des années 1980 et le début des années 1990 seront marqués, au niveau de l'analyse économique du monde, par plusieurs phénomènes curieux. La ratification

récemment par les élections canadiennes d'un grand marché unique de l'Amérique du Nord, auquel le Gouvernement américain va bientôt rattacher le Mexique pour empêcher qu'il ne sombre dans la misère, va faire que non seulement nous allons, nous Européens, avoir une Europe plus perfectionnée grâce à l'Acte Unique Européen, mais nous aurons aussi un monde économique atlantique plus structuré et plus fort. Est-ce que le danger pour nous n'est pas de nous tourner uniquement vers l'Est, d'oublier que l'Europe de l'Ouest est au milieu du monde économique et de laisser la forteresse de l'Amérique du Nord nous pousser trop vers l'Europe de l'Est au risque d'une dépendance ? Je crois qu'il n'y a pas seulement des problèmes politiques. Il y a actuellement une structuration des grands flux économiques et commerciaux dans le monde qui dépasse largement les nations et nous devons aussi intégrer aux rapports avec l'Europe de l'Est les relations qui devront se développer, au cours des dix années à venir, avec le marché nord-américain et l'ensemble de l'économie ouest-européenne.

Jean LECANUET

Deux autres questions ont été posées : "Peut-on envisager un rapprochement entre la Communauté et l'U.E.O., désormais élargie à l'Espagne et au Portugal, comme étape vers l'union politique européenne et la réforme dans l'Alliance Atlantique ?" Deuxièmement : "Ne convient-il pas d'envisager, au nom de la solidarité de la Grande Europe, une campagne d'opinion à l'échelle de l'Europe entière contre le plan dément et criminel de destruction du patrimoine culturel roumain ?"

Pierre HASSNER

Concernant la deuxième question, je crois que cette campagne d'opinion devrait être menée. Ce serait d'ailleurs un geste pan-européen puisque c'est un point sur lequel un pays de l'Est comme la Hongrie ou les pays occidentaux sont aux premières loges. Je trouve que la France a été un peu timide à cet égard en se contentant de dire qu'elle adhérerait à la déclaration des Douze. Je pense que ce serait une excellente initiative.

Concernant l'U.E.O., je crois que vous connaissez comme moi les problèmes. L'U.E.O., par essence, est une étape, faute de mieux. M. Alfred Kahem, Secrétaire Général de l'U.E.O. et diplomate belge qui s'est longtemps occupé des affaires européennes et qui est très partisan de la Communauté, répond à ceux qui lui demandent : "Pourquoi l'U.E.O. et pas la Communauté ?" que si on peut persuader ceux qui ne veulent pas de coopération de défense dans le cas de la Communauté de le faire, tant mieux. Mais il y a des pays neutres, des pays qui ne veulent pas mélanger la coopération politique, la défense et la Communauté et tous se retrouvent dans l'U.E.O. A terme, il est évident que tout cela devrait fusionner pour devenir la Communauté. L'U.E.O., pour l'instant, a un rôle très utile. Les gouvernements ont toutefois une politique oscillante vis-à-vis

de l'U.E.O. : ils la redécouvrent tous les deux ou trois ans, ils en parlent puis, de nouveau, ils la laissent tomber. Pour l'instant, il faudrait faire des progrès dans le cadre de l'U.E.O. et dans le cadre de la coopération politique européenne et, à terme, les deux devraient être amenées à fusionner.

Joseph ROVAN

En ce qui concerne la Roumanie, la démarche que nos Gouvernements devraient faire serait de porter la question devant le Conseil de Sécurité. C'est ce que peut craindre le plus le tyran roumain. Il est évident qu'à ce moment là, le Gouvernement hongrois votera dans le même sens, ce qui n'est pas une mince affaire dans les rapports Est-Ouest. Nous ne pouvons pas ordonner une intervention militaire contre le Gouvernement roumain, mais ce serait une démarche très importante pour que la situation devienne de plus en plus intenable. Je regrette que cette proposition n'ait pas été mieux accueillie en France. Nous avons l'année commémorative de la fondation des Droits de l'Homme devant nous, ce serait le moment. Je suis certain qu'au moins le Gouvernement italien est prêt à suivre. Je ne vois pas d'autre moyen pour la France actuellement. Les Allemands ont choisi une autre démarche, plus modeste, mais qui n'est pas contradictoire : celle de racheter ce qui reste de leur minorité. Ils ne sont plus que 250 000 sur les 800 000 d'autrefois. Les Hongrois sont plus de deux millions. Ils n'ont pas de quoi payer avec des dollars et n'ont aucune raison d'enlever de leur terre d'origine cette minorité qui est aussi autochtone que les autres. La France n'a pas de minorité. Si nous devons faire cette démarche, ce sera au nom d'un certain nombre de droits fondamentaux. Je ne vois pas pourquoi nous ne la faisons pas.

Louis JUNG

Je crois qu'il est intéressant de repenser à l'U.E.O. et tous ceux qui sont conscients de leur responsabilité européenne doivent savoir que c'est vers une défense européenne que nous devons faire des efforts. Reykjavik nous a démontré qu'on peut discuter de l'Europe sans la présence d'un Européen. C'est la seule finalité vers laquelle nous devons tendre. C'est vraiment une coopération de tous les Etats. Je suis même d'accord pour que les Etats-Unis nous demandent de faire un effort supplémentaire pour payer nous-mêmes un peu plus, mais tout en restant fidèles à l'Alliance Atlantique.

CONCLUSIONS DU COLLOQUE

Jacques GOLLIET

Nous arrivons à l'heure des conclusions. Il est difficile de résumer tout ce qui a été dit au forum économique de ce matin, où sont intervenus MM. Wild, Cortesse et M. le Ministre Jean François-Poncet. J'en ai retenu

surtout que, contrairement à l'opinion généralement répandue, les échanges économiques avec l'Europe de l'Est représentent un enjeu très limité pour l'Europe de l'Ouest. C'est sans doute un enjeu important pour l'Est dans le domaine de la modernisation et de ce que nous avons appelé ce matin "l'apprentissage", en particulier par l'intermédiaire des sociétés mixtes. Cet enjeu est bien sûr important pour l'Est. Pour l'Ouest, la réalité des échanges économiques est actuellement beaucoup plus limitée qu'on ne le croit et les perspectives, à moyen terme, ne sont pas du tout telles qu'on puisse rêver d'une croissance notable. Les échanges ne pourront se développer que dans la mesure où des transformations de structures pourraient intervenir. Nous pourrions, nous Occidentaux, regarder avec beaucoup d'intérêt l'évolution dans les années qui viennent, en souhaitant qu'elle soit favorable mais sans nous bercer d'illusions.

Les propos de ce matin rejoignent les conclusions politiques de cet après-midi qui ont été présentées par Bernard Bosson. Je reprendrai les principaux chapitres qu'il a évoqués. Nécessité, urgence et difficultés d'une politique commune vis-à-vis des pays de l'Est, rappelant que la coupure de notre continent en deux blocs demeure le grand problème de l'Europe à l'orée du XXI^e siècle et que, par conséquent, nous devons bâtir une politique extérieure commune de la Communauté Européenne vis-à-vis des pays de l'Est. "Le grand projet communautaire de 1992", a-t-il dit, "n'a aucune chance de se concrétiser s'il ne s'insère dans une politique globale." Cette politique doit intégrer une réflexion et une action communes en direction des pays dont nous redécouvrons aujourd'hui qu'ils ne sont pas tous à l'Est mais bien souvent plutôt au centre de notre Europe.

Ensuite, principe d'une telle Ostpolitik communautaire : il faut allier sens des réalités et ambitions pour l'avenir. Le "rideau de fer" est toujours une réalité et nous devons affirmer sans complexe que la disparition des obstacles et des menaces sur la liberté et la sécurité des Européens, indissociables l'une de l'autre, constitue l'un des tout premiers objectifs de notre politique de l'Est. Nous voulons donc l'unité, mais pas à n'importe quel prix.

Deuxième principe qui va de pair avec le précédent : c'est la globalité que doit respecter notre politique à l'Est. Il n'est pas possible de vouloir assurer la libre circulation des hommes d'affaires sans permettre celle des intellectuels, des écrivains ou des créateurs, ou simplement de tous les hommes. Il est exclu d'instaurer un climat de confiance en matière de sécurité sans qu'en même temps les Droits de l'Homme ne soient partout respectés. Ne croyons pas qu'il s'agit seulement d'observer un équilibre dans la progression de différents types de négociations.

Le troisième et dernier principe est celui de la Communauté. Une action dispersée de nos Etats serait non seulement vaine, elle serait dangereuse.

La France, en particulier, ne doit pas croire qu'elle peut se permettre de jouer son propre jeu dans cette région, en raison des liens privilégiés qu'elle a su tisser et

conserver au cours de son histoire. Nous devons éviter deux écueils : celui de bloquer les relations avec l'Est au motif que les régimes de ces pays, soutenus ou imposés par l'URSS, ignorent l'essentiel des Droits de l'Homme, et inversement, par naïveté, de venir conforter par des aides financières ou des soutiens économiques des régimes qui en profiteraient pour empêcher toute évolution démocratique. Nous devons évidemment continuer sur la voie de la collaboration économique. Nous avons intérêt à développer globalement le contenu de ces accords entre la Communauté et chacun des partenaires. Mais nous devons d'abord coordonner notre démarche dans deux domaines-clés : celui de l'aide financière et celui de la coopération technologique, sans négliger les domaines complémentaires de l'environnement et de la culture.

Dans tous ces domaines vitaux, à quoi sert-il d'appeler l'Europe de l'Ouest à réagir unie aux propositions de l'autre Europe, ou même à formuler ses propres propositions, tant qu'elle ne s'est pas dotée d'une doctrine et d'une organisation communes ?

Enfin, il est clair que les relations entre les deux Europe ne pourront se développer que dans un contexte d'apaisement politique et surtout militaire. Les échanges commerciaux exigent, en préalable, que soit assurée la sécurité de chacun des partenaires. La coupure entre les deux Europe a été faite par la force des armes. Le rapprochement des Européens ne se fera que par l'établissement d'un climat de sécurité. La voie paraît aussi claire que difficile.

Or, nous ne ferons pas l'économie d'une réorganisation fondamentale de l'Alliance Atlantique à laquelle, de toute manière, finira par nous contraindre l'impatience justifiée de nos alliés américains. Cette réorganisation peut être la pire des choses si elle nous est imposée. Mais elle peut être aussi une occasion d'accélérer l'émergence, depuis si longtemps attendue, d'une Europe de la sécurité qui est manifestement un préalable indispensable pour que notre Europe puisse valablement développer ses relations pacifiques avec l'Est et progresser en direction d'une "maison commune" qui serait celle de la liberté. L'ouverture à l'Est exige que les douze membres de la Communauté Européenne forment un monde structuré, assuré de sa sécurité militaire et suffisamment fort pour traiter sereinement avec ses partenaires de l'Est.

C'est bien dans ce sens que le Parlement français doit s'engager et faire en sorte que s'engage le Gouvernement de la France. Les informations, les réflexions qui nous ont été apportées aujourd'hui nous montrent qu'une voie d'espoir s'ouvre devant nous. C'est une voie étroite, mais nous devons nous y engager tous ensemble, nous, membres de la Communauté Européenne, afin qu'un jour, en effet, il n'y ait plus deux Europe mais une Europe unie qui ait vocation d'être un espace de prospérité, de liberté et de paix.

(1) Nouveaux pays industriels

EUROPE - ÉTATS-UNIS : LA NOUVELLE DONNE

Colloque organisé par France-Forum
et Europe 2000

Les enjeux économiques et commerciaux : conflit ou coopération

Président de séance : Jean François-Poncet, Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Président de la Commission des Affaires Economiques et du Plan du Sénat.

Rapporteurs : Jacques Mallet, Président de la Commission des Relations Economiques Extérieures du Parlement Européen ; Willy de Clercq, Ministre d'Etat belge, ancien Membre de la Commission de la CEE.

Interventions de : William H. Edgar, Ministre-Conseiller pour les Affaires Economiques à l'Ambassade des Etats-Unis ; Jacob M. Myerson, ancien Diplomate américain, ancien Secrétaire Général Adjoint de l'OCDE ; Michel Debatisse, ancien Ministre, Député Européen ; Jean-Claude Casanova, Professeur, Agrégé de Sciences Economiques, directeur de "Commentaire" ; Pierre Uri, Expert international, Prix Robert Schuman ; Michael E. C. Ely, Chef Adjoint de la Mission Américaine auprès des Communautés à Bruxelles ; Jean-Pierre Leng, Directeur à la Commission Européenne chargé des relations avec les Etats-Unis ; Klaus Hänsch, Député européen (RFA), Président de la délégation Parlement Européen-Congrès des Etats-Unis ; Jean-Yves Richard, Directeur des relations internationales à Airbus Industrie ; Henri Cartan, Membre de l'Académie des Sciences ; Alain Prate, Vice-Président de la Banque Européenne d'Investissement ; Pierre Hassner, Directeur de recherches à la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Les enjeux politiques et stratégiques : découplage ou partenariat ?

Président de séance : Pierre Méhaignerie, Ancien Ministre, Président du groupe UDC à l'Assemblée Nationale.

Rapporteur : Thierry de Montbrial, Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI).

Interventions de : Peter Semler, Ministre-Conseiller aux Affaires politiques à l'Ambassade des États-Unis ; Markus Berger, Conseiller de la CDU pour les questions de Défense ; François de Rose, Ambassadeur de France ; Joseph Rován, Président du Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD) ; Didier Motchane, Député Européen ; Henri Froment-Meurice, Ambassadeur de France ; Klaus Hänsch, Député Européen (RFA), Président de la Délégation Parlement Européen-Congrès des Etats-Unis ; Erwin Guldner, Conseiller d'Etat, ancien Maire de Sceaux ; Henning Wegener, Secrétaire Général Adjoint de l'OTAN ; Louis Leprince-Ringuet, Membre de l'Institut ; Alain Lamassoure, Député, Délégué général des Clubs "Perspectives et Réalité" ; le Professeur Yochelson, Vice-Président du "Center of Strategic International Studies".

Conclusions du Colloque par Jean François-Poncet.

Les enjeux économiques et commerciaux : conflit ou coopération ?

Jean FRANÇOIS-PONCET

Mesdames et Messieurs, je remercie Jacques Mallet, qui est le concepteur de notre rencontre. Il est connu de tous et possède parfaitement le sujet qui va nous retenir.

Je remercie aussi tous ceux qui sont venus. Ils forment un groupe particulièrement compétent. Je suis heureux que nos amis de l'Ambassade Américaine et des centres de recherche d'outre-atlantique aient pu venir. Il s'agit de débattre plus que de discourir. Quelques brèves observations, cependant, pour introduire le sujet.

Comme moi, vous êtes, sans doute, frappés par le fait que, depuis des mois, c'est l'URSS, son évolution interne, les relations Est-Ouest qui sont au centre de toutes les discussions et sous les feux de la rampe. Pourquoi s'en étonner ? C'est autour de la menace soviétique en Europe et de l'expansion communiste dans le Tiers Monde que se sont construites les relations internationales depuis 1945. Quant aux changements auxquels nous assistons aujourd'hui, ils sont porteurs de progrès et de paix, ce qui très légitimement retient l'attention.

L'Europe est saisie par le vertige de l'espérance : effacer Yalta, voir naître un monde nouveau, une Europe enfin réunie.

De telles perspectives relèvent-elles de l'illusion ou de la réalité ? L'avenir le dira. Il n'est pas anormal qu'en attendant on regarde vers l'Est.

Les relations entre les Etats-Unis et l'Europe attirent moins l'attention. On n'en parle que quand quelque contentieux les agite à propos de l'Uruguay round, du bœuf aux hormones ou des missiles à courte portée. Le fait est que les relations transatlantiques n'ont pas reçu, au cours des derniers mois, l'attention qu'elles méritent. C'est regrettable. Elles sont, en effet, cruciales ; elles font l'objet d'une évolution rapide et les menaces qui pèsent sur elles sont réelles.

Il y a aux Etats-Unis un courant qui considère que l'Europe vit aux crochets des Etats-Unis et que cela doit cesser. Dans le domaine de la sécurité d'abord. Les Etats-Unis, affirme-t-on outre-Atlantique, dépensent plus pour la sécurité de l'Europe que l'Europe elle-même. Compréhensible, il y a 30 ans, cette situation ne l'est plus aujourd'hui. Dans le domaine de l'économie ensuite. Les Etats-Unis ont le sentiment que l'Europe se retranche dans les frontières de son grand marché, qu'il s'agisse des produits agricoles, ou, dans la perspective de l'Europe de 92-93, de l'économie dans son ensemble. La tentation est grande, dès lors, d'utiliser le Trade Act pour contraindre l'Europe à "jouer le jeu".

L'Europe voit les choses tout autrement. Elle a le sentiment que la menace soviétique diminue et que sa liberté de mouvement par rapport à l'Alliance Atlantique et à ses contraintes augmente.

L'espérance politique renaît, notamment, en Républi-

que Fédérale. On sait que la réunification n'est pas pour demain, mais le changement de climat incite à regarder vers l'Est. Il y a, d'autre part, la relance de la construction européenne. Chacun s'en félicite. Le contentieux agro-financier qui paralysait la Communauté a été réglé. L'heure est à la construction d'un marché sans frontières et à la résurgence du sentiment européen. Mais, pour un certain nombre de nos partenaires étrangers, dont les Etats-Unis, l'Europe de 1992 pourrait se transformer en une "forteresse". De ce côté-ci de l'Atlantique, ces craintes ne sont pas prises au sérieux, elles nous paraissent relever de la construction médiatique et sont considérées comme n'ayant aucune réalité. Mais elles existent aux Etats-Unis, au Japon et ailleurs.

Atténuation de la menace soviétique, reprise de la construction européenne, crainte d'un protectionnisme européen aux Etats-Unis : voilà de grands changements à l'Ouest, au moment où l'attention de l'opinion se concentre sur l'Union Soviétique et où la grande question qui se pose est de savoir si l'on peut et s'il faut aider Gorbatchev. En réalité, le succès ou l'échec des réformes en URSS dépendra de facteurs intérieurs sur lesquels nous avons peu d'action. A l'Ouest, au contraire, nous pouvons agir, pour diminuer les contentieux sur le plan de la sécurité et du partage des charges, ainsi que sur le plan économique et commercial. Réussir l'inévitable mutation des relations transatlantiques est la meilleure façon d'inciter l'Union Soviétique à persévérer dans ses réformes. Il faut lui enlever tout espoir de compenser son recul dans le Tiers Monde et en Europe de l'Est par des gains réalisés en direction de l'Atlantique. Maintenir, dans les mois et les années qui viennent, une Alliance Atlantique renouée, mais solide, c'est exercer sur le système soviétique une pression constante, qui est indispensable à son évolution. Que cette pression s'affaiblisse et il y a toute raison de penser que le rythme du changement se ralentira.

Pour débattre de ces sujets, nous avons la chance d'avoir avec nous les meilleurs spécialistes.

M. Willy de Clercq a été le négociateur de l'Europe. Il a géré l'ensemble des relations économiques extérieures à la Commission Européenne, mais l'actualité l'a amené à traiter plus particulièrement des relations transatlantiques.

M. Edgar, qui interviendra, est Ministre-Conseiller à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris. J'hésite à saluer toutes les personnalités présentes tant elles sont nombreuses ; je vois devant moi M. Alphandéry, l'Ambassadeur François de Rose, l'Ambassadeur Froment-Meurice, M. Lamassoure, M. Pierre Uri, M. Michel Debatisse, M. Alain Prate, M. Myerson, le Général Saint-Cricq, plusieurs parlementaires européens.

M. Jean-Claude Casanova et M. Pierre Hassner se chargeront, en fin de matinée, de faire la transition entre les problèmes commerciaux et les problèmes stratégiques et politiques qui seront traités dans l'après-midi.

Le rapporteur, ce matin, sera Jacques Mallet lui-

même, à qui je vais donner la parole tout de suite.

Jacques MALLET

Les relations économiques entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sont entrées dans une zone de turbulence, dont les conflits commerciaux, actuels ou prévisibles, constituent l'illustration la plus évidente.

Pour en prendre l'exacte mesure et évaluer les chances de surmonter les conflits par une meilleure coopération, il faut d'abord replacer les problèmes dans une perspective globale et à long terme.

Je m'exprimerai ici en "européen" mais, bien entendu, mes propos n'engageront que moi.

I - Les données de base

1°/ Il faut d'abord rappeler la solidarité politique fondamentale qui réunit l'Europe occidentale et les Etats-Unis.

Elle se fonde sur une communauté de valeurs, une même conception de la liberté et de la démocratie ; elle s'appuie sur un même attachement à l'économie de marché, à l'esprit d'entreprise, à l'initiative privée ; elle s'affirme par une alliance qui a été - avec la dissuasion nucléaire - la plus sûre garantie de la paix depuis quarante ans, et reste aujourd'hui encore nécessaire à notre sécurité commune.

Nous ne devons pas oublier non plus que les Etats-Unis ont puissamment aidé l'Europe occidentale, avec le plan Marshall, à relever ses ruines au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et qu'ils ont encouragé la construction européenne et la naissance de la Communauté. Sans doute estimaient-ils, à juste titre, qu'ils y trouvaient leur intérêt, dans la mesure où l'union de l'Europe renforçait ce qu'on appelait alors le "monde libre". Assumant pleinement le leadership de l'Occident, ils ont fait preuve d'une grande lucidité et d'une hauteur de vue à laquelle nous devons rendre hommage.

Quels que soient les changements intervenus depuis lors, la solidarité entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis demeure une réalité politique qu'il importe de ne jamais perdre de vue.

2°/ Pour nous en tenir au domaine de l'économie, nous ne devons pas oublier l'importance des relations globales entre la Communauté européenne et les Etats-Unis.

Leurs échanges commerciaux, dans les deux sens, s'élevaient à 165 milliards de dollars en 1988. Les exportations de la Communauté vers les Etats-Unis représentent 20 % de ses exportations vers les pays tiers et celles des Etats-Unis vers la Communauté 24 % de leurs ventes à l'extérieur.

En 1987 les investissements directs de la Communauté aux Etats-Unis ont atteint 157 milliards de dollars - soit la moitié des investissements étrangers réalisés dans ce pays - tandis que les investissements directs des Etats-

Unis dans la Communauté se montaient à 122,2 milliards de dollars. Les montants cumulés des investissements croisés depuis 10 ans s'élèvent à 758 milliards de dollars pour les investissements de la CEE aux USA et à 695 milliards dans l'autre sens.

Au total, les échanges commerciaux mutuels et les investissements croisés avec leurs revenus atteignent presque un trillion de dollars.

Ensemble la Communauté et les Etats-Unis représentent 25 % du commerce mondial (échanges intracommunautaires exclus), un tiers du commerce mondial de produits agricoles, et plus de 40 % du PNB mondial. Ensemble ils détiennent 80 % des réserves de devises des banques centrales. C'est dire quels sont leur poids et leur influence combinée dans les organisations internationales, au GATT, au FMI ou à la BIRD.

De bonnes relations économiques et commerciales entre la Communauté et les Etats-Unis, qu'exige leur étroite interdépendance, sont donc d'une importance majeure pour l'économie mondiale.

3°/ Cela dit, les rapports entre les deux partenaires se sont considérablement transformés. Le déficit commercial européen, qualifié de "structurel" au lendemain de la guerre, et le déficit habituel de la Communauté à l'égard des Etats-Unis ont cédé la place à partir de 1982 à un excédent, tandis que se creusait le déficit américain (123 milliards de dollars en 1984, 148 milliards en 1985).

A quoi faut-il attribuer ce renversement ?

- il s'explique d'abord par les changements intervenus dans le rapport des forces entre les deux partenaires. Les pays européens, stimulés par la création du Marché Commun, ont connu jusqu'à la crise pétrolière des taux d'expansion plus élevés, ont modernisé et développé leur économie, bref sont devenus des concurrents efficaces,

- d'autre part, la balance commerciale de la Communauté à l'égard des Etats-Unis est largement dépendante des fluctuations du dollar. Ses excédents s'expliquent pour une bonne part par la hausse du dollar de 1980 à 1985 (de l'ordre de 70 %). Ils ont sensiblement diminué lorsque le dollar a baissé.

Durant l'année 1988, le déficit bilatéral des USA avec la C.E.E. s'est réduit fortement, de 47,3 % par rapport à 1987 (il a été de 12,8 milliards de dollars en 1988).

La contribution du Japon à la réduction du déficit américain n'a été dans le même temps que de 7 %. (1)

Ces chiffres montrent la sensibilité particulière aux oscillations monétaires des pays comme les nôtres, qui sont fortement dépendants du commerce extérieur et pratiquent une politique commerciale libérale.

- Il y a plus : nous devons constater un déclin relatif de l'économie américaine depuis l'après-guerre, époque où elle jouissait d'une position dominante incontestée dans le Monde. Au début des années 50 les Etats-Unis faisaient près de 20 % des exportations mondiales. Aujourd'hui leur part est tombée à 10 %.

A ce déclin correspond la montée en puissance du Japon et des nouveaux pays industrialisés asiatiques, tels que la Corée du Sud et Taïwan. En l'espace de trente ans, le Japon est passé de 1,3 % à 10 % du commerce mondial.

Certes, la Communauté est devenue la première puissance exportatrice. Avec 37,6 % des exportations mondiales en 1986, elle devance de loin les Etats-Unis (10,3 %) et le Japon (9,9 %), les Etats-Unis demeurant pour leur part les premiers importateurs mondiaux. Mais le Japon représentait à lui seul en 1987 plus du tiers du déficit américain total.

Les Etats-Unis ont depuis 1984 des échanges commerciaux plus importants avec les pays asiatiques qu'avec l'Europe de l'Ouest : leur centre de gravité s'est déplacé vers le Pacifique. La dégradation des soldes bilatéraux avec ces pays explique pour la période 1981/1988 presque 60 % de la dégradation totale du solde américain.

- Il y aurait beaucoup à dire sur les causes d'une telle mutation. Ces pays, dont la croissance rapide est essentiellement tirée par l'exportation, ont pris une certaine avance dans la nouvelle révolution industrielle, celle des technologies de l'information. Profitant de leurs coûts de production plus bas, ils ont développé leurs investissements pour la recherche et l'innovation dans les hautes technologies grâce à une épargne abondante - alors que les Américains sacrifiaient l'épargne à la consommation. Les différentiels monétaires ont également joué un rôle important, au moins jusqu'à ces dernières années qui ont vu des réévaluations notables du Yen et du Won coréen. Enfin l'apport des multinationales et des filiales de sociétés américaines, qui se sont établies chez les "petits dragons" et dans d'autres pays asiatiques, doit être pris en compte.

Il serait donc tout à fait injuste d'attribuer à l'Europe et à son "protectionnisme" les difficultés américaines. Ces difficultés s'expliquent surtout par une perte de compétitivité des Etats-Unis dans une économie mondiale, devenue "multipolaire" et globale, où les industries et les exportations traditionnelles déclinent au profit de flux et de réseaux complexes d'information, de capitaux et de services. Le Japon - fort de son avance technologique et de sa puissance financière - y joue désormais un rôle prépondérant.

Les attitudes protectionnistes qui se développent aux Etats-Unis reflètent la prise de conscience de leur affaiblissement. Sera-t-il temporaire ou durable ? Je suis de ceux qui pensent qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des Américains à relever ce défi. On peut faire confiance à leur dynamisme. Mais les efforts qu'ils devront déployer au cours des prochaines années pour s'adapter à la "nouvelle donne" de l'économie mondiale seront difficiles à assumer pour un pays qui s'est habitué à l'euphorie d'une croissance continue depuis six ans. Il ne peut continuer à sacrifier l'épargne à la consommation. Il ne peut vivre indéfiniment à crédit. Il devra bientôt s'attaquer aux déséquilibres graves qui se sont

creusés tant en ce qui concerne son commerce extérieur que son budget ou son endettement. Les ajustements seront douloureux. La Communauté européenne est disposée à y contribuer. Mais elle ne veut devenir en quelque sorte le "déversoir" ni des difficultés américaines ni des difficultés qui en résultent pour les autres partenaires commerciaux des Etats-Unis, entraînant des "détournements de trafic" vers le marché européen, directs ou indirects (2).

II - Les conflits actuels et les moyens de les surmonter

1°/ Les conflits commerciaux sont le signe de "l'état de crise" où en sont arrivées les relations euro-américaines.

Il y a toujours eu certes des contentieux entre la Communauté et les Etats-Unis en ce domaine. Faut-il rappeler la guerre des poulets de 1962 ? le contentieux sur les préférences méditerranéennes, le contentieux sur l'élargissement, le contentieux sur l'acier (résolu par un accord bilatéral d'autolimitation des exportations) ? Mais ces contentieux étaient hier isolés et délimités. Les tensions d'aujourd'hui deviennent plus aiguës et plus étendues. Elles touchent à des secteurs essentiels de l'activité économique, tels que l'aéronautique - c'est la mise en cause des subventions accordées à Airbus -, ou les télécommunications, et, "the last but not the least", l'agriculture.

Elles se situent dans le contexte d'une nouvelle politique commerciale agressive des Etats-Unis, qui multiplie les mesures unilatérales, et semblent préférer aux procédures multilatérales du GATT, jugées trop lentes et inefficaces, la conclusion d'accords bilatéraux : accords sur les semi-conducteurs avec le Japon, zone de libre-échange avec le Canada, demain avec le Mexique.

Meilleure certes ou moins mauvaise que sa première version - à laquelle le Président Reagan s'était opposé - la nouvelle législation commerciale américaine, signée le 23 Août 1988, le "*Trade and competitiveness Act*", renforce considérablement le puissant arsenal dont disposaient déjà les Etats-Unis pour protéger leurs industries (section 201) ou pour prendre des mesures de rétorsion à l'égard des pratiques jugées déloyales ou discriminatoires (section 301).

Pour certains secteurs, en particulier les télécommunications (secteur dans lequel le déficit européen à l'égard des Etats-Unis s'est élevé à 600 millions de dollars en 1988), le "*Trade Act*" prévoit une procédure quasiment coercitive d'ouverture des marchés publics aux exportations américaines. Obligation est faite à l'Exécutif de négocier avec le partenaire incriminé un protocole d'ouverture et de prendre des sanctions contre ses ventes aux Etats-Unis s'il refuse de négocier ou tarde à appliquer le protocole conclu.

Potentiellement protectionniste - encore qu'elle ne soit pas ouvertement contraire aux règles du GATT - cette législation pourrait constituer une véritable bombe à retardement.

Tout dépendra de la manière dont elle sera appliquée. L'administration Bush est certes favorable au libre échange. Mais, au sein du congrès à majorité démocrate, les tendances protectionnistes sont largement répandues.

Les récentes déclarations de M^{me} Carla Hills, nouveau "US Trade Representative", devant le Sénat, lors de ses auditions de confirmation, donnent à penser que la nouvelle administration se servira systématiquement de la menace ou de la pression de mesures de rétorsion unilatérales pour ouvrir les marchés extérieurs. Ce qui n'est pas, dans son esprit, contradictoire avec la recherche d'accords multilatéraux au sein du GATT, pour autant qu'ils seront conformes aux intérêts américains.

C'est dans le secteur agricole que l'agressivité américaine à l'égard de la Communauté s'est particulièrement affirmée. Le "Farm Bill", voté en décembre 1985, a donné aux exportateurs américains un puissant instrument de conquête des marchés traditionnels de la CEE : le programme BICEP doté de 2 milliards de dollars permet de subventionner de manière massive les exportations de blé, de maïs et de produits laitiers. Le "Trade Act" lui a ajouté encore un milliard. Il prévoit d'en ajouter d'autres en cas d'échec des négociations avec la Communauté.

2^o/ Comme on pouvait le craindre, à Montréal, lors de la réunion ministérielle à mi-parcours de l'Uruguay Round en décembre, les problèmes du commerce agricole ont donné lieu à un brutal affrontement entre la Communauté européenne et les Etats-Unis.

Ce conflit a occulté complètement les progrès accomplis dans 11 des 15 groupes de travail de l'Uruguay Round, qui se trouvent de ce fait bloqués jusqu'à la prochaine réunion multilatérale qui se tiendra à Genève en avril, au niveau des hauts fonctionnaires.

Je laisse à M. Willy de Clercq, qui était à Montréal le principal négociateur de la Communauté, le soin d'évoquer ce dossier. Il le connaît mieux que personne.

Je rappellerai simplement qu'à Montréal nous nous sommes heurtés à une position extrême des Etats-Unis, inacceptable et contraire aux principes définis à l'origine par la Conférence de Punta del Este. Elle subordonnait tout rapprochement sur des mesures à court terme au préalable d'un accord sur l'élimination totale, dans un délai convenu, de tous les soutiens publics à l'agriculture ayant pour effet de fausser les lois du marché tant pour les exportations que pour l'accès au marché.

La délégation américaine de l'époque espérait-elle briser la solidarité européenne ? Voulait-elle garder toute possibilité de concession pour l'administration Bush ? Ou se refusait-elle à examiner aucune mesure à court terme aussi longtemps que les exportateurs agricoles des Etats-Unis n'auraient pas complètement reconquis leurs parts du marché mondial, reconquête qui est d'ores et déjà en bonne voie ? M. Willy de Clercq répondra peut

être à ces questions.(4bis)

3^o/ Je ne dirai qu'un mot de la petite guerre du bœuf, déclenchée par l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier de la directive communautaire interdisant la production et l'importation de viandes aux hormones. Quoiqu'on pense de la validité scientifique de cette réglementation, ou de l'efficacité de son contrôle, il s'agit là d'une mesure non discriminatoire, demandée par les consommateurs et par le Parlement européen, qui engage la souveraineté de la Communauté. Il ne fait pas non plus de doute que les mesures de rétorsion américaines constituent une décision unilatérale contraire aux règles du GATT. Suite à la plainte déposée par la Communauté, le Conseil du GATT doit examiner l'affaire le 8 février. Il faut espérer qu'un compromis permettra de régler ce conflit à l'amiable. Il ne porte que sur un millième de nos échanges bilatéraux avec les Etats-Unis, mais risque de dégrader nos relations au moment où la nouvelle administration américaine et la nouvelle Commission européenne s'emploient, avec le Secrétaire général du GATT, à débloquer l'ensemble de la négociation.

4^o/ Derrière les conflits commerciaux apparaissent des divergences plus profondes. Elles relèvent de la politique monétaire - on essaie aujourd'hui de contenir la hausse du dollar, on redoute pour demain sa chute - et de la politique macroéconomique. Malgré les assurances, sans nul doute sincères de la nouvelle administration, quant à sa volonté de réduire le déficit budgétaire (155 milliards de dollars pour l'exercice 1988) et son cortège d'endettement public croissant (2000 milliards de dollars), de grandes incertitudes subsistent (3).

Le dialogue que le Président Bush va engager avec le Congrès, dans un climat de coopération qui tranche avec celui de l'époque Reagan, mettra sans doute plusieurs mois à définir les bases d'un accord. Il faudra encore des mois pour l'inscrire dans les textes. La question qui se pose est de savoir s'il sera possible de réduire substantiellement le déficit budgétaire sans accroître les recettes fiscales. Le Président Bush s'est engagé, on le sait, à ne pas augmenter les impôts. On parle aujourd'hui d'accroître certaines taxes. Sera-ce suffisant ?

L'Europe n'a certes pas intérêt à voir une brutale réduction de la demande interne déclencher une récession aux Etats-Unis ni à voir trop s'élever les taux d'intérêt américains, ni à voir s'effondrer le billet vert. Sur l'orientation de la nouvelle politique économique il existe plus que des nuances entre le Président Bush, désireux de maintenir la croissance, et le Président de la Réserve Fédérale, soucieux d'endiguer les pressions inflationnistes renaissantes. Comment sera fait demain l'arbitrage ?

Un fait est sûr, c'est que le déficit commercial des Etats-Unis ne pourra progressivement se réduire que si l'on s'attaque à ses causes internes. M^{me} Carla Hills l'a justement souligné lors de sa comparution devant le Sénat. On ne peut s'attendre à des résultats rapides, compte tenu de l'ampleur des déficits et des grandes difficultés de leur résorption.

5°/ Enfin un dernier contentieux commence à se développer à propos de ce qu'on appelle à Washington, comme à Tokyo, la "forteresse européenne", qui va, dit-on, édifier des murailles protectionnistes autour du grand marché à la fin de 1992. Il s'agit là d'une mauvaise querelle, en tous cas de craintes sans fondement.

Des craintes et des critiques analogues avaient accompagné la naissance du Marché Commun en 1958. L'expérience les a démenties. La Communauté européenne n'est pas et ne sera pas une forteresse. Pour une bonne et excellente raison, c'est qu'au-delà même des bonnes intentions, tel n'est pas son intérêt.

Notre PIB s'élève à 4000 milliards de dollars (contre 4100 pour les US et 2400 pour le Japon) ; nos exportations représentent 27 % du PIB (contre 8,5 % aux US et 11 % au Japon), et nos importations de même (contre 11 % aux US et 8 % au Japon). Notre marché, qui est déjà dynamisé par l'anticipation de 1992, offre aux autres pays un débouché de 1100 milliards de dollars (contre 350 pour les US et 260 au Japon).

Premier exportateur mondial, la Communauté serait la principale victime d'une extension du protectionnisme. Son intérêt lui commande de rester l'ensemble industrialisé, à haut niveau de vie, le plus ouvert.

Ouverte, la Communauté l'est même dans le secteur agricole relativement protégé, puisqu'elle demeure le premier importateur mondial de produits agricoles (elle importe en particulier 57 millions de tonnes d'aliments du bétail) et que ses échanges agricoles sont largement déficitaires (54 milliards d'Ecus d'importations contre 30 milliards d'exportations) (4).

Sa volonté est de contribuer au maintien et au développement d'un système multilatéral ouvert des échanges commerciaux, et, comme elle l'a fait depuis Punta del Este, d'œuvrer pour le succès de l'Uruguay Round, tout en défendant avec fermeté ses intérêts légitimes, proches sur beaucoup de points de ceux des Etats-Unis.

Comme l'a déclaré le Président Jacques Delors au Parlement européen : "l'Europe sera ouverte mais pas offerte". Son ouverture sera négociée en vue d'aboutir à des accords équilibrés. L'Europe ne doit être ni une forteresse, ni un terrain vague ouvert à tous les vents.

Je n'ignore pas les objections adressées aux Etats-Unis et ailleurs à la thèse européenne de la réciprocité. Les Américains lui opposent celle du traitement national.

L'exemple des services financiers illustre bien ce débat. Les banques américaines jouiront du droit de s'établir dans le marché unique à la condition que les banques européennes bénéficient du même droit aux Etats-Unis. Ceux-ci répondent qu'ils sont prêts à accorder aux banques européennes les droits reconnus aux banques américaines. Or le libre établissement et la libre prestation des services financiers sont loin d'être assurés entre les 50 états de l'Union. Des problèmes analogues se posent dans le domaine des assurances, de l'accès aux

marchés publics, des normes, etc. Nul besoin d'en souligner la complexité.

III - Les perspectives d'avenir

Pour terminer, permettez-moi d'esquisser brièvement quelques idées susceptibles de contribuer à la recherche d'un accord, que la croissance continue et, semble-t-il, durable des économies développées et du commerce mondial devrait rendre plus facile.

1°/ La première est simple mais essentielle. Quels que soient les conflits qui les opposent, la Communauté européenne et les Etats-Unis ont ensemble plus d'intérêts communs qu'ils n'ont entre eux de divergences. Leur intérêt commun le plus évident est d'éviter une guerre commerciale, qui serait ruineuse pour tous.

En Europe, comme outre-Atlantique, aucun homme raisonnable ne peut la souhaiter. Mais, si l'on n'y prend garde, on risque de se trouver entraîné dans cette voie par un engrenage de mesures de rétorsion, dont les effets commerciaux, et plus encore psychologiques et politiques, conduiraient à une altération grave des relations euro-américaines.

2°/ Si les contacts bilatéraux sont plus que jamais nécessaires en vue d'améliorer la compréhension mutuelle, de dissiper les malentendus, de mieux cerner les difficultés, nous ne pensons pas qu'il faille substituer une approche bilatérale à la recherche d'accords multilatéraux au sein du GATT. Cette tentation existe peut être aux Etats-Unis, si l'on en juge d'après les propos tenus par un expert du MIT, M. Thurow, au symposium de Davos. Jugeant inéluctable la montée du protectionnisme dans son pays (où le pourcentage des importations faisant l'objet de barrières tarifaires ou autres serait passé, selon lui, de 15 ou 20 % à 30 ou 40 % depuis le début de l'époque Reagan), ainsi que l'exacerbation des conflits commerciaux, il conclut que "le GATT est mort" et qu'il faut abandonner l'Uruguay Round, d'ores et déjà dans l'impasse, pour rechercher des accords de bloc à bloc entre Européens, Américains et Asiatiques.

3°/ Nous ne partageons pas cette opinion. Nous croyons au contraire qu'il faut tout faire pour sortir les négociations de l'Uruguay Round de l'impasse. Et nous espérons qu'il sera possible, non certes de les conclure, mais de les débloquer d'ici à la réunion de Genève en Avril 1989 (4bis).

Il faut pour cela arriver à jeter les bases d'un compromis sur le problème agricole. Elle commencent à apparaître.

- Tout d'abord le conflit agricole doit être resitué à sa juste place dans l'ensemble de la négociation. L'agriculture ne représente plus que 3 % du revenu des nations industrielles (mais encore 20 % de celui du Tiers-Monde). Quant au poids des produits agricoles dans les échanges mondiaux, il est tombé de 46 % en 1950 à 13 % en 1987.

- En second lieu, les agriculteurs et les politiques agri-

coles de l'Europe et des Etats-Unis se ressemblent plus qu'on ne le pense (je n'en dirai pas autant pour l'agriculture australienne, néo-zélandaise ou argentine). Certes nous avons beaucoup plus d'agriculteurs que les Etats-Unis (11 millions contre 2,5 millions), sur des superficies cultivables quatre fois moindres, et davantage de petits agriculteurs. Mais, compte tenu des avancées rapides de la technologie, la productivité de nos exploitations agricoles modernes est comparable à celle des entreprises américaines, en particulier pour les produits laitiers et pour les céréales, à l'exception peut-être du maïs. Enfin, malgré d'importantes différences dans le choix des moyens, le montant des aides publiques à l'agriculture est, ici et là, du même ordre.

- En troisième lieu, les antagonismes d'intérêts se sont en fait réduits depuis quelques années. Depuis 1984, la Communauté a mis en œuvre une réforme courageuse -et douloureuse- de sa politique agricole (quotas laitiers, politique restrictive des prix, plafonnement des quantités garanties, stabilisateurs budgétaires, mises en jachère, etc.) qui aura pour résultat en 1990 d'abaisser de 20 % en 5 ans les subventions à l'agriculture.

Nous considérons qu'il s'agit là d'un "crédit international" dont il faudra tenir compte dans les négociations.

Les Etats-Unis, pour leur part, ont été beaucoup plus laxistes. Mais leurs subventions à l'exportation leur ont permis de reconquérir des parts de marché. Pour le blé par exemple, celle-ci est passée de 29 % à 42 % entre 1985/86 et 1987/88.

Les disciplines consenties par la Communauté, les conséquences de la sécheresse aux Etats-Unis (5) c'est à dire une baisse de 20 % de leur production de céréales -, le retour de plusieurs pays comme la Chine et l'URSS à une situation d'importateurs massifs, ont conduit à un relèvement des cours mondiaux.

- Enfin et surtout, on semble avoir pris conscience, de part et d'autre, du caractère suicidaire de la guerre des subventions, devenue incontrôlable, à laquelle les deux géants agricoles que sont les Etats-Unis et la Communauté se sont livrés sur un marché mondial, généralement caractérisé par un excédent de l'offre sur la demande solvable (les besoins immenses du Tiers Monde, aujourd'hui insolubles, peuvent demain changer complètement la situation).

Comme le disait dans une interview à Newsweek le Président Jacques Delors, cette guerre "coûte trop cher aux contribuables et frappe les pays les plus pauvres". Il est urgent de conclure un cessez le feu.

Le temps de la sagesse serait-il venu ?

La Communauté a fait les premiers pas vers une réduction progressive et équilibrée des soutiens à l'agriculture, qui est la voie de la raison (il va sans dire que les Etats-Unis mettent particulièrement l'accent sur les aides qui provoquent des distorsions de trafic). L'accord recherché devrait tenir compte de la spécificité de l'agriculture, en organisant un système de stockage et de déstockage destiné à limiter les fluctuations de prix

résultant des aléas climatiques. Il suppose que les Américains renoncent au dogmatisme irréaliste de "l'option zéro", et que les Européens de leur côté renoncent à soutenir le revenu agricole par le seul instrument des prix, accordent des compensations financières aux petits exploitants les plus durement touchés par la réforme de la politique agricole (PAC) - ce que le Conseil des Ministres de la CEE a commencé à faire - et qu'ils mettent en œuvre une nouvelle politique d'aménagement des régions rurales, menacées de désertification, en rémunérant (sur d'autres chapitres des budgets communautaire et nationaux) les services non agricoles rendus par les paysans.

Le débloqué de la négociation exigera, bien entendu, une préparation intense, discrète, de la réunion d'avril, tant au sein de l'Europe des Douze - dont la cohésion devra être maintenue - que par des contacts bilatéraux et dans l'enceinte du GATT. Il faudra définir un échéancier synchronisé des concessions réciproques, indispensables pour faire accepter par les agriculteurs les sacrifices immédiats qu'exigerait un accord sur des mesures à court terme.

Les Européens ont montré qu'ils étaient résolus à réformer la PAC en tenant compte des intérêts de leurs partenaires commerciaux. Ils poursuivront leurs efforts dans ce sens. Mais ils n'accepteront pas de la démanteler.

Derrière les problèmes du commerce agricole mondial, nous ne devons jamais oublier qu'il y a des hommes inquiets, parfois désespérés, auxquels il faut donner une perspective d'avenir.

*
* *

Je conclus

Une question a été posée en exergue à ce débat : conflit ou coopération ? La réponse est : conflit et coopération. Des conflits commerciaux ne pourront sans doute pas être évités, car il existe, qu'on le veuille ou non, certaines oppositions d'intérêts entre la Communauté et les Etats-Unis. Ces conflits rendront encore plus nécessaire le renforcement de la coopération en vue de les limiter, puis de les maîtriser par des efforts concertés.

J'ajoute que nous faisons confiance au Président Bush. Il connaît bien l'Europe. Il a une grande expérience des relations internationales. Son réalisme, son pragmatisme, son "professionnalisme", la qualité et la compétence de l'équipe dont il s'est entouré, nous font bien augurer de l'esprit dans lequel seront abordés, au cours des prochaines années, les difficiles problèmes des rapports euro-américains.

Cet esprit sera, nous l'espérons, celui d'un véritable "partnership", comme le souhaitaient Jean Monnet et le Président Kennedy. La Communauté européenne et les Etats-Unis sont devenus, c'est vrai, sinon des rivaux, tout au moins des concurrents. Mais nous restons des associés. La Communauté européenne veut être respectée et traitée comme un partenaire. Encore faut-il qu'elle

s'érige elle-même en partenaire, en conduisant une politique extérieure commune : un partenaire capable de traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis : un partenaire capable de partager avec eux les responsabilités qui incombent à la puissance politique qu'elle est appelée à devenir. Puissent nos amis américains mieux comprendre cette vérité gênante mais salubre : on ne s'appuie que sur ce qui résiste.

Jean FRANÇOIS-PONCET

M. de Clercq, je vous passe la parole. Vous êtes un personnage qui a des droits tels que vous pouvez parler aussi longtemps que vous voulez, mais je vous incite à ne pas en faire usage ou à ne pas abuser de ce droit de façon que nous puissions ensuite ouvrir une discussion. Mais il me semble que votre intervention est tout à fait capitale.

Willy de CLERCQ

Sans doute, comme vous tous, je me demande ce que j'ai encore à ajouter, du moins en guise d'introduction à ce débat, après avoir entendu les éminents orateurs qui, avant moi, ont à peu près couvert tout le terrain qui part de l'économie pour, de temps en temps, effeuiller celui de la politique globale et du général.

Je voudrais peut-être me limiter à trois choses :

1 - répondre tout de suite à la question du Président : allons-nous quitter le système multilatéral et nous engager dans un nouveau modèle de relations économiques et commerciales à travers le monde ?

2 - est-ce que les relations économiques, commerciales, entre les Etats-Unis et la Communauté Européenne sont basées sur la compétition ou sur la coopération ? Vous avez déjà, Monsieur Mallet, apporté une réponse, mais je voudrais en dire un peu plus, détailler cela.

3 - le troisième point découle, je crois, du second. Est-ce que nous allons connaître, dans le chef des Etats-Unis, un partenaire plus difficile à l'avenir qu'il ne le fut l'an passé, ou encore plus difficile ?

Première question concernant votre interrogation. C'est de la pure spéculation. Personne ne sait exactement ce qui va arriver. Il n'est pas écrit dans les étoiles, il n'est pas indiscutablement déterminé que le système du GATT, qui a été un gros succès, qui a assuré quand même une expansion, non seulement du commerce, mais par l'expansion du commerce, une expansion de l'économie mondiale inconnue jusqu'à actuellement, un système qui fonctionne à merveille depuis 1948, et dont nous avons beaucoup profité, ne l'oublions pas, va continuer ainsi. Tout le monde en a profité, pas nécessairement d'une façon égale, donc juste, mais tout le monde en a profité. En tout cas, nous sommes parmi ceux qui en ont le plus profité.

Est-ce que nous allons quitter ce système ? Est-ce qu'il va s'effiloche de lui-même ? Va-t-il être remplacé ?

Pour dire la vérité, je ne le sais pas. J'assiste, comme vous, à certaines tendances, à certaines initiatives, à certaines déclarations. C'est une déclaration parmi d'autres. On peut aussi bien dire que le GATT est vivant et on peut le démontrer.

Tout d'abord, je voudrais attirer votre attention sur le fait que tous ces développements prennent beaucoup de temps quand on sait le temps dont on a eu besoin pour achever - espérons-le - le grand marché intérieur de la Communauté Européenne, fin 1982, alors que le Traité de Rome date de 1957. Je vous laisse vous-mêmes juges pour en tirer les conclusions.

Le fameux accord commercial qui n'est qu'un accord de libre échange, on en parle beaucoup moins, parce que nous ne sommes pas des Américains. L'accord de libre échange entre la Communauté Européenne et les 7 pays de La Haye, c'est autre chose. Il n'y a qu'aux Etats-Unis qu'on s'imagine que l'accord commercial entre les Etats-Unis et le Canada est le plus grand au monde. C'est une erreur. On ne connaît pas bien l'Europe de l'autre côté de l'Atlantique. La réalité, c'est que la zone de libre échange, qui couvre les 18 pays de l'Ouest et du Centre de l'Europe, les 12 Etats de la Communauté et les 6 ou 7 qu'on a inclus - si l'on inclut la Liechtenstein dans la zone européenne de libre échange - représente 350 millions de consommateurs, sauf erreur de ma part. Quand on ajoute les populations des Etats-Unis et du Canada, on arrive peut-être à 250 ou 260 millions, mais jamais à 350 millions.

Donc, la plus grande zone de libre échange au monde se trouve en Europe et elle existe depuis longtemps, avant celle dont on parle actuellement qui, en réalité, a eu beaucoup de difficultés à se constituer et connaît toujours une opposition dans la population canadienne, car le résultat des élections a été clair. Tout en donnant la victoire à Mulroney qui s'est clairement prononcé pour cet accord, quand on ajoute les voix des deux partis de l'opposition, il y a une majorité du peuple canadien qui s'est prononcée contre la zone de libre échange avec les Etats-Unis.

Tout cela pour vous dire que les choses ne sont pas si simples et prennent beaucoup de temps. Avec le Mexique, ce n'est sans doute pas encore pour demain, et ceux qui préconisent une zone de libre échange entre les Etats-Unis et le Japon, prétextant qu'il y a un déplacement du centre de gravité du monde de l'Atlantique vers le Pacifique, en sont pour leurs frais. J'imagine en tout cas que ce ne sera ni pour demain, ni pour après-demain.

Donc, soyons prudents devant de telles déclarations. Que le centre de gravité se déplace vers le Pacifique, je n'en suis pas convaincu. Je ne suis surtout pas convaincu de la pérennité d'un tel déplacement, si déplacement il y a, car nous restons toujours, les Etats-Unis et la Communauté Européenne, les 12 pays de la Communauté Européenne, les plus importants partenaires commerciaux. Ce n'est pas le Canada qui a le plus grand commerce avec les Etats-Unis. C'est quelque chose qu'on raconte tous les jours à Washington. C'est la Commu-

nauté Européenne, les 12 Etats membres. C'est la Communauté Européenne qui est le premier partenaire commercial aux Etats-Unis.

Donc, d'abord, j'ai un certain scepticisme quant à cette formation de bloc. D'autre part, même s'il devait y avoir des blocs très clairs, et bien constitués, remarquons d'abord que les blocs ne se ressemblent pas. La Communauté Européenne, ce n'est pas une zone de libre échange. La Communauté Européenne, c'est une communauté, une intégration, une union économique avec ses propres institutions, ses propres règles, avec un transfert de souveraineté nationale dans une série croissante de domaines. Cela n'a rien à voir. C'est beaucoup plus profond, beaucoup plus vaste qu'une zone de libre échange.

Ce n'est pas nécessairement parce qu'il y aurait des blocs dans le monde que cela voudrait dire - une des conclusions de certains orateurs à Davos, il y a quelques semaines - que cela va mener à des conflits intensifiés, voire des guerres commerciales entre les blocs. Cela pourrait déboucher là-dessus, bien sûr, tout est possible quand la sagesse est abandonnée. Mais ce ne doit pas nécessairement être comme cela. D'ailleurs le GATT lui-même prévoit la constitution d'unions douanières ou de zones de libre échange dans la mesure où ces unions et ces zones contribuent à un élargissement de la liberté de commerce, à une accélération des échanges commerciaux et, bien entendu, ne seraient pas synonymes d'un renfermement sur soi. Donc, ce n'est pas contraire à ce que le GATT prévoit lui-même, ce à quoi nous assistons pour l'instant.

Nous pouvons donc espérer que si cette tendance devait s'accroître, cela ne devrait pas nécessairement signifier - cela le pourrait, mais pas nécessairement - une accentuation des conflits, voire des guerres commerciales entre les peuples.

Second point - il ne m'en reste pas tellement - que je voulais éventuellement aborder. Est-ce que les relations Etats-Unis - Communauté Européenne sont basées sur la coopération ou sur la compétition ?

Une bonne réponse d'homme politique : les deux. On est couvert de chaque côté en disant que ces relations sont basées à la fois sur la compétition et sur la coopération. Je crois que c'est vrai - on l'a dit ici suffisamment, je ne vais pas m'étendre là-dessus - il y a toujours eu des conflits commerciaux entre les Etats-Unis et d'autres pays. Il y en a, il y en aura toujours, c'est en soi normal. Nous avons beaucoup d'intérêts communs et M. Mallet a fait une liste impressionnante qui montre l'importance cruciale, comme dit le Président, des relations entre les Etats-Unis et la Communauté Européenne, et aussi dans le domaine économique, commercial, auquel nous nous limitons pour l'instant. Si tout cela est vrai, il n'empêche que nous sommes aussi des concurrents et que nous sommes deux gros éléphants. Quand deux gros éléphants se rencontrent, cela fait beaucoup de poussière. Il n'y a pas moyen d'échapper à cela.

Maintenant, on peut poser la question : est-ce que nous sommes en compétition parce que nos produits entrent nécessairement et fortement en compétition ? Je répondrai oui, partiellement, mais c'est aussi dû à des développements auxquels nous avons assisté les derniers temps et qui sont quand même d'une certaine importance. Il y a tout d'abord le fait que le bien-être économique des Etats-Unis est devenu beaucoup plus qu'il y a 10 ans, beaucoup plus qu'il y a 20 ans - n'allons pas au-delà - beaucoup plus dépendant de l'extérieur, beaucoup plus dépendant du commerce international que dans le passé, je parle d'un passé récent. Actuellement, on peut dire qu'à peu près 14 % du produit national brut des Etats-Unis dépendent de ses exportations. Pour un petit pays comme le mien, la Belgique, c'est 80 %. Notre P.N.B. dépend à concurrence de 80 % de notre commerce extérieur. La Communauté Européenne est en général entre ces chiffres-là.

Il y a deux décades à peine, le chiffre était de 4 à 5 %. Vous voyez tout de suite l'accroissement de cette dépendance. Et pour nos amis américains - il faut comprendre cela, moi je le comprends - cela crée un problème. Il est, pour beaucoup d'entre eux, difficile d'accepter cette dépendance accrue de l'extérieur comme il est aussi difficile d'accepter de nouveaux concurrents, de nouveaux et dynamiques, et puissants concurrents, nous autres. Mais c'est d'autant plus difficile à un moment où des secteurs agricoles, mais aussi les différents secteurs industriels, sont, comme d'ailleurs dans le reste du monde, comme chez nous, confrontés à de pénibles ajustements économiques, comme nous les avons connus dans l'industrie sidérurgique, dans l'industrie textile, comme nous essayons de le faire dans la construction navale, dans tous les secteurs en difficulté que l'on a tardé à attaquer, mais que l'on attaque maintenant et avec succès.

Je crois donc à ce dynamisme traditionnel, inhérent aussi au caractère américain, de l'industrie et de l'économie américaines. Ils ont tardé à le faire, maintenant ils le font, et au moment où ils entament ce retournement indispensable et nécessaire, voilà que leurs difficultés sont accentuées par cette dépendance accrue de l'extérieur d'un monde qui, à leurs yeux - et c'est parfois vrai d'ailleurs -, n'est pas toujours tout à fait gentil à leur égard, n'a pas toujours les égards, si j'ose dire, si l'on peut employer un tel terme en matière économique et commerciale, qu'ils en attendent, ce reste du monde qu'ils ont quand même largement sorti de la misère après la seconde guerre mondiale.

Tout cela joue ; c'est de la psychologie, mais la psychologie est d'une énorme importance dans l'économie, dans la politique tout court.

Donc, il y a là un premier sentiment, une difficulté d'accepter les modifications fondamentales. Je ne parle pas maintenant de cette perte relative d'impact et d'influence, et de force économique dans le monde.

Que l'on représente 40 % du P.N.B. mondial ou 25 %, cela fait bien dans les statistiques, mais dans les

faits ce n'est pas tellement important. Les Américains représentent plus de 25 % du P.N.B. mondial. C'est donc toujours la première puissance économique au monde, mais elle n'est plus dans la position monopolistique que nous avons connue après la première guerre mondiale. Nous sommes dans un monde multipolaire. Tout cela crée des problèmes, des difficultés d'autant plus que cela se fait à un moment précis où il y a tous ces ajustements pénibles de la politique macro-économique.

Deuxième question : est-ce que nous devons nous attendre à voir, dans le chef de nos amis américains, de nos partenaires américains, un client difficile ou un client encore plus difficile ? Je crois que oui. Je crois que les Etats-Unis seront, pour nous, cette année, les années prochaines, les années qui vont venir, un client plus difficile. Je suis convaincu que les exportations américaines vont continuer à croître alors que les nôtres vers les Etats-Unis auront de plus en plus de difficultés.

Les raisons, c'est tout d'abord, bien sûr, l'évolution des taux de change. Quant à moi, je ne vois pas le dollar remonter. J'espère qu'il va se stabiliser. Cela ne m'étonnerait pas que le dollar chute encore. Vous connaissez les prévisions. On a dit et répété à Davos qu'il fallait que le dollar diminue de 15 à 20 % pour en arriver à un taux qui serait plus normal compte tenu de l'évolution économique. Je n'en sais rien, je ne suis pas Madame Soleil, mais je prévois que le dollar va regrimper, ce qui, naturellement, nous faciliterait la tâche en matière d'exportation. Je pense donc que l'évolution du taux de change du dollar va aider les Américains.

Il est clair aussi que nous assistons, aux Etats-Unis, pour l'instant - je pense que cela va durer un bout de temps - à une contraction de leur consommation intérieure, ce qui va rendre la nécessité de nos exportations moins nette, moins évidente, donc va contribuer, avec le dollar faible, à nos difficultés d'exportation vers les Etats-Unis.

Pourquoi une contraction de la consommation aux Etats-Unis ? Ce n'est pas dans la nature des Américains, mais cela se fait pour le triple mobile que les Etats-Unis sont conscients, même s'ils ne réussissent pas toujours - nous ne réussissons pas toujours ce que nous voulons faire - qu'ils doivent faire face à un triple déficit : le déficit budgétaire bien sûr, le déficit commercial et le déficit du taux d'épargne.

Il faut absolument - tout le monde le dit, on le répète - que les Américains consomment moins et épargnent plus. Il faut que les Japonais épargnent moins et consomment plus. Les Américains devraient consommer moins. Quand ils consommeront moins, il y aura moins d'exportations vers les Etats-Unis, cela contribuera donc également à résorber ou à neutraliser leur déficit commercial et cela laissera des capitaux à l'intérieur des Etats-Unis et n'obligera pas les Etats-Unis à pomper le monde entier pour financer leur déficit budgétaire.

Donc, dépréciation du dollar, contraction de la

consommation et puis, cette épée de Damoclès qui pend au-dessus de nos têtes, le Trade Bill, dont on a parlé en termes excellents, qui n'est pas autre chose que la langue d'Esope pour la pire et la meilleure des choses. Il n'y a pas de meilleures choses dans le Trade Bill. C'est une moins mauvaise chose qu'annoncée, mais c'est une mauvaise loi qui permet tout si, bien sûr, l'Administration américaine, par trop talonnée par le Congrès, applique cette loi. Ce serait mieux si elle l'applique avec discernement et sagesse. Il ne faut pas désespérer, mais c'est un redoutable instrument qui permet tout et qui contient d'immenses possibilités de protectionnisme et d'action unilatérale. Mais ce peut être, bien entendu, une épée de Damoclès.

Donc, c'est une première série de raisons pour lesquelles, je crois, les Etats-Unis seront de coriaces partenaires commerciaux dans les jours, les mois et les années à venir.

Deuxième élément qui me pousse à penser cela, c'est cette modification, ces sursauts aussi dans l'opinion publique des Etats-Unis. Les Américains se sentent frustrés, le Président l'a dit au début de cette séance. Ils se sentent frustrés par un monde qui est devenu beaucoup plus complexe et compliqué que dans le temps. C'était simple, ils étaient les maîtres absolus, point final. Le monde est donc devenu plus complexe et ce monde répond beaucoup moins - nos amis américains en ont le sentiment - et de moins en moins à leurs points de vue, à leurs souhaits, à leurs requêtes, à leurs demandes. Cela engendre bien entendu les vagues protectionnistes que nous connaissons, ces débats très nombreux aux Etats-Unis concernant le problème des investissements étrangers aux Etats-Unis et une certaine forme, comme on dit, de "Japan and Europe Backing" (6). Tout récemment, il n'y avait que du "Japan". Maintenant, il y a un sentiment qui se développe comme quoi les règles internationales sont faites contre les Américains.

Tout cela n'est pas vrai, mais ce n'est pas parce que quelque chose n'est pas vrai que ce n'est pas important, et en politique, il faut essayer de prévenir plutôt que de guérir.

Enfin, troisième élément qui a déjà été souligné ici, je crois qu'il est important, c'est cette accentuation, aux Etats-Unis, du sentiment qu'il n'existe pas un équitable partage des charges et des responsabilités, donc l'accent que l'on met de plus sur un "burden sharing" (7) avec les alliés européens, et avec les alliés japonais, non seulement l'accent que l'on met sur un meilleur partage, mais aussi la tendance à se décharger sur les économies des alliés, c'est-à-dire sur les économies de la Communauté, des pays de la Communauté et du Japon, d'une partie plus ou moins importante des coûts, soit directs, soit indirects, parfois les deux, les coûts de la défense commune, de la sécurité commune.

Voilà quelques éléments qui me semblent apparents, évidents, en plein développement et qui me permettent de croire - c'est une opinion tout à fait personnelle - que nous allons avoir des moments plutôt difficiles si, aux

Etats-Unis, le déficit budgétaire ne parvient pas à se réduire rapidement, si le déficit commercial ne devient pas de moins en moins important et si, mensuellement, les chiffres qu'on annonce ne sont pas des chiffres positifs et encourageants.

Je pense que l'Administration de M. Bush ne devra pas appliquer le Trade Bill, mais si les trois déficits dont j'ai parlé, celui du commerce, celui du budget et celui de l'épargne ne changent pas ou s'aggravent, je crains que l'Administration Bush qui est plus faible que l'Administration Reagan n'ait de graves difficultés. Elle n'est pas plus faible parce qu'elle ne serait pas aussi bonne, il n'est pas question de cela, mais elle est plus faible parce qu'elle est plus minoritaire. Au début de son règne, M. Reagan avait la majorité au Sénat. M. Bush part avec un Congrès dont les deux Chambres sont majoritaires démocrates, et qui est hostile à l'Administration républicaine.

Donc, cette Administration aura de très graves difficultés à faire prévaloir son point de vue, un point de vue dont nous n'avons pas à douter, un point de vue libre-échangiste, un point de vue indiscutable et qui est en faveur du régime du GATT. Ce n'est pas l'Administration qui dit que le GATT est mort, c'est un professeur d'Université. Ils peuvent tout dire, les professeurs, ils sont payés pour cela, mais jusqu'à nouvel ordre, ce n'est pas eux qui font la politique.

Donc, je ne doute pas du tout de la conception fondamentale positive de l'Administration Bush, mais la politique c'est l'art du possible, et je constate que le Congrès est d'un autre parti, ce qui ne va pas rendre la vie de cette Administration plus facile.

Donc, à la fois compétition et coopération. La compétition, elle est sûrement là. Ce n'est pas uniquement une question de produits qui sont compétitifs. C'est cela, mais pas uniquement cela. Il y a des modifications, des changements psychologiques fondamentaux, de nouvelles données, comme vous l'avez si bien dit dans votre invitation, qui, à mon humble avis, incitent à prévoir des difficultés.

Le moment est venu d'essayer d'oublier le secondaire et de se concentrer sur le prioritaire. Le prioritaire, c'est l'union, c'est l'amitié, c'est la solidarité, c'est la coopération entre les deux rives de l'Atlantique, pour toutes les raisons qui ont été évoquées. C'est là que je veux m'arrêter.

Jean FRANÇOIS-PONCET

Je remercie M. de Clercq qui, dans son intervention, a bien campé le sujet. Il y a des menaces, mais rien n'est perdu, à condition de faire ce qu'il faut.

Il me semble qu'à ce stade, il serait souhaitable d'entendre les voix américaines. Nous venons d'entendre deux voix européennes et nous avons parmi nous d'émis-

nents représentants des Etats-Unis.

William H. EDGAR

Je suis Ministre - Conseiller à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris et responsable des questions économiques. Je vous remercie beaucoup de nous avoir invités à participer à cette discussion très intéressante. J'ai trouvé votre intervention, Monsieur le Président, et celles de M. Mallet et de M. de Clercq, très riches en idées et presque objectives. L'essentiel est que je suis tout à fait d'accord avec vos conclusions sur l'importance cruciale des relations entre les Etats-Unis et l'Europe, dans tous les domaines... pas seulement économiques. M. Mallet nous a donné toutes les bases, il a souligné, de façon très éloquente, le fait que nous sommes les uns pour les autres les plus importants partenaires économiques, mais aussi des partenaires dans d'autres domaines tels que sécurité, culture, etc.

Ce partenariat, cette solidarité sont une chose très importante pour nous et pour la stabilité du monde entier.

Je voudrais faire les commentaires suivants sur trois points :

- 1 - sur la question du protectionnisme aux Etats-Unis,
- 2 - sur la question de notre déficit budgétaire,
- 3 - sur les relations entre les Etats-Unis et l'Europe de 1993, avec son grand marché unique.

D'abord sur le protectionnisme aux Etats-Unis.

Je crois que tout le monde n'est pas pur dans ce domaine. Nous aussi, nous avons des défauts, mais je crois que ces défauts existent également dans d'autres pays. Mais ce qui me surprend, c'est que nous ne soyons pas plus protectionnistes. Un pays qui a un déficit commercial de 150 milliards de dollars pendant plusieurs années est un pays qui a un grand apport d'importations, ce qui détruit quelques-unes de ses industries, et l'oblige à faire une restructuration majeure dans beaucoup de secteurs de son industrie. Je trouve assez surprenant que nous n'ayons pas pris plus de mesures pour protéger notre marché des importations en provenance des autres pays. Nous sommes toujours un marché très ouvert aux importations et aux investisseurs étrangers. Nous prenons toujours une grande partie des exportations des pays en voie de développement. Pour les produits industriels, cela représente 60 % de ces exportations tandis que l'Europe en prend à peu près 20 %, et le Japon 10 % seulement. Je trouve que notre marché est le plus ouvert du monde.

L'objectif de notre politique commerciale n'est pas de nous protéger en fermant notre marché et en érigeant des barrières aux importations, mais d'essayer d'ouvrir les autres marchés pour que nous puissions avoir une situation d'équilibre, pour que nous ayons à l'extérieur des chances égales à celles des autres pays exportant aux Etats-Unis.

Je crois que le Trade Bill a le même objectif. Il n'a pas fermé notre marché. C'est vrai que le Trade Bill a renforcé les pouvoirs de l'Administration américaine, mais avec les mêmes objectifs : ouvrir les autres marchés, avoir une concurrence plus loyale avec les autres pays.

Un exemple en est la télécommunication, évoquée par M. Mallet. Nous avons un marché très ouvert à la télécommunication, dans le domaine des biens comme dans celui des services. Nous trouvons que les marchés sont moins ouverts en Europe et dans d'autres pays. Nous n'avons pas fermé notre marché, mais nous voulons essayer d'ouvrir les autres marchés. L'accord avec le Canada a été évoqué comme l'exemple d'une attitude plus agressive de notre politique commerciale. L'accord avec le Canada, c'est l'ouverture du marché canadien à nos produits dans beaucoup de secteurs dont celui des services et notamment les services financiers. L'accord avec le Canada peut servir de modèle pour ce que nous essayons de faire dans le but d'une ouverture plus grande.

Je crois qu'au cours de la campagne électorale, il a été démontré que le protectionnisme n'est pas la bonne politique aux Etats-Unis.

M. Gephardt fut un candidat démocrate qui n'a pas eu un grand succès. Au début, il a fait des propositions tout à fait protectionnistes, qui étaient incorporées dans la première version de notre Trade Bill. Cela n'a pas duré. A la fin de la campagne électorale, M. Dukakis évoquait un esprit un peu protectionniste. Il a beaucoup parlé de la menace des investisseurs étrangers, et je crois que cela n'a pas bien servi sa campagne électorale.

Comme je l'ai dit, je trouve un peu surprenant qu'étant donné notre déficit et nos problèmes commerciaux, le protectionnisme aux Etats-Unis ait été vraiment très limité.

Pour en terminer avec la question du protectionnisme, je suis tout à fait d'accord sur le fait que l'Administration Bush est une Administration libre-échangiste. Il faut continuer dans le même sens que l'Administration Reagan. Il y aura des problèmes, des contentieux avec nos partenaires, avec le Japon, avec l'Europe, mais je crois que notre esprit ne sera pas protectionniste. On essaiera d'ouvrir les marchés un peu partout dans le monde.

La question de notre déficit budgétaire est reconnue par tous, démocrates et républicains, comme étant notre problème primordial auquel il faut s'attaquer dans le courant de l'année. On a fait des progrès. Il ne faut pas oublier que, pour l'exercice 1986, notre déficit dépassait 220 milliards de dollars. Il est tombé en 87 à 150 milliards de dollars. Depuis 1987, il est resté à peu près à ce niveau. Maintenant, on parle de l'exercice 1990 et l'objectif, cette fois, est un déficit budgétaire de 100 milliards de dollars. Ce ne sera pas facile. L'Administration ne veut pas augmenter les impôts. Diminuer les dépenses, c'est politiquement difficile. Il y aura un grand débat, un débat difficile, qui va durer plusieurs mois, entre le Congrès et l'Administration, mais je suis optimiste. Vers la fin de

l'été ou au début de l'automne, on arrivera à un compromis qui va permettre de diminuer le déficit à peu près au niveau de 100 milliards de dollars pour le prochain exercice.

Je crois que pour nous, comme pour les Européens, une diminution plus rapide de notre budget pour la défense ne serait pas une bonne chose. Si nous faisons des réductions radicales dans ce secteur, il faudra que vous fassiez la différence, et il sera peut-être difficile pour les Gouvernements européens de faire beaucoup plus dans ce domaine. D'autre part si notre déficit global est réduit trop rapidement, cela peut provoquer une récession assez grave aux Etats-Unis. Une récession américaine n'est pas du tout dans notre intérêt, ni dans celui de nos partenaires européens.

Pour finir, quelques mots sur nos relations avec le grand marché unique de 1993.

Nous avons compris assez tard, peut-être vers le printemps de l'année dernière, que 1992 était vraiment quelque chose de réel, de très important, qui va changer l'Europe et l'économie mondiale. Avant, nous parlions d'euro-pessimisme, de déclin de l'Europe, de la faiblesse économique de l'Europe. Je crois que tout est changé maintenant. On voit, dans cette perspective, l'Europe d'une façon tout à fait différente. Moi, je crois que c'est une perspective tout à fait valable.

Le grand marché unique est devenu un phénomène très à la mode chez nous, aux Etats-Unis. On organise beaucoup de colloques à ce sujet. Les hommes d'affaires dépensent beaucoup d'argent pour faire des études dans le but de rechercher ce qu'il convient de faire pour profiter de ce qui va se passer ou pour s'en défendre. Je crois qu'on peut dire sur le grand marché unique ce qu'on a toujours dit sur l'intégration européenne. C'est une chose tout à fait avantageuse pour les Etats-Unis. L'Europe sera plus forte ; nous aurons donc un partenaire plus fort. Cela aura des répercussions positives sur l'économie européenne, et il sera bon pour notre économie d'avoir une Europe plus dynamique économiquement.

Je crois que, dans les discussions aux Etats-Unis, on exagère l'image d'une forteresse européenne. C'est un problème médiatique et non un problème réel. Je crois que l'Europe n'a pas l'intention d'être une forteresse. Mais nous devons quand même faire attention.

Il y aura des problèmes en construisant le marché unique. Il y aura une tentation, dans certains domaines peut-être, de résoudre ces problèmes en érigeant des barrières à l'extérieur. Mais je pense qu'il doit y avoir un dialogue assez ouvert entre nous et les Etats membres de la Commission de Bruxelles, pour nous assurer que le marché unique ne soit pas un marché plus fermé que celui qui existe maintenant.

Je suis convaincu que ce n'est pas l'intention de la Communauté européenne d'avoir un marché fermé. Le danger, c'est que les médias, les journaux, les colloques aux Etats-Unis n'exagèrent la menace du "Trading Block" européen, et que leurs équivalents en Europe

à la nôtre.

Très souvent, les difficultés que nous rencontrons avec les Etats-Unis tiennent au fait qu'en parlant de l'Amérique, nous pensons au Japon ! Le moment viendra peut-être où Etats-Unis et Europe devront définir ensemble la politique économique et commerciale à conduire vis-à-vis de parties du monde dont les capacités compétitives sont structurellement différentes des nôtres.

Jacob M. MYERSON

Je parle tout à fait à titre personnel. Je suis ancien diplomate américain et pendant huit ans, jusqu'à une date récente, j'ai été Secrétaire Général Adjoint de l'OCDE.

D'une façon très rapide et un peu décousue, je voudrais revenir sur plusieurs points que les orateurs ont évoqués.

Mais d'abord un point qu'ils n'ont peut-être pas mentionné. Si nous avons une situation relativement satisfaisante, en ce moment, dans ce qu'on a tendance à appeler l'économie réelle, malgré les grands déséquilibres, malgré les incertitudes, ceci est dû à plusieurs facteurs, à beaucoup de chances, notamment le prix du pétrole. C'est dû aux efforts parfois douloureux d'assainissement et de restructuration, notamment dans l'industrie, mais c'est dû aussi à une très importante coopération mondiale, dont, je crois, on n'a pas parlé. Je parle de la coopération entre les 7 Gouvernements et les banques centrales. Si aujourd'hui, nous n'avons pas de crise du dollar, pour le moment en tout cas, si, aujourd'hui, les conséquences d'Octobre 1987 sont comme un mauvais rêve - on se demande si l'on a vraiment eu cette crise financière sur les Bourses - c'est dû, à mon avis, en grande partie, au fait que les 7 se sont entendus. Espérons que cela va continuer.

Est-ce que le GATT est mort ? Si le GATT est mort, il faut le ressusciter, pour de nombreuses raisons. Les optimistes vous diraient que c'est un miracle que le GATT existe et que le système soit maintenu, étant donné les événements que nous avons vécus depuis le premier choc pétrolier, en 1973. Les pessimistes vous diront - ils ont raison aussi - que, chaque année, depuis le début de la crise, les parts du commerce international, couvertes par des hausses fiction plus ou moins transparentes d'ailleurs, n'ont jamais cessé d'augmenter.

Cela illustre un point qui, à mon avis, est très important pour les relations entre la Communauté et les Etats-Unis. Je ne crois pas du tout à une grande guerre commerciale entre l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon. On aura certainement beaucoup de difficultés. Ce que je crains, en dehors des controverses, des tensions, c'est une augmentation des restrictions. Il faut se rendre compte qu'une fois qu'on applique une mesure nouvelle, une fois que l'on fait une action restrictive, il est très difficile de s'en défaire après.

Jean François-Poncet et Willy de Clercq

n'exagèrent la menace du protectionnisme américain ou du bloc nord-américain, ce qui pourrait provoquer des deux côtés une réaction défensive, une sorte de cercle vicieux qui créerait les problèmes que nous voulons éviter. C'est cette dynamique qui sera un danger dans les mois et les années qui viennent. Il faut y faire attention.

Pour conclure, je voudrais rappeler que je suis tout à fait d'accord, bien entendu, avec Willy de Clercq qui a dit qu'il y aurait des points de contentieux. Je crois que l'agriculture va rester un problème majeur. Le "burden sharing" va être aussi important, mais ces problèmes existeront sur une base de solidarité, de partenariat. C'est l'élément le plus important de nos relations, celui qui doit compenser le reste.

Jean FRANÇOIS-PONCET

Je vous remercie M. Edgar. Vous avez fait entendre la voix apaisante de la raison, qui est aussi celle du cœur.

J'ouvre la discussion en formulant l'espoir qu'il y ait un équilibre entre intervenants américains et européens.

Je signale en passant un élément qui n'a été abordé par aucun des intervenants ce matin : les relations Etats-Unis/ Europe ne peuvent pas être séparées de celles que nous entretenons avec le reste de nos partenaires économiques, notamment avec l'Asie. Et en Asie, il n'y a pas que le Japon. Je reviens, avec quelques sénateurs, d'Asie du Sud-Est. Quand on voyage dans cette partie du monde, on s'interroge sur ce que sera, dans 25 ou 30 ans, le rôle de l'Europe. Du point de vue économique, les vrais problèmes ne sont pas de l'autre côté de l'Atlantique. Ils sont là-bas, dans cette Asie qui maîtrise nos technologies, conserve une discipline de travail extraordinaire, a des salaires très inférieurs aux nôtres et fait preuve d'une créativité qui n'est pas forcément inférieure

Nous avons, à l'OCDE, au début des années 80, entamé un exercice que l'on a appelé en anglais "roll back", démantèlement des restrictions. Cela n'a donné que peu de chose, d'où l'importance accrue d'une réussite de l'Uruguay Round.

En ce qui concerne - et c'est mon dernier point, Monsieur le Président, le programme de la Communauté 92-93, je ne suis guère surpris que l'Europe veuille compléter son marché, développer une véritable union économique, voire monétaire. Au contraire, je serais, pour ma part, très déçu si l'Europe ne réussit pas. Je crois très profondément que c'est dans l'intérêt de mon pays, de l'alliance Atlantique, du monde entier.

En revanche, je pense que les craintes que l'on a actuellement, s'agissant du programme 92-93, s'agissant aussi de la politique américaine de développement en Asie, c'est l'inconnu. Même si l'on a beaucoup de bonne volonté, il y a énormément de choses qui ne sont pas connues. On a tendance à avoir des réactions exagérées devant ces craintes. Mais je comprends en partie ces craintes. Comme on dit en Allemagne, le diable est souvent dans le détail. Quand il s'agit de 275, 280 directives et règlements, il faut voir dans le détail ce que cela veut dire.

Concernant la législation commerciale aux Etats-Unis, je suis d'accord avec M. de Clercq. Je crains les résultats de cette législation, même si c'est la moins mauvaise que l'on aura pu avoir. Pas mal de petites actions vont envenimer le climat.

Qu'est-ce qu'il faut actuellement, à mon avis ? Deux choses, pour les Etats-Unis, pour les pays de la Communauté et pour les autres partenaires : d'abord un respect scrupuleux des engagements pris et des obligations internationales dans la mesure où des règles existent et où ces obligations sont claires et sont comprises.

Ensuite, une attitude loyale, sincère, afin de créer des règles, par exemple dans le domaine des services, là où les obligations n'existent pas ou bien sont ambiguës.

Ce sont quelques idées qui sont simplement des réactions personnelles que j'ai eues aux différentes interventions.

Michel DEBATISSE

Dans le cadre de l'organisation des relations commerciales, économiques, mais aussi politiques, je m'interroge sur les moyens de prendre en compte la défense d'un certain type de société. Et là, je voudrais évoquer le cas de l'agriculture.

L'Europe agricole emploie une population largement supérieure à celle des Etats-Unis. Il y a 11 millions d'exploitations dans la CEE contre 2,4 millions aux USA. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun a accentué les choses dans la mesure où la densité de population agricole est importante et les struc-

tures d'exploitation de faible dimension.

Il faut intégrer les aspects démographiques, humains à notre réflexion, en incorporant la donnée du temps. La population agricole a déjà beaucoup évolué et baissé en Europe. Le mouvement continuera dans la prochaine décennie. Mais pour l'instant, elle est ce qu'elle est. Comment peut-on répondre aux difficultés de cet ensemble d'agriculteurs sans gêner les relations commerciales ? Les politiques économiques peuvent ne pas être supportables pour certains pays. L'élimination économique brutale de trop d'agriculteurs entraînerait de graves conséquences sociales. C'est ma première observation.

La deuxième : dans les relations entre les pays, il faut distinguer les responsabilités. Par exemple, l'interdiction d'utiliser les hormones naturelles ou de synthèse dans le secteur de l'élevage n'est pas directement agricole. Elle est liée aux échanges commerciaux. Pour l'utilisation des hormones, il faut faire appel à une autorité morale incontestée, internationale. S'il s'avère que les hormones ont des conséquences néfastes sur la santé, ceci doit être valable pour l'ensemble des pays du monde. S'il y a des interdits, ils ne doivent pas être limités à tel ou tel pays. Donc, en cas de conflits de ce type, il est souhaitable qu'il y ait recours à une autorité qui puisse rendre un jugement indiscutable. Alors, on évite les rétorsions comme celles que l'on peut constater à l'égard de l'Europe, lorsqu'elle a fermé ses frontières aux produits carnés hormonés.

Troisième remarque : on n'a pas parlé de l'arsenal non tarifaire de protection. Or, me semble-t-il, les Etats-Unis ont une avance considérable par rapport à l'Europe. Là encore, comment prendre en compte deux différences essentielles ? Les Etats-Unis existent, en tant que nation et entité économique et commerciale, depuis plus d'un siècle. L'Europe est en train de se construire et ne dispose pas encore, au niveau communautaire européen, du même arsenal de protection. Je parle de protection non pour empêcher les échanges commerciaux et la liberté du commerce, mais pour pouvoir peser et agir sur les partenaires qui ne respectent pas la même règle, dans ces échanges.

Prenons l'exemple des produits laitiers. Il est indéniable que les Etats-Unis disposent d'un arsenal de protection considérable. C'est cette protection qui permet que le prix payé aux producteurs de lait américains soit un quart ou un tiers supérieur (suivant la valeur du dollar) à celui qui est pratiqué en Europe.

En 1986, j'ai constaté qu'il était interdit aux USA d'acheter à l'étranger plus de 2 % de la consommation américaine de produits laitiers. Les importations sont contingentées et négociées par pays.

Pourquoi cette protection apportée à la production laitière ? Elle a pour but semble-t-il de maintenir suffisamment de vie rurale sur l'ensemble du territoire américain. Il est étonnant que le prix du lait à la production soit à peu près le même d'une région à une autre d'un bout à l'autre de l'Amérique. Une péréquation s'établit

entre les régions laitières et entre le lait de consommation et celui destiné à être transformé en beurre, dessert et fromages. Si cela est valable aux Etats-Unis, on devrait le comprendre aussi comme un élément nécessaire et valable pour l'Europe, en d'autres termes, admettre une certaine protection aux frontières.

Il faut avoir le courage d'aller au-delà de l'aspect purement économique des choses, car on ne construit pas une civilisation et une société sans mesurer les effets d'une politique.

Enfin, dernière question : comment faire reconnaître les accords européens de coopération préférentielle, uniques au monde, avec les pays en voie de développement ? Les Américains sont les premiers acheteurs de produits industriels et transformés, mais ce n'est pas du tout le cas pour les produits agricoles. C'est l'Europe qui, en raison des accords préférentiels avec les PVD, se trouve être le premier importateur de produits agricoles. Les accords préférentiels pèsent sur la politique agricole commune européenne. Comment les faire valoir dans les négociations internationales ? C'est un point qui mérite de mobiliser l'attention.

Enfin, je m'interroge sur l'idée d'une négociation bloc à bloc. Je suis favorable aux négociations internationales, mais je me demande si nous n'arrivons pas à cette idée de partage des responsabilités pour le monde libre, entre trois grandes zones : l'Asie du Sud-Est autour du Japon, les Etats-Unis et le Canada, enfin l'Europe.

Nos choix économiques doivent être examinés en mesurant les conséquences politiques et les incidences militaires. Un certain nombre de négociations commerciales doivent être discutées selon de nouvelles approches, en considérant ce que Jean François-Poncet a souligné : comment les deux blocs, Europe et Etats-Unis, vont-ils se situer par rapport à des pays qui n'ont pas le même développement économique, pas les mêmes coûts de production ? Comment cela peut-il être considéré pour avoir des échanges équilibrés ?

Jean-Claude CASANOVA

Je suis confus, Monsieur le Président, d'intervenir, car j'ai peu de choses à dire.

En premier lieu, puis-je recommander que nous abordions ce problème en évitant les métaphores ? D'abord, si j'ose dire, les métaphores propres à la démocratie chrétienne, celles qui sont érotiques et concernent l'Europe ouverte, offerte ou érigée, ensuite les métaphores gaullistes, qui, elles, sont guerrières, sur la guerre commerciale, la forteresse, etc. Ensuite, de façon réaliste, nous pourrions constater que, dans la situation actuelle, il existe à la fois une bonne conscience européenne et une inquiétude américaine, mais que l'on pourrait autant dire le contraire, et parler tout aussi légitimement d'inquiétude européenne et de bonne conscience américaine. On devrait donc surtout s'attacher à réfléchir aux procédures politiques qui permettraient de sortir de ces états

d'âme.

La bonne conscience européenne repose simplement sur le fait que l'intégration européenne s'inscrit dans un grand processus de libération économique. Le passé de l'Europe plaide pour son avenir. De 1958 aux années 1980, l'Europe a contribué à la libération du commerce mondial. Elle ne l'a pas fait seule, aussi faut-il souligner le mot "contribué". D'autre part, les déclarations d'intentions sont claires, elles sont transparentes : le processus déclenché par l'acte unique ne fait pas entrave au grand processus de libération auquel nous assistons depuis trente ans, il ne s'en distingue pas.

Il existe en même temps une inquiétude européenne, puisque les Européens ne peuvent pas ne pas voir les pressions protectionnistes ou l'annonce de représailles qui fleurissent aux Etats-Unis.

L'attitude américaine combine les mêmes sentiments contradictoires. M. de Clercq disait que la grande supériorité des hommes politiques sur les professeurs est qu'ils choisissent les mots avec discernement. Mais ils choisissent, en général, les mots les plus ambigus.

Le terme "réciprocité" est évidemment un terme libéral si on l'interprète de façon générale. Si on l'interprète de façon restrictive et particulariste, si la réciprocité consiste à dire aux Américains : "Vous devez renoncer à la totalité de votre réglementation bancaire et alors nous accepterons qu'une banque américaine puisse agir en Europe", il est certain que la notion de réciprocité commence à s'éloigner sérieusement du libéralisme.

De même, il est difficile de dire que la politique agricole commune comme le protectionnisme agricole américain ou le protectionnisme agricole japonais sont des monuments d'économie libre-échangiste.

Enfin, il est légitime de rappeler que, depuis quelques années, le protectionnisme ne s'est pas manifesté sous une forme tarifaire, mais, essentiellement, en Europe et ailleurs, sous des formes non tarifaires. La multiplication des subventions, l'appel à des normes, les réglementations publiques, éventuellement les règles concernant les commandes publiques posent des problèmes du point de vue du libre-échange. Et dans l'inquiétude, aussi bien européenne qu'américaine, on trouve un élément légitime qui consiste à souligner que, puisque tout a été fait en matière de droits de douane, on doit avant tout se préoccuper des subventions, des normes, des multiples formes d'interventions de l'Etat.

Si l'on admet que la bonne conscience et l'inquiétude sont également réparties de part et d'autre de l'Atlantique et que chacun adopte la position qui correspond au hasard de sa naissance, demandons-nous quelles sont les procédures politiques qui permettraient d'avancer.

Je voudrais souligner trois points. Le premier est qu'il est important, pour vaincre ces difficultés, de fixer des délais. Au fond, la plupart des conflits qui peuvent apparaître en matière de subventions, de commandes publiques, d'accords bilatéraux de non exportation et de non

importation, etc. peuvent être résolus si on fixe des délais aux termes desquels les procédures restrictives doivent être démantelées. Toute la volonté politique doit peser pour trouver les meilleurs délais, l'objectif de la liberté des échanges devant rester commun à tous.

Le deuxième point est qu'à partir du moment où, pour refuser les importations de viande des hormones par exemple, on invoque un principe scientifique, on doit admettre que le propre de tout principe est d'être universel et que le propre d'un principe universel, si on veut qu'il soit applicable, est de pouvoir être soumis à une instance de jugement. Si les protagonistes du commerce mondial veulent invoquer sérieusement des règles générales, il leur appartient alors de trouver les procédures d'arbitrage, avec désignation d'arbitre et détermination des sanctions, qui permettront de dire, dans tel ou tel cas qu'une protection est légitime ou non, dans tel ou tel autre cas, qu'une subvention peut être autorisée ou non.

Si l'on doit envisager l'établissement de relations stables entre les grands partenaires commerciaux, entre les Etats-Unis et l'Europe, entre l'Europe et le Japon, il faudra, je crois, aller au-delà des règles actuelles du GATT, ou plutôt faire passer le GATT à un niveau supérieur de pouvoir supra-national, c'est-à-dire essayer d'instaurer, dans l'ordre commercial, une instance judiciaire internationale, dont les puissances commerciales devront respecter la procédure et les sentences.

Mon dernier point est de transition avec le débat qui va suivre.

Je ne crois pas qu'on puisse parler des problèmes commerciaux indépendamment des problèmes du change et des dépenses militaires. Dans les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, le taux de change n'est pas indifférent puisqu'il conditionne le volume des échanges et qu'on peut difficilement en Europe se satisfaire d'un système de change où le dollar devrait, quoiqu'il en coûte, assurer l'équilibre de la balance des échanges extérieurs des Etats-Unis, quelles que soient, par ailleurs, les autres grandes variables économiques internes de l'économie américaine. Il faudra bien qu'un jour, entre les Etats-Unis et l'Europe, on aboutisse à un accord sur les règles du jeu et du change. Et en ce qui concerne les dépenses militaires, il faut parallèlement que les Européens reconnaissent que la critique américaine, selon laquelle on ne peut traiter les problèmes commerciaux, ou les problèmes de change, indépendamment du fait que les Etats-Unis contribuent par leurs propres dépenses à la défense de l'Europe, ne manque ni de poids ni de pertinence, et même qu'elle acquiert de plus en plus de poids et de plus en plus de pertinence au fur et à mesure que l'Europe s'enrichit et proclame son autonomie et sa singularité.

Pierre URI

J'ai bien connu la période où les Etats-Unis ont soutenu avec la plus grande fermeté les efforts de l'Europe

pour s'unir. Elle a peut-être été suivie d'une période où l'Amérique a commencé à considérer cette Europe comme une rivale. Les difficultés, on les a mentionnées.

Je crois qu'aujourd'hui - Jean François-Poncet y faisait allusion - nous devons considérer Europe et Etats-Unis ensemble. Nous avons une responsabilité à l'égard du monde dans son ensemble. Ce qui me paraît le plus préoccupant, ce sont les grands déséquilibres qui, même s'ils se produisent en sens inverse, se conjuguent pour bloquer la croissance et l'emploi dans le reste du monde. Le déficit américain, les excédents japonais et allemand, obligent les autres à faire de la déflation pour limiter leur déséquilibre. Le déficit américain absorbe une partie de ces excédents, mais il aboutit à maintenir très élevés les taux d'intérêt, par conséquent à limiter l'investissement et, du même coup, la croissance.

Voilà l'un des aspects. Il va de soi que, même si les fluctuations des monnaies ont été réduites depuis par des efforts conjugués, il reste des incertitudes qui, elles-mêmes, limitent les investissements et la croissance, parce qu'on ne sait pas, lorsqu'il s'agit de biens qui peuvent se construire sur une série d'années, quelles seront les conditions de concurrence. Il y a donc là un problème d'intérêt commun qui vise la totalité de la planète.

Je crois que nous avons aussi à considérer nos rapports avec le monde en développement. Après tout, nos problèmes commerciaux seraient peut-être moins aigus, et tout le monde s'arrangerait, fût-ce dans une faible mesure, à faire autre chose que ce qu'on avait l'habitude de faire, si nous savions mieux développer le Tiers Monde dans lequel se situent les besoins et qui, par conséquent pourrait ouvrir de vastes débouchés communs à toutes nos industries, au lieu que nous discutons des marchés agricoles réciproques, quand il y a de telles ouvertures à cause de la faim qui règne dans le monde.

En ce qui concerne ce Tiers Monde, nous devons bien comprendre aujourd'hui qu'il se compose de deux parties qui vont dans des sens opposés. Il y a l'Asie du Sud-Est et, bien sûr, sa technologie, sa discipline. Je voudrais tout de même rappeler qu'on avait inscrit, dans la charte de la Havane - ce principe a été repris dans le GATT - qu'il devait y avoir une concordance entre les progrès de la productivité et les progrès des salaires. Cela, nous avons le devoir de le rappeler. Car si l'avantage de l'Asie du Sud-Est, c'est d'avoir des productivités égales ou supérieures aux nôtres, des technologies aussi avancées que les nôtres, il faut dire que la population n'en profite pas. Il s'agit d'une forme de concurrence qui n'a rien à voir avec la meilleure répartition des ressources à l'échelle du monde.

Et puis, il y a, au contraire, le Tiers Monde qui ne cesse de s'appauvrir. Là, il me semble qu'on a posé à ces pays un problème que les meilleurs experts de Harvard ou de Stanford ne pourraient résoudre, puisqu'on les a coincés entre des prix des matières premières qu'ils exportaient et qui étaient en baisse, et des taux d'intérêt qui, au moins pendant une période, ne cessaient de monter avec le

dollar.

Comment n'a-t-on pas réfléchi à une meilleure utilisation du système monétaire mondial ? Il y a eu un moment où l'on créait des droits de tirage spéciaux. Ces droits ont été émis dans des conditions tout à fait singulières, avec des quantités définies sur une période sans savoir ce qui se passerait au cours de cette période, s'il y aurait inflation ou déflation, des excès de liquidités ou des insuffisances, en les répartissant en particulier en faveur des pays les plus riches.

Est-ce que, devant cette situation de déséquilibre entre ce que les pays en voie de développement avaient à payer et ce qu'ils avaient à recevoir, nous n'aurions pas pu éviter ce gigantesque problème de la dette, si nous nous étions servis de ce mécanisme pour dire : une période où les produits primaires baissent, c'est le signe d'une situation déflationniste dans le monde, c'est le moment d'émettre des droits de tirage spéciaux et de les réserver aux pays en voie de développement qui sont atteints par des phénomènes qui ne sont pas de leur fait, puisqu'il s'agit de déséquilibres mondiaux ?

Au lieu de cela, la politique orthodoxe a consisté à leur demander, malgré leur misère, de se serrer encore la ceinture.

Le vrai problème des relations économiques entre l'Europe et les Etats-Unis, ce n'est pas seulement de discuter nos marchés réciproques, c'est de contribuer au développement et de surmonter la misère dans le monde.

Michael E.C. ELY

J'ai suivi cette discussion avec beaucoup d'intérêt. J'avais préparé des éléments de réponse, mais je les laisserai de côté pour vous proposer quelques remarques, compte tenu de mon expérience de Chef Adjoint de la Mission Américaine auprès des Communautés à Bruxelles.

Tout d'abord, ce qui me frappe dans les relations Communauté/ Etats-Unis, c'est que les rapports sont de plus en plus gênés par nos contentieux commerciaux. Les négociateurs dominent la situation et les rapports entre les Etats-Unis et la Communauté Européenne commencent à ressembler à ceux qui existent entre la Communauté et le Japon.

Cette situation est peut-être dans la nature des choses, puisque l'Europe change et prend la forme d'un organisme politique dont les grandes lignes restent incertaines. L'Europe est déjà une superpuissance commerciale ; il faut que, du côté américain, on reconnaisse ce fait. Il est pénible, pour nous, d'admettre que l'Europe nous fait assumer nos responsabilités, coûte que coûte.

D'autre part, il y a trois types de négociations qui sont particulièrement pénibles : celles de l'aviation civile, de la pêche, et de l'agriculture. Les négociateurs se livrent à une lutte qui se termine en une guerre commerciale, et finalement, ce sont les responsables politiques qui doi-

vent intervenir pour rétablir la paix, après ce sanglant rituel. Nous avons parfois du mal à trouver le bon moment pour calmer nos négociateurs. Il en découle que tout contentieux devient névralgique et presque impossible à résoudre. Dès qu'on le croit résolu, on remarque que l'accord n'est pas respecté d'un côté ou de l'autre. A mon avis, cette situation est temporaire. Quand l'Europe aura développé ses institutions politiques, la situation sera plus maniable.

Enfin, je voudrais évoquer un seul secteur qui n'a pas été touché jusqu'ici, à savoir la tendance vers une série de politiques industrielles. Tout sépare les japonais des américains. Nous commençons, presque involontairement, à formuler une politique industrielle en ce qui concerne l'électronique. Nous commençons à subventionner la recherche pour regrouper nos sociétés, afin de faire face aux japonais. Cela a suscité des réactions du côté européen qui est en train de formuler sa propre politique de production, d'encourager la recherche, de subventionner, de concentrer la production de certains produits indispensables dans le domaine des ordinateurs et de la communication.

Dans certains pays champions européens, on peut apercevoir la ligne d'une politique commune, dirigée peut-être contre les japonais d'abord, contre les autres producteurs, ensuite. Si nous déclenchons cette politique industrielle, elle doit avoir des objectifs commerciaux et économiques de grande importance pour l'existence d'un organisme politique.

Une telle politique est dangereuse. Les japonais nous y ont forcés. Avant de venir à Bruxelles, j'étais à Tokyo. Je peux vous assurer que les japonais sont des concurrents redoutables. Ils visent l'Europe. Ici, on se rend enfin compte de la menace japonaise - on l'a ignorée pendant longtemps - mais on ne peut pas l'écarter en fermant les frontières. Il faut foncer. C'est difficile.

C'est un défi auquel nous devons répondre : comment gérer et s'accommoder de la présence japonaise en Europe et aux Etats-Unis ?

Il y a une remarque que plusieurs d'entre vous ont faite et à laquelle je voudrais m'associer, à savoir que la Communauté Européenne et les Etats-Unis partagent des intérêts fondamentaux qui dépassent largement nos querelles interminables sur l'agriculture. Nous sommes obligés de protéger nos systèmes de motivation. Nous sommes obligés de poursuivre le mouvement vers un grand marché mondial, intégrant le marché financier. Celui-ci est déjà en train de s'intégrer et les marchés commerciaux sont dans le sillage de ce grand mouvement. Ce faisant, nous pouvons faciliter l'accès des pays en voie de développement au système mondial, à une grande économie ouverte et dynamique. Au lieu de manipuler les monnaies, il vaut mieux construire et rationaliser le marché.

Si nous pouvons nous unir dans ce grand rêve, je crois que la sécurité fondamentale de notre monde s'en trouvera mieux. Et je ne vois pas comment le rêve messiani-

que communiste pourrait survivre dans un tel monde.

Jean-Pierre LENG

Je suis Directeur à la Commission Européenne, particulièrement chargé des relations avec les Etats-Unis. J'ai eu le plaisir de travailler, au cours des quatre dernières années, avec M. de Clercq.

En ouvrant ce colloque, Monsieur le Président, vous vous êtes interrogé sur le côté actuel de nos relations avec les Etats-Unis. Cette relation est-elle vraiment importante ? N'y a-t-il pas une dérive des continents qui fait que l'Europe de l'Ouest se tourne vers l'Europe de l'Est et les Etats-Unis vers le Pacifique ?

Tous les intervenants - je crois qu'on a tout dit au cours de la matinée - ont bien montré que cette dérive des continents n'existe pas. Les chiffres que M. Mallet a cités sur le commerce entre les Etats-Unis et la Communauté, sur les investissements croisés Etats-Unis - Communauté, montrent bien qu'il y a là, j'hésite à appeler cela une pesanteur, parce que ce n'est pas une pesanteur, mais une dynamique, qui n'est pas prête de s'effacer au profit d'autres types de relations, et je crois que nous avons, des deux côtés de l'Atlantique, un très grand intérêt à maintenir ces relations et à les renforcer quotidiennement.

Qu'est-ce que cela veut-il dire ? D'abord je crois qu'il faut éviter de se tourner vers un bilatéralisme qui peut être à la mode, mais qui est facteur d'affaiblissement d'un système multilatéral qui nous a très bien servis, comme l'a dit M. de Clercq.

Nous avons, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, vécu dans un système multilatéral qui a permis une prospérité fantastique pour l'ensemble des pays du monde libre. Ce système multilatéral, nous devons y veiller comme à la prunelle de nos yeux. Nous devons le renforcer, nous devons éviter qu'il ne s'affaiblisse.

Le GATT, que je ne transformerai pas, contrairement à un intervenant, en un Tribunal du Commerce, parce que ce n'est pas son rôle, mais qui a des règles applicables à tout le monde, doit être maintenu et renforcé.

Ensuite, nous devons éviter l'unilatéralisme, dans les actions commerciales, et là nos amis Américains savent à quoi je fais allusion. Je fais allusion au dispositif que le Trade Act leur donne et qui leur permet d'agir en dehors du cadre multilatéral, sans tenir compte des règles internationales. Je crois que c'est une tendance très dangereuse qui risque de nous entraîner dans des conflits sérieux avec les Etats-Unis.

Nous avons, comme je le disais, un cadre existant. Nous avons des règles auxquelles nous devons nous soumettre. Toute action qui serait prise en dehors de ce cadre et en dehors de ces règles est à proscrire.

Enfin, je dirai un mot de cette affaire qui a fait les titres des journaux et qui risque encore de les faire, qui est une affaire bien modeste au regard de nos relations, cette

affaire des hormones.

Contrairement à ce qu'à dit M. Debatisse, j'aurais les plus grandes hésitations à confier à des hommes de science la question de savoir ce qui est bon et mauvais pour les pays et pour leur population. Je crois qu'il appartient au Parlement, au Conseil des Ministres, de prendre les décisions qu'ils considèrent comme sages, justes, et qui, en plus, sont conformes aux règles internationales. Si l'on est dans le droit, c'est-à-dire si l'on ne fait rien qui soit illégal au titre des obligations internationales alors nul n'est autorisé à prendre des mesures de rétorsion contre des mesures conformes au GATT, non discriminatoires et décidées de façon souveraine par un pays. Sans cela, on irait vers une situation tout à fait incroyable. Des forums d'hommes de science auraient une certaine pré-éminence sur les instances qui sont chargées de gouverner. Je vois mal le Congrès des Etats-Unis ou le Président des Etats-Unis accepter de soumettre à des forums scientifiques, des décisions prises souverainement aux Etats-Unis.

Un dernier mot.

1992-93, ce n'est pas une date magique. Bien sûr. C'est une date qui attire l'attention de tout le monde, mais il faut que nos partenaires comprennent, ce n'est qu'une étape dans un processus de construction européenne qui a débuté après la guerre et qui prend peut-être un peu trop de temps aux yeux de ceux qui sont impatients de voir l'Europe unie. On a parlé de l'inquiétude qu'elle suscite aux Etats-Unis et dans le monde.

Je voudrais vous dire que, dans mes responsabilités actuelles, je suis amené à rencontrer beaucoup d'Américains des milieux d'affaires, beaucoup d'industriels. Je n'ai rencontré chez aucun d'entre eux la moindre inquiétude sur 1992. Mais j'ai rencontré chez tous, un grand enthousiasme et le sentiment qu'il y avait là, pour les Etats-Unis comme pour l'Europe, une grande chance à saisir.

Klaus HANSCH

Je veux seulement faire une très courte remarque qui s'ajoute à ce qui a été dit notamment par le représentant de l'Ambassade américaine. Il a été dit, que les dangers du protectionnisme sont un peu exagérés d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique.

J'ai fait un tour de conférences à travers les Etats-Unis, il y a quelques mois, surtout au Texas. J'ai parlé bien sûr des craintes d'une forteresse européenne protectionniste et du fait qu'une forteresse européenne n'est pas dans l'intérêt des Européens. Mes propos suscitaient de l'intérêt, mais dans les discussions avec les hommes et les femmes d'affaires, on m'a dit : "Laissez-nous tranquilles avec ces philosophies de protectionnisme. Ce ne sont que des problèmes des milieux officiels de Washington et de New-York. Nous, au Texas, au vrai cœur du pays, nous voulons savoir quelles seront les règles du Marché Intérieur. Dites-nous simplement les règles. Après, nous

arriverons à nous adapter”.

Voilà une philosophie bonne et saine pour les relations entre l'Amérique et l'Europe.

Jean-Yves RICHARD

Je participe à votre colloque en qualité de Directeur des relations internationales à Airbus Industrie. Vous pensez bien, Monsieur le Président, que ce colloque sur l'Europe, et avec la présence de tous ces amis sur le podium, avec qui nous avons combattu, serait incomplet si je n'avais pas évoqué le cas d'Airbus. Tout à l'heure, en rejoignant Toulouse, si je ne l'avais pas évoqué, on m'exécuterait sur la Place du Capitole comme le malheureux Duc de Montmorency !...

Tout ceci pour dire que les faits ont démontré ce que, depuis au moins deux ans, nous ne cessons de dire à nos amis américains : il y a de la place pour tout le monde sur la planète. Ceux d'entre vous par exemple qui ont pu lire le bilan des trois principaux constructeurs d'avions dans le monde et ceux qui ont lu leurs journaux ce matin et ont noté la gigantesque commande qui vient de tomber chez Douglas sont bien convaincus qu'il y a de la place pour tous, pour fabriquer les avions dont le monde a besoin. C'est un point très positif qui conforte notre position.

Par contre, il ne faudrait pas que le conflit qui a empoisonné les relations entre l'Europe et l'Amérique risque de rebondir, si je me réfère à une dépêche du 27 janvier de Washington, qui fait état de déclarations de Madame Carla Hills, la U.S. Trade Representative de la Nouvelle Administration U.S., et qui nous inquiète.

Des deux côtés de l'Atlantique, il faut espérer que les parties concernées s'attachent à regarder le problème avec beaucoup de sérénité et qu'on en termine avec ces querelles.

Henri CARTAN

Je serai bref. Je suis venu ici pour m'instruire et non pas pour intervenir en qualité de membre de l'Académie des Sciences.

Simplement je ne voudrais pas laisser passer ce qui a été dit par un intervenant précédent au sujet du rôle que pourraient jouer les scientifiques dans certains problèmes. Je crois qu'il y a eu un malentendu. Il paraît en effet absurde que l'on puisse supposer un instant qu'une instance de caractère scientifique pourrait se substituer aux politiques pour prendre des décisions. C'est aux politiques de prendre leurs responsabilités.

En revanche, les politiques seraient bien inspirés, parfois, de s'informer correctement sur les aspects scientifiques des problèmes.

Vous savez à peu près tous qu'en France, nous avons le

Conseil National d'Ethique qui est présidé par une personnalité tout à fait remarquable, le Professeur Jean Bernard ; il n'a aucun pouvoir de décision mais peut donner des avis, des conseils, aux responsables politiques quant aux décisions qu'ils doivent prendre.

Je crois que la suggestion qui avait été faite ici, de l'existence d'un Conseil Scientifique International, pour certains problèmes, était une bonne suggestion, étant entendu que ce Conseil n'aurait aucun pouvoir de décision, mais qu'il serait là pour éclairer l'opinion et les politiques quant aux décisions à prendre.

Alain PRATE

On a surtout parlé des relations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis, alors que les divergences sur les questions monétaires sont peut-être plus importantes encore.

Chacun sait que les relations monétaires entre l'Europe et les Etats-Unis sont caractérisées, depuis le lendemain de la guerre, par une asymétrie résultant du fait que le dollar, monnaie nationale et donc gérée, comme il est inévitable, en fonction des intérêts des Etats-Unis, est devenu la monnaie de référence internationale.

Au lendemain de la guerre, les Etats-Unis ont mené une politique intelligente et généreuse qui a permis, dans le respect des règles fixées à Bretton-woods, une reconstruction rapide de l'Europe. Mais, depuis que la politique menée par les Etats-Unis à partir du milieu des années soixante a conduit à l'effondrement du système de Bretton-woods, la généralisation des changes flottants a eu des conséquences dommageables : la multiplication par vingt des "balances dollar" a permis la grande inflation des années soixante-dix, et accru l'endettement des pays sous-développés ; l'Europe a dû supporter, sans pouvoir réagir efficacement, les conséquences de l'inflation internationale, puis des mesures prises par le Système fédéral de réserve pour briser l'inflation. Ces dernières années les Etats-Unis ont mené une politique plutôt keynésienne, caractérisée par un important déficit budgétaire et, en même temps, ont maintenu une politique monétaire plutôt restrictive. Les résultats ont été très favorables sur la croissance de l'économie américaine et la réduction du chômage, mais il en est résulté d'importants déficits des paiements extérieurs, financés par l'épargne du reste du monde.

Les pays européens ont dû s'adapter aux fluctuations de la politique américaine ; la Bundesbank, dont l'objectif principal a été de maintenir la stabilité du mark, a mené une politique monétaire stricte ; les pays européens liés par le Système monétaire européen ont mené une politique qui, dans l'ensemble, semble avoir été plus restrictive que celle qu'ils auraient pu suivre s'il n'avaient pas dû s'adapter aux conséquences des fluctuations du dollar.

Le résultat des politiques menées des deux côtés de

l'Atlantique a été que les Etats-Unis ont pu créer, depuis une quinzaine d'années, quelque 20 millions d'emplois, alors que, dans le même temps, l'Europe perdait 1 million de postes de travail. Bien entendu, ce contraste s'explique aussi par d'autres facteurs que monétaires. Il n'en est pas moins vrai que, pendant cette période, les Etats-Unis ont pu mener une politique conjoncturelle expansive, dont les déficits ont été financés grâce aux facilités que leur donne le statut de leur monnaie acceptée au plan mondial, alors que l'Europe, divisée sur le plan monétaire, et ne bénéficiant pas des mêmes facilités, a dû mener, dans l'ensemble, une politique plus prudente.

Il ne serait pas justifié d'adresser des reproches aux autorités américaines. Elles ne font que tirer les avantages d'une situation favorable, dans laquelle, puisque le dollar est accepté comme monnaie internationale, elles peuvent financer sans difficulté leur déficit. C'est plutôt les Européens qu'il faut critiquer de n'avoir pas su s'unir pour faire prévaloir leurs intérêts dans un système monétaire déséquilibré.

En matière commerciale, les Européens ont un négociateur commun, ce qui leur donne un grand poids dans la discussion. Rien de tel n'existe en matière monétaire. La création du grand marché unifié offre l'occasion de faire des progrès dans la voie de l'unité monétaire et dans l'adoption d'une politique de change commune vis-à-vis des pays tiers, nécessaire pour que des mouvements de capitaux perturbateurs ne perturbent pas le fonctionnement du grand marché.

C'est pourquoi, en conclusion, j'émettrai le vœu que le rapport du comité présidé par M. Delors contribue à ce que l'Europe prenne conscience que le désordre dans les relations monétaires internationales peut être en partie attribué à ses divisions. La Communauté européenne ne devrait plus admettre que le système monétaire international soit fondé sur une seule monnaie nationale ; il faudrait donc, en promouvant l'écu, parvenir à un système moins déséquilibré, ce qui d'ailleurs ne pourrait que faciliter les relations commerciales des deux côtés de l'Atlantique. Ainsi, on pourrait espérer que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe soient caractérisées par un véritable *partnership*, sans privilèges, aussi bien dans le domaine commercial que dans le domaine monétaire.

Willy de CLERCQ

Plutôt que de présenter des observations sur quelques points ponctuels qui viennent d'être développés, je pense qu'il faudrait essayer de synthétiser.

Le thème de ce matin, c'est : les relations Etats-Unis - Communauté Européenne, confrontation ou coopération ? Disons plutôt compétition ou coopération. Le mot "confrontation" me paraît exagéré, je préfère le bannir du vocabulaire. Disons compétition, ce serait la réalité d'ailleurs : une bonne compétition, c'est un gage de progrès, de dynamisme et de succès.

Compétition ou coopération, c'est sur ces deux piliers que ces relations doivent se développer. On l'a déjà dit. Je crois qu'on ne peut pas oublier, en effet, que l'interdépendance des économies du monde est devenue telle qu'on ne peut pas se permettre, tout simplement, de faire cavalier seul pendant de longues périodes. On peut encore beaucoup moins s'isoler du reste du monde, d'où cette idée idiote de construction d'une forteresse Europe. Il peut y avoir une tentation à le faire. Je ne doute pas qu'il y ait des gens qui songent à cela. Les faibles songent toujours à essayer de se protéger. Il y a des secteurs faibles, des industries inquiètes qui sont heureusement la toute petite minorité, mais cela existe et donne parfois des arguments à ceux qui, en généralisant cela, pensent qu'il doivent croire que toute l'Europe est devenue protectionniste.

Ce serait, bien entendu, tout à fait contradictoire à nos plus vifs intérêts, à nos intérêts les plus évidents et les plus vitaux.

Donc, le monde est devenu petit, il est comme un village. L'intégration des économies mondiales et l'interdépendance entre les différents pays et les différentes économies sont telles que je crois que les deux plus grandes puissances commerciales et industrielles du monde, la Communauté Européenne et les Etats-Unis, ou les Etats-Unis et la Communauté Européenne ont une responsabilité. Ils ont la responsabilité d'être leaders et l'Amérique a la responsabilité, par surcroît, d'être le leader militaire, sinon politique du monde. Nous pouvons carrément dire que nous sommes les échos des Américains, au point de vue économique, au point de vue commercial. Nous ne ressemblons à rien du tout au point de vue politique, nous n'avons aucune voix au chapitre. Nous l'avons voulu ainsi, nous avons préféré laisser la charge de notre défense et la responsabilité de notre sécurité aux autres. A ce moment-là, nous ne devons pas nous plaindre que les autres sont parfois encombrants. Dans la vie, si vous voulez que votre voisin s'occupe de vos affaires, vous devez accepter qu'il fasse des choses que vous n'aimez pas toujours. C'est une réalité.

Si nous sommes une puissance économique, si nous avons un produit national brut qui, pour l'instant - Delors l'a rappelé à Davos -, à 100 millions de dollars près, est équivalent (nous dépassons de loin, en tant que puissance économique et en tant que puissance commerciale, le Japon, ne l'oublions pas, nous avons donc cette potentialité) à celui des Etats-Unis. Nous sommes donc deux leaders et nous devons donner le bon exemple. Nous ne le donnons pas toujours. Nous donnons souvent l'exemple de mauvais garçons qui, dans le fond de la classe, font beaucoup de bruit. Ce n'est pas bien. On a un peu cette impression.

A la dernière grande conférence internationale commerciale de Montréal, à laquelle j'ai eu l'honneur d'assister, je ne me suis pas toujours senti très fier quand j'entendais les représentants des pays en voie de développement, le Ministre de Malaisie, le Ministre argentin ou

brésilien, nous dire : "Vous les deux grands, c'est parce que vous ne voulez même pas commencer le dialogue sur l'agriculture que nous n'avons pas de solution, ici, à Montréal. Qu'est-ce que nous allons dire lorsque nous rentrerons dans nos pays ? Comment allons-nous expliquer que nous devons faire des efforts et qu'il existe une organisation internationale du commerce qui veut donner à chacun son dû, qui est basée sur le consensus, qui veut donner à chacun une part de gâteau et aspire à un équilibre des avantages, mais aussi à un équilibre des charges ? Comment allons-nous expliquer cela alors que vous empêchez - ce qui est arrivé à Montréal - le début d'un dialogue en ce qui concerne le problème agricole ?

Je rappelle cela parce que je l'ai vécu. Je reconnais que je n'étais pas particulièrement fier. Enfin, cela illustre le rôle déterminant que les Etats-Unis et la Communauté Européenne jouent dans le monde, aujourd'hui. Noblesse oblige, mais sans prétention vis-à-vis des autres.

Si nous parlons d'une coopération entre les Etats-Unis et la Communauté, ce n'est pas pour dicter notre loi, ce n'est pas pour dicter nos méthodes aux autres. Bien sûr, nous ne sommes que deux dans un concert où il y a plus de 100 participants, 100 membres du GATT, mais nous sommes des membres importants, qu'on le veuille ou non, et parce que nous sommes importants, nous avons le devoir de coopérer ensemble, de donner le bon exemple, d'éviter le plus possible les mauvais et d'influencer les autres, car, seuls, bien que nous soyons des leaders, nous ne parviendrons pas à trouver des solutions à tous les problèmes. Il faut, de par notre leadership, influencer les autres pour qu'ils aient le modèle du consensus qui est la base et la voie de l'équilibre mutuel et équitable, la base du système du GATT.

Voilà ce que je me permettrai de dire : si nous sommes en effet en compétition permanente et parfois sévère, c'est bien ainsi ; et si nous sommes condamnés à coopérer, c'est très bien aussi.

Pierre HASSNER

Je partirai de cette constatation qu'en général on pense fondée, que la défense, le militaire, la stratégie, c'est une activité malheureusement nécessaire, mais en soi négative. Cela consiste à tuer des gens, alors que l'économie, en soi, est une activité positive et pacifique qui consiste à produire des recherches et à les distribuer.

Mais il me semble que, dans notre cas, le cas de l'Europe, finalement la défense, la stratégie ont été un facteur de paix et de communauté entre l'Europe et les Etats-Unis alors que l'économie, aujourd'hui, est de plus en plus un facteur de conflit. C'est important dans la mesure, comme le disait le Président François-Poncet quand je suis arrivé, où nous passons dans une période nouvelle. C'est un peu comme dans les expériences de la psychologie de la forme : dans une même image, selon la manière dont vous la regardez, il y a une partie qui est la

figure, l'autre qui est le fond, une partie qui est le tableau, l'autre partie qui est l'arrière-plan.

Il me semble que nous avons vécu dans une période où c'était la menace soviétique qui constituait le cadre à l'intérieur duquel se plaçaient nos relations. Ce cadre limitait la portée des conflits éventuels alors que, maintenant, il y a toujours potentiellement la menace soviétique, il y aura toujours les armes nucléaires, mais ce qui occupe le devant de la scène et qui donne sa marque aux relations, ce sont plutôt les rapports économiques et sociaux.

Donc, je crois que nous entrons à la fois dans une période dont il faut se féliciter parce que nous assistons à ce phénomène qui n'est pas au centre de notre discussion aujourd'hui, mais qui est fantastique pour les gens de notre génération, à savoir la faillite reconnue du communisme et du totalitarisme, en général, la victoire de la démocratie libérale, du retour de l'Europe de l'Est. Le spectre de la guerre s'éloigne.

Mais en même temps, c'est une période qui sera de plus en plus difficile au point de vue politique, au point de vue économique et des rapports Europe - Etats-Unis. Il y avait un accord tacite depuis la deuxième guerre mondiale : les Etats-Unis nous protégeaient militairement ; ils ont fait cet acte sans précédent, avec le Plan Marshall d'encourager l'unité européenne, pour entretenir et stimuler un rival potentiel.

Les Européens, de leur côté, ont accepté. Pour certains, cela prend aujourd'hui un sens très concret : les vols à basse altitude en Allemagne, etc... une situation relativement subordonnée, même au point de vue économique auquel je ne connais pas grand'chose. Les Etats-Unis, avec le dollar, occupent dans le système monétaire international une situation qui leur permet d'éviter l'austérité à laquelle tous les autres étaient astreints, tout cela pour des raisons de solidarité devant la menace politico-militaire de l'Union Soviétique.

Aujourd'hui, il me semble que, des deux côtés, à mesure que cette menace décroît ou semble décroître, les désavantages du marché conclu implicitement en 1947-48 apparaissent de plus en plus, même si nous croyons tous ici que ce marché continue à garder sa valeur. Mais la protection américaine semble à la fois de moins en moins nécessaire et de plus en plus coûteuse, et les sacrifices économiques que les Américains croient avoir fait pour le marché commun leur semblent également moins nécessaires dans la mesure où la solidarité politico-militaire leur semble moins impérative. Tout ceci est, en un sens, moins aigu.

En 1983-84, on avait l'impression que les Etats-Unis et l'Europe allaient, au point de vue politique et stratégique, dans des directions divergentes : la grande vague du pacifisme, pas en France mais dans presque tous les autres pays de l'Europe, l'Administration Reagan, la guerre des étoiles... Il y avait une différence fondamentale dans la manière de considérer la détente, l'Union Soviétique, etc...

Ici, il y a un autre paradoxe : il me semble qu'actuellement, il n'y a pas tellement de divergences fondamentales politico-stratégiques. Ceux qui sont dans le petit monde stratégique atlantique connaissent l'Administration Bush, les collaborateurs du Président, des gens éminemment raisonnables qui ne croient ni au mirage de la détente, ni au mirage de la guerre des étoiles et de la suppression des armes nucléaires.

D'autre part, la grande vague du pacifisme est passée en Europe.

Finalement, tout le monde est d'accord pour la détente et pour accueillir prudemment, mais favorablement, les évolutions en Union Soviétique, en Europe de l'Est.

En même temps, il me semble que, dans cette convergence, les conflits dramatiques, les échanges de style western dont parlaient M. de Clercq et M. Mallet, se sont transportés plutôt sur le plan économique que sur le plan politique... Même si, sur le plan politico-stratégique, dans cette convergence, il y a des germes de fragmentation ou de dissolution aussi importants que dans les conflits d'il y a quelques années.

Nous avons tous une nécessité économique qui fait que nous avons du mal à maintenir les budgets militaires. Il est inconcevable que nous les augmentions considérablement. Pour les Etats-Unis, c'est le déficit que l'on connaît. En Allemagne, il y a le problème démographique que l'on connaît. Chez nous aussi, nous savons que nous sommes à la limite au point de vue des engagements de la loi de programmation militaire. Nous avons ce phénomène d'allergie au nucléaire qui est moins prononcé en France, bien qu'il existe un peu aussi, mais qui est commun à l'Allemagne et aux Etats-Unis et qui fait que, malgré tout, au point de vue nucléaire, avec l'aide de la détente, on va plutôt non pas vers la suppression des armes nucléaires, mais vers ce que j'appellerai une dissuasion minimale, résiduelle, où les armes nucléaires existent, mais la tendance serait qu'il soit de plus en plus difficile d'avoir du nucléaire au sol. Ceux qui ont l'arme nucléaire la gardent, entretiennent leurs sous-marins, mais la présence sur le sol d'autrui pour la rendre crédible, opérationnellement, devient de plus en plus difficile et cela implique plutôt une espèce de dérive, un fossé se creusant de plus en plus entre les nucléaires et les non-nucléaires, entre les Européens et les Américains.

La dissuasion minima ou existentielle, c'est très bien quand on n'a que soi-même à protéger. Pour maintenir les alliances, un facteur de cohésion, avec les non nucléaires, bref pour la dissuasion élargie, il me semble que cela marche beaucoup plus mal.

Par conséquent, je crains un peu que le Système Atlantique n'ait tendance à se scinder en deux : il y aurait d'une part les Etats-Unis et l'Union Soviétique qui ont leur propre dissuasion qui les protège réciproquement.

D'autre part sur le plan continental, il y a des négociations pour la réduction des forces, il y a des dialogues inter-allemands, inter-européens, inter-alliances fondés sur la négociation et le conventionnel. Mais entre les

deux, je crains que le lien entre ce qui se passe sur le théâtre européen et ce qui se passe entre les deux grands, ne soit distendu et que, par conséquent le fameux fantôme du découplage ne soit aujourd'hui plus présent qu'il ne l'était au moment des grands conflits du début de la décennie. C'est à cela que nous devons veiller, c'est cela que nous devons contrecarrer. Nous ne pouvons pas le contrecarrer uniquement sur le plan de la défense.

Mon dernier point rejoindra en partie celui de Pierre Uri. Nous sommes à une époque où les défis communs sont aussi importants que la défense commune et où, de plus en plus, des problèmes globaux et des problèmes régionaux spécifiques tendent à devenir aussi importants que la défense face à l'Union Soviétique. Ce sont des facteurs potentiels de conflits, mais surtout des défis à une coopération encore plus nécessaire qu'auparavant. Chacun connaît le problème de l'environnement, chacun connaît les problèmes plus généraux.

J'ai été très frappé par un article récent d'un ami que certains d'entre vous connaissent, un journaliste italien, Arrigo Levi qui disait : "Le libéralisme a gagné, le communisme a perdu, le khomeinisme, le fanatisme battent de l'aile, (voir la guerre Iran-Irak, l'élection de Madame Butto). Mais que ferons-nous de notre victoire, car nous avons partout, en Europe de l'Est, en Russie, dans le Tiers-Monde, des pays qui n'aspirent désormais qu'à être des pays normaux, comme nous, qui aspirent à notre liberté, à notre richesse, des pays qui aspirent à venir chez nous s'ils ne peuvent pas l'avoir chez eux, pour partager la situation que nous avons ?" Est-ce que nous allons nous fermer à tout cela ?

Il y a ce problème de l'émigration qui devient énorme. Evoquez la suppression du mur de Berlin devant un auditoire ouest-allemand - vous constaterez un mouvement de recul.

Vous avez vu le problème posé à Berlin par l'immigration ou la possibilité d'immigration d'une centaine de milliers d'Allemands de Pologne ou de Russie. Que ce soit face aux masses asiatiques, aux masses du Maghreb, de l'Europe de l'Est,... il y a chez les Occidentaux un sentiment de forteresse assiégée qui ne peut se fermer sur sa démocratie et sa richesse mais en même temps, ne peut résoudre le problème ni du Tiers Monde, ni des pays communistes, de l'Empire communiste en voie de décomposition.

Comment gérer ce problème ? Nous ne pouvons le gérer qu'ensemble, que ce soit pour les problèmes de la dette du Tiers Monde, de la situation du Tiers Monde, de son développement, que ce soit pour ce phénomène historique extraordinaire qu'est le déclin, peut-être la décomposition, de l'Empire Soviétique.

Ce n'est pas moi qui dirai comment nous pouvons le gérer ensemble.

Je finirai simplement par où j'ai commencé, par une sorte de dissymétrie entre l'économique, le militaire et le politique. On a parlé de la tendance à ce que se substituent au multilatéralisme des négociations bloc à bloc.

Ce qui est certain, c'est qu'au point de vue de la sécurité, il n'y a pas un bloc européen, comme l'a très bien dit M. de Clercq. On peut le déplorer, on peut travailler à ce qu'il n'en soit pas ainsi pour les siècles des siècles. C'est un peu ma conviction, mais, pour l'instant, il n'y a pas un bloc européen et un bloc américain. Il y a un Système Atlantique dans lequel il faut que l'Europe ait plus de poids, dans lequel elle découvre des intérêts spécifiques dans la conduite de la stratégie. Il reste qu'il n'y a qu'un système, qui est le Système Atlantique. Certes, nous pouvons avoir des conversations avec nos amis japonais, asiatiques : le monde est de plus en plus global. Mais il reste quand même que le Japon, c'est loin, au point de vue de notre sécurité immédiate, alors que les Etats-Unis, c'est parmi nous. Le problème de l'arme nucléaire est au cœur de la sécurité européenne. Au point de vue économique au contraire, il existe à la fois un système mondial et un système dans lequel il y a ces trois blocs, et au sein duquel l'Europe compte autant que les deux autres. C'est plus global.

Au point de vue de la défense, nous avons un Système Atlantique qui, naturellement, on le voit, doit se préoccuper de l'Asie et du monde, mais dans lequel, au point de vue de la sécurité, l'Europe ne peut pas vivre toute seule, même en négociant avec les Etats-Unis.

Il faut gérer le problème politique global, problème qui se présente dans des structures différentes selon qu'il s'agit de l'économie ou du militaire. C'est un système où il faut que l'Europe prenne davantage conscience du caractère global des problèmes mais que les Etats-Unis ne perdent pas conscience du caractère tout à fait spécifique du lien politique et de sécurité qu'ils entretiennent avec nous.

Jean FRANÇOIS-PONCET

Vous avez parfaitement fait la transition M. Hassner, entre la discussion du matin et la réunion de cet après-midi, en rappelant le contexte général auquel j'ai fait moi-même allusion tout à l'heure. Les relations entre les Etats-Unis et l'Europe ont été très largement dominées par leurs rapports avec l'URSS. Comme ces relations sont en train de changer, il serait fort surprenant qu'il n'y ait pas des conséquences dans les relations transatlantiques. C'est évidemment quelque chose qui n'a pas encore vraiment commencé à se manifester, mais qui va se manifester dans l'avenir.

Vous introduisez, comme Pierre Uri, l'indication que si la menace soviétique diminue, d'autres défis apparaissent qu'il faut savoir relever. Si j'ai bien compris, c'est votre raisonnement. Je crois que nous sommes sûrement nombreux, ici, à le partager.

(1) *Le déficit des USA à l'égard du Japon en 1988 s'élève à 55 milliards de dollars contre 60 milliards en 1987.*

(2) *Par exemple sous la forme d'importation de produits japonais fabriqués dans des filiales établies aux USA.*

(3) *L'objectif de la loi Gramm-Rudman-Hollinger est de ramener ce déficit budgétaire à 100 milliards de dollars pour l'année fiscale 1990.*

(4) *Les exportations agricoles des USA à destination de la CEE étaient en 1988 de plus de 7 milliards de dollars - dont 605 millions de céréales, 1,4 milliard d'aliments du bétail (corn gluten, soja...), soit 20 % des exportations agricoles totales ; leurs importations agricoles en provenance des Douze, de 4,6 milliards (20 % de leurs importations agricoles totales).*

(4bis) *De fait, ultérieurement, ce conflit a été partiellement résolu.*

(5) *Qui, soit dit en passant, illustrent la spécificité de l'agriculture, en raison des aléas climatiques.*

(6) *"Arrière le Japon et l'Europe !"*

(7) *"Partage du fardeau".*

Les enjeux politiques et stratégiques : découplage du partenariat

Pierre MEHAIGNERIE

Mesdames, Messieurs, chers amis, nous sommes réunis pour trois heures, pour un échange de vues qui nous concerne tous : nous vivons en effet une période de mutation qui nous contraint à un effort permanent d'adaptation.

J'aurais aimé, ce matin, être parmi vous, pour débattre des affaires économiques, lesquelles me passionnent. Mais le moment est venu d'aborder les problèmes de défense et de sécurité, secteur particulièrement sensible aujourd'hui des relations entre l'Europe communautaire et les Etats-Unis. Les hommes politiques, aujourd'hui, ont une obligation de suivre avec le maximum d'attention les changements en cours ou susceptibles de se produire en ce domaine et les mouvements divers qu'ils suscitent dans l'opinion, si possible en les anticipant plutôt qu'en refusant de les voir en s'enfermant dans les "lignes Maginot" d'antan.

Je donne immédiatement la parole à Thierry de Montbrial, directeur de l'IFRI. Son rapport sera suivi des interventions des participants. La première prévue est celle de Pierre Semler, Conseiller à l'Ambassade des Etats-Unis.

Thierry de MONTBRIAL

Naturellement, mon exposé sera centré sur des questions politiques et stratégiques, mais j'évoquerai nécessairement au passage un certain nombre de questions à caractère économique. Je crois d'ailleurs qu'inversement Pierre Hassner, peut-être d'autres, ont été amenés ce matin à parler très largement des questions politiques et stratégiques. S'il y a une certaine cohérence entre les deux, cela n'en sera que mieux.

Je partirai de ce qui me paraît être la question fondamentale, si l'on veut réfléchir sur la relation euro-américaine, c'est à dire la nature des changements en

raisonnables.

La tentation de prendre les espoirs pour les réalités est encore plus grande en Europe et, on le voit tous les jours, en Allemagne Fédérale. La population semble de plus en plus indisposée vis-à-vis des manœuvres alliées par exemple. Le nationalisme se développe aussi bien à partir de la Gauche qu'à partir de la Droite : je pense aux toutes récentes élections à Berlin.

Cette tentation n'est pas seulement à l'œuvre - il faut avoir la justice de le dire - en Allemagne Fédérale, mais partout en Europe, y compris en France. En ce qui concerne la France, je voudrais attirer votre attention sur le fait que de 1982/83 à 1987/1988, on a vu en France, plus encore d'ailleurs qu'en Allemagne Fédérale, se développer un intérêt pour la notion de défense européenne. Aujourd'hui, ce thème semble malheureusement de plus en plus anachronique, au sens étymologique du terme. Un certain nombre d'entre nous défendent encore les idées brassées il y a deux ou trois ans un peu partout, mais elles ne suscitent plus le même élan.

Je crois que ceci est un effet direct de la "gorbymanie" qui nous atteint avec un certain décalage car les français sont un peu plus résistants.

J'en viens à mon deuxième point : *que veut l'Union Soviétique ?*

On peut discuter à perte de vue de cette question. Je voudrais vous proposer une interprétation très simple. Je pense que les Soviétiques n'ont, fondamentalement, pas changé d'objectif. Ils ont simplement adapté leur stratégie selon un principe de réalité. L'objectif reste celui d'une certaine neutralisation, d'un certain endormissement de l'Europe Occidentale, afin de pouvoir établir une situation de contrôle - j'emploie le mot "contrôle" au sens large - de la sécurité européenne, et afin de pouvoir obtenir une modification en leur faveur des termes de l'échange.

C'est là un point tout à fait essentiel. Les Soviétiques ont parfaitement compris qu'ils ne pouvaient à long terme, améliorer leur situation économique sans utiliser les ressources occidentales. Quelles ressources occidentales ? Essentiellement, les ressources européennes. Dans cette perspective, ils ont opté pour la manière douce ou la séduction plutôt que la manière forte, le but étant d'obtenir par consentement de l'Europe, ce que j'appelle techniquement l'amélioration des termes de l'échange.

Vous voyez bien que l'objectif n'a pas changé. Ce qui change, ce sont les moyens. De ce point de vue, je voudrais prendre comme exemple l'accord de Juin dernier entre la CEE et le COMECON. Cet accord peut apparaître d'un certain point de vue l'expression d'une révolution complète, d'un changement complet d'attitude vis-à-vis de la Communauté. Effectivement, l'attitude soviétique classique est d'être opposée à la Communauté. Mais ce renversement apparent de position sert en fait exactement le même objectif, que l'URSS cherche à atteindre encore une fois, par le consentement plutôt que

Jacques Mallet, Thierry de Montbrial, Jean François-Poncet

Union Soviétique. Je prolongerai ensuite cette interrogation initiale en vous livrant ma perception de la stratégie soviétique à l'heure actuelle. Cela doit être soumis à analyse.

J'examinerai ensuite les choses du point de vue américain, puis européen, et je vous soumettrai un certain nombre de conclusions.

La question de base est donc *la nature des changements en Union Soviétique* et, d'une manière plus précise, la réponse à l'interrogation : y a-t-il disparition de la menace ?

Les opinions publiques des deux côtés de l'Atlantique, sont perturbées. Ceci est incontestable. La tentation est grande de confondre les réalités économiques et militaires avec les intentions exprimées par les responsables soviétiques, ou pire encore, avec l'amorce d'un processus de démocratisation.

Un certain effet de "gorbymanie" a été observé aux Etats-Unis. Cet effet est, j'allais dire, fort heureusement, tempéré par les choix d'hommes qui ont été faits par M. Bush, ce qui n'était nullement évident. Je vous en citerai trois qu'un certain nombre d'entre nous connaissent bien :

- le Général Scowcroft, son Conseiller pour les affaires de sécurité nationale, un homme extrêmement conscient des problèmes européens et des réalités soviétiques. Ce choix me paraît extrêmement sage.

- un autre choix - actuellement contesté pour des raisons qui à vrai dire, ne sont pas directement liées au sujet central : celui du Secrétaire à la Défense, M. Tower, très conscient aussi des réalités soviétiques et européennes (1).

- celui plus récent, de M. Burt, ancien Ambassadeur en Allemagne Fédérale, désigné comme négociateur en chef des questions stratégiques.

Ces choix d'hommes sont, je crois, des choix

par la force. L'accord lui-même est à peu près vide de tout contenu, mais ce qui compte, c'est la signification politique.

Au-delà de cela, un point - j'y reviendrai - mérite d'être suivi de près : l'attitude des Soviétiques vis-à-vis des candidatures qui se profilent à l'horizon pour l'élargissement de la Communauté Economique Européenne. Je pense en premier lieu à l'Autriche, mais l'Autriche ne sera que le premier des candidats neutres. Il me semble en effet que les Soviétiques devraient, en multipliant les précautions, encourager les candidatures de ce type.

J'en viens au troisième point, le point de vue américain d'abord, et le point de vue européen ensuite, puisque notre sujet est les relations euro-américaines et la question telle qu'elle est formulée dans le programme de cet après-midi : *découplage ou partenariat ?*

Du point de vue américain, un certain nombre de choses me semblent claires. D'abord, les intérêts géopolitiques américains restent fondamentalement inchangés en Europe. En d'autres termes, si, par malheur, l'Union Soviétique devenait la puissance hégémonique du Continent, ce serait un revers géopolitique de toute première catégorie pour les Etats-Unis : ceci est dans l'ensemble compris aux Etats-Unis.

Mais évidemment, il ne suffit pas que ces intérêts géopolitiques existent pour que les opinions publiques et les gouvernements suivent. De ce point de vue, on peut à certains égards être rassuré. Tous les sondages d'opinion montrent que l'opinion publique américaine ne remet pas en question l'engagement des Etats-Unis en Europe. Mais l'ombre portée par les problèmes économiques n'en demeure pas moins : c'est là que se situe le lien avec la discussion de ce matin. Il faut éviter de simplifier les choses à l'extrême dans ce domaine.

Il faut être conscient, par exemple, que si les Etats-Unis, au nom de considérations économiques, retireraient tout ou partie de leurs troupes en Europe, à court terme, l'économie américaine ne s'en trouverait pas mieux, bien au contraire. L'effet classique de courbe en J s'applique ici.

Dans un premier temps, il en résulterait un accroissement des dépenses qui se mesure en dizaines de milliers de dollars. Ne nous imaginons donc pas qu'un retrait se traduirait par une réduction des déficits - du moins à court terme. A long terme, évidemment, ce serait différent. Néanmoins, les problèmes économiques pèsent lourdement, directement et indirectement aux Etats-Unis. Directement, c'est le lien entre la balance des paiements et le déficit budgétaire, qui est un lien économiquement bien connu ; et le déficit budgétaire est lui-même lié aux dépenses en matière de défense. Là un seul chiffre est, je crois, plus parlant que tout le reste : j'allais dire le "manque à gagner", mais je devrais dire, le "manque à dépenser" en matière de budget de défense ou, si vous voulez, l'écart entre les dépenses jugées nécessaires par les planificateurs du Pentagone et les sommes qu'il est raisonnable d'escompter pour le même budget,

se situe, suivant les estimations, entre 60 et 100 milliards de dollars par an. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que les Etats-Unis relancent extrêmement vigoureusement la querelle du partage du fardeau. Indirectement, c'est le problème de l'impact, sur les relations transatlantiques, des tensions commerciales indirectement liées à ces déficits.

A côté de ces aspects économiques, il y a des réalités de confrontation stratégiques. Nous retrouvons ici le problème du paradoxe des armes nucléaires que je voudrais formuler de façon aussi simple que possible. Les Etats-Unis ont voulu le Traité INF et, par conséquent, l'élimination de toute une catégorie d'armes nucléaires ; aujourd'hui, ils veulent moderniser. C'est le problème que soulèvent en particulier le successeur du LANCE ou les missiles "stand off". Pourquoi y a-t-il un paradoxe ? Parce qu'ils laissent entendre - et on a vu M. Tower réaffirmer ce point comme M. Carlucci l'avait fait avant lui - que la disparition des armes nucléaires de théâtre, entraînerait le retrait des forces américaines en Europe, cette fois-ci non plus pour des raisons économiques mais pour des raisons politiques. Or, la situation nouvellement créée a été provoquée très largement par les Etats-Unis eux-mêmes dans une négociation - quelque peu imprudente aux yeux de certains - sur les armes nucléaires intermédiaires.

D'un point de vue européen, les contradictions apparaissent plus clairement encore. D'abord, il convient d'observer que le sentiment de la disparition de la menace se répand chaque jour davantage. C'est l'effet de cette nouvelle politique extrêmement dynamique des Soviétiques.

Concrètement, cela signifie qu'il y a amplification des tendances pacifistes et anti-nucléaires - qui ne se confondent pas nécessairement - déjà à l'œuvre depuis un certain temps. En particulier, et spécialement du point de vue allemand cette fois-ci, on peut se demander pourquoi moderniser les armes nucléaires. Un Français est certes relativement mal placé pour disserter sur cette question, mais essayons un instant de nous mettre à la place d'un citoyen allemand. Cela peut en effet paraître tout à fait paradoxal d'accepter d'une part de démanteler, d'éliminer ou de détruire les systèmes très coûteux et sophistiqués installés récemment et, d'autre part, de vouloir développer et déployer de nouveaux systèmes qui, eux-mêmes, vont être très onéreux et risquent de provoquer des crises. Pire encore, ces nouveaux systèmes, étant de courte portée, vont vraisemblablement, en cas d'emploi, frapper le territoire allemand au sens large. On peut imaginer qu'il soit difficile de faire absorber cela par les opinions publiques dont on connaît les contre-arguments. C'est en tous cas un problème tout à fait fondamental qui est devenu un problème politique.

Ceci n'est cependant qu'un aspect de la question. Le vrai problème, pour les Européens, me semble venir de nos hésitations conceptuelles - à l'heure où l'on ne parle que du thème de 1992-1993 devenu largement mythique - sur la nature de l'Europe que nous voulons constituer.

Et on rencontre là le télescopage avec la séduction exercée par la notion de "maison commune" de M. Gorbatchev.

On est ainsi ramené à la question, à laquelle j'ai fait allusion, de l'élargissement, ou des élargissements futurs de la Communauté. On ne peut les traiter légèrement.

Actuellement, le discours est "on repousse à 1992... pas d'élargissement dans l'immédiat". Mais imaginons l'Autriche entrant dans le Marché Commun, la Suède s'y précipitant ultérieurement, et pourquoi la Suisse qui pour l'instant a dit "non", n'y viendrait-elle pas ? Et ensuite, pourquoi pas la Hongrie, les pays d'Europe de l'Est ?

A l'arrière-plan, se pose le problème de la neutralité, le problème de la nature de l'Europe. Aujourd'hui nous devons l'envisager franchement : quelle Europe voulons-nous construire ? Si nous ne croyons plus à la menace, pourquoi l'Europe serait-elle limitée à sa configuration actuelle ?

Pour conclure, je voudrais faire quelques observations. D'abord, les Européens devraient résister à la tentation de toujours se plaindre des autres, en particulier des Américains. Il leur appartient de répondre par eux-mêmes à un certain nombre de questions de base. J'en citerai trois :

1) Quelle stratégie voulons-nous adopter vis-à-vis de l'Union Soviétique ? C'est la question prioritaire, qui détermine les autres.

Il faut être disponible vis-à-vis des événements certes. Comme beaucoup, je suis convaincu qu'il se passe actuellement des choses importantes en Union Soviétique, impensables il y a encore quelques années, et je ne sous-estime d'aucune manière ces évolutions. Mais il faut rester réaliste. Il faut avoir une conscience claire du rapport des forces. Nous n'avons pas le droit de nous en remettre aux bonnes intentions de M. Gorbatchev. Par nature, les négociations qui vont commencer en mars sur les armements conventionnels seront extrêmement âpres. Elles sont extrêmement complexes techniquement et les pièges possibles sont multiples. Par exemple : la prise en compte de l'aviation ; la prise en compte de la Marine (le dernier décompte de la présentation soviétique du rapport de force incluant - fait nouveau - la Marine) la question des armements nucléaires, théoriquement exclus de la négociation, mais qui en fait sont réintroduits par la bande, car tel est l'objectif des Soviétiques.

De nombreuses ambiguïtés subsistent au départ. Il y a notamment désaccord entre Occidentaux et Soviétiques sur la prise en compte des armes à double capacité. Tout ceci promet donc les plus grandes difficultés et nous devons rester extraordinairement vigilants pendant tout le temps de cette négociation alors même que des pressions énormes s'exerceront sur nos opinions publiques.

Incidemment, je voudrais souligner que la France a eu raison de vouloir éviter la négociation de bloc à bloc

mais il ne faudrait pas que, de ce fait, les positions occidentales dégénèrent dans l'incohérence.

Autre point délicat : l'inséparabilité conceptuelle du désarmement et de la stratégie. On ne peut conceptuellement traiter séparément la question du désarmement et celle de la défense. Malheureusement, se conformer à ce principe de bon sens n'est pas aisé dans les faits. Pousser trop loin l'argument pourrait nous conduire à nous en prévaloir pour justifier l'immobilisme en attendant de trouver ce que nos amis allemands appellent le "Gesamtkonzept", c'est à dire une conception globale. Tant que nous ne sommes pas parvenus à formuler ce "Gesamtkonzept" le risque est de ne rien faire, et donc d'être dominé par un adversaire plus mobile.

2) Corollaire de ce qui précède : oui ou non les Européens veulent-ils que les politiques de sécurité et de défense fassent partie de la personnalité de l'Europe ? Sont-ils prêts à en tirer les conséquences, en particulier pour les candidatures futures à la Communauté ? Actuellement, on voit bien que dans les débats en cours, cette question est occultée.

3) Enfin, si la réponse à la question précédente est positive, nous devons encore résoudre d'une façon également claire le paradoxe apparent selon lequel, dans l'avenir prévisible (vous voyez, tous mes mots sont prudents !), l'Europe doit à la fois devenir plus européenne et rester atlantique. Il ne s'agit pas de choisir l'un ou l'autre. Le péché à ne pas commettre, c'est de présenter l'Europe européenne comme une solution de remplacement. Il faut renforcer l'Europe. Renforcer l'Europe, c'est renforcer l'Alliance, et réciproquement.

Je crois que si nous ne répondons pas ou si nous répondons mal aux questions précédentes, l'unité européenne et l'Alliance atlantique se dissoudront ensemble et, en dépit de son délabrement idéologique et économique, l'URSS pourrait bien se retrouver finalement plus forte sur le vieux continent.

Peter SEMLER

On m'avait dit que je n'aurais pas de rapport à faire et que je pourrais me contenter de commenter les propos des autres. C'est ce que je vais faire avec le rapport de mon ami, M. de Montbrial.

D'abord, en ce qui concerne la nouvelle administration des Etats-Unis, je crois qu'il y a beaucoup de gens ici qui, probablement, connaissent M. Bush, parce que M. Bush connaît presque tout le monde, aux Etats-Unis et ailleurs !

En Octobre 1987, notre Ambassadeur a donné un déjeuner pour lui, ici, à Paris. On a choisi une cinquantaine d'invités ; certains n'ont pu venir ; en fin de compte, on s'est retrouvé avec 35 personnes qui étaient presque tous des amis personnels de M. Bush ! Et c'est un peu la même chose partout dans le monde ; c'est surtout comme cela aux Etats-Unis.

Chaque homme qu'il nomme à un poste dans l'Administration américaine est un homme qu'il connaît bien, dont il connaît la femme, la famille. Cela va d'ailleurs être un des côtés assez extraordinaires de son administration.

M. Bush procède avec prudence. Il n'est pas du tout un idéologue ; il ne l'a jamais été. C'est un homme pratique qui n'aurait pas tenu le discours sur l'empire du mal et qui, en même temps, aurait été plus prudent à Reykjavik. Il est comme cela. Il cherche ce qu'on peut faire d'une façon réaliste dans les années dans lesquelles nous vivons.

Par exemple, en Amérique Centrale où la politique américaine jusqu'ici n'a pas marché tellement bien, on va essayer quelque chose de moins direct, de plus souple. Dans le Pacifique, dans l'Asie - la Chine, le Japon, l'Orient en général - M. Bush est expert. Je vois, à ce niveau-là, une politique assez vigoureuse américaine, très bien fondée car il connaît cette partie du monde très bien.

En ce qui concerne l'Europe, l'amitié va continuer ; cela va être la continuité, mais vous allez voir, je pense, une mesure de prudence en ce qui concerne les questions Est-Ouest. Il a choisi des hommes qui sont du côté des conservateurs mais tout de même modérés. Nous avons en Amérique des gens d'Extrême Droite, d'Extrême Gauche aussi, mais ils ne sont pas membres de l'Administration.

Vous allez voir une Administration américaine qui marche bien, qui est bien coordonnée par la Maison Blanche avec un Président très actif. Je crois que ce sera une bonne chose.

Autre opinion : tout le monde parle de nos problèmes avec le budget et la balance des paiements étrangers. Il y a un élément plus important que cela, c'est la prospérité de l'économie américaine qui se poursuit sans cesse. Cela dure déjà depuis six ans et on voit bien que la fameuse récession, attendue depuis 1985, n'est pas non plus pour cette année, que si les recettes continuent à monter chaque année, on aura vraiment la possibilité de réduire le déficit du budget en 1991-1992 jusqu'à zéro. Je sais que c'est considéré comme très optimiste, mais loin d'avoir une période difficile, économiquement, nous Américains, vivons dans une période assez heureuse ; c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles M. Bush a eu une si grande victoire électorale.

M. de Montbrial a fait la thèse de la menace soviétique, en indiquant différents points de vue sur cette menace et sa disparition dans l'esprit des Européens.

Il n'a pas fait la thèse que l'on voit assez souvent maintenant sur le déclin de l'empire communiste, sur la fin de cet empire et de ce centre de contrôle qu'était Moscou.

Il y a deux possibilités :

- Ou bien on voit le déclin et la fin de cet empire soviétique ; c'est la thèse de beaucoup de gens ;

- Ou bien Gorbatchev est en train d'adapter la stratégie soviétique traditionnelle à la nouvelle réalité.

Les deux ne peuvent pas être faites en même temps.

J'avais chez moi, mardi soir, une bonne huitaine d'écrivains soviétiques et nous avons discuté de toutes ces affaires jusqu'à 2 H du matin. Ils penchent plutôt vers la théorie du déclin de l'empire soviétique.

Je crois que Gorbatchev a raison quand il dit que la perestroïka est essentielle pour l'empire soviétique, car sinon l'Union Soviétique arrivera, peut être dans cinquante ans, au statut d'un pays du Tiers Monde en voie de développement.

Je crois que c'étaient là les idées des autres, à Moscou, surtout d'Andropov. Certains Soviétiques me disaient, en 1982, à Moscou : "tout est fini si l'on ne fait pas une révolution économique, une réforme totale, complète".

Voilà ce que beaucoup de Soviétiques pensaient en 1982. J'estime que Gorbatchev lui-même pensait de la même façon. Il est en train d'essayer de démocratiser une société jusqu'ici tout à fait totalitaire. Je crois que son "règne" est loin d'être fini, mais même s'il chute demain, il laissera des traces.

De plus, il s'est montré assez habile politiquement. Il a donc probablement toutes les chances de durer un certain temps, cinq ans, dix ans ou plus.

Est-il vraiment un grand tacticien du type Lénine, qui fait un pas en arrière pour en sauter deux en avant ? Moi, je ne crois pas. Je crois que la politique qu'il mène est tellement dangereuse, du point de vue du contrôle communiste dans l'empire soviétique, qu'elle donne lieu à des frictions entre les Républiques et les nationalités soviétiques. C'est vraiment la chose la plus dangereuse pour ce système ; il le fait exprès ; Chevardnadze l'a dit il y a deux ans et demi : "Vous allez voir, nous allons avoir des difficultés avec les nationalités, en Union Soviétique... quand on laisse parler les gens, c'est le résultat... mais on va les surmonter". C'était donc quelque chose qui était attendu par Moscou.

Je ne crois pas, personnellement, qu'il soit un tacticien très habile, en train de faire une grande manœuvre machiavélique avec l'aide de tous les gens à l'Ouest qui veulent prendre des espoirs pour des réalités.

Cela étant, il n'y a pas de raison de ne pas procéder avec prudence. Il faut défendre l'Occident et l'Europe de l'Ouest, sans aucun doute. Toute la question est de savoir comment le faire et avec quels moyens.

Vis-à-vis de l'Europe, les Etats-Unis, comme M. de Montbrial l'a dit, n'ont pas changé leurs vues stratégiques. L'Europe est centrale pour les intérêts américains, l'a toujours été, va toujours l'être.

Depuis la Guerre, naturellement, l'Asie est devenue plus importante encore pour nous qu'elle ne l'était avant. Maintenant, avec le Golfe Persique, il est clair qu'il n'y a pas d'endroit dans le monde qui ne soit d'une importance stratégique grande pour les Etats-Unis. Mais, revenons à

l'Europe. Nous voulons toujours une défense de l'Europe efficace et la moins coûteuse possible.

Nous avons toujours été pour un pilier européen, une défense dite européenne car cela nous aurait mieux aidés à défendre le monde occidental ; la défense européenne en profondeur serait un grand appui pour nous tous. Même si la menace diminue, comme la plupart des gens en ont la perception, nos forces sont là pour faire front à une menace que nous devons nous-mêmes définir.

Si la diminution de cette menace est jugée suffisamment importante, cela donnera au Gouvernement la possibilité de réduire un peu le budget militaire. Vous constaterez une réduction du budget, chez nous, mais pas une réduction profonde. Ce sera une réduction nous permettant de poursuivre la plupart des programmes passés et nouveaux ; peut-être un jour nous passerons-nous du 15^e "porte-avions" si cher à la Marine américaine.

Pour ce qui est de la modernisation des forces nucléaires en Europe, elle doit être faite pour de nombreuses raisons, la principale étant que nous considérons que la dissuasion nucléaire doit rester en place jusqu'à une vraie paix qui ne dépende pas seulement de quelqu'un à Moscou, mais qui existe d'une façon réelle dans le monde. Jusqu'à ce moment-là, s'il arrive jamais, il nous faut la dissuasion nucléaire pour prévenir la guerre. Cette dissuasion a, jusqu'ici, bien fonctionné en Europe.

Nous pensons aussi à la riposte flexible. Sinon, il n'y a pas de lien entre les systèmes stratégiques américains et le système du théâtre européen. Dans le pire des cas, on demandera à échanger les villes américaines contre les villes européennes et je ne crois pas qu'un Président des Etats-Unis puisse l'accepter. Il faut avoir un lien entre l'Europe et les Etats-Unis, dans l'Alliance.

Nous considérons que si nous avons 300 000 soldats -et plus - en Allemagne de l'Ouest, nous ne devons les y maintenir que s'ils sont dotés de toutes les possibilités imaginables de se défendre. Nous ne sommes pas prêts à avoir des soldats de type "trip wire" (2) qui sont là avec un fusil et pensent : "si l'on me tue, cela va être un signal pour d'autres de faire quelque chose". Nous ne faisons pas cela avec nos soldats !

Il faut que nous ayons les moyens d'une riposte nucléaire si l'on veut maintenir les troupes en Europe. Mais nous pensons que nous pouvons réduire le nombre des systèmes nucléaires en Europe, avec un nombre moindre de charges nucléaires. Il faut un certain temps pour y parvenir ; il faut aussi une stratégie de l'OTAN comme M. de Montbrial l'a dit, et indiquer de façon claire tout ce qu'il faut à l'Alliance Atlantique pour se défendre.

Je vais m'arrêter là. Nous sommes tout à fait d'accord avec l'idée que ce qui renforce l'Europe renforce l'Alliance. Ce n'est pas le moment, pour nous, de commenter la "maison commune" européenne dont l'existence n'est pas pour un proche avenir, mais l'Alliance Atlantique reste la base de la politique étrangère américaine en

Europe, et M. Bush l'a dit très clairement le jour même de son élection.

Markus BERGER

D'abord, très brièvement, quelques dates géographiques et quelques aspects politiques des relations Est-Ouest. Ensuite, quelques conditions pour une politique de sécurité de l'Europe 2000.

D'Est en Ouest, la République Fédérale Allemande n'a qu'une profondeur de 250 km ; du Nord au Sud, cependant, elle constitue la frontière qui traverse l'Europe Centrale, depuis la Mer du Nord jusqu'aux Alpes.

Cette situation nous a rendus et nous rend dépendants de l'Alliance Atlantique. L'Alliance Atlantique est importante pour la R.F.A., mais l'Union Européenne ne l'est pas moins.

S'il est vrai que nous saluons très vivement les nouveaux développements auxquels on assiste en Union Soviétique, on constate cependant que, jusqu'à présent, les intentions proclamées sont plus convaincantes que les résultats. Aucun changement fondamental n'est encore intervenu.

Notre attitude en matière de politique de sécurité ne saurait être conditionnée par la confiance que nous plaçons dans un développement à peine amorcé, et encore moins par la confiance accordée à une seule personnalité dans le cadre du système soviétique. En politique de sécurité, c'est sur les faits qu'il faut juger.

Un autre aspect est à considérer, c'est le surarmement de l'URSS (et du Pacte de Varsovie) ou sa capacité à lancer une attaque surprise et une offensive de grande envergure ainsi que sa capacité à acheminer des renforts depuis des points d'appui très éloignés. C'est le problème central de la sécurité en Europe ; il demeurera inchangé jusqu'à ce que des réductions asymétriques aient mis fin à cette capacité d'intervention de l'Union Soviétique.

L'objectif de nos efforts de désarmement doit être également du côté du Pacte de Varsovie une structure militaire où seule la défense trouve sa place. Il faut que l'Union Soviétique renonce, comme c'est déjà le cas de l'OTAN, à sa capacité de lancer une offensive de grande envergure.

Du point de vue allemand, peut-être plus que pour les autres partenaires de l'Alliance, l'objectif prioritaire doit être d'empêcher une guerre.

"La stratégie de la prévention de la guerre se fonde sur une combinaison équilibrée des forces armées nucléaires et conventionnelles appropriées dont seule la composante nucléaire, vu la situation actuelle, est susceptible de faire courir à un agresseur potentiel un risque inacceptable." C'est une citation de la plate-forme de l'UEO.

L'effet dissuasif des armes nucléaires a contribué à

coup sûr au maintien de la paix en Europe, mais seulement dans le cadre d'une stratégie globale de l'Alliance. Ce ne sont pas les armes qui furent décisives ; pas même les armes nucléaires. Ce qui a été décisif et ce qui l'est toujours, c'est la solidarité, la communauté du risque et le couplage stratégique de la dissuasion qui fait de la zone couverte par l'Alliance, donc de l'Amérique du Nord et de l'Europe Occidentale, une unité stratégique.

C'est pourquoi il est inadmissible que des zones de sécurité inégale se constituent au sein de l'Alliance, tout comme il faut éviter de régionaliser le risque de menace qui pèse sur elle par la dissolution du système combiné de dissuasion.

Je voudrais affirmer en toute clarté, comme il se doit lorsqu'une question vitale est soulevée, qu'une stratégie qui aboutit à la régionalisation d'une guerre en Europe priverait l'Alliance atlantique, en particulier en Allemagne, de sa raison d'être. Nous, les Allemands, nous ne pouvons admettre que notre petit pays devienne le théâtre d'une stratégie de guerre nucléaire dont la mise en œuvre provoquerait notre anéantissement.

A propos des conséquences actuelles qui résultent de l'Accord IFN, je voudrais apporter les éléments suivants : nous nous opposons à ce que les systèmes à moyenne portée, qui seront éliminés, soient compensés par une conversion des systèmes dans le domaine de la courte portée. Une telle conversion d'armes à longue portée en armes à courte portée serait en contradiction avec les directives politiques générales que l'Alliance a adoptées en connaissance de cause.

En effet, lors de la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères du 12 Juin 1987 et à l'occasion de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est déroulée à Bruxelles le 2 Mars 1988, l'Alliance a décidé d'élaborer un concept global de désarmement et de sécurité : le "Gesamt-konzept" qui inclut les systèmes à courte portée, inférieure à 500 km.

C'est sur ce concept que doivent se fonder les décisions de modernisation et les propositions de négociation formulées à l'adresse de l'Union Soviétique. Les décisions se limitant à des systèmes d'armes particulières, telles que les deux Options 0, doivent être exclues.

L'importance des armes nucléaires françaises et britanniques résulte du fait que le déclenchement de leur tir serait décidé à Paris et à Londres, c'est-à-dire dans des capitales qui constituent déjà, pour des raisons géographiques, une entité stratégique avec la R.F.A.

Tant qu'il n'y aura pas d'Europe où les Etats membres seront placés sous la direction d'un organe gouvernemental unique, les armes nucléaires françaises et britanniques demeureront, de par leur nature, sous contrôle national. Néanmoins, ces deux pays devraient harmoniser leur potentiel et coordonner leurs tâches respectives. Ceci vaut à la fois pour le développement de nouveaux systèmes d'armes nucléaires, leur maintenance et leur présence en temps de paix, et pour les plans opérationnels.

Voilà les conséquences stratégiques du Traité de Washington pour l'Europe, mais quelles doivent être les conséquences politiques ?

En 1963, Mc Bundy, Conseiller en matière de sécurité du Président Kennedy, disait à K. Adenauer : "Dans les prochains dix à quinze ans, ni la France ni l'Angleterre ne seront la puissance prépondérante en Europe, mais ce sera bien les Etats-Unis d'Amérique".

Ce pronostic s'est vérifié. Ni l'Amérique, ni l'Europe n'ont intérêt à ce que cette situation demeure inchangée ; au contraire, l'Europe a plus besoin de développer une identité propre dans le domaine de la politique de sécurité.

Je souligne ce que M. de Montbrial a dit tout à l'heure. Pour se préparer à leur future tâche, les Européens doivent se regrouper en une Union de sécurité européenne qui pourrait être le partenaire des Etats-Unis dans une Alliance Atlantique rééquilibrée. Les alliés européens devraient s'abstenir, dorénavant, de toute option politique particulière, qu'il s'agisse d'une option française, britannique ou allemande.

L'image de deux piliers, de force égale, de l'Alliance atlantique, si souvent évoquée, doit donc devenir une réalité. Sinon, si l'Union politique de l'Europe, à savoir l'Union économique, l'Union monétaire et l'Union de sécurité, n'est pas mise sur pied maintenant, l'Alliance ira à la dérive. L'Europe libre dispose de tous les moyens nécessaires pour réaliser le bond qualitatif vers l'union politique. Il existe, d'ores et déjà, une Union de sécurité européenne, à savoir l'Union de l'Europe Occidentale, l'UEO, dont les membres se sont assurés, au-delà du Traité de l'OTAN, aide et assistance par tous les moyens.

Cette UEO a besoin d'un regain de vitalité. L'UEO, comme organisation de la sécurité pour la CEE, c'est la bonne route que je propose.

Il convient de renforcer et de développer les institutions de l'Union de l'Europe Occidentale dans ce but et de les rendre plus vivantes. Par exemple, le Conseil des Ministres devrait, à l'avenir, être représenté par un Comité Permanent qui aurait uniquement pour tâche de se consacrer à l'UEO et serait assisté par un Comité militaire. Actuellement, les ambassadeurs, à Londres, s'acquittent accessoirement de cette tâche. Or, il serait beaucoup plus rationnel de la confier aux Ambassadeurs auprès de l'OTAN ; ils pourraient se réunir en tant que Comité Permanent de l'UEO ou de l'OTAN, selon les besoins et selon la situation du moment.

Après la création de l'OTAN, l'UEO a transmis ses fonctions militaires au Commandant suprême allié en Europe, formule qui a fait ses preuves et qu'il conviendrait de maintenir. Mais faut-il toujours que ce soit un américain ? Dans le passé, il y a sans doute eu de bonnes raisons à cela. Au sein de l'Alliance, les Européens fournissent aujourd'hui plus de 3/4 des Divisions et du matériel du combat. Si nous concentrons effectivement ces forces, y compris les forces françaises pour en faire un pilier européen, le Commandant suprême allié en

Europe pourrait être un Européen proposé par l'UEO, dont le suppléant serait alors le Commandant en Chef des forces américaines en Europe. S'il doit jouer un rôle politique pour la sécurité de l'Europe, il faut que l'UEO dispose de pouvoirs et de moyens financiers accrus.

A l'aide de ces moyens seraient financés les projets d'avenir communs pour l'Europe. La concentration des ressources européennes, en vue de la sécurité commune, est tout d'abord, une tâche européenne qui intéresse seulement en second lieu l'Alliance Occidentale prise dans son ensemble.

D'ici à 1992, nous voulons réaliser, dans le cadre de la Communauté européenne, le marché unique européen. L'objectif est de créer une Union économique et monétaire européenne, complétée par une Union de sécurité européenne ; celles-ci constitueraient l'Union politique de l'Europe, qui serait une alliée forte et précieuse des Etats-Unis.

S'ils veulent assumer également, à l'avenir, des responsabilités globales, les Etats-Unis ont besoin d'une Europe forte.

Pour une meilleure coopération avec l'Europe, l'Union Soviétique a besoin d'un interlocuteur européen capable de défendre ses intérêts de manière autonome et avec assurance, également vis-à-vis de cette grande puissance.

Mais qui a le plus besoin de l'Union politique de l'Europe ? C'est l'Europe même ; ce sont les Européens ! Et je termine en constatant que c'est la France qui jouera le rôle crucial sur ce chemin.

François de ROSE

Je ne reviendrai pas sur tout ce qui a été dit sur le plan politique parce qu'entre ce matin et cet après-midi, le sujet a été très largement couvert.

Je voudrais plutôt me préoccuper du problème essentiellement militaire sous l'angle de l'avenir de l'Alliance c'est-à-dire dans la perspective de l'avenir des rapports dans le domaine militaire entre les Etats-Unis et l'Europe. Il est vrai qu'il y a des forces qui minent l'Alliance. Elles ont été inventoriées ce matin. Beaucoup sont de nature économique. Ce n'est pas mon propos d'en parler.

Par contre je dirai un mot d'une tendance qui est à la mode et qui s'est traduite dans plusieurs écrits et livres, parus récemment, au reste très brillants, mais qui, au fond, passent l'Alliance par le compte "profits et pertes".

Les Etats-Unis, est-il affirmé, s'apprennent à quitter l'Europe. Quiconque ne reconnaît pas cette vérité est aveugle et les seules discussions utiles sur l'avenir doivent partir de ce postulat.

Au risque de passer pour aveugle, je préfère partir d'un autre point de vue. Je ne crois pas que les Etats-Unis soient décidés ou résignés à devenir la deuxième ou la

troisième puissance du monde et je crois qu'ils continueront à reconnaître que le maintien de l'Europe avec son potentiel économique, technologique, scientifique, sa matière grise et ses structures démocratiques en dehors de l'orbite soviétique demeure essentiel pour qu'ils restent la première puissance du monde.

Mais la question qui est généralement posée en Europe n'est pas de savoir comment se défendre sans l'Amérique ou avec une participation réduite de l'Amérique, mais de savoir s'il faut encore pouvoir se défendre. Alors que M. Gorbatchev est en train d'opérer une révolution considérable dans son pays, alors que les négociations sur le désarmement ont pris un nouveau départ, ne ferions nous pas mieux de consacrer à la satisfaction de nos besoins sociaux les sommes que nous consacrons à nos budgets militaires ?

La réponse est pourtant qu'il est nécessaire de pouvoir se défendre parce que l'Europe demeure l'enjeu essentiel de la compétition Est-Ouest si elle ne veut pas seulement y être un enjeu mais un joueur, même si les développements technologiques et l'absurdité que serait un grand conflit transposent très largement la confrontation du domaine de la stratégie directe à celui de la stratégie indirecte.

Car, la toile de fond de tous les rapports internationaux demeure la capacité que l'on a ou que l'on n'a pas de dire "non" face à des pressions sur des points où l'on est décidé à ne pas céder.

Il est donc nécessaire que l'Europe contribue à sa défense. Ce qui ne veut pas dire qu'elle doive ambitionner de se défendre seule. La solidarité avec les Etats-Unis demeure indispensable, même si la participation américaine devait se modifier sur tel ou tel aspect. Je n'ai pas le fétichisme de 350 000 soldats américains de ce côté de l'Océan et j'aurais bien préféré voir retirer une division, même blindée, plutôt que les Pershing 2 et missiles de croisière. Ce qu'il faut, pour continuer à décourager toute agression c'est une présence américaine suffisante pour manifester aux yeux des Soviétiques que l'honneur et l'intérêt des Etats-Unis y sont irrévocablement engagés et que, par conséquent, toute agression en Europe rencontrerait nécessairement l'opposition armée des Etats-Unis.

Cela dit, Thierry de Montbrial a indiqué avec raison que le redéploiement de l'autre côté de l'Atlantique de certains éléments des forces américaines ne se traduirait pas par une économie sur le budget américain. On peut même dire que leur maintenance coûterait aussi cher et qu'il faudrait en outre prévoir des dépenses additionnelles pour disposer des moyens de transports nécessaires à leur retour en Europe en cas de crise. Et si ces forces devaient être dissoutes il faudrait que ce soit dans le cadre d'un accord de limitation des armements qui éliminerait des forces soviétiques proportionnellement aux niveaux de départ des unes et des autres.

Mais, le vrai problème pour nous est de savoir si nous pouvons édifier un pilier européen de l'Alliance, ce pilier

dont on parle depuis plus d'un quart de siècle et qui fait figure d'Arlésienne dans nos discours sur l'avenir de notre défense.

La première condition serait avant tout de savoir ce que l'on entend par ce "pilier européen".

Est-ce que cela signifie que les Européens, comme ils doivent le souhaiter, exerceront dans l'Alliance une influence et des responsabilités plus en rapport avec leur contribution à la défense commune que ce n'est le cas actuellement. Ou bien cela consisterait-il simplement à améliorer la contribution des Européens à la mise en œuvre des vues du Pentagone ?

Je présume que l'Amérique veut encore ce pilier européen, ce qui signifie qu'elle accepte un partage des responsabilités ; mais un partage doit nécessairement entraîner un partage des risques, c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir de diminution de l'engagement et de la crédibilité de l'engagement américain en Europe.

Quel est le problème, au fond ?

Je crois qu'on n'ose pas le dire, mais moi je le ferai, le problème, c'est que la menace n'a pas changé, et nous avons là-dessus les avertissements les plus nets du Secrétaire Général de l'OTAN, de l'IISS (3), de M. Chevènement lui-même. Ce qui a changé pour nous, c'est la situation difficile dans laquelle nous sommes du point de vue du concept stratégique. L'Alliance, par le Traité de Washington, a mis en péril le concept de riposte graduée, parce qu'elle a supprimé les échelons essentiels qui assuraient le couplage entre la défense de l'Europe et le système stratégique américain. Parallèlement, la stratégie française n'est pas adaptée à une extension de sa capacité de dissuasion au profit de l'Europe. Et cela ne tient pas seulement au concept mais à la structure même des forces qui sont des forces de représailles massives.

Par conséquent, nous avons un problème intellectuel qui est d'élaborer un nouveau concept de défense de l'Alliance ou, en tout cas, une adaptation du concept de défense de l'Alliance à la menace.

La menace n'est pas celle d'une offensive nucléaire de l'Union Soviétique. Elle est que, dans une crise, lorsqu'on fait le rapport des forces et des vulnérabilités, nous nous trouvons, en Europe, dans une situation de vulnérabilité inacceptable. La menace, nous l'avons dit, est axée sur une capacité d'offensive de première frappe qui désarmerait l'Occident.

Je crois donc que la stratégie de l'Alliance doit s'axer sur ce problème de la résistance à une première frappe désarmante et aux problèmes qui viennent de la menace dans l'espace dans lequel l'Union Soviétique n'a absolument pas ralenti ses efforts.

Il y a quelques sujets prioritaires que l'Alliance devrait prendre en charge pour voir comment elle peut y parer. Ce n'est pas à faire dans les deux ans qui viennent, nous avons probablement le temps, mais il faut savoir quelles sont nos priorités.

Je crois, et cela a été dit à l'instant par notre collègue

allemand, que rien ne se fera si la France n'intervient pas dans cette discussion. Cela ne veut pas dire qu'il faille retourner dans le système militaire intégré, mais je ne peux pas concevoir qu'au moment où se pose à nouveau le problème de l'élaboration d'une stratégie de défense de l'Europe, la France envisage de rester dans cette situation paradoxale qui fait qu'en cas de conflit, ou bien ses forces classiques participeraient à la mise en œuvre d'une stratégie à l'élaboration de laquelle elle n'a pris nulle part et qu'elle n'a cessé de critiquer depuis 25 ans, ou bien mèneraient une stratégie qui leur serait propre, ce qui laisse planer un doute sur l'efficacité de la coopération entre alliés.

Il y a là un problème. Encore une fois, ce n'est pas retourner dans le système militaire intégré ; cela veut dire, simplement, qu'il faut revenir dans les discussions sur 3 points essentiels qui sont l'évaluation de la menace, la stratégie pour contrer la menace et les moyens pour servir cette stratégie.

Je crois que si l'on ne fait pas cela, rien n'interviendra en Europe. La France peut seule donner le choc psychologique qui montrera que les choses ont changé et qu'elle-même le reconnaît.

Je crois - et je termine là-dessus, Monsieur le Président - que le moyen le plus sûr de faire mourir une Alliance serait de lui refuser le droit au changement, c'est-à-dire de considérer quelle est déjà morte !

Joseph ROVAN

Dans le doute, Descartes disait : il faut se donner une morale provisoire.

Vis-à-vis de Gorbatchev et des doutes que certains nourrissent à son égard, je plaide que la morale provisoire doit être de le considérer comme le continuateur de Lénine et de Staline. D'ailleurs, il y a de nombreux textes soviétiques qui nous incitent à faire ce choix de morale provisoire. J'ai vu, récemment, un texte soviétique où, pour expliquer la politique que Gorbatchev mène vis-à-vis de l'Occident, on avait recours à trois exemples que nous avons intérêt à méditer :

Le premier était le Traité de Brest-Litovsk par lequel l'Etat communiste naissant s'est retiré, en quelque sorte, sur son aire essentielle, pour pouvoir survivre.

Le deuxième était la Nouvelle politique économique de Lénine (la NEP) dans les années 20.

Et le troisième exemple n'était rien d'autre que le Pacte Hitler-Staline cité comme argument en faveur de la politique de Gorbatchev. Ce n'est pas moi qui le fais, c'est l'organe soviétique.

Partant de là, je me dis que notre intérêt doit consister, jusqu'à nouvel ordre, à penser qu'il s'agit d'un continuateur intelligent qui, contraint par la nécessité, retournant en quelque sorte la nécessité, en tire des avantages transformant sa faiblesse en force, mais que rien ne change

quant à l'intention fondamentale, cette intention fondamentale étant celle que la logique de la science historique marxiste lui enseigne.

S'il en est ainsi - j'en viens à mon deuxième point - quel a été depuis 1945 l'objectif de l'Union Soviétique en Europe ?

Il y a, je crois, 3 mots qui le résumant très bien :

Le premier c'est : démanteler.

En 1945, il s'agissait de démanteler une partie du potentiel allemand. Aujourd'hui, il s'agit de démanteler l'Alliance.

Le deuxième, c'est : profiter du démantèlement pour récupérer.

En 1945, il s'agissait de récupérer des usines ; aujourd'hui, il s'agit de récupérer les capacités technologiques et industrielles d'une partie de l'Europe Occidentale pour combler les lacunes du système "socialiste".

Le troisième, c'était et c'est : faire partir les Américains.

Je ne vois pas en quoi les objectifs de l'Union Soviétique ont fondamentalement changé sur ces 3 points.

Pour faire partir les Américains, la meilleure arme c'est la mobilisation des opinions européennes.

Ceux d'entre nous qui sont assez âgés se rappellent les grandes manifestations "Ridgway go home", l'appel de Stockholm et bien d'autres choses de ce genre.

La situation actuelle n'est pas tellement nouvelle.

Faire partir les Américains d'Europe, ce n'est pas seulement pour l'Union Soviétique s'assurer le contrôle de l'Europe Occidentale, c'est aussi réduire l'Amérique à n'être plus, au bout d'un certain temps, qu'un sous-continent assiégé. C'est-là l'un des arguments majeurs qui plaident inversement en faveur du maintien de la présence américaine en Europe.

Il faudrait être stupide pour penser que les Etats-Unis pourraient survivre comme puissance mondiale dès lors que la forteresse européenne serait tombée.

Le premier but de la politique soviétique est cependant de contrôler l'Europe Occidentale, de la contrôler en attendant de pouvoir définitivement l'insérer dans le système communiste ; la contrôler en la faisant travailler pour l'économie soviétique.

Quand je me rappelle mon existence de travailleur condamné à la mort par le travail, dans un camp de concentration, il y a un peu moins d'une cinquantaine d'années, j'augure mal de l'avenir des démocraties européennes occidentales une fois les Américains partis. "On" voudrait que nous nous suicidions en travaillant pour la survie de l'Union Soviétique communiste ! Pour réussir aujourd'hui ce que Staline n'a pu obtenir, Gorbatchev dispose d'un atout formidable : la dénucléarisation de l'Europe souhaitée par tant d'Européens (de l'Ouest bien entendu).

Le point de départ de l'actuelle politique stratégique de l'URSS, notamment en Europe, c'est le constat de l'impossibilité de gagner une guerre atomique.

A partir du moment où l'on constate que, comme on disait à l'époque de Brejnev, l'atome n'a pas de conscience de classe, et que l'Union Soviétique ne peut pas gagner une guerre atomique, il faut donc qu'il n'y ait pas de guerre nucléaire, il faut faire en sorte que la menace de guerre en Europe Occidentale ne soit plus atomique. Car à partir du moment où il n'y aurait plus d'armes atomiques, il n'y aurait plus d'Américains en Europe (4) et la menace conventionnelle sur l'Europe Occidentale suffirait pour nous mettre dans l'état dont nous parlions tout-à-l'heure, c'est-à-dire pour faire des Européens de l'Ouest les travailleurs auxiliaires de l'économie soviétique.

Le raisonnement vaut même au cas où les intentions *intérieures* de Gorbatchev seraient les plus pures. Après tout, en 1914, la France, l'Angleterre étaient des démocraties. L'Allemagne n'était pas une démocratie mais avait un régime parlementaire, ou presque, et la Russie était certainement moins dictatoriale que maintenant. Or, ces quatre pays ont été parfaitement capables des visions impérialistes qui ont produit la guerre. Même une Russie démocratique pourrait être demain menaçante pour une Europe démocratique ; ce n'est pas un régime intérieur moyennement ou même entièrement satisfaisant du point de vue démocratique qui ferait disparaître la menace.

Le deuxième instrument *actuel* de cette tentative qui se poursuit avec des moyens divers depuis 1945 en suscitant, chaque fois, en Europe Occidentale, des mouvements d'opinion dont l'Union Soviétique se sert est la "Maison commune". L'Union européenne est ce que l'Union Soviétique peut craindre le plus pour ruiner ses intentions. Je me suis fait dire par des amis allemands que l'argument sur lequel Gorbatchev a été le plus ferme et le plus agressif dans les discussions récentes, à Moscou, avec le Chancelier Kohl et ses Ministres, a été : "Mais pourquoi tenez-vous tant à construire l'Europe ? Pourquoi tenez-vous tant à vous lier à cette France ?... C'est cela qui nous inquiète le plus".

Effectivement, le choix, aux yeux des Soviétiques est des plus nets : ou bien la "Maison commune" ou bien l'Union européenne.

La "Maison commune" c'est l'instrument par lequel on peut essayer d'empêcher l'Union européenne de se faire, alors qu'elle est en train de se compléter autour de son noyau franco-allemand. Quelle est la réponse face à cette continuité de la politique soviétique, qui veut progresser par la dénucléarisation et la "Maison commune" ? Il faut que nous continuions, et de plus en plus rapidement, à construire l'Union européenne, qui en outre résoud nos problèmes avec l'Amérique - nous n'aurions pas à nous poser le problème du "deuxième pilier", dès lors qu'il y aurait l'Union européenne. Le problème de l'Alliance se poserait en termes très différents puisqu'on serait deux, ou trois avec le

Canada, vis-à-vis de l'Union Soviétique. En effet, comment empêcher de se faire la "Maison commune", dans laquelle l'Union Soviétique aurait le droit d'empêcher les autres habitants de disposer librement de leur appartement, sinon en faisant le plus rapidement possible en Europe quelque chose qui soit irréversible ?

On peut gratifier l'Union Soviétique d'une certitude : contrairement à Hitler, quand elle constate la réalité, elle essaie d'en tenir compte. Eh bien, la seule réalité devant laquelle elle devra s'incliner, c'est l'Union européenne.

Didier MOTCHANE

Le titre ou le sous-titre de ce Colloque est, je crois : découplage ou partenariat ?

Sans avoir la prétention de suggérer une conclusion, -c'est un débat tout à fait passionnant et difficile - je me demande si, en fait, on ne pourrait pas suggérer à la fois comme énoncé de la réalité dont nous partons et comme définition de ce que nous cherchons, l'expression : "découplage et partenariat".

C'est bien, semble-t-il, Monsieur le Président, la situation où nous sommes. M. Semler l'a dit tout à l'heure : à partir du moment où les charges nucléaires et les missiles se sont trouvés des deux côtés, le problème du découplage a été posé, cela fait une bonne vingtaine d'années. Les problèmes de la difficulté de l'Alliance ne sont pas nouveaux.

C'est la raison pour laquelle je doute un peu que le Traité de Washington sur l'abolition des missiles intermédiaires ait été le début de la remise en cause de la stratégie de l'OTAN, c'est-à-dire de la stratégie de la réponse flexible. En réalité, nous savons tous que, si la France est sortie de l'organisation militaire de l'OTAN, si le Général de Gaulle a pris cette décision, c'est parce qu'il avait constaté que la stratégie dite de la réponse flexible était absolument incompatible avec nos intérêts nationaux. Pour nos amis allemands, la réponse flexible comporte d'ailleurs de tels risques qu'elle fait de plus en plus problème.

De ce point de vue, j'ai été tout à fait d'accord avec le préambule de M. de Montbrial. Ce que je ne sais pas, c'est si, à partir de ce préambule, - mais après tout, son propos était d'introduire la discussion - nous arriverions aux mêmes conclusions.

M. de Montbrial a rappelé trois choses :

D'abord que, sur la question de la défense européenne, les Européens devraient s'abstenir de mettre la responsabilité sur les autres, c'est-à-dire sur les Américains.

La réponse flexible, du point de vue américain, c'est le moyen, pour eux, d'essayer de résoudre cette contradiction entre la logique de la dissuasion nucléaire et leur alliance. C'est la raison pour laquelle les Américains ont constamment cherché, et cherchent constamment à faire en sorte que le seuil nucléaire, c'est-à-dire les circons-

tances à partir desquelles le déclenchement de la guerre nucléaire est ressenti comme probable, soit aussi lointain que possible. Mais il est bien évident que plus ce seuil nucléaire remonte, plus le risque d'une destruction éventuellement totale de l'Europe par une guerre que l'on appelle "limitée", est grand.

Autrement dit, je ne crois pas que l'on puisse faire, en Europe, s'il est question d'une défense européenne, l'économie d'une réflexion fondamentale.

La riposte graduée est en crise parce que c'est une tentative explicable et méritoire de répondre à cette question, mais c'est une réponse qui apparaît de plus en plus à la France, depuis longtemps, aux autres pays européens, notamment aux Allemands comme tout a fait inadaptée (même s'ils ne le disent guère ouvertement).

A partir de là, nous devons passer aux deux autres affirmations rappelées dans le rapport de M. de Montbrial, à savoir :

Est-ce que les Européens ont vraiment la volonté de faire de la défense sinon le cœur, du moins une partie importante de la construction européenne ?

Est-ce que les Européens ont vraiment la volonté de poser la question d'une Europe politique ? Là encore, nous retrouvons le problème de la conciliation de la dissuasion et de l'alliance, du découplage et de l'alliance, car si ce problème se pose de part et d'autre de l'Atlantique, il se pose évidemment à l'intérieur de la Communauté entre les pays qui disposent d'une dissuasion : la Grande Bretagne, la France et les autres.

C'est la raison pour laquelle je crois aussi que nous aurions tous intérêt à ne pas continuer à employer un certain nombre d'expressions qui sont mal conçues : le fantôme du découplage... le découplage est un problème... la dissuasion conventionnelle, etc.

La dissuasion, c'est le problème de toutes les alliances, ne peut être, à proprement parler, élargie. Ce qui peut s'élargir, ce sont les liens politiques, c'est la coopération industrielle, c'est la coopération politique, c'est la coopération institutionnelle, c'est le développement institutionnel de l'Europe, à partir de quoi on peut apercevoir qu'une définition nationale des intérêts vitaux d'un pays détenteur d'une force de dissuasion pourrait prendre un sens, effectivement, élargi.

Voilà, Monsieur le Président, quelques réflexions que je me permets de livrer à ce Colloque. J'ai été un peu surpris - non parce que nous sommes au Sénat mais parce que je pense que c'est un fait qui a une certaine importance - de constater que, jusqu'à présent, a été passée sous silence la singularité d'une position française dont je souhaiterais dire qu'en réalité s'il s'agit pour elle de faire l'Europe, en particulier l'Europe de la défense, alors il s'agit de rendre cette position de moins en moins singulière. Je ne crois pas qu'on puisse y parvenir en se raccrochant à des fantômes, à des concepts ou à des pseudo-concepts qui fonctionnent plus pour masquer les problèmes que pour les poser.

La dernière chose que je me permettrai de dire, Monsieur le Président, à propos de la menace - et, là aussi, je suis d'accord avec l'introduction de M. de Montbrial - et sans entrer dans l'analyse de la nature de la menace soviétique et de son évolution - nous serions d'accord ou pas, peu importe, ce serait intéressant mais ce n'est pas le propos - c'est que je crois que, de toute manière, cette affaire ne doit pas se prendre à partir de la psychologie et qu'il faut répondre aux faits par des faits, aux intentions par des intentions.

C'est effectivement à partir de cette démarche, aussi réaliste que possible, qu'il faut apprécier la menace.

Enfin, la nécessité de la défense ne doit pas être, à mon avis, appréciée seulement par rapport à la perception des menaces militaires. La perception des menaces militaires est une chose vitale, très importante ; c'est la perception d'une réalité qui évolue nécessairement. La perception de la nécessité de la défense doit être aussi appréciée par rapport à son importance politique comme une dimension nécessaire, absolument nécessaire de la capacité de se déterminer soi-même. C'est la raison pour laquelle il serait temps d'admettre que la seule manière de donner un sens, en Europe, à la notion du "burden sharing" (partage du fardeau) est de donner consistance à une conception européenne de la défense de l'Europe, étant bien entendu que le partage des charges comporte celui des responsabilités.

Henri FROMENT-MEURICE

Deux remarques brèves :

La première rejoint d'une certaine manière le dernier propos de M. Motchane : c'est le lien qui tend à s'établir entre la construction de l'Europe et la perception de la menace soviétique. Je crois qu'il y a un certain danger à établir un parallèle trop étroit entre les deux choses.

Nous courons alors un certain risque : celui de justifier la nécessité de faire l'Europe par la menace soviétique et de nous faire dire que cette menace disparaissant, diminuant, du coup la nécessité de faire l'Europe risque de diminuer.

Nous ne faisons pas l'Europe contre l'URSS ou à cause de l'URSS. Nous faisons l'Europe pour des raisons intrinsèques qui tiennent à notre projet européen qui date d'il y a longtemps. La menace soviétique a joué un rôle d'accélérateur, bien entendu, mais nous ne devons pas nous laisser piéger en quelque sorte par ce lien.

Notre projet dépasse de beaucoup l'actualité conjoncturelle d'une menace soviétique qui évolue, qui peut être hier militaire, demain politique. Notre projet dépasse donc cette perception de l'URSS telle qu'elle est aujourd'hui.

Je voudrais dès lors mettre en garde contre cette tendance dont le résultat est que, pour justifier parfois ce que nous croyons tous nécessaire, c'est-à-dire la pour-

suite de la construction européenne, nous pouvons avoir un certain intérêt à déclarer que l'Union Soviétique ne change pas et que la menace subsiste telle qu'auparavant, alors que, de toute évidence l'Union Soviétique change.

Voilà ma première remarque.

Ma deuxième remarque concerne ce qu'a dit M. Markus Berger.

M. Markus Berger a développé un schéma de construction du pilier européen de défense. Il l'a construit sur l'UEO, ce qui est tout à fait justifiable. C'est un moyen comme un autre de développer un pilier européen de défense.

Il a accompagné cela de propositions, qu'on a déjà vues mais qui sont intéressantes, de réforme du commandement atlantique, en donnant le commandement à un Européen.

Je dirai que, pour ma part, toutes ces propositions de caractère institutionnel, tout à fait intéressantes, ne me paraissent pas très réalistes aussi longtemps que nous sommes en présence de concepts stratégiques aussi différents que le concept de l'Alliance d'un côté, et celui de la France de l'autre. Je ne crois pas qu'il serve à grand-chose de construire des institutions si on n'est pas décidé à avoir une politique commune. Toute l'histoire de la Communauté c'est d'avoir fait cheminer ensemble des institutions et des politiques communes. Si l'on fait les institutions sans avoir la volonté d'avoir une politique commune, je crains, pour ma part, qu'on aille simplement ajouter un cadre nouveau à un autre.

Nous venons de créer un Conseil de Défense franco-allemand ; c'est très bien, mais je ne vois pas que, jusqu'à présent, cela ait entraîné des modifications sérieuses dans les conceptions stratégiques de l'un ou l'autre des deux partenaires. Aussi longtemps que la France gardera le concept stratégique qu'elle a, aussi longtemps qu'elle ne voudra pas évoluer sur ce concept stratégique, je doute fort que nous puissions avancer.

Est-ce que cela veut dire qu'il n'y a que la France qui doit évoluer ? Je ne le pense pas. Ce qui a été dit cet après-midi par M. de Rose et d'autres sur les problèmes que pose l'élaboration d'un concept stratégique global, prouve amplement qu'il y a des révisions d'ensemble qui sont nécessaires, mais encore une fois, je crois que dans la relation franco-allemande - et c'est le cœur du problème depuis toujours - la France a des décisions importantes à prendre.

Il est de fait que l'Allemagne est traversée de courants importants, sérieux, qui sont à prendre en considération, et que la France a beaucoup à faire pour présenter à son partenaire allemand une image de solidarité différente de celle qu'elle a aujourd'hui. Des progrès ont été faits au cours de ces deux dernières années. Je ne suis pas sûr qu'il y ait la volonté, aujourd'hui, de poursuivre dans ce sens. Ce que j'ai entendu au cours des derniers mois inclinerait plutôt à penser le contraire. J'ai plutôt le sentiment qu'après une phase où nous sommes allés un

peu au-devant de nos partenaires, nous sommes en train, de nouveau, de bétonner et de rester sur une ligne que nous savons très bien ne pas être susceptible de véritablement fournir les ingrédients du ciment franco-allemand.

Je plaiderai donc pour une évolution, et c'est alors, à mon avis, que les problèmes institutionnels pourront se poser, mais si nous n'avons pas une volonté politique de modifier un certain nombre de nos positions, je crains fort qu'alors nous restions dans le domaine de la symbolique.

Klaus HANSCH

Une première remarque : je suis un peu surpris en suivant le débat de cet après-midi.

Il donne l'impression que tout ce que nous faisons au sein de l'Alliance est fait en fonction du comportement soviétique. Cela me paraît une base un peu fragile pour une alliance des valeurs communes.

Deuxième remarque à mon ami et collègue Didier Motchane qui a parlé de découplage et de partenariat. S'il est vrai que le découplage est le résultat de l'effet nucléaire, si l'on reste dans sa logique, il y a nécessairement découplage aussi entre la France et l'Allemagne. C'est la logique toute simple de ce qu'il a dit : il faut s'en rendre compte.

Je crois que la question qui est à l'origine de notre débat de cet après-midi est une fausse question pour l'Europe. Il ne s'agit pas de découplage ou de partenariat. Il s'agit de savoir comment arriver à être un vrai partenaire pour les Etats-Unis.

Préserver l'Alliance, c'est clair, mais comment ? C'est là, je crois la question.

Pour cela, je voudrais faire quelques remarques, peut-être un peu superflues, mais quand même des remarques qui me sont passées par la tête en écoutant votre débat.

D'abord, il est clair que l'Union Soviétique, même réformée, même devenue, disons, un peu plus démocratique, restera une super-puissance sur le Continent européen qui doit être contrebalancée. C'est une donnée politique.

L'analyse qu'a faite M. de Montbrial est, je crois, un peu - je m'excuse - simpliste.

La politique soviétique n'est pas un jeu joué, une politique menée comme sur un échiquier. Ce qui a été mis en route dans ce pays et dans les autres pays de l'Est est susceptible de développer une dynamique propre qui va influencer le comportement soviétique sur le plan européen d'une part, et qui changera aussi les données de l'idéologie soviétique d'autre part. Et cela ne sera pas une question de tactique, il s'agira d'un changement de l'idéologie, parce qu'on ne peut pas faire retour aux années 50 ou 60 ou 70.

Puisque nous sommes dans une alliance avec l'Amérique et puisque nous voulons la préserver, la continuer, la renforcer, il faut la transformer.

Il nous faut une réforme de la stratégie, qui doit être adaptée à la stratégie militaire moderne comme à la situation nouvelle de l'Union Soviétique et de l'Europe de l'Est. Ce qui est nouveau ne sont pas seulement les propositions de désarmement conventionnel vis-à-vis de l'Ouest mais aussi le changement des rapports de force et des structures politiques internes à l'Est.

Deux conséquences générales :

Première conséquence : il faut créer un vrai pilier européen au sein de l'Alliance. Partons de l'UEO, mais visons aussi une Communauté européenne responsable de sa propre sécurité. Ceci va conduire les Etats-Unis à reconsidérer la taille de la présence de ses troupes en Europe. Il est mieux de s'orienter vers un nouveau rapport entre l'Europe et les Etats-Unis comme résultat d'une politique européenne voulue, que d'être confronté à un résultat non voulu par suite d'un déficit commercial et budgétaire américain.

Pour arriver à ce nouveau rapport, je considère qu'il faut se poser les questions de M. de Montbrial, c'est-à-dire :

Quelle stratégie vis-à-vis de l'Union Soviétique ? Que voulons-nous préserver ? Voulons-nous préserver l'état de menace ? Est-ce que la menace est nécessaire pour l'Alliance Atlantique ? Est-ce que nos propos sur la liberté des peuples est-européens ont été sérieux ou seulement de la propagande ? S'ils sont sérieux, il faut soutenir des changements à l'Est de l'Europe. Autrement, il n'y a pas d'alternative. Si la menace est la seule base de l'Alliance Atlantique et de notre partnership avec les Etats-Unis, c'est une base trop fragile.

Deuxième question : oui ou non à une politique de défense européenne ? Je dis "oui", mais qu'on la fasse sans arrière-pensées de souveraineté néfastes et dépassées, où les uns sont un peu plus souverains que les autres.

Si l'on veut une politique de défense européenne, je répète, qu'on la fasse, mais dans ce cas-là, il faut l'égalité de tous les Etats concernés en Europe.

Quant aux remarques de M. Rovin sur Gorbatchev et les arguments de M. Gorbatchev, lors d'une visite du Chancelier Fédéral à Moscou, je dirai que j'ai eu aussi l'occasion, l'année dernière, de parler directement avec M. Gorbatchev de l'Europe, de ce qu'il pense du développement en Europe de l'Ouest, du marché intérieur, de l'Europe de 1992, etc. Il m'a dit : "Pour nous, Soviétiques, ce qui se passe en Europe de l'Ouest, c'est un processus objectif". Il ne faut pas être expert en terminologie marxiste pour savoir ce que veut dire dans leur langage un "processus objectif" : c'est un processus qui n'est plus à influencer du dehors mais qui va continuer comme une loi historique.

Deuxième point que je voudrais mentionner : il faut

une conception européenne de la sécurité qui aille au-delà du cadre strictement militaire, cadre qui reste nécessaire mais qui n'est pas suffisant pour garantir la paix. C'est une politique de coopération entre l'Est et l'Ouest qui crée - et je le dis, volontairement - des dépendances mutuelles qui, elles, créent une structure de paix durable.

Les Etats-Unis ont besoin d'une coopération avec l'Union Soviétique pour la politique du désarmement, c'est vrai. Mais nous, les Européens, nous avons besoin de la coopération non seulement du point de vue du désarmement mais aussi sur le plan de l'économie et de l'écologie, de la recherche et de la technologie. Il nous faut une coopération constructive et complexe.

Sécurité et coopération entre Est et Ouest ne s'excluent pas ; elles sont au contraire nécessairement liées l'une à l'autre.

Comment croyez-vous que l'Union Soviétique pourrait participer à une politique d'écologie moderne, absolument nécessaire pour empêcher la destruction de notre Continent à l'Est comme à l'Ouest, sans être en possession d'une technologie de pointe, moderne et efficace ?

La catastrophe de Tchernobyl, pour ne citer qu'un exemple, est la conséquence, bien sûr, de fautes humaines, mais aussi la conséquence d'une technologie nucléaire dépassée. Nous ne pouvons pas nous accommoder d'un voisinage aussi précaire, potentiellement dangereux et menaçant pour notre santé et notre environnement. Faut-il rappeler, que pour nous, Européens Allemands, Français, Tchernobyl est à une distance de 2 h de vol seulement, tandis que Three Mile Island est à une distance de 8 h de vol, loin de nous ?

Cela montre qu'il existe des événements, des nécessités, des dangers qui nous sont plus proches que ceux qui existent en Amérique. C'est une situation qui ne se posait pas avec la même vigueur dans les années 50 et 60... sauf bien sûr pour certains pays qui ont des frontières tellement bien protégées et une souveraineté tellement intacte que les nuages radioactifs n'osent pas franchir le Rhin !...

(Cela existe aussi... Bref.)

Tout cela montre que des relations plus étroites, plus intenses et plus coopératives entre l'Est et l'Ouest, en Europe, sont plus vitales pour nous, Européens, que pour les Américains. Cela se traduit aussi bien sûr par des priorités différentes au sein de l'Alliance. L'option de la coopération, je le répète, n'est pas prise pour faire plaisir aux Soviétiques, mais parce que nous en avons besoin.

Est-ce que cela veut dire que l'Europe ou une partie de l'Europe occidentale est en train de se séparer de l'Alliance de la Communauté Occidentale en faveur d'un neutralisme, d'abord peut-être mental, et puis politique ? Je ne le crois pas. Il existe des liens économiques, scientifiques, commerciaux, culturels, personnels entre les Etats-Unis et l'Europe, qui dépassent et qui dépasseront, de loin, tout ce qu'on peut imaginer pour les années à venir entre l'Europe de l'Ouest et les Pays de l'Est,

l'Union Soviétique incluse, une Union Soviétique même qui, un jour - je ne le crois pas - serait peut-être plus démocratique qu'aujourd'hui.

Pour illustrer mon propos, je ne citerai qu'un seul chiffre : l'année dernière, ce sont plus de 4 millions d'hommes et de femmes qui, de l'Europe de l'Ouest, ont franchi l'Atlantique pour les Etats-Unis. Pouvez-vous imaginer un tel nombre de déplacements vers l'Union Soviétique, même si elle était plus ouverte qu'elle ne l'est aujourd'hui ?

Ce sont aussi des données politiques auxquelles on doit se référer si l'on parle de l'Alliance atlantique et des relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Tout ce qu'on peut s'imaginer des contacts et des échanges commerciaux, scientifiques, etc., est aujourd'hui et restera demain minimal avec l'Union Soviétique, par rapport aux échanges entre l'Europe et l'Amérique. Il y a des données fondamentales qui font qu'au-delà des besoins d'une politique adaptée aux nouvelles réalités, il y a des frictions ou des séparations, et cela est vrai pour tous les pays d'Europe qui, aujourd'hui, font partie de l'Alliance Atlantique.

Thierry de MONTBRIAL

Me remémorant la fameuse phrase de Paul Valéry : "Tout ce qui est simple est faux ; tout ce qui est compliqué est inutilisable", je pense, Monsieur le Président, que vous avez voulu me donner l'occasion de me défendre contre l'accusation d'"analyse simpliste". Je crois cependant qu'il faut énoncer un certain nombre d'idées simples. Par ailleurs, la discussion précédente soulève plusieurs questions. Même si nous n'y apportons pas de réponse immédiate, elles doivent être posées.

La première est la nature de la Communauté économique européenne. M. Henri Froment-Meurice a dit très clairement qu'il ne fallait pas définir ce projet européen par rapport aux Soviétiques, et M. Hansch est allé encore plus loin puisqu'il a dit la même chose, mais non plus cette fois-ci à propos de la Communauté, mais à propos de l'Alliance, en soulignant que ce n'est pas seulement une alliance militaire mais une alliance fondée sur des valeurs.

Ces remarques méritent une sérieuse réflexion.

En ce qui concerne la Communauté Européenne, pour une fois, je ne suis pas sûr d'être entièrement d'accord avec le point de vue de M. Froment-Meurice. L'influence - directe ou indirecte - du fait soviétique sur l'origine historique de la Communauté et sa délimitation géographique me semble non négligeable. C'est ce que j'ai d'ailleurs voulu indiquer dans mon exposé préliminaire en évoquant le risque lié à d'éventuels futurs élargissements sans avoir fait le tour de la question.

J'ai trouvé l'autre jour à Amsterdam un ouvrage de géographie sur l'Europe. Voir comment est traitée la notion d'Europe à la fin du siècle dernier est intéressant.

C'est exactement l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Au nom de quoi définirions-nous l'Europe en excluant les pays d'Europe centrale, ceux qui sont aujourd'hui classés dans les pays socialistes par un accident de l'Histoire ?

Si l'Union Soviétique subit un changement profond, - ce qui n'est pas exclu, seule l'histoire le dira dans les quinze ou vingt ans qui viennent - la géométrie, le cadre de notre Communauté peut s'en trouver complètement bouleversé.

Il y a donc à mon avis - mais c'est un point qui mérite discussion - une corrélation étroite entre les deux, et c'est bien pour cela que la question de l'élargissement - et je pense spécialement à l'Autriche qui va probablement jouer un rôle essentiel dans le processus - pose un problème auquel nous serons obligés de répondre.

En ce qui concerne l'Alliance, bien que se référer à l'Histoire paraisse parfois un peu vieux jeu, existe-t-il dans l'Histoire un seul exemple d'alliance qui ne soit pas fondée sur des considérations autres que la nécessité de faire face à une menace de type militaire ?

Ne mélangeons pas les genres. Que nous ayons un système de valeurs commun démocratique est parfaitement clair, mais une alliance militaire est fondée sur des réalités militaires. Ceci renvoie à la question fondamentale que j'ai essayé de poser et qui a été abordée de manières diverses dans les interventions : y a-t-il encore menace du côté soviétique ?

M. de Rose a été parfaitement explicite sur le plan des capacités. Il est clair que l'Union Soviétique continue et continuera encore longtemps d'avoir des capacités importantes. Pour le reste, c'est une question d'appréciation. A nous de ne pas nous tromper sur l'appréciation des risques. Mais la notion d'alliance est fondée sur un rapport de forces.

A M. Motchane - avec lequel je me trouve en fait en très large accord, je dirai que je me suis bien gardé en ce qui me concerne, d'employer les mots de "pseudo-concept" et de "concept". Volontairement, je n'ai pas une seule fois parlé de "découplage" ni de "dissuasion élargie", parce que ces mots sont chargés de certaines connotations.

Mais un certain nombre de problèmes ont été posés. On en trouve l'écho dans les propos de M. Hansch. Nous ne devons pas nous leurrer : des difficultés fondamentales nous attendent, liées notamment à la notion de souveraineté, à ce que M. Hansch appelait l'égalité ou l'équité entre les différents pays, à la question de la possession, ou non, de l'arme nucléaire.

Je voudrais aussi répondre à M. Semler sur l'Union Soviétique et la question de savoir si nous nous définissons par rapport à elle.

En exagérant un peu vos propos, si vous accordez trop de poids à la décomposition interne de l'Union Soviétique comme j'ai cru le comprendre, à ce moment là, je ne vois pas pourquoi on ferait le moindre effort.

Poussons cette logique jusqu'au bout : cela veut dire qu'il n'y a plus aucun risque d'aucune sorte ; laissons simplement l'Union Soviétique se décomposer.

Il est possible que l'Union Soviétique se décompose, nous n'en savons rien, mais je voudrais simplement dire une chose : méfions-nous des phénomènes de mode. Comme toujours, on passe d'un extrême à l'autre. Il y a quelques années, la mode était probablement à présenter l'Union Soviétique plus forte, plus monolithique qu'elle ne l'était. Aujourd'hui, on est passé à l'extrême inverse, en partie aidés d'ailleurs par M. Gorbatchev lui-même, puisque c'est précisément l'image qu'il veut donner de l'Union Soviétique, à la fois pour consommation extérieure, c'est-à-dire la nôtre, et pour consommation intérieure puisqu'il cherche à secouer son propre peuple pour essayer de le mettre davantage au travail.

Je dis simplement : restons prudents.

Peter SEMLER

Je réponds de façon assez courte à ces interventions très intéressantes ; mais tout d'abord, sur le point qu'a mentionné M. de Montbrial à l'instant, je dirai que c'est exactement le contraire de ce que je pensais.

En effet, je m'exprimais contre la mode consistant à dire que Gorbatchev est un nouveau Lénine très habile, qui fait un pas en arrière pour mieux sauter en avant, et qui, en faisant cela, confond toute l'opinion européenne et américaine, et que c'est un tacticien superbe qui continue la vieille ambition bolchevique de conquérir le monde.

Je m'oppose précisément à cette mode-là. Mais je pense que si jamais il y a de vraies difficultés en Russie, ce sera une chose très dangereuse pour tout le monde. Cela, c'est clair. Il faut donc être prudent, peut-être plus qu'en présence d'une URSS totalitaire.

Que va-t-il se passer s'il y a un vrai conflit entre les pays de l'Europe dite Centrale ou de l'Est, contre l'Union Soviétique, avec même un éclatement de l'Union Soviétique ? Cela serait un grand danger pour toute l'Europe et pour le monde.

Si la Russie est en pleine évolution et révolution, c'est encore une raison supplémentaire pour laquelle il faut être prudent !

Ce qui me surprend cet après-midi, c'est que personne n'a parlé de surmonter la division de l'Europe, thème très cher au Président de la République. Tout le monde a parlé de la menace, des questions de sécurité, mais pas de Yalta, et ceci m'étonne un peu.

Si je peux tirer des conclusions, je dirai que des trois éléments : Europe de l'Est, Communauté et Etats-Unis, ce sont les Etats-Unis qui, pour l'instant, sont le plus stables.

Nous voulons poursuivre notre politique de conti-

nuité. Nous allons dire beaucoup sur le partage du fardeau, mais cela ne signifie pas que nous sommes prêts à retirer les troupes américaines de l'Europe. Je crois que ce que l'on a connu pendant huit ans aux Etats-Unis plus ou moins va se poursuivre, surtout dans le domaine de la stratégie et de la sécurité. Il n'y aura pas de gros changements chez nous.

En revanche, ici, en Europe de l'Ouest, on est en train de construire quelque chose de nouveau. Quand je parle avec des Français ou d'autres Européens, je vois toutes les difficultés que cela entraîne. Est-ce que la Communauté, en soi, est une alliance qui n'a pas d'ennemi profond ? Je dis "communauté" parce que ce n'est pas une "alliance militaire"... si c'était l'OTAN, on pourrait dire que c'est une alliance militaire qui, par définition, doit avoir un ennemi potentiel, quelqu'un contre lequel elle doit se protéger, mais la Communauté européenne est une alliance sans un bloc opposé.

Pour notre part, nous souhaitons bonne chance à cette Europe qui se forme ; nous voulons avoir un pilier européen de défense, si ce pilier respecte la priorité de l'Alliance Atlantique qui essaie de coordonner les intérêts de tous les membres, de la Turquie jusqu'aux Pays Scandinaves. Mais un pilier européen est trop souvent conçu comme un effort des pays de l'UEO sans regard aux questions cruciales des flancs de l'OTAN.

Si la CEE est en train de se former, d'arriver à un stade nouveau, cela pose beaucoup de questions. M. de Montbrial a parlé de l'Autriche. Après l'Autriche viendra la Hongrie. Puis il y aura, un jour, la Tchécoslovaquie. Cela ne peut pas plaire tellement à Moscou. Moscou n'appréciera pas de voir toute cette Communauté s'organiser autour de ses frontières. C'est une question pour l'avenir.

Finalement, je dirai que c'est le monde dit socialiste de l'Europe qui est en pleine évolution. Si on essayait maintenant d'arriver à une estimation concrète de la menace actuelle soviétique, nous devrions constater qu'en cinq ans nous serons en face d'une autre situation à l'Est.

J'ai dit ce que je pensais de tout cela, de la définition de l'Europe jusqu'à l'Oural. Si vous prenez cette définition-là, vous avez une grande partie de cette Europe en pleine révolution qui est, en même temps, un danger et une opportunité pour cette partie ouest de l'Europe qui a fait tant de progrès depuis la Guerre.

Erwin GULDNER

Monsieur le Président, je voudrais d'abord constater qu'il ressort du débat très intéressant de cet après-midi, que sur un point tout le monde est d'accord, à savoir qu'il ne peut y avoir de sécurité européenne en dehors de l'Alliance atlantique. Or, l'Alliance prévoit une coordination des stratégies, non seulement sur le plan des armes classiques, mais aussi sur celui des armes nucléaires. Cela suppose aussi une harmonisation des

Des participants attentifs

armements. Etant donné le rapport des forces dans le monde et le coût des armements modernes, on peut difficilement envisager que, pour la défense de l'Europe occidentale, il puisse y avoir une stratégie autonome française et que la France entende être absolument maîtresse de l'utilisation de ses troupes, indépendamment de la stratégie atlantique.

On a parlé du "pilier européen" de l'Alliance. Je crois pour ma part qu'une restructuration de l'OTAN en vue de donner, pour la défense de l'Europe, une plus grande responsabilité aux Etats européens de l'Alliance permettrait à la France de réintégrer les organes militaires de l'OTAN et de jouer le rôle qui lui revient dans l'organisation d'une défense européenne commune.

La première question que je veux poser est celle-ci : qui doit prendre l'initiative d'une réorganisation de l'OTAN, afin que la France puisse de nouveau réintégrer les structures militaires et y occuper la place qui lui revient en raison de l'importance de ses forces ?

Ma deuxième question a trait à la position de la France en ce qui concerne l'utilisation des armes nucléaires. Mais avant de la formuler, je voudrais faire une courte observation sur l'intervention de M. Hänsch, qui a rappelé que l'Europe géographique comprenait aussi les pays de l'Est et laissé entendre que la construction de l'Union européenne devait comporter en même temps le règlement de nos rapports avec ces pays. Les sondages d'opinion permettent d'affirmer qu'aujourd'hui une grande majorité des Français comprend tout-à-fait les sentiments des Allemands de l'Ouest à l'égard de leurs frères de l'Est et soutient leur volonté de réunification par toutes les voies pacifiques. Quant au Gouvernement français, il défend, vis-à-vis de l'URSS, le droit de tous les peuples, à commencer par ceux de l'Europe de l'Est, de disposer d'eux-mêmes. Mais l'heure n'est pas encore venue de penser à élargir la Communauté européenne à l'Est. La réalisation d'une Union Européenne à

douze se révèle déjà trop difficile. Il faut d'abord faire de la Communauté une véritable entité politique, une puissance réelle.

Après cette digression, voici cette deuxième question. On a rappelé tout à l'heure que l'emploi, par la France, d'armes nucléaires était une prérogative du seul Président de la République et ne pouvait pas être partagée. Est-ce que, dans le plan de défense de l'Europe, la dissuasion nucléaire française peut vraiment être isolée ? Peut-on raisonnablement penser que le Président de la République française, quel qu'il soit, pourrait prendre la responsabilité de déclencher en premier (en cas d'agression avec des armements classiques) et sans entente avec les Alliés, une guerre atomique ? La thèse de la dissuasion nucléaire française indépendante n'est-elle pas, aujourd'hui, aussi irréaliste qu'une stratégie de défense indépendante de celle de l'OTAN ?

Henning WEGENER

Je suis très heureux de pouvoir intervenir dans ce débat en tant que représentant de l'OTAN-Institution.

Je crois, effectivement, que l'OTAN a un rôle à jouer dans ce débat, le sujet de cet après-midi étant les rapports transatlantiques.

Il est vrai que les institutions de l'OTAN, ses instances politiques et militaires, sont le moyen par lequel nous traitons les rapports transatlantiques. Elles sont aussi le lieu de gestion du contrat stratégique transatlantique par lequel les Etats-Unis mettent à la disposition de l'Europe et de la sécurité européenne des forces conventionnelles, et, surtout, nucléaires.

L'Alliance et une alliance militaire, c'est clair, mais aussi une alliance politique et c'est sur ce point que je voudrais mettre l'accent dans les quelques commentaires que je vais faire.

Donc, l'OTAN-Institution est le lieu de gestion des rapports transatlantiques. Je crois aujourd'hui plus que jamais que la coordination des politiques ne peut être atteinte que dans le respect des souverainetés des membres. La plus grande contribution des membres de l'Alliance aux rapports transatlantiques, à la cohésion du monde occidental, consiste à coopérer, dans tous les domaines politiques qui nous intéressent, pour mettre en valeur nos vues et arriver à une position concertée qui fait aussi notre force vis-à-vis de l'Union Soviétique.

J'aimerais évoquer deux grands courants qui animent actuellement l'Alliance et qui tranchent un peu avec le tableau relativement sombre qu'ont brossé plusieurs orateurs, notamment M. de Montbrial.

Dans l'Alliance, on travaille dans la continuité, convaincus de la valeur de nos positions, et on travaille dans un esprit de sérénité, voire d'optimisme, à la stabilité de nos valeurs communes, à la stabilité des rapports transatlantiques. M. Semler a fait un très bon plaidoyer

pour cette cause et je l'approuve pleinement.

Nous travaillons aussi à la stabilité de notre stratégie. Là, évidemment, je parle de la stratégie des 14 - l'Islande ne participe pas à la stratégie - et je ne parle pas de la stratégie de la France. Le respect de la stratégie française va durer tant que la France choisira de poursuivre cette stratégie.

Je parle donc de la stratégie de l'Alliance, donc de la totalité des autres pays, et là, il est absolument clair et hors de discussion que notre stratégie restera valide et viable dans la combinaison de moyens nucléaires et conventionnels, dans la nécessité d'avoir des armes nucléaires de toutes les portées autorisées par le Traité FNI et qui offrent des options crédibles de dissuasion, dans la nécessité, enfin, de la présence des troupes nord-américaines sur le Continent, y compris des forces nucléaires des Etats-Unis.

Cela signifie : non à la dénucléarisation de l'Europe, non à une troisième option zéro. Cela n'est pas en doute. On a, certes, des problèmes difficiles à maîtriser, mais ils concernent plutôt des détails : quand prendre les décisions de modernisation des armes de courte portée ? Quelle sera leur position ? Quel sera leur nombre ? Mais le principe est acquis et la nécessité du maintien des armes nucléaires de courte portée est formellement incluse dans les décisions de l'Alliance.

Donc, finalement : stabilité de notre doctrine politique, basée sur une défense crédible ; politique de dialogue et de coopération avec l'Est, pour tenter de surmonter la division de l'Europe. De ce point de vue, nous avons connu de très grands succès, en particulier dans le cadre de la CSCE.

Si nous voulons surmonter la division de l'Europe, cette ambiguïté de la conception de l'Europe va apparaître, c'est inévitable. Cela ne veut pas dire que nous devons ouvrir nos institutions à quiconque ; d'ailleurs, toute l'Europe a déjà, aujourd'hui, une structure, un cadre, dans la CEE et c'est très bien.

Par conséquent, nous regardons les événements qui se passent en Union Soviétique avec optimisme. Au sein de l'Alliance, nous sommes plus convaincus qu'ici du fait que le vent de l'Histoire est derrière nous, que nos valeurs ont gagné, que la faillite de l'Union Soviétique, la faillite du système centralisé, de l'idéologie sont à inscrire au crédit de notre bilan. Nous croyons d'ailleurs que le déclin du soviétisme, et par conséquent de l'économie soviétique, est fondamental, plus qu'on ne le dit ici.

Evidemment, la question de la réversibilité partielle se pose, mais les chiffres ne trompent pas et l'analyse que nous avons entreprise montre que l'Union Soviétique, même dans la meilleure des hypothèses, n'a que très peu de chances de bénéficier d'une croissance pouvant combler le différentiel majeur qui s'est établi avec les autres parties du monde, notamment avec la nôtre. Au contraire, ce différentiel va se creuser. Même dans le meilleur des cas, la croissance de l'Union Soviétique ne dépassera pas 2 % par tête, ce qui signifie, vu l'état

dans lequel elle se trouve, que le "take-off" (5) peut seulement surgir loin dans le XXI^e siècle.

Nous sommes convaincus, à l'OTAN, que cela doit avoir des conséquences sur l'élément militaire, qui va probablement régresser comme facteur important dans les rapports Est-Ouest.

Voilà, je voulais apporter une note d'optimisme, de sérénité, de calme et de conviction à l'égard de nos valeurs. Telle est l'atmosphère qui règne à l'OTAN qui s'apprête à fêter ses 40 ans.

Louis LEPRINCE-RINGUET

On a parlé des armes nucléaires. Je voudrais poser à nouveau une question simple à laquelle je n'ai jamais eu de réponse : Quand un SS 20 est détruit - on détruit actuellement certains armements nucléaires - qu'est-ce que cela veut dire ?

D'abord, il y a une charge nucléaire. Cette charge nucléaire, on la garde, on ne la détruit pas.

Le système du guidage ? On le met de côté, on ne le détruit pas, probablement.

Les éléments propulseurs, on les garde.

Alors, que reste-t-il ? La carrosserie... que n'importe quelle usine peut fabriquer en un temps-record.

Il y a donc là une certaine hypocrisie ? J'aimerais bien avoir une réponse à cette question toute simple.

Henning WEGENER

Je me sens obligé de répondre. Tout cela est indiqué dans le Traité. Seule une partie du missile est préservée : la charge nucléaire et les éléments de guidage, qui sont un ensemble électronique ultra-secret ne pouvant pas servir à d'autres armes. Tout cela sera traité et démantelé en laboratoire. Le reste sera détruit : les étages, le propergol solide, les tuyères de propulsion, les moteurs, les corps de rentrée, les équipements, plus l'ensemble du système érecteur-lanceur et même le camion, son châssis...

Le Traité prévoit des procédés extrêmement détaillés de destruction - incinération, écrasement, explosion etc. - l'ensemble des opérations se faisant sous contrôle international.

Pierre MEHAIGNERIE

Avant de donner la parole à Alain Lamassoure, je voulais, aux 4/5^e de ce débat, poser deux questions.

En définitive, la foi et la peur ont, reconnaissons-le, été à l'origine de la CEE. Aujourd'hui la peur diminue. N'en

résulte-t-il pas un risque non négligeable de dilution : dilution à l'intérieur de la Communauté, compte tenu de la divergence des intérêts, et dilution dans nos rapports avec les Etats-Unis ? Telle est ma première question.

Or, il nous appartient, à nous, hommes politiques, d'être les traducteurs de l'opinion publique européenne. D'où ma seconde question : compte tenu de nos formidables contraintes budgétaires, à la fois pour conserver nos forces et nos moyens à l'intérieur de la Communauté où nous avons des problèmes de fiscalité et, en même temps, nos exigences d'éducation et de solidarité, ne convient-il pas de freiner aujourd'hui les dépenses militaires ?

Je crois que les peuples des pays de la Communauté, y compris celui de la France, qui naguère ne mettaient pas en question l'effort financier au bénéfice du budget militaire, vont très vite modifier leur attitude. De nombreux défilés, dans les prochains mois, réclameront sans doute "moins de milliards pour les dépenses militaires, et plus de milliards pour ceci ou pour cela, les infirmières ou les surveillants de prison".

Qu'en pensez-vous ?

Monsieur Mallet ?

Jacques MALLET

Sur la première question, je voudrais dire un mot, je serai très bref :

En toute hypothèse, je crois que la Communauté Economique est une nécessité pour faire face à la compétition internationale. Aujourd'hui, les entreprises veulent faire le grand Marché, parce que, face au Japon et, tout de même encore aux Etats-Unis - Dieu merci pour le monde libre, nous sommes quand même des concurrents - face à la course des nouvelles technologies, l'Europe est une nécessité vitale, du moins l'Europe économique.

Là où commencent les difficultés, c'est lorsqu'on veut aller plus loin que le Grand Marché, car, dès lors, on retrouve les problèmes politiques.

Pierre MEHAIGNERIE

Je le reconnais. Mais dans une première étape, le fait d'être confrontés à l'opinion publique, en tant que responsables sur le terrain, nous rend sensibles au fait que les gens, avant de voir la vallée des espoirs, regardent la montagne des difficultés et des adaptations.

Seuls des pédagogues de l'avenir pourront efficacement s'opposer aux démagogues prêts à utiliser les inquiétudes, les difficultés dans un pays comme le nôtre, très marqué par ses corporatismes et la puissance de ses "lignes Maginot".

Il faut en avoir tout à fait conscience. D'où l'utilité

d'un colloque comme celui d'aujourd'hui.

Alain LAMASSOURE

Je voudrais essayer de saisir au vol la balle qui a été envoyée à la fois par M. de Montbrial et par M. Semler lorsqu'ils nous ont demandé : "Mais enfin, trouvez-vous normal qu'il n'y ait pas d'initiative prise à un niveau important en Europe ? Trouvez-vous normal qu'on ne parle pas de la division de l'Europe ?"

Je voudrais également réagir aux propos très remarquables de M. Wegener qui a prononcé les mots de "sérénité à l'OTAN" et d'"optimisme", et lui dire, pour animer le débat que ce que je ressens, pour ma part, c'est plutôt l'humiliation et l'inquiétude.

Humiliation, par exemple, lorsque, le 8 décembre 1987, à Washington, on a décidé du niveau des armements nucléaires en Europe. La décision a été prise par le Président des Etats-Unis d'Amérique et par le Secrétaire Général du Parti Communiste d'Union Soviétique. Or, il s'agissait d'armes qui, toutes, étaient basées en Europe de l'Ouest ou, toutes, menaçaient l'Europe de l'Ouest. Aucun Européen n'a participé ni à la négociation, ni à la conclusion de l'accord, ni à la signature de l'accord, ni à la vérification de l'accord ! Un Parlement a été amené à ratifier l'accord au nom d'une opinion publique : ce n'était pas le Parlement européen de Strasbourg, ce n'était pas le Parlement Français, voire un autre Parlement national auquel tel ou tel d'entre nous participe, mais le Sénat des Etats-Unis !

Moi, simple député de base français qui souhaitait dire son mot sur quelque chose qui concerne notre survie, notre avenir, la seule ressource que j'ai eue a été d'écrire une lettre au Sénat des Etats-Unis, ce qui m'a valu l'honneur de la publication dans l'International Herald Tribune et, naturellement, ç'en est resté là.

Nous avons reçu, à la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, M. Henry Kissinger quelques semaines après. Il nous a expliqué, avec le talent immense que chacun lui connaît, les raisons pour lesquelles, sur le fond, c'était un bon accord. A la suite de sa conférence, je lui ai demandé : "Est-ce que vous qui connaissez l'Europe, qui êtes resté un Européen de cœur, vous trouvez normal que les Européens aient été absents de la négociation ?" Sa réponse a été extraordinaire. Il avait auprès de lui un téléphone et il m'a dit : "Très bien, je comprends, vous souhaitez que j'appelle Monsieur Europe... Je l'appelle...", et ajouté, brandissant le téléphone : "Quel est son numéro ?"

Il n'y a pas de Monsieur Europe. Il n'y en a pas sur les questions stratégiques qui concernent notre survie.

Je citerai un autre exemple où nous avons été ridicules, disons le mot : la surveillance du transport maritime dans le Golfe arabo-persique.

Peu de temps après la réanimation de l'Union de l'Eu-

rope Occidentale, les pays membres ont envisagé de faire quelque chose pour nettoyer le Golfe arabo-persique des mines qui s'y trouvaient. Les Hollandais ont proposé une action conjointe des 6 pays de l'UEO. Refus immédiat de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie !

Après de longues négociations, on s'est mis d'accord pour dire qu'on ne se concerterait pas, et le Ministre de la Défense française, qui appartenait au Gouvernement que je soutenais à l'époque, et que j'estime beaucoup, est venu à la télévision pour dire : "Oui, il y a dans le Golfe des dragueurs de mines français, anglais, belges, italiens... c'est une coïncidence... je vous donne toutes garanties que nous ne nous concertons pas !"

Je ne sais pas qui ce genre de garantie a pu rassurer ! En tant que Français, en tant qu'Européen, je n'ai pas été rassuré !

Aujourd'hui, nous avons déjà engagé de nouvelles négociations très importantes. On débat d'une éventuelle troisième option zéro - suppression des forces nucléaires à très courte portée - mais il y aura d'autres options zéro risquant de suivre après : désengagement des troupes américaines qui ne seraient plus protégées par des forces nucléaires américaines, réduction des forces stratégiques nucléaires nationales, françaises et anglaises, etc.

Nous risquons de nous trouver, du jour au lendemain, devant une initiative de M. Gorbatchev tendant à abattre le mur de Berlin ou toute autre initiative spectaculaire. Nous nous retrouverons, nous, Européens, démocrates, pacifiques dans la situation extraordinaire de craindre les propositions de désarmement faites par l'adversaire ! Pourquoi ? Parce que nous ne sommes même pas capables de nous mettre d'accord entre Européens, pour commencer à discuter ensemble des problèmes dont nous débattons ce soir entre experts, mais dont nos hommes politiques ne veulent pas débattre.

Je me permets, en terminant, Monsieur le Président, de faire une proposition concrète, car dans cette affaire, nous sommes devant une faillite des politiques, de nos grands responsables politiques en Europe qui se livrent à un sorte de vaudeville en multipliant les rencontres bilatérales et en refusant de se voir et de parler des problèmes sérieux à plus de deux.

Le Président de la République française va voir le Chancelier allemand. Ils se rencontrent, se congratulent. Ils vont à Verdun, ils se font photographier la main dans la main. Hourra !

Ensuite, le Président de la République va voir le Premier Ministre anglais. On se rencontre, on se congratule un peu moins, mais on décide d'avoir des relations bilatérales. Les Anglais rencontrent ensuite les Allemands, etc. C'est un vaudeville. Comme dans Feydeau, on ne se rencontre jamais entre partenaires qui devraient se rencontrer ensemble !

Mon sentiment, ma conviction est que nous devrions commencer à avoir une rencontre sérieuse, non plus simplement à deux mais à trois, au point où nous en

sommes arrivés de la construction européenne. L'excès de bilatéralisme franco-allemand, quelle qu'en soit la nécessité par ailleurs, finit par être un frein à la construction européenne.

Nous avons, cette année, deux occasions possibles et deux partenaires possibles qui peuvent en prendre l'initiative. A l'heure actuelle, c'est le Premier Ministre britannique qui, jusqu'au 1^{er} juillet prochain, préside l'Union de l'Europe Occidentale. Qu'il prenne l'initiative d'inviter le Président de la République Française et le Chancelier d'Allemagne, et qu'ils décident, ensemble, d'en parler. Et puis, au deuxième semestre de cette année, c'est la France qui assurera la présidence de la CEE, et même si celle-ci n'a pas aujourd'hui de compétence en matière de défense, c'est une autre occasion, une autre possibilité. Quoi qu'il en soit, je pense que nous devrions unir nos efforts pour faire pression sur nos politiques, de manière qu'enfin ils commencent à en parler !

M. John Yochelson, Vice-Président du "Center for strategic and international studies" de Washington, n'ayant pu participer, comme il l'avait souhaité au Colloque Europe - Etats-Unis, a bien voulu nous adresser une communication écrite que nous publions ci-après.

Les intérêts américains pour 1992

John YOCHELSON

L'apparition récente d'un élan puissant vers un marché unique européen a surpris de nombreux Américains. Des années de proclamation d'un malaise par les Européens eux-mêmes avaient convaincu beaucoup de gens aux Etats-Unis de ce que le marché commun avait perdu à la fois sa cohésion initiale et son sens de l'avenir.

Rétrospectivement, il apparaît que les forces en mouvement pour l'Europe de 1992, qui sont nées dans la dernière décennie, auraient dû être reconnues plus tôt. En premier lieu, la création du Système Monétaire Européen (SME) en 1979 a favorisé une mesure significative de convergence économique autour du Deutsche Mark. En second lieu, des gouvernements à la fois conservateurs et de centre gauche dans la Communauté ont commencé à se tourner de plus en plus vers les forces du marché pour revitaliser leurs économies nationales. En troisième lieu, la compétitivité déclinante de l'Europe sur les marchés mondiaux, notamment dans le domaine de la haute technologie, par rapport aux Etats-Unis et au Japon, a suscité des pressions croissantes pour une réponse communautaire. En quatrième lieu, la recherche d'une identité politique forte de l'Europe de l'Ouest a été reprise par une nouvelle génération de dirigeants politiques.

Le retard américain à saisir ces nouvelles réalités n'a pas signifié un manque d'intérêt de la part des Américains pour l'Europe au cours des années 80. Il signifie plutôt que les hommes politiques américains se sont moins polarisés sur la crainte de l'Europe et de ses aspira-

tions dans le domaine économique qu'ils n'ont été absorbés par les problèmes de la sécurité européenne. A la fin des années 80, le défi central était de répondre à la production massive des forces nucléaires soviétiques dirigées contre l'Europe de l'Ouest. Quand, de manière inattendue, Gorbatchev a accepté en 1986 l'élimination des forces nucléaires de portée intermédiaire, le défi est passé de l'ajustement à un nouvel équilibre militaire à une nouvelle phase de détente diplomatique avec les Soviétiques.

Les changements qui ont eu lieu à la fois sur les fronts économique et militaire - et leur évidente interconnexion - appellent une réflexion systématique sur l'avenir de l'Europe et son impact sur les relations atlantiques. Tenter d'estimer où ira l'Europe dans les années 90 est un exercice incertain. Aucune conclusion définitive ne peut encore être tirée au regard de l'achèvement du marché intérieur et de ses implications. Des tensions entre les capitales nationales et la Commission des Communautés européennes restent non résolues. Aucune vision politique claire pour une communauté économique intégrée n'a encore été définie. Mais ces incertitudes soulignent le besoin de définir les intérêts américains et une nouvelle vision américaine.

Les Américains ont un énorme intérêt au succès de 1992 pourvu que la création du marché unique aide au resserrement des relations commerciales, développe une approche de coopération à l'égard des problèmes économiques globaux et préserve des liens étroits en matière de sécurité. Il y a, de ce fait, beaucoup de raisons d'espérer, mais aussi des motifs de préoccupation dans chacune de ces dimensions.

La dimension commerciale. Le commerce et l'investissement ont clairement permis d'approfondir les bases de l'interdépendance entre les Etats-Unis et l'Europe au cours des deux dernières décennies. Les exportations américaines de biens et de services vers la Communauté européenne sont huit fois plus importantes qu'elles ne l'étaient en 1970, progressant de 19 % à 24 % de l'ensemble des exportations américaines. Pendant la même période, les investissements directs des Etats-Unis en Europe ont été multipliés par 10, passant de 15 à 40 % de l'ensemble des investissements directs américains à l'extérieur. Les ventes de filiales américaines dans la Communauté dépassent chaque année 300 milliards de dollars. Si l'on prend en compte les exportations, les investissements et les ventes de filiales européennes sur le marché américain, on peut parler en réalité de relations de l'ordre de 3 000 milliards de dollars.

En principe, le marché unique devrait continuer à approfondir ces relations en créant des opportunités à la fois d'exportations et d'investissements. Dans la pratique, cependant, les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Europe sont devenues de plus en plus conflictuelles :

- Les exportateurs américains ont exprimé la crainte de plus en plus vive que leur accès au marché puisse être

restreint en vue de permettre à l'industrie européenne de capter les bénéfices d'une Communauté intégrée. Des restrictions pourraient leur être appliquées à travers des quotas, des exigences de "contenu local" ou le développement de standards techniques qui favorisent les fournisseurs basés en Europe. L'intérêt des Américains est de limiter ce genre de protectionnisme sélectif.

- Les compagnies américaines établies en Europe se demandent si elles seront traitées de la même manière que les firmes européennes et si elles auront un accès équivalent à l'expansion du marché. Bien que le Traité de Rome déclare de manière spécifique que les compagnies établies dans la Communauté européenne devraient être reconnues comme européennes, certaines déclarations antérieures et certaines actions des dirigeants de la Communauté européenne donnent à penser qu'il pourrait y avoir des distinctions entre les compagnies d'origine européenne et celles de pays tiers. L'intérêt des Etats-Unis est de prévenir une telle différence de traitement.

- Les conflits dans le domaine agricole ont eu un impact étendu et négatif sur les relations commerciales en général. L'érosion des parts de marché des Etats-Unis en Europe, les récriminations contre les subventions agricoles et l'intensification de la concurrence sur les marchés des pays tiers ont eu une importance qui a excédé grandement les chiffres en cause. Du point de vue américain, le problème central est de savoir si 1992 facilitera ou empêchera les ajustements structurels dans le secteur agricole.

- Le commerce, les transferts de technologies et les relations financières avec le bloc soviétique pourraient déclencher d'autres discordes. Là où les Etats-Unis ont donné la priorité à la dimension stratégique de telles relations et ont adopté une position réservée, tant la Commission que les Etats membres se sont montrés plus optimistes et plus enclins à nouer des relations Est-Ouest sur une base commerciale. L'intérêt des Etats-Unis réside dans une approche occidentale commune envers les économies à planification centrale.

- Le succès de 1992 implique une compétition globale plus intense, particulièrement dans les biens de haute technologie et dans les services. Une plus grande compétitivité européenne est, en fin de compte, de l'intérêt des Etats-Unis, mais elle accroît la pression sur les Etats-Unis pour mettre de l'ordre dans leurs propres finances publiques, améliorer la qualité de leurs ressources humaines et augmenter leur productivité.

Une coopération économique globale. Si l'on regarde au-delà de leurs intérêts commerciaux directs et immédiats, les Etats-Unis ont un intérêt fondamental au renforcement de la coopération avec la Communauté sur différents fronts : pour contribuer à la réduction du déficit américain par le moyen de politiques de croissance économique et de coordination des taux de change ; pour renforcer le système commercial multilatéral, pour prendre des initiatives communes en ce qui

concerne la dette des pays en voie de développement, les menaces sur l'environnement et d'autres problèmes globaux.

La stratégie économique internationale des Etats-Unis ne peut pas se réussir sans une coopération avec l'Europe. En conduisant une politique de relance économique globale depuis 1983, les Etats-Unis ont accumulé un déficit des paiements courants de 700 milliards de dollars et ont vu leur position passer de plus grand créateur du monde à celle de plus grand débiteur. Le moyen le moins pénible pour les Etats-Unis de mettre fin à ces déséquilibres passe par une croissance soutenue dans les économies industrialisées, par la reprise de la croissance dans les pays en voie de développement et par un système de commerce multilatéral qui assure des marchés mondiaux ouverts. Du point de vue des Etats-Unis, l'espoir est que 1992 contribuera à ces objectifs globaux. Leur crainte est que le marché unique replie la Communauté européenne sur elle-même et accélère la division de l'économie mondiale en blocs régionaux.

La coopération stratégique

Indépendamment des résultats de 1992, l'Alliance Atlantique est confrontée à un défi difficile dans les années à venir. Les contraintes sur les ressources disponibles pour la défense vont se renforcer aux Etats-Unis, faisant resurgir l'éternelle question du partage du fardeau des dépenses militaires. Un consensus entre les Etats-Unis et l'Europe reste à forger pour donner une réponse appropriée au contrôle des armements proposé par Gorbatchev et à ses ouvertures diplomatiques. De même au delà de l'aire de l'Alliance des réponses doivent être apportées aux problèmes du Moyen-Orient.

Le problème central est de savoir comment 1992 affectera la dynamique de ces défis.

Un scénario optimiste voit dans la création du marché unique le processus le plus réaliste pour développer le pilier européen de l'Alliance Atlantique. Un partenaire européen économiquement dynamique, confiant en lui-même, est précisément le seul qui puisse aider à ajuster les relations atlantiques aux réalités des années 90 de la manière la plus constructive.

A l'opposé, il est également possible que 1992 apporte des tensions supplémentaires dans les liens de sécurité transatlantique. Il y a des raisons de craindre que le marché unique soit économiquement replié sur lui-même et que son identité politique se définisse en prenant ses distances à l'égard de la diplomatie américaine.

Il est clair que le développement de la Communauté européenne dans la perspective de 1992 ne peut pas être considéré simplement dans ses propres termes ou simplement comme un exercice économique. Tant que les institutions clés n'auront pas les mêmes membres - l'Europe de l'OTAN ne comprend pas l'Irlande et la Communauté économique ne comprend pas la Norvège, la Turquie, ni l'Islande - l'interconnexion des problèmes économiques, politiques et militaires ne pourra être refu-

sée, que ce soit à l'intérieur de l'Europe, ou dans les relations avec les Etats-Unis. Par conséquent, comme cette année magique nous y invite, les relations transatlantiques devront être, de façon croissante, traitées ensemble dans tous les domaines.

Jean FRANÇOIS-PONCET

Vous m'aviez chargé de tirer quelques conclusions de notre réunion. Je devais partager cette tâche avec M. Méhaignerie. Malheureusement, il a dû partir. Je me chargerai donc seul de cette lourde tâche.

S'agissant des rapports transatlantiques, il y a deux approches possibles.

L'approche angélique qui consiste à dire : N'exagérons pas. Des tendances négatives existent... mais elles relèvent souvent de l'outrance verbale qui ne reflète pas l'attitude des gouvernements...

Les industriels américains eux-mêmes, quand on les rencontre, applaudissent au marché de 1992. On parle beaucoup de protectionnisme américain, on le voit à l'œuvre ici et là. Mais il est loin d'être galopant.

Les Etats-Unis restent attachés au GATT. Le Gouvernement américain fait ses meilleurs efforts pour que la négociation engagée puisse aboutir.

L'approche "catastrophique" souligne les rebondissements possibles de l'affaire agricole, mauvaise et politiquement empoisonnée ; ceux de l'Airbus, qui ne demandent qu'à démarrer, l'engrenage dangereux des "rétorsions" dont on sait où elles commencent mais jamais où elles s'arrêtent. Il y a une dérive des psychologies. Les tentations vers l'Est et l'attraction que la "Maison Commune" européenne exerce sur nos partenaires européens ; le tropisme "pacifique" et extrême oriental des Etats-Unis.

Ces deux approches ont été défendues au cours de notre débat, quoique avec beaucoup de modération. Il convient, je crois, de retenir cette note de modération et de se tenir à égale distance des extrêmes. Européens et Américains devront faire preuve de calme, d'esprit constructif et éviter de mettre le doigt dans un engrenage de rupture. Ce sera ma première conclusion.

Deuxième conclusion : les relations transatlantiques vont beaucoup évoluer, parce que l'environnement mondial qui les conditionne se transforme rapidement.

La principale transformation concerne l'Est. Des différences d'appréciation sont apparues concernant la nature et l'avenir de ces changements. Il y a les optimistes et les pessimistes.

Une distinction judicieuse a été faite entre ce qui se passe à l'intérieur de l'Union Soviétique et sa politique extérieure, notamment en ce qui concerne l'Europe.

C'est M. Hansch qui a dit : "l'Union Soviétique sans le communisme reste une super-puissance". Il a raison. Rien ne permet de penser que les objectifs de l'URSS concernant l'Europe ont changé : départ des Améri-

cains, hostilité à l'union politique et militaire de l'Europe.

Il reste que l'évolution de l'URSS à l'intérieur et à l'extérieur est évidente et constitue un phénomène de grande portée, qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du désarmement ou des conflits locaux au Cambodge et en Afrique méridionale.

De ce fait, la perception de la menace soviétique dans l'opinion a beaucoup diminué ; en République Fédérale, elle a disparu. Or ce sont les perceptions qui façonnent les politiques !

Une telle mutation aura facilement des conséquences sur les relations entre les Etats-Unis et l'Europe.

J'en viens à la question que posait tout-à-l'heure M. Méhaignerie concernant la construction européenne pour y faire une réponse un peu différente. Mon sentiment est que la construction de l'Europe est aujourd'hui assez largement indépendante de la menace soviétique. L'Acte Unique, l'échéance de 1992, ont leur propre dynamique. Cela ne veut pas dire que le changement, à l'Est, et la "Maison Commune", ne puissent compliquer les choses. Il ne faudrait pas, par exemple, que s'accrédite la thèse selon laquelle, unissant l'Europe des Douze, on divise la grande Europe, celle qui va de l'Atlantique à l'Oural. C'est pourquoi la Communauté doit conduire une politique active vers l'Est. C'est fondamental.

Le bouleversement à l'Est aura un impact sur les décisions du Congrès en matière de défense, notamment sur la présence des forces américaines en Europe. Il est probable qu'au cours du mandat du Président Bush, l'armée américaine verra ses effectifs réduits en Europe. Cela ne veut pas dire que les Américains retireront toutes les troupes, ni même qu'ils les ramèneront à un chiffre aussi bas que certains de ceux qui sont mentionnés.

Mais un deuxième élément jouera : l'évolution aux Etats-Unis même, en raison de facteurs budgétaires et psychologiques. Ne dramatisons pas. On a rappelé au cours du colloque que l'opinion publique américaine continue - tous les sondages l'attestent - de considérer l'alliance avec l'Europe comme la pierre angulaire de la politique étrangère des Etats-Unis.

Il y a - agissant dans le même sens - le changement de l'équilibre des forces économiques. Le monde est devenu économiquement multipolaire, même si, militairement, il ne l'est pas. Constatation qui impose un recentrage des Etats-Unis en direction du Pacifique. Nous-mêmes devons suivre, tant le Pacifique et l'Asie pèseront lourd dans le monde de demain.

Ni angélisme, ni catastrophisme, mais un contexte qui annonce des changements importants dans les relations Etats-Unis/Europe. Dans quel sens ? Des observations ont été faites ici. J'en reprends certaines.

Jacques Mallet avait posé la question : "conflit ou coopération ?". La réponse est à peu près unanimement : "conflit et coopération". Nous aurons les deux. M. Motchane a dit : "couplage et partenariat". Cela

revient au même. On pourrait raffiner : un certain découplage et un nouveau partenariat. On pourrait dire aussi : tensions sans rupture. Plus de tensions que dans le passé et un peu moins de partenariat. En tout cas, un partenariat dont les modalités évolueront assez profondément.

Autre observation faite ce matin par Pierre Hassner : tensions et partenariat ne seront pas les mêmes dans la sphère économique d'une part, dans la sphère militaire et de sécurité d'autre part.

On peut imaginer, en matière économique, que plusieurs "blocs" se dégagent à l'Ouest et traitent de puissance à puissance. C'est une situation qu'on ne peut pas imaginer dans le domaine militaire. Il ne peut y avoir de défense de l'Europe qu'au sein de l'Alliance Atlantique. Ce qui n'exclut pas qu'au sein de l'Alliance un "pilier" européen se développe.

Dans le domaine économique, la question est de savoir si le système multilatéral créé après la guerre survivra. Il est dans l'intérêt de l'Europe qu'il soit maintenu et renforcé. Il faudra longtemps avant que la Commission de Bruxelles dispose des pouvoirs dont le Congrès des Etats-Unis a doté l'Exécutif américain. L'Europe n'aura pas avant de nombreuses années les moyens et la cohésion qui lui permettront de s'affirmer dans des négociations de "bloc à bloc" avec les Etats-Unis ou le Japon. C'est une des raisons - pas la seule - de défendre le GATT. Et la France fait fausse route dans les réticences qu'elle affiche souvent vis-à-vis de l'Uruguay Round.

Sur le plan militaire, la voie à suivre est celle du "pilier européen" de l'alliance.

Mais qu'est-ce au juste ? Quelle est la position de la France, notamment en matière nucléaire ? N'ouvrons pas cette discussion, que chacun a présente à l'esprit et dont je n'ai pas le sentiment qu'elle ait beaucoup avancé depuis deux ou trois ans. La brigade franco-allemande, c'est bien. Mais c'est mince. La force de déploiement rapide, c'est plus substantiel. Mais nous restons très loin de ce que devrait être un "pilier européen de défense".

Tout finalement dépendra des Etats-Unis. Se retourner vers l'Europe en lui demandant de dépenser plus et d'assurer physiquement une part plus importante de la défense du continent ? Si oui, les Européens seront bien obligés de se pencher sur la question. L'essentiel en la matière est d'agir en étroite association avec les Etats-Unis.

Reste une dernière observation qui est importante. Elle renvoie à la constatation que le monde a beaucoup changé et qu'en conséquence, le contenu et les formes de la coopération avec les Etats-Unis vont forcément évoluer. La défense y jouera un rôle moins central. D'autres tâches, au contraire, prendront une importance croissante.

L'économie mondiale d'abord. On souligne, à juste titre, que la coopération entre les Ministres des Finances

et les Gouverneurs des Banques centrales a permis d'éviter que le krach d'octobre 1987 ne dégénère en crise. Un directoire comprenant le Japon, s'est constitué, qui a permis de circonscrire le sinistre et de relancer les économies.

Le Tiers Monde ensuite. L'Occident a des responsabilités, une politique à développer notamment vers les pays les plus pauvres. L'essentiel reste à faire.

L'Europe de l'Est, enfin. J'en ai parlé tout-à-l'heure. Je me borne à rappeler ici ce problème. D'autant qu'il est lié à un autre, celui de l'élargissement de la Communauté aux pays membres de l'AELE. Il faudra le régler autrement que ne l'ont été les élargissements précédents, retenir le principe d'un "noyau dur" définissant des relations commerciales et financières privilégiées avec ces pays auxquels des liens économiques extrêmement étroits unissent l'Europe des Douze. Sans pour autant les faire entrer dans une Communauté dont la vocation ultime est politique.

On aurait pu retenir cette formule quand s'est posé le problème anglais. La Grande-Bretagne, du temps où M. Maudling la représentait, ne demandait rien d'autre qu'une zone de libre échange. C'est le refus, par la France, qui a conduit l'Angleterre, cinq ans plus tard, à faire une demande d'adhésion, que le Général De Gaulle a commencé par refuser et que M. Pompidou a fini par accepter.

C'est le passé. Mais il est clair que pour l'Autriche et un certain nombre d'autres pays - je pense à la Turquie - c'est dans cette direction qu'il faudra chercher.

Dernière observation qui incite à l'optimisme. Il y a aux Etats-Unis une des équipes les plus responsables et les plus expérimentées en politique étrangère qu'on ait vues depuis longtemps. Elle connaît l'Europe, l'Union Soviétique. Elle ne perdra pas la tête. Cela ne veut pas dire qu'elle fera des cadeaux. Mais elle est raisonnable et responsable. C'est une chance que l'Europe doit saisir.

L'Europe de 1992 deviendra un véritable partenaire. A condition de faire des progrès vers la création d'une monnaie européenne.

La relation franco-allemande est solide, féconde, motrice pour l'Europe. Tous les bilatéralismes ne sont pas bons. Mais celui-là l'est. Et la question se posera un jour ou l'autre de savoir s'il ne faut pas que Bonn et Paris aillent beaucoup plus loin.

Voilà les conclusions que je vous propose. Je ne demande à personne d'y souscrire. Mais elles ne m'apparaissent pas en contradiction avec ce qui a été dit depuis ce matin.

(1) Effectivement, la nomination de M. Touver n'a pas été ratifiée par le Sénat.

(2) "Sonnette d'alarme".

(3) Institute of International Strategic Studies.

(4) Car l'Amérique ne laissera pas ses soldats sans bouclier atomique.

(5) Décollage.

DES ESPOIRS ET DES RISQUES

Nous avons demandé à notre collaborateur et ami Jacques Mallet de présenter une conclusion des deux Colloques : "Les deux Europes à l'horizon de l'an 2000" et "Europe - Etats-Unis : la nouvelle donne". Le premier s'étant tenu le 1^{er} décembre 1988 et le second le 7 février 1989. Nous le remercions de rappeler à nos lecteurs les derniers développements intervenus dans ces deux aspects de la politique européenne, qui sont à l'évidence interdépendants.

Quelques remarques générales, inspirées de leurs débats, me semblent utiles pour introduire une mise à jour des deux colloques publiés dans le présent numéro de *France-Forum*.

Pour l'Europe de l'Ouest, les Etats-Unis restent le partenaire majeur. C'est l'évidence du point de vue économique : les relations entre les deux Europes demeurent, à cet égard, marginales quand on les compare à celles que la Communauté entretient avec l'Amérique du Nord - ou les pays de la Communauté entre eux. C'est également vrai du point de vue politique et stratégique. Bien qu'elle ne soit plus le centre du monde l'alliance atlantique reste le cadre principal dans lequel se situe la politique étrangère de l'Europe occidentale et des Etats-Unis. Les changements en cours dans l'Europe de l'Est posent cependant à l'alliance des problèmes nouveaux.

Cette évolution est fondamentalement positive. Les faits ne révèlent-ils pas l'échec des économies administrées à planification centrale et des démocraties dites "populaires" ainsi que les faiblesses de la superpuissance soviétique et les tensions croissantes au sein de son empire ? Au contraire l'économie de l'Occident semble s'installer durablement dans la prospérité. L'attraction de la liberté s'exerce avec une force croissante sur l'Est de notre continent. A l'Ouest l'union européenne progresse rapidement depuis l'entrée en vigueur de l'Acte Unique. Les Etats-Unis eux-mêmes renforcent leur position propre et leur leadership. Si nous devons affronter des problèmes nouveaux c'est à l'Est que les défis sont les plus redoutables pour les régimes en place. Ce sont nos valeurs démocratiques, c'est notre système économique que porte le flux de l'histoire. C'est en somme à un nouvel état du monde que nous nous trouvons confrontés.

La faillite du communisme n'a plus besoin d'être démontrée. Les peuples s'en détournent chaque fois qu'ils en ont la possibilité. Le problème est maintenant de savoir *comment* les aider à en sortir, tout en restant lucides, prudents, et vigilants, car les fauves blessés - qui ont encore, comme l'Union Soviétique, toutes leurs griffes et toutes leurs dents - peuvent être les plus dangereux quand ils se sentent menacés.

Cela dit rappelons les faits. On peut les résumer en quelques mots : à l'Est du nouveau ; à l'Ouest une continuité dynamique, dans une atmosphère plus sereine, l'administration Bush ayant éloigné les risques d'orage ou de tempête.

Les réformes amorcées depuis plus de trois ans par Gorbatchev sous l'égide de la "pérestroïka" se sont accélérées. Au mois de mars l'élection du congrès des députés, qui doit tenir bientôt une nouvelle session, a suscité, à l'intérieur même du parti communiste, une opposition qui s'est exprimée avec vigueur. Un grand nombre "d'apparatchiks" ont été balayés. Aux élections régionales, qui commenceront à l'automne, beaucoup d'autres connaîtront sans doute le même sort.

Dans la société soviétique des forces de contestation commencent à se manifester, qui ne se réduisent plus à la seule intelligentsia. Un fait a valeur de symbole : la publication de l'archipel du Goulag de Soljenitsyne. Les changements sont d'une telle ampleur qu'on ne peut les attribuer à une manœuvre machiavélique, destinée à tromper et à désarmer l'Occident. Le réalisme nous commande d'encourager cette évolution.

Toutefois ce début de démocratisation politique est encore très fragile. Les résistances de la "vieille garde" - incarnée par Ligatchev - n'ont pas désarmé. Elle semble aujourd'hui se renforcer et même s'étendre à la faveur des difficultés qui s'amoncellent. La réforme économique est toujours en panne (1). Les pénuries persistent voire s'aggravent. Le mécontentement populaire grandit. Encore n'est-ce pas le danger le plus grave. Il vient de la crise des nationalités, qui pourrait conduire à l'éclatement de l'empire. Pour ne retenir que deux exemples, le pouvoir soviétique a du envoyer la troupe en Azerbaïdjan, où la situation est proche de la guerre civile. Et, face à l'irrédentisme des pays baltes, le Comité central a du, le 26 août, réagir très fermement. Devenu Chef d'Etat, Gorbatchev a certes renforcé son pouvoir en modifiant le fonctionnement du Comité central. Energique, intelligent, convaincu qu'il n'y a pas d'alternative à son entreprise de rénovation, il a su jusqu'ici manœuvrer avec beaucoup d'habileté, tirant même parti des obstacles, notamment de la grève des mineurs. Mais l'accumulation des problèmes, que ses adversaires attribuent à la pérestroïka, ne va-t-elle pas bientôt le mettre dans une situation périlleuse ?

Qu'advient-il si le Premier Secrétaire du parti ne peut apporter aux soviétiques, dans les années qui viennent, une amélioration sensible de leurs conditions de vie, si d'autre part le plénum du Comité central - qui devait tenir à ce sujet une session spéciale le 19 septembre - ne parvient pas à définir une politique capable de maîtriser l'explosion des

mouvements nationalistes et des conflits ethniques ?

Dans ces conditions l'Union soviétique ne paraît plus en mesure actuellement de dicter sa loi aux pays satellites, ni pour s'opposer aux innovations "révolutionnaires" de la Hongrie et de la Pologne, ni pour empêcher d'autres États de l'Est de bloquer la perestroïka. Les "gérontes" de Pankow ne sont pas éternels...

C'est en Hongrie que l'évolution a été la plus rapide. Ce pays se dirige à grands pas vers un système de multipartisme et fait l'apprentissage difficile de l'économie de marché. Le rideau de fer ayant été abattu entre la Hongrie et l'Autriche on assiste aujourd'hui à un exode massif d'allemands de l'Est en République fédérale via Budapest, qui a réveillé la "question allemande".

C'est en Pologne qu'est intervenu l'évènement le plus spectaculaire. Tirant les conséquences de son échec électoral, le Général Jarulezki a, le 24 août, chargé un dirigeant de Solidarnosc de constituer le gouvernement. Certes Lech Walesa avait au préalable rassuré les Soviétiques sur l'appartenance de la Pologne au Pacte de Varsovie. Certes des ministères importants - l'Intérieur, la Défense et le Commerce extérieur - ont été confiés à des communistes, Solidarnosc assumant pour sa part la responsabilité redoutable de la politique économique et les affaires étrangères. Certes le Général Jarulezki garde la haute main sur l'armée et les forces de sécurité. N'importe. Pour la première fois depuis 40 ans à l'est de l'Elbe un Premier ministre non communiste tient les rennes d'un gouvernement dominé par ses amis politiques. Situation sans précédent, qu'on peut sans exagération qualifier d'évènement historique.

Pris en tenaille entre l'hostilité sourde de la bureaucratie les contraintes d'une situation économique désastreuse qui exigeront des décisions impopulaires, et l'impatience d'un peuple abreuvé de sacrifices, proche de l'exaspération, M. Mazowiecki s'attaque à une tâche presque impossible. Pour réussir il aura besoin de faire état de résultats concrets au cours des six prochains mois, ranimant l'espoir d'un avenir meilleur. Ce qui revient à dire qu'il ne pourra réussir sans une aide extérieure importante et rapide. Déçue par les États-Unis, la Pologne se tourne vers l'Europe, et d'abord vers l'Allemagne, dont les milieux économiques se montrent peu empressés. Un échec de M. Mazowiecki aurait des conséquences qui iraient bien au delà de Varsovie. Il est donc de l'intérêt de l'Europe de répondre à cet appel. Au Sommet de l'Arche la Commission européenne a été chargée de coordonner l'aide des pays industrialisés, mission malaisée aux résultats jusqu'ici modestes (une aide alimentaire d'urgence) (2).

Bien entendu nous ne pouvons qu'aider ces pays à s'aider eux-mêmes. Il est clair que l'aide extérieure resterait vaine si elle n'était pas accompagnée de réformes profondes, radicales. Il est clair également que les réformes politiques devront aller de pair avec les réformes économiques, instaurant une économie de marché. Efficacité de l'économie et démocratisation de la société sont indissociables. Autrement dit est-il possible de changer le système sans changer de système ? Le système est-il réformable ?

C'est aujourd'hui encore sur des interrogations que nous laisse l'histoire récente de l'Est européen. Un retour pur et simple au "bon vieux temps" apparaît improbable, sinon impossible. Au-delà d'un certain seuil, l'évolution des esprits et des sociétés, beaucoup plus avancée dans la plu-

part des pays d'Europe centrale et orientale qu'en Chine populaire, devient irréversible. Rien ne sera plus comme avant, même si des temps d'arrêt, voire des reculs, ne peuvent être exclus. Ces contradictions pourraient déboucher sur une situation cahotique.

Voilà ce que l'on peut dire sur les évolutions en cours à l'Est. A l'Ouest le paysage, plus paisible, n'appelle pas d'aussi longs commentaires.

On constate d'abord que l'administration Bush s'est affirmée avec beaucoup de compétence, de réalisme et de savoir faire. Le Président atteint actuellement des sommets dans les sondages de popularité aux États-Unis. L'économie américaine semble avoir réussi jusqu'à présent un atterrissage en douceur, évitant le double écueil de la surchauffe et de la récession, encore que les déficits budgétaire et commercial, en voie de réduction, soient loin d'être maîtrisés. Enfin et surtout Bush, qui connaît bien l'Europe, a su prendre en temps utile, dans un esprit de "partnership", les initiatives nécessaires pour surmonter les divergences susceptibles de menacer la cohésion de l'Alliance atlantique.

Il l'a fait d'abord dans le domaine commercial, en assouplissant la position américaine dans les négociations de l'Uruguay round. Ce qui a permis d'aboutir, au mois d'avril, à un accord de principe à Genève sur les quatre points en litige, en particulier sur l'agriculture. Cela ne signifie pas qu'en 1990 les négociations en la matière seront faciles. Mais le climat des négociations a changé. La guerre de l'Airbus n'a pas eu lieu, et s'il reste encore des sujets d'affrontement, tels que les quotas télévisuels et le "contenu local", aucun ne paraît de nature à provoquer une crise grave. On ne craint plus guère aux États-Unis la "forteresse européenne".

En second lieu, au Conseil de l'OTAN à Bruxelles, au mois de mai, le Président Bush a présenté des propositions audacieuses pour le désarmement conventionnel, subordonnant à leurs résultats d'éventuelles négociations sur les armes nucléaires à courte portée. Ce qui a permis d'éviter dans l'immédiat un conflit avec l'Allemagne occidentale. Ces propositions ont mis les Soviétiques dans l'embarras.

L'URSS ayant toujours pour objectif la dénucléarisation de l'Europe, tout donne à croire que Gorbatchev cherchera à relancer cette querelle, par exemple à l'occasion des négociations difficiles sur le désarmement conventionnel, qui ont commencé le 7 septembre. Enfin, si la perestroïka continue à se développer, la "maison commune européenne" risque de troubler l'opinion allemande. Une "maison commune" avec l'URSS ?

Ces dernières considérations nous incitent à tempérer quelque peu l'optimisme que nous avons exprimé au début de ce propos. La situation actuelle recèle à la fois des espoirs et des risques, mais, croyons nous, plus d'espoirs que de risques. Il faut, par une, "ost politik" commune, saisir les chances d'une évolution historique inédite, imprévisible, mais riche de possibilités pour la liberté et pour la paix sur notre continent.

Jacques MALLET
(12 septembre 1989)

(1) Gorbatchev vient d'annoncer un programme extraordinaire d'assainissement de l'économie.

(2) Un accord de commerce et de coopération, sur le modèle hongrois, vient d'être conclu entre la CEE et la Pologne.

POLITIQUE AGRICOLE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET VALORISATION DE L'ESPACE RURAL

par Robert TOULEMON

Parmi les questions que pose l'avenir des politiques européennes, la cohérence des objectifs en matière agricole et environnementale est l'une des plus difficiles et des plus importantes pour la France.

Novation essentielle, l'Acte unique a non seulement fait de la protection de l'environnement l'un des objectifs de la Communauté Européenne, mais encore il a stipulé, fait exceptionnel que l'on ne retrouve dans aucun autre domaine, que "les exigences en matière d'environnement sont une composante des autres politiques de la Communauté".

La France, disposant du plus vaste espace agricole utile de la Communauté, est particulièrement concernée par ce problème. Pour elle, comme pour les Pays-Bas ou l'Irlande, mais à la différence du Royaume-Uni, de l'Allemagne ou même de l'Italie, l'agriculture demeure un élément essentiel de son économie qui contribue de manière significative à l'équilibre de ses comptes extérieurs. La recherche d'une cohérence entre les deux politiques ne peut être envisagée, du point de vue français, dans une direction qui conduirait par exemple à sacrifier la productivité agricole de la nature.

Un colloque (1) auquel ont pris part le Ministre de l'Agriculture, le Secrétaire d'Etat à l'environnement, le Président de la FNSEA ainsi que le Directeur général à l'environnement à la Commission européenne a permis de dégager entre administrations de l'agriculture et de l'environnement, entre représentants des agriculteurs et défenseurs de l'environnement un large consensus sur le constat. Des incertitudes demeurent en ce qui concerne les conséquences à en tirer au plan national comme au plan européen.

I - CONVERGENCE SUR LE CONSTAT

Le récent rapport de la FAO dénonçant le risque d'une pénurie alimentaire mondiale par suite des événements climatiques de l'année 1988 et de la désorganisation persistante de l'agriculture soviétique n'était pas connu lors du colloque. Aussi bien personne alors n'a mis en doute la nécessité d'une politique visant à ajuster la production agricole européenne aux besoins, y compris les besoins d'aide alimentaire (besoins solvables et besoins insolvables).

Cependant on a constaté que la politique des prix de la Communauté et les restrictions quantitatives imposées à la production laitière ne permettaient plus d'assurer un revenu suffisant aux agriculteurs des régions disposant

des conditions naturelles de sol, de climat ou de relief les moins favorables.

Ainsi se trouve mis en cause le maintien du modèle européen d'exploitation agricole de type familial auquel la France, de même que la plupart des pays européens, est particulièrement attachée.

Cette évolution fait peser une double menace sur l'espace rural français : l'abandon de l'agriculture dans de vastes zones (on compte déjà 4 millions d'hectares en friches, dont 1,5 de friches récentes) allant de pair avec une intensification de l'exploitation agricole dans les plaines et les vallées fertiles, avec comme conséquence l'utilisation croissante de produits chimiques (engrais, herbicides et pesticides) et différentes pollutions dont la plus inquiétante est celle des eaux souterraines.

Il existe également un large accord, encore qu'il soit relativement récent et pas absolument général pour reconnaître que le rôle de l'agriculture doit s'étendre à la protection de la nature, des sites et des paysages et à l'occupation du territoire de même qu'à l'accueil des touristes en milieu rural et qu'à ce titre la pluri-activité, longtemps défavorisée, doit être désormais encouragée, du moins dans les zones où la seule activité agricole ne suffit pas à assurer un revenu suffisant.

II - INTERROGATIONS SUR LES SOLUTIONS

Pour assurer la résorption des excédents, la Communauté Européenne s'est orientée vers différentes formes de restrictions quantitatives (quotas laitiers puis gel des terres) qui ont le double inconvénient de pénaliser les producteurs les plus efficaces et d'exiger un lourd appareil bureaucratique de gestion et de contrôle.

S'il est assez aisé de parvenir à un consensus, au moins en France, pour juger sévèrement l'ensemble de ces dispositions, la recherche de formules alternatives n'est pas facile.

Une accentuation de la baisse relative du prix des productions excédentaires, outre qu'elle serait difficilement supportable pour la majorité des exploitants n'aurait pas nécessairement pour effet de réduire les excédents. Tout au plus rendrait-elle un peu moins coûteuse leur résorption en réduisant l'écart entre prix européens et prix mondiaux.

Mais, elle ne manquerait pas de renforcer la tendance de notre partenaire allemand à multiplier les aides directes, comme il a commencé à le faire dans le cadre de l'article 19 du règlement socio-structurel de 1985 qui

autorise le versement de compensations financières aux exploitants soumis à des contraintes d'environnement. Il en résulterait une aggravation des distorsions de concurrence au détriment de nos propres producteurs.

Aussi peut-on regretter que la Commission Européenne n'ait pas eu le courage d'explorer une autre voie qui aurait permis d'aboutir au même résultat à un moindre coût : celui d'une taxation spécifique des produits chimiques utilisés par l'agriculture.

Il est vrai qu'elle n'y a guère été encouragée par les gouvernements, sans doute à cause des oppositions qu'une telle orientation était susceptible de provoquer à la fois dans les milieux agricoles et de la part de l'industrie chimique.

Cependant la taxation des produits chimiques utilisés dans l'agriculture présenterait plusieurs avantages :

- effet incontestable sur la production obtenu sans mesures de contrôle bureaucratique et sans risque de fraudes,

- réduction de la pollution des nappes d'eaux souterraines dont la qualité est déjà compromise dans de nombreuses régions, et pas seulement par la production d'origine agricole,

- non discrimination entre les différentes catégories de producteurs des différents pays membres,

- encouragement au retour à des variétés végétales moins exigeantes en engrais chimiques et moins sensibles aux maladies,

- encouragement à l'utilisation d'engrais organiques,

- élimination de l'incohérence qui consiste dans les mêmes zones à encourager l'intensification sur une exploitation et la mise en jachère dans l'exploitation voisine,

- réduction de l'écart de revenu entre les exploitations de type industriel et les exploitations de type artisanal.

La taxation spécifique des produits chimiques se heurte à deux objections, celle de l'application uniforme, celle de la compétition extérieure.

A la première objection, on peut répondre que toute solution simple a le défaut de ne pas se prêter à une adaptation aux conditions locales. C'est le prix à payer pour la simplicité.

La deuxième objection est de réfutation plus aisée. Si la Communauté décidait de taxer les intrants chimiques, elle disposerait d'un excellent argument pour justifier les "restitutions" versées aux exportateurs, qui désormais répondraient à leur dénomination.

Enfin, on observera qu'une taxation spécifique de produits polluants serait une application du principe pollueur-payeur défini par l'OCDE et repris expressément dans l'Acte unique.

Il serait de l'intérêt de la France de contribuer à éliminer une des incohérences les plus éclatantes de la politi-

que agricole commune afin d'en préserver les principes essentiels d'unité du marché, de préférence et de solidarité.

Une révision plus complète s'imposera si l'on ne se résigne pas à la désertification de plus de la moitié de notre territoire. Il est temps de tirer toutes les conséquences d'un fait désormais reconnu à savoir que le rôle des agriculteurs est aussi un rôle de service, d'entretien et d'accueil.

Ce rôle est déjà reconnu en zone de montagne et justifie l'indemnité spéciale montagne dont le coût est élevé (1,7 milliard pour la France) et dont les critères d'attribution sont parfois discutables. Lors de la séance de clôture du colloque Affeur-Coline de janvier, M. Nallet a déclaré qu'il fallait "aller plus loin et envisager des mesures nouvelles", tout en appelant à la prudence.

C'est en effet par des expériences-pilotes limitées au départ à certaines zones qu'il faudrait commencer :

- en appliquant les dispositions permettant dans des zones sensibles de compenser les contraintes liées à la protection de l'environnement (art. 19),

- en facilitant l'exécution par les agriculteurs des travaux financés par les collectivités locales, ce que ne permet pas actuellement l'article 19,

- en encourageant la pluri-activité agro-touristique; y compris sous la forme de travaux d'aménagement et d'ouverture au public de zones agricoles ou forestières.

*
* *

Indépendamment du débat difficile sur l'alternative "restrictions quantitatives - taxation des produits chimiques", il appartiendra au GEM environnement de faire avancer la réflexion sur l'ensemble des mesures, y compris fiscales et sociales nécessaires pour lutter contre la "déprise agricole" c'est-à-dire l'affaiblissement de l'emprise agricole sur les terres.

Mais une réflexion plus fondamentale me paraît s'imposer au sujet de l'avenir de notre espace rural dans l'Europe de 1993. Comment assurer avec des ressources budgétaires désormais limitées, l'avenir de notre agriculture en valorisant à la fois l'exceptionnelle beauté de nos sites et de nos paysages ruraux, de plus en plus recherchés et appréciés de nos voisins européens ? Maintenir l'attrait et la capacité d'accueil de la campagne française en visant davantage les résidents permanents ou semi-permanents que les touristes éphémères, organiser et orienter cet accueil pourrait être également une piste intéressante à explorer.

Robert TOULEMON

(1). Organisé conjointement par l'AFEUR (Association Française d'Etude pour l'Union Européenne) et le COLINE (Comité Législatif d'Information Ecologique) les 10 et 11 janvier 1989.

LA RÉHABILITATION DE L'INSURRECTION DE 1956 EN HONGRIE ET LA LÉGITIMATION DU POUVOIR ACTUEL...

par François FEJTÖ

“**V**ous parlez trop d'histoire” a reproché au directeur de l'hebdomadaire *Elet és Irodalom* (Vie et Littérature) de Budapest un lecteur du journal, à propos d'un certain nombre d'articles analysant les événements relatifs à l'insurrection hongroise de 1956 et leurs suites. Le directeur, Vilmos Farago, lui a répondu : “Je crois, au contraire, que nous ne parlons pas encore assez du passé. Nous n'avons pas assez parlé de 1956, de 1945, de 1940, de 1918 et encore plus loin, de 1867, de 1848”.

Farago a énuméré toutes les grandes dates de l'histoire moderne de la Hongrie. Il a expliqué que “pour comprendre l'impasse dans laquelle le pays se trouve, le malaise, l'inquiétude, les incertitudes actuelles à l'égard de l'avenir, il faut absolument éclaircir le passé. “Tous les grands pays se sont livrés à cet exercice, après la dernière guerre mondiale, en particulier les Allemands, dont l'élite politique et littéraire” avait tout fait pour ne pas laisser “le passé insurmonté”. La dictature de l'idéologie communiste a empêché les pays d'Europe centrale, comme d'ailleurs aussi les peuples de l'Union Soviétique, de suivre leur exemple. Aussi, tous les mouvements de contestation, depuis la mort de Staline, ont-ils commencé par reconnaître que leurs pays ont vécu dans le mensonge. En 1956, sous l'impulsion de Khrouchtchev, aujourd'hui encouragée par Gorbatchev, l'exigence la plus répandue dans les milieux intellectuels d'Europe Centrale et de l'Est est celle de faire la vérité. Dire la réalité des choses. Lassalle n'avait-il déjà pas déclaré, en réponse à la question sur ce qu'était le socialisme : “C'est dire *ce qui est*”. Les marxistes, ceux qui pratiquaient la méthode du matérialisme historique ou celle du réalisme socialiste, l'ont oublié. Au lieu de démystifier la conscience historique des individus et des nations, ils l'ont mystifiée. Ils ont substitué à la mémoire des nations et des civilisations une autre mémoire, mensongère, celle qui voyait dans l'édification du socialisme mythique l'accomplissement de toute l'histoire de l'humanité. La vérité historique a été refoulée. C'est elle qui explose à présent, orageusement, tumultueusement, en Hongrie comme ailleurs.

En Hongrie, c'est le problème de la vérité sur l'insurrection de 1956, sur Imre Nagy, qui est depuis plusieurs années au centre de la vie politique. On pourrait se demander pourquoi dans une société, en proie à une des crises économiques les plus sombres de son histoire, ces

problèmes du passé, de l'élucidation du passé prennent une telle importance. Pourquoi les mouvements contestataires et démocratiques de toutes les nuances, des nationalistes modérés organisés dans le Forum démocratique, la Fédération des Jeunes démocrates (FIDES), les sociaux démocrates, les agrariens, jusqu'au mouvement le plus radical, l'Union des Démocrates libres, - exigent avec tant de véhémence la réhabilitation d'Imre Nagy, qui a vécu et qui est mort en communiste, et celle de l'Insurrection de 1956, dont on sait qu'elle fut déclenchée et conduite presque jusqu'à son terme par des communistes dits “révisionnistes” qui ne cessaient de proclamer leur désir de conserver le caractère “socialiste” du régime et n'en sont venus à renoncer au monopartisme que sous la pression des Comités révolutionnaires et des Conseils ouvriers.

Pour comprendre la passion avec laquelle est revendiquée la réhabilitation de l'Insurrection de 1956, qualifiée pendant 30 ans de contrerévolutionnaire par les détenteurs du pouvoir, il faut savoir que ce qui est en jeu, c'est la *légitimité du régime actuel*. Celle-ci repose toute entière sur l'interprétation donnée par Kádár au soulèvement, à savoir qu'il s'agissait d'une contrerévolution fomentée par l'étranger et que par conséquent, Kádár et le noyau dur du parti communiste, notamment les policiers et les apparatchiks qui avaient tout à perdre en cas de victoire des combattants pour la liberté, avaient sauvé avec le concours de l'armée soviétique appelée à la rescousse le pays, le peuple tout entier, de la contrerévolution, de la guerre civile. Selon cette même interprétation, imposée à l'enseignement scolaire comme une vérité absolue, Imre Nagy, en se montrant prêt à partager le pouvoir avec la jeunesse en armes, avait trahi non seulement le Parti, mais aussi la Patrie. Le progrès historique et la paix civile que Kádár défendait avec tant d'adresse, légitimaient non seulement la restauration du pouvoir du Parti, mais tout le système dont héritaient ses successeurs actuels.

En revanche, si comme je l'ai dit dès 1956, dans des livres et dans de nombreux articles - je suis heureux de voir que mon interprétation est aujourd'hui partagée par la majorité de la jeunesse hongroise et même par un dirigeant du parti communiste, János Pozsgay (auquel d'ailleurs il faut bien le reconnaître, le P.C. italien a donné l'exemple) - l'Insurrection de 1956 a été une révolution authentique, la première révolution populaire

antitotalitaire et Imre Nagy un communiste, qui a fini, entre le Parti et la Patrie, par choisir la Patrie, alors le tableau change, c'est Kádár qui a trahi et son sauveur, l'armée soviétique apparaît sous son vrai jour d'instrument d'une puissance impérialiste qui est intervenue pour conserver sa domination exercée par le biais d'un parti communiste satellite et ses collaborateurs. Ainsi ceux qui demandent à présent la réhabilitation complète de 1956 et d'Imre Nagy mettent en question la légitimité du pouvoir actuel. Il s'agit donc d'un procès politique engagé par l'opinion publique, par la Nation, contre les dirigeants d'après 1956 dont elles récusent la légitimité. Et cette mise en question pourrait être poursuivie plus loin que 1956 et même que 1948-1949, date du commencement de la bolchévisation et de la satellisation de la Hongrie. Les radicaux s'interrogent même sur la légitimité démocratique du régime de coalition, mis en place au lendemain de la guerre, à l'issue des seules élections apparemment libres qui aient jamais eu lieu en Hongrie mais qui, sous la pression de l'occupant soviétique, assumaient des positions clefs au P.C. ayant obtenu 15 % des voix au gouvernement, P.C. qui paralysait toute résistance contre la déportation arbitraire du chef du Parti des Petits propriétaires, permettait à Rákosi d'appliquer sa "tactique de salami" grâce à des procès fabriqués et à des purges successives organisées par ses agents infiltrés dans des partis démocratiques. D'ailleurs dès la fin de la guerre, toutes les forces politiques démocratiques refusant de coopérer avec la coalition dirigée par les communistes étaient pratiquement exclues de la vie politique. C'est ce qu'on dit enfin aujourd'hui librement à Budapest !...

Le procès politique contre le P.C. auquel le départ de Kádár en mai 1988 a donné le signal, et qui est alimenté par des témoignages chaque jour plus accusateurs publiés par la presse et un nombre croissant d'historiens, inquiète non seulement les dirigeants en place, qui sentent le terrain glisser sous leurs pieds, mais aussi les responsables d'une opposition qui craignent que la recherche de la vérité et des responsabilités historiques ne dégénèrent en un climat violent de règlements de comptes. Aussi entend-t-on s'exprimer à Budapest des voix préconisant une amnistie générale pour tous les crimes et délits non sanglants et non directs commis depuis 1939-1940.

D'autre part, on peut constater que le problème de la réhabilitation de l'Insurrection et d'Imre Nagy est devenu un enjeu politique à l'intérieur même du parti communiste, entre le chef de l'aile réformiste, Pozsgay, qui se range publiquement du côté de la jeunesse contestataire, et l'aile centriste du parti qui n'est disposée à réhabiliter Imre Nagy qu'en tant que personne, mais pas sa politique, à partir du moment où il avait décidé de prendre la tête du mouvement patriotique, démocratique et neutraliste.

Quant aux conservateurs qu'on appelle le Parti de l'ordre, ils ont mobilisé contre la réhabilitation leurs historiens et journalistes de service qui essayent de ren-

dre crédible leur poursuite des falsifications de l'histoire, en laissant passer quelques révélations correspondant à la vérité. Ainsi, une certaine publicité a été donnée au témoignage d'un ancien "magistrat" du Tribunal populaire qui, en 1949, avait condamné à mort Lászlo Rajk et plusieurs de ses compagnons. Ce "magistrat populaire", S. Barcs a révélé (ce que nous savions déjà par d'autres sources) à savoir qu'avant même le procès public, Rajk avait été condamné par le Bureau Politique du Parti. Deux membres seulement de ce Bureau s'étaient abstenus lors du vote. Selon Barcs, Imre Nagy aurait voté le verdict de mort de son camarade. Or nous avons pu vérifier que c'était là un mensonge destiné à dénigrer celui que la nation considère comme son martyr. Car deux mois avant le Procès, Imre Nagy avait été exclu du Bureau Politique et du Comité Central - sans doute surtout à cause de son opposition au procès. Je pourrais citer d'autres exemples du procédé par lequel on tend à discréditer Nagy et les autres protagonistes de l'insurrection. Le chef du parti lui-même, Károly Grosz, n'avait-il pas dit à un journal parisien à propos de Nagy qu'il avait été depuis toujours un stalinien. Or, tous les biographes de Nagy savent que Imre Nagy était en fait un boukhariniste depuis toujours hostile à la collectivisation et à la terreur et qu'il ne devait sa survie pendant les années les plus terribles qu'au fait de vivre à l'écart de l'activité politique des exilés et du Komintern, en se consacrant aux études et à l'enseignement des problèmes agricoles. Il était cependant resté jusqu'à sa mort un communiste, il est vrai d'un type quelque peu particulier, car il était convaincu et de la compatibilité du communisme léniniste avec le patriotisme et l'humanisme, et de la réformabilité du stalinisme, grâce à un retour aux principes léninistes. Ceux qui se réclament à présent de lui, ceux qui exigent sa réhabilitation n'y croient plus. Ils vénèrent en Imre Nagy non pas l'homme du Parti Communiste, qui nommé président du conseil au début de l'Insurrection, avait pendant trois jours cru avoir affaire à des contrerévolutionnaires, qu'il avait pour devoir de combattre et de châtier, mais l'Imre Nagy qui, en dialoguant avec des insurgés, avait compris qu'ils se battaient pour une juste cause qui était aussi la sienne (1).

François FEJTO

N.B. : Exposé au Colloque de Milano du 14-15 avril 1989 sur "La crise du monolithisme soviétique 1848-1988 organisé par le Centro di Studi sull'Europa Orientale et Istituto Gramsci Emilia Romagna.

(1) Le 16 juin 1988, la "Ligue hongroise des Droits de l'homme", présidée par François Fejtő, a organisé au cimetière du Père Lachaise à Paris des funérailles symboliques pour Imre Nagy, président du gouvernement hongrois de 1956, et de trois de ses compagnons, exécutés 30 ans auparavant à l'issue d'un procès secret. Depuis lors, les corps des suppliciés ont été restitués à leurs familles et réensevelis à l'endroit même; dans la banlieue de la capitale hongroise, où en 1958 ils avaient été jetés dans une fausse commune. Des centaines de milliers de Hongrois ont assisté avec recueillement à cet ultime hommage aux martyrs de la "première" révolution anti-totalitaire, autorisé par le gouvernement communiste hongrois qui cédait ainsi à la pression de l'opinion nationale et internationale.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Jules Roy : Mémoires barbares. - **Jacques Benoît-Méchin** : A l'épreuve du temps. - **Jean Guittou** : Un siècle, une vie. - **Bertrand Poirot-Delpech** : Le Golfe de Gascogne. - **Félicien Marceau** : Un oiseau dans le ciel. - **Geneviève Dormann** : Le bal du dodo. - **Luc Estang** : Celle qui venait du rêve. - **Jean-Marie Rouart** : La femme de proie. - **Marcel Schneider** : Un été sur le lac.

Quelle chance d'être né à Rovigo en Algérie ! s'écrie M. Jules Roy dans ses *Mémoires barbares* (1). Rovigo, le paradis... Une petite ville française avec son clocher, sa mairie, son école, les cafés autour de la place, le kiosque à musique, l'image même du bonheur : Barbézieux !... M. Jules Roy aurait-il pris la plume de Chardonne pour écrire *Le Bonheur à Rovigo* ? Mais il est né au milieu d'hommes et de femmes frustes, une grand-mère, comme celle de Péguy, ne sachant ni lire ni écrire, seulement compter, mais l'Afrique noire bat aux portes de la petite ville française, mais les Arabes aux yeux fiévreux traversent la nuit à pas de loup, mais Rovigo porte un nom maudit, celui de l'assassin du Duc d'Enghien. M. Jules Roy, enfant du péché que sa naissance illégitime marque, même s'il est fier que sa mère ait préféré l'amour au mensonge, grandit dans un monde divisé où des forces brutales s'affrontent. Il n'a fait qu'entrevoir le bonheur. Fils d'un instituteur venu de l'Est et qu'on appelait le Prussien, né sur un morceau de l'Empire romain que la France a rendu à l'Occident, se sentant dès longtemps une vocation de centurion, la découvrant, l'affinant au séminaire où l'a conduit son besoin d'ordre, sa recherche d'une règle, jeune officier de tirailleurs, lecteur et disciple de Maurras, "la fleur de lys épinglée sous la vareuse, sur le cœur", il suit la voie tracée par Psichari, mais ce n'est pas au désert, c'est dans le ciel où le tirailleur devenu aviateur trouve un milieu plus pur pour parfaire sa vocation. Au dessus de la Meije, dans un grand embrasement de lumière bleue et blanche, il a entonné un jour le Magnificat. L'Occident n'aura pas de meilleur défenseur que ce chevalier qui se dit un croisé. Après avoir écrit en 1940 un opuscule qu'il déclare avoir rayé de la liste de ses Oeuvres complètes, *La France sauvée par Pétain*, il entend l'appel à la Résistance de De Gaulle, il s'engage dans la R.A.F., il va déverser de son bombardier des tonnes de phosphore et de tolite sur les villes allemandes. Pour Psichari, pour Joseph de Maistre, la guerre est toujours "divine". Le soldat est une hostie, a dit Lacordaire, il s'offre en sacrifice. Ce n'est qu'en Indochine et en Algérie que le défenseur de la civilisation se posera des questions ; alors le souvenir des grands bombardements terroristes de 1944-1945 viendra le hanter, alors il pourra écrire comme Vigny que toute guerre est maudite. "Nous sommes tous des nazis" confesse M. Jules Roy. Voilà

pourquoi il a appelé Mémoires "barbares" ce livre où il avait cru être du bon côté.

Où passe la frontière de la civilisation ? M. Jules Roy aurait pu citer cette phrase d'Henri Massis dont il fut le collaborateur à la *Revue universelle* : "Les plus redoutables des barbares ne sont pas les guerriers au visage teint que les soldats romains voyaient surgir des ténèbres de la Thuringe, du haut de leur limes. La frontière de la Barbarie et de la Civilisation n'est pas inscrite seulement sur le sol. Elle partage le cœur de chaque civilisé". N'est-ce pas pour fuir l'homme, cette moitié de barbare, n'est-ce pas pour s'échapper de lui-même, que M. Jules Roy, le tirailleur du désert, a choisi le plein ciel. Il s'est adressé dans *l'Homme à l'épée* à un "enfant de lumière" : "Pourquoi entrer dans l'aviation, sinon pour quitter le monde ?" L'avion-fusée luttant de vitesse avec la lumière invente son espace, l'homme qui le conduit crée à chaque instant le monde où il s'avance. Il est Dieu. Saint-Exupéry, dans le ciel, ne perdait pas la terre de vue. Elle lui envoyait des signaux d'amitié. De la terre torturée, M. Jules Roy, sourd à ses cris, n'a vu s'élever que les flammes de l'enfer. Il voulait quitter le monde, il rêvait de naviguer vers l'éternité où lui apparaîtrait, espérait-il, le visage de Celui qu'il n'avait pas trouvé ici-bas, mais en quittant le monde, en aspirant à la solitude orgueilleuse de l'espace, il ne faisait, après s'être vengé de lui, que s'en séparer. Il écrit, dans ses *Mémoires barbares*, qu'il n'a jamais été qu'un "séparé". Etre séparé du monde et de l'homme, c'est répondre à une vocation angélique, mais tout aussi bien à l'appel du Grand Tentateur. *Eritis sicut dei*...

M. Jules Roy, entraîné très haut, n'en est pas moins revenu sur terre, et c'est après la guerre, quand l'officier en congé d'héroïsme traînait son âme dans les besognes de la littérature comme une épée sans emploi, en participant à la vie du monde le plus vain, autour de Saint Germain des Prés. Une partie des *Mémoires barbares* est consacrée à la comédie littéraire des années 50 où M. Jules Roy a joué un rôle, où il apparaît un peu ébloui par les Mauriac, les Jouhandeau, tous ceux qui s'agitent sur des tréteaux aux lumières de fêtes insolentes et louches. Il s'est détourné de Montherlant qui ne s'intéressait pas assez à lui, il est hanté par la figure ténébreuse et lointaine de Malraux, mais dans ces chemins où s'égare, au long des pages brillantes et futiles, un ange déchu, il

rencontre Camus, et c'est le coup de foudre, c'est toute la lumière retrouvée de l'Algérie natale. Camus, dit-il, fut mon Messie. Réconcilia-t-il l'ange avec l'homme, le barbare avec le fils d'une antique et haute civilisation ? Il y a dans ce livre cruel des pages qui font du bien au cœur.

Sur la terrasse de Vézelay où il est écrit, est-ce que M. Jules Roy a enfin trouvé sa paix ? Tous les vents, tous les orages de l'Europe millénaire viennent battre l'éminence sacrée d'où sont parties tant de croisades. M. Jules Roy y prie "mademoiselle Marie-Madeleine". N'y attend-il pas au terme de sa vie tourmentée le signal d'un nouveau départ ? C'est une figure toujours en mouvement qu'il a taillée dans le fier rocher de ces *Mémoires barbares*.

*
* *

M. Eric Roussel présente les Mémoires de Jacques Benoît-Méchin. Le premier volume, *A l'épreuve du Temps* (2), s'étend de 1905 à 1940. Benoît-Méchin nous dit, dans un chapitre préliminaire, que sa vie s'est déroulée sur deux plans, "mon existence et ma destinée". L'existence, explique-t-il, n'est que "l'ensemble des événements qui jalonnent une vie et dont nous forgeons notre destinée". Mais la destinée n'est composée que de certains moments d'existence, ceux que nous choisissons et qui, pour s'y intégrer, doivent avoir un certain sens, indiquer une certaine direction, impliquer une finalité. Autant dire que nous ne pouvons faire ce choix que lorsque notre vie est terminée, ou presque, et que nous écrivons nos mémoires. C'est ce que Sartre a fait lorsqu'il a écrit *Les Mots*. Il était parti, dans ce mémorial de l'enfance, à la recherche d'un homme dont l'avenir était inscrit dans le passé et qui, récapitulant son passé, pouvait déchiffrer, dans sa vie, son destin. Il la lisait à l'envers, en la remontant, sans risque de se tromper sur son sens ni de s'égarer dans des chemins de traverse ou des voies sans issue. Benoît-Méchin a ainsi élu dans sa vie, au moment où il s'est mis à écrire ses Mémoires, quelques moments privilégiés d'existence, d'où il a tiré de quoi composer son destin, dessiner sa figure, sélectionner son essence.

Arrière-petit-fils du gouverneur de la Rhénanie sous Napoléon 1^{er}, le baron Méchin, Jacques Benoît-Méchin a eu pour père l'homme même qu'il aurait investi de cette fonction si les pères pouvaient être choisis par leurs fils. Compagnon de jeux du petit prince impérial à Compiègne, chasseur de tigres aux Indes, présenté au palais d'été à l'empereur de Chine, il avait épousé à la cour des Tsars la descendante du fondateur de l'Ordre des chevaliers teutoniques. Le drame dans lequel se résolut cette union aurait pu fournir à Barbey d'Aurevilly le sujet d'un conte diabolique. Le baron Méchin avait été frappé en Orient d'un mal mystérieux. Le souvenir que Jacques Benoît-Méchin garde de son père est celui d'un prince hautain et énigmatique, la tête ceinte d'un bandeau, portant au front, comme Guillaume Apollinaire, une étoile. Cet aventurier fastueux, ce soldat héritier des plus prestigieuses chevaleries occidentales forma son fils à

son image.

Jacques Benoît-Méchin s'est vu, tout jeune, dispenser une éducation anglaise, et c'est dans la campagne anglaise qu'il assista un jour à l'abattage d'un taureau dont le sang le recouvrit, recevant ainsi à son insu le baptême de Mithra, et c'est de la côte anglaise qu'il contempla, le jour de la déclaration de guerre en 1914, le défilé grandiose de la Home Fleet sur la mer du Nord. L'audition de la Passion selon Saint Matthieu un Vendredi-Saint pendant la guerre lui révéla sa vocation musicale. Après la guerre, l'occupation de la Rhénanie l'ouvrit à l'Allemagne et il se laissa amoureusement pénétrer de culture allemande. Entendant le chœur des *Maître chanteurs* à Dusseldorf :

"Que tombe en poussière
"Le Saint empire romain,
"Qu'importe s'il nous reste
"Le Saint empire de l'art"

il éprouva, nous dit-il, l'émotion d'une ordination ou d'une veillée d'armes. C'est une émotion de même nature religieuse qu'il ressentit aux obsèques du maréchal Hindenburg à Tannenberg en 1934 sur l'immense plaine où les chevaliers teutoniques brisèrent le flot slave.

Jacques Benoît-Méchin a écrit une monumentale *Histoire de l'armée allemande* dont, curieusement, Proust lui donna le premier l'idée. Le général Gamelin voulut connaître l'auteur de ce livre à la veille de la guerre de 1939. La rencontre eut lieu. Le généralissime interrogea Benoît-Méchin, quelque peu surpris, sur le nombre de divisions que la Reichswehr pouvait opposer à l'armée française. Il était persuadé qu'il n'aurait jamais affaire à elle, que, la guerre déclarée, elle se replierait précipitamment sur Berlin pour y mater la révolution que l'effondrement de Hitler ne manquerait pas de provoquer et que les Français entreraient en Rhénanie "comme dans du beurre" ! Gamelin avait bien entendu parler d'un certain Guderian et de ses théories, ainsi que du colonel de Gaulle, "un esprit mégalomane et chimérique", mais il pensait que l'infanterie serait longtemps encore "la reine des batailles"... La narration de cette rencontre entre Gamelin et l'auteur de l'*Histoire de l'armée allemande* fait l'objet d'un chapitre de ces Souvenirs qui peut sembler n'avoir qu'un caractère anecdotique, mais qui présente un intérêt pour l'Histoire, et sans doute faut-il la classer au nombre des moments privilégiés dont Benoît-Méchin a tissé son destin.

*
* *

"Vous vous croyez philosophe, a dit un jour Daniel Halévy à M. Jean Guilton, vous n'êtes qu'un conteur. Si vous atteignez quatre-vingts ans, prenez la plume et racontez vous". M. Jean Guilton, à cet âge, s'est souvenu de la recommandation de Daniel Halévy et il a écrit ses souvenirs, mais étroitement liés à l'histoire du siècle au seuil duquel il est né et dont il a accompagné le déroulement, à travers bien des épreuves, en participant à quelques-unes de ses manifestations les plus impor-

tantes. Ainsi *Un siècle, une vie* (3) ne présente-t-il qu'inséparablement de son époque le portrait d'un homme qui a voulu en être le témoin et qui en a reçu l'empreinte, en l'éclairant de son regard et en contribuant à lui donner une direction. C'est dans cette perspective ouverte sur l'avenir qu'il faut se placer pour comprendre M. Guitton lorsqu'il nous dit qu'il a du mal à vivre dans le présent. Il raconte une histoire non point au temps passé, sur un monde révolu, mais au temps imparfait qui est celui d'une continuité vivante se projetant dans l'éternité. Le chrétien qu'il est se prépare dans un siècle qu'il présente être un passage vers un nouvel âge de l'Humanité, à une "surexistence" où rien, certes, du concret vécu ne sera perdu mais où tout sera transmué. Son portrait par lui-même est la préfiguration de cette surréalité vers laquelle il s'avance et c'est ce qui explique le prodigieux intérêt qui émane d'une telle démarche pour se saisir, se fixer, sans jamais se limiter, M. Guitton rapportait dans son premier livre, un autre Portrait, celui de M. Pouget, son maître, la réponse de l'humble lazariste, au moment de sa mort, à la religieuse qui, pour l'encourager, lui faisait espérer qu'il allait revoir M. Portal, un de ses meilleurs amis : "je me fous bien de M. Portal, ce qui m'intéresse, c'est que je vais voir la Très Sainte Trinité". L'intérêt de M. Guitton, dans ce portrait anticipé de lui-même, dans ce qu'il faudrait dire une esquisse d'être, est tout entier pour sa figure éternelle.

Dans la composition de cette figure, entrent d'ores et déjà toutes les personnes que M. Guitton a connues, les maîtres : Boutroux, Bergson, Brunschvicg ; les élèves : Althusser ; les amis : lord Halifax, Jacques Chevalier, Robert Aron ; les chefs militaires : Foch, Weygand, Pétain ; les conducteurs de peuple : De Gaulle ; nos gouvernants : Chirac, Mitterrand, rencontré étudiant au 104 de la rue de Vaugirard, "royaliste de tendance et de dignité, ami des pauvres, conférencier de Saint Vincent de Paul", les grands papes, Pie XII, Jean XXIII, qui lança le concile et en perdit la maîtrise, Jean-Paul II, surtout Paul VI dont il fut le conseiller, les personnes, mais aussi les événements, ceux qui ont marqué une vie et, j'ajoute, ont, à travers elle, imprimé un sens à notre siècle, les conversations de Malines entre anglicans et catholiques romains, le concile que M. Guitton a appelé de toutes les exigences de sa philosophie et qu'il aida à placer sous le signe de Newmann.

M. Guitton cite Joubert : "Ma mémoire ne conserve que l'essence de ce que je vois et de ce que je pense". Ce livre de *mémoire* est un abrégé, mais surtout un condensé de vie. M. Guitton y a conservé ce qui peut être éternisé, ce qui doit être sauvé. "Que ce qui en moi est mortel soit absorbé par la vie". La prière de Saint Paul devrait être placée en exergue à *Un siècle, une vie*.

*
* *

Le sujet du *Golfe de Gascogne*, le dernier roman de M. Poirot-Delpech (4), tient dans cette phrase à ton de manifeste : "J'aime Victoire, Victoire m'aime, j'aime Christopher, Victoire l'aime, il aime Victoire, il m'aime.

Nous allons partir tous les trois au bout du monde avec des cris de bonheur plein la gorge". Il faut savoir que c'est la petite institutrice Isabelle qui pousse ce beau cri au printemps 68 dans un port de pêche breton agité par les grèves et les passions, que Christopher construit un bateau pour mettre à flot son rêve d'enfant et faire le tour du monde, que Victoire, enfin, s'appelle Mademoiselle de Saint-Aubert, ce qui nous renvoie de mai 68 à *L'été 36*, avant-dernier roman de M. Poirot-Delpech dont cette fille de général était l'héroïne, et ce qui place *Le Golfe de Gascogne*, histoire d'amour provinciale quelque peu insolite et provocante, dans le cadre d'une époque troublée, entre deux dates où l'imagination a pris le pouvoir et où tout a paru permis. *Le Golfe de Gascogne* doit être lu et vu dans cette perspective historico-romanesque. C'est un chapitre de la "légende du siècle" dont M. Poirot-Delpech a, d'un roman à l'autre, entrepris de rassembler les fragments pour en faire peut-être l'anti-épopée critique de son temps.

Si *Le Golfe de Gascogne* nous renvoie à *L'été 36*, l'été 36 nous renvoyait lui-même à *La folle de Lithuanie*, autre roman de M. Poirot-Delpech, où l'héritière des conserveries Dubois-Latour, une jeune fille du même monde que Victoire de Saint-Aubert, s'était éprise d'une petite lituanienne mystérieuse et lui écrivait, devenue l'épouse d'un cadre supérieur en voyage de noces à Capri, des lettres passionnées en lui demandant si, un jour, elle finirait par "sentir des choses insupportables". Les choses insupportables dont rêvait Corinne Dubois-Latour, c'était "entrer dans un univers défendu", "rencontrer des minoritaires en tout genre" drogués, espions, trafiquants, mâtèques, "perpétrer des attentats idéologiques". Ces rêves de jeune fille dérangée excitaient beaucoup M. Poirot-Delpech tout frétilant à la pensée de partager avec son héroïne, aux yeux de la bourgeoisie traditionnelle du VI^e arrondissement de Paris dont il aspirait à être l'enfant terrible, "l'auréole des parias". Victoire de Saint-Aubert qui, à la fin de *L'été 36*, s'était enfuie à Paris avec le juif allemand Alexis Goldsmith pour y vivre "un idéal de bohème tempérée", est, dans *Le Golfe de Gascogne*, revenue à sa Bretagne natale, mais après avoir réalisé, au cours d'une vie d'aventures excessives, toutes les choses insupportables auxquelles avait rêvé Corinne Dubois-Latour.

M. Poirot-Delpech est le spectateur intéressé des sentiments désordonnés qui se manifestent périodiquement dans l'histoire politique du XX^e siècle, que ce soit durant l'été 36 ou en mai 68, et des choses insupportables qui, dans les rapports privés, en découlent. Victoire de Saint-Aubert vit dans *Le Golfe de Gascogne* sa dernière aventure. Elle croit avoir retrouvé à cinquante ans sa jeunesse et l'âge d'aimer en partageant l'amour de deux jeunes gens et en s'associant à eux dans un voyage de noces autour du monde. Est-ce seulement la peur du mal de mer qui empêchera cette terrienne de suivre Christopher et Isabelle sur les flots ? *Le Golfe de Gascogne* où l'on se préparait, au mépris de toutes les conventions et en défiant le monde, à pousser des cris de bonheur, a un dénouement dramatique. La pente de M. Poirot-

Delpech serait de se laisser aller au bonheur en écrivant des livres pleins de dons. Un personnage de l'un de ses premiers romans réclamait "des drames dans sa vie". Depuis, M. Poirot-Delpech fait tout ce qu'il peut pour contre carrer le bonheur.

Cependant, s'il essaie de faire vivre ses héros irrégulièrement et dangereusement, c'est pour satisfaire à une coquetterie d'esthétisme, et s'il aime à s'encanailler avec eux, c'est en dandy. Il jouit, mais un peu honteusement, de se sentir complice de leurs sentiments inquiétants. Il reste le spectateur lucide des dévoiements dont sont responsables les désordres de l'époque. Il ne s'éloigne jamais des môles de tradition et de sécurité auxquels son esprit, même au plus fort des dévergondages de l'imagination, est solidement amarré. Le résultat est que, comme dans *le Golfe de Gascogne*, M. Poirot-Delpech garde toujours à l'endroit des histoires qu'il raconte et avec lesquelles il affiche sa connivence, la distance critique où se manifeste l'homme bien élevé et l'écrivain parfaitement maître de ses moyens.

*
* *

A la fin des *Passions partagées*, Nicolas de Saint-Damien, fils d'Isabelle de Saint-Damien et du gitan Matt, a huit ans. En écoutant les histoires peu édifiantes de sa tante Jeanne-Athénaïs et de Gudurn de Bauern-Nassau, il se pose des questions sur la vie, sur l'amour, sur l'univers des grandes personnes dans lequel il lui faudra un jour entrer. Il y entre dans *Un oiseau dans le ciel* (5), suite que M. Félicien Marceau a donnée aux *Passions partagées*. Mais c'est pour en sortir aussi sec. M. Félicien Marceau, théoricien, si l'on peut dire, du "roman en liberté", a pour règle de n'en imposer aucune aux personnages de ses romans. Les dirige-t-il dans la vie où ils s'égarèrent en multipliant les zig zags ? Il ne se fait que leur complice, leur suggérant, sans d'ailleurs insister jamais, des itinéraires de fuite. Nicolas de Saint-Damien qui estimait que le milieu où le malheur l'avait fait naître, était une "prison", mais qui, ayant rencontré au hasard de ses escapades Sybille de Fauquempert, petite cousine du Comte de Paris, et l'épousant, n'en a pas moins subi, ce faisant, ce que M. Marceau appelle les lois augustes de son milieu, prend, à l'instigation de celui-ci, la grande décision d'où naissent beaucoup de romans, tel par exemple le *Jérôme Bardini* de Jean Giraudoux, il va fuir, mais vraiment, ne se contentant plus de ces escapades au cours desquelles il était tombé sur la jeune fille du meilleur monde qui en a fait son mari. Il n'emporte qu'une valise et ne laisse qu'une lettre. Son projet : s'aventurer dans le monde inconnu, sauter dans le vide, quitter cette vie où il avait tant de soutiens pour en trouver une où il n'en aurait aucun.

Qu'est-ce que le "roman en liberté", sinon un roman d'aventures où, nous dit M. Marceau, l'attendu et l'inattendu, le vraisemblable et l'in vraisemblable, tout arrive, sans qu'on fasse rien, pour cela, que se lever chaque matin du bon pied en prenant le bon vent et en se laissant aller aux capricieuses dérives du monde comme il

va. M. Félicien Marceau suit Nicolas de Saint-Damien dans son roman d'aventures, du XX^e arrondissement de Paris, où cet enfant du XVI^e découvre les charmes de l'exotisme, en Angleterre dans un grand hôtel où il est garçon d'étage, en Grèce, dans une croisière où il sert de garde du corps à la fille du président du Mexique et jusqu'en Amérique où il deviendra producteur de cinéma. Une aventure en appelle une autre. Nicolas sait qu'il ne s'attardera à aucune et c'est, chez lui, cette hâte de vivre, tout en ne vivant qu'au présent sans penser à l'avenir ni faire de plans, et c'est, chez M. Marceau, l'impatience du romancier, l'envie de devancer son personnage, d'aller plus vite que lui, tout en ayant bien soin de ne pas lui tracer son chemin et de le laisser aller à sa fantaisie, en se bornant à quelques réflexions, en marge du récit, sur l'art de vivre et celui d'écrire, c'est cette hâte, cette impatience, cette curiosité de chaque instant qui donnent à *Un oiseau dans le ciel* son allure, sa couleur, son humeur, une extraordinaire ouverture à toutes les jouissances.

M. Félicien Marceau, tout au feu de l'action, s'était, dans *les Passions partagées*, laissé prendre à son jeu, il était entré dans le roman, s'y était impliqué et avait fini par épouser Emmeline de Saint-Damien, la grand-mère de Nicolas. Dans *Un oiseau dans le ciel*, il reste en dehors du roman, suggérant, observant, s'amusant, mais en prenant garde de ne pas s'y trouver compromis. Nicolas de Saint-Damien est-il alors vraiment livré à lui-même ? Non, car on apprendra, à la fin, que Matt, son père, le gitan, richissime super-producteur de films en Amérique, n'a cessé de le suivre par personnes interposées dans toutes ses aventures, pour en contrôler, en organiser, en aménager au mieux le déroulement. Le roman qu'on croyait en liberté, était, en fait, placé sous le régime de la liberté surveillée, M. Marceau, l'air faussement détaché, n'avait que délégué à Matt la fonction essentielle du romancier qui est, même quand il s'en défend, de tenir les rênes de son roman. Une fatalité malicieuse se cachait dans le jeu apparemment gratuit des causes et des effets. Matt, en bon père, a voulu apprendre à son fils un métier. *Un oiseau dans le ciel* est par là un roman d'apprentissage, l'éducation morale et sentimentale de l'aventurier, seul métier honorable de notre époque. La dernière phrase du roman laisse entendre qu'on n'est qu'au premier chapitre de cette éducation.

*
* *

M^{me} Geneviève Dormann a écrit *le Bal du dodo* (6), nous prévient-elle, "toute seule, sans nègres, sans ordonnateur, en s'appliquant pour s'amuser et nous distraire". C'est artisanal, honnête, d'une gaité d'ancien régime. M^{me} Dormann écrit en chantant, le cœur joyeux et sincère. Ce roman des îles est tout bruisant d'une jolie musique coloniale et désuète, tout papillotant de vives couleurs, tout parfumé de légères odeurs poivrées et vanillées. On l'écoute, on le regarde, on le respire. Tous les sens sont intéressés dans la lecture du *Bal du dodo*.

Bénédicte de Carnoët dite Benie évoque sa vie, ses

parents, ses amoureux, toute l'histoire de sa famille venue de Bretagne dans l'île Bourbon au XVII^e siècle, à la faveur d'un voyage en avion qui la ramène à la fin de ses études, de Paris dans sa chère île. Mais y a-t-il dans ce livre une histoire, ce qu'on appelle une intrigue ? On peut en commencer la lecture à n'importe quelle page, on y prendra le même intérêt et le même plaisir. Cela ne veut pas dire que ce roman n'a ni queue ni tête. Si la conduite de Benie défie toute logique, si tout ce qu'elle entreprend procède d'une passion de la liberté et d'un goût immodéré pour le jeu, si elle vit dans un entre-deux de réalité et d'hallucination, jusqu'à faire l'amour avec un revenant, on éprouve à la suivre dans ses aventures une grande satisfaction de l'esprit. Benie, si elle n'est pas raisonnable, est raisonneuse. Elle garde jusque dans le délire d'imagination où elle se donne de folles fêtes, la tête froide, un jugement sain. Si elle était ambitieuse, ce serait une Lamiel. Mais elle n'aspire, après avoir joui de la vie au maximum, qu'au repos. Elle veut se marier, elle veut être "une femme ordinaire, une femme pour qui deux et deux font quatre". Elle trouve à cet égard dans les lettres de Stendhal à sa sœur Pauline des conseils dont elle compte, en fille de bonne famille, faire son profit.

La bal du dodo est en fait, comme *Un oiseau dans le ciel*, sous un romanesque apparemment débridé, un bréviaire d'éducation. Mais là où M. Marceau apprend à son héros le métier d'aventurier pour en exploiter les infinies possibilités dans l'avenir vertigineux qui s'ouvre devant lui, M^{me} Dormann semble avoir trouvé au bout de l'aventure le port où Bénédicte de Carnoët terminera sa guerre de course. Non que Benie ait renoncé à ce qu'elle est, mais, selon l'adage mistralien que M^{me} Dormann ne cite pas, "raço racejo", c'est en elle, dans le tréfond de sa race qu'elle retrouve, au prix de dérèglements bien calculés, les principes fondateurs de tout ordre. M^{me} Dormann appartient à cette cavalerie de la littérature, à ce parti de hussards où les Déon, les Nimier, les Jacques Laurent ont montré que ce qui comptait, c'était, sous un air de dévergondage, mais dans la rectitude de l'esprit, la fidélité du cœur à un héritage.

*
* *

Ancien élève des collèges religieux, est-ce de l'hymne de Complies *Te lucis ante terminum* chanté au seuil de la nuit pour en conjurer les phantasmes charmeurs et préserver le corps de toutes souillures, que M. Luc Estang a tiré son roman, *Celle qui venait du rêve* ? Cosme Maulezun a été longtemps hanté dans son sommeil par l'image idéale d'une femme qu'il ne pouvait ni reconnaître, ni nommer. Il entretenait avec elle une liaison voluptueuse, mais chaste. C'est la fidélité à ce phantasme, même quand il paraissait se dissiper, qui l'éloigna du mariage et le confina dans le célibat. Mais un jour la femme de ses rêves lui apparut. Le phantasme perdu, le phantasme retrouvé s'était incarné dans un corps dont les prodigalités allaient désormais le combler.

M. Luc Estang a écrit sur cette fête de chair, que le rêve et le mystère fournissent en sombres enchantements, des

pages brûlantes. Il répand sur elles un baume de douceur. On connaîtra le secret de sa composition, après une disparition inexplicable, succédant à des absences régulièrement répétées, lorsqu'on aura lu, dans la seconde partie du roman, la confession de Donatiennne où ce qu'elle cachait de sa vie est avoué. Cette femme élevée, orpheline, dans la dévotion "salésienne" d'une institution de dames chanoinesses, mêle dans son récit la spiritualité fleurie et parfumée de Saint François de Sales à l'âpre soif d'amour de Saint Augustin au désert. Le baume déversé par M. Luc Estang sur ce roman de feu apportera-t-il l'apaisement ? Il agit plutôt en réactif avivant et exaltant dans une troublante association de cruauté et de suavité une souffrance d'où l'on attend un supplément de délices et d'où s'écoule en fait un trop-plein d'âme.

La plaie ouverte par la funeste réalisation d'un rêve qui aurait pu continuer à être un rêve heureux, si la figure ne s'en était incarnée, ne peut guérir. M. Luc Estang cite ces paroles d'un poète arabe : "Si, comme Saadi, tu n'as des maîtresses qu'en songe, tu es à l'abri des chagrins et des désillusions". Elles indiquent une voie qui n'est pas celle, escarpée et riche en risques, où M. Luc Estang joue dans son œuvre la vie de ses personnages sur un choix entre le bonheur et le salut. "Il n'a jamais été donné à un homme de faire à la fois son bonheur et son salut", a dit Péguy. C'est de cette tension, de cette opposition, entre ces deux pôles de toute vie que M. Luc Estang tire, une fois de plus, dans *Celle qui venait du rêve*, un inépuisable flot d'énergie romanesque.

*
* *

Après avoir lu *La femme de proie* (8) et relu *Avant-guerre*, un de ses précédents romans, on voit mieux se dessiner la figure de M. Jean-Marie Rouart. On lui a trouvé une ressemblance avec Drieu la Rochelle. L'amour, la politique sont les deux pôles de cette œuvre naissante. *Avant-guerre* a été le roman de groupe d'une génération, celle des vingt ans en 1930, les cadets de Drieu, mais les aînés de M. Rouart. "L'amour, disait l'un de ces jeunes gens, n'a jamais donné à quiconque ni destin ni gloire. Si je veux être autre chose qu'un dilettante, je dois aller jusqu'au bout. Surtout, je dois choisir". Les événements imposèrent un choix aux hommes de cette génération. Beaucoup "allèrent jusqu'au bout". Dans un essai très remarquable, *Ils ont choisi la nuit*, M. Rouart a suivi dans leur démarche au devant de la mort ceux que la passion politique conduisit, tel entre autres Drieu, à son terme fatal. On peut aller jusqu'au bout, aussi, dans l'amour. M. Rouart nous a dit dans *Ils ont choisi la nuit* qu'à vingt ans il a failli se suicider. *La femme de proie*, histoire d'une passion destructrice de l'homme qui en subit l'embrasement, ne peut que renvoyer le lecteur à cet essai.

"Il faut vouloir vivre et savoir mourir", confiait Napoléon à l'un de ses intimes. Le mot a été rapporté par M. Rouart. Celui qui, dans *la femme de proie*, raconte sa passion, la longue descente dans un enfer où il a été

attiré comme par un aimant, sans résistance, sans volonté même de s'opposer, jouissant des tortures qui lui sont infligées, souffrant d'un mal lié, dit-il, à son être, ne savait plus vivre, ni, davantage, ne pouvait mourir, quand il en a été tenté. "Je crois en la fatalité", écrit-il. Dès qu'il a rencontré, par "un soir sale de novembre", la femme qu'on doit dire "fatale", il a éprouvé un sentiment d'"oppression". Un charme mauvais a opéré. Le démon lui souffle-t-il, pour mieux l'égarer, qu'il *dominera* cette femme, il a sous les yeux, pour l'éclairer, le mari nargué, humilié, assujetti. Pourquoi acceptait-il ? Pourquoi ne la quittait-il pas ? "Je le plaignais, il me faisait pitié et en même temps je ne pouvais m'empêcher de le mépriser pour le spectacle indécent qu'il offrait". C'est, projetée devant lui, l'image dans laquelle le Narrateur devra plus tard se reconnaître. Jamais, en effet, la lucidité, même dans l'annihilation totale de ses facultés morales et sensibles, ne l'aura abandonné. Pourquoi est-il tombé sous le charme ? Pourquoi, un jour, en sera-t-il délivré ? Il ne sait que dire : "C'est inexplicable". Au contraire, comment le charme a agi, quels en ont été les effets ? Il décrit le phénomène avec une précision aigüe en appliquant à ce cas de possession dans lequel un être humain a été complètement aliéné, la fermeté et la sûreté d'une analyse sans défaut.

Dans un récit vibrant d'émotion, dans un récit où l'appel d'une âme en détresse monte en ondes de choc du fond de l'abîme, jamais une faiblesse. Quelle force pour exprimer l'indicible, pour clarifier l'obscur, pour mettre de l'ordre dans le délire ! Sur ce champ de ruines accumulées, court à la fin, un petit nuage rose. Il semble, dit M. Rouart, "narguer héroïquement les forces victorieuses de l'ombre". C'est le signe que la lumière va reprendre son empire. D'une aventure où le romantisme, si on lui avait lâché les rênes, aurait pu exercer des ravages irréparables, l'âme sort meurtrie, mais purifiée et fortifiée. Ce n'est que pour lui rendre la santé que M. Rouart a écrit ce récit exemplaire. Dans un champ de ruines déblayées, la victoire du classicisme est proclamée.

*
* *

M. Marcel Schneider a écrit des souvenirs d'enfance et de jeunesse dans un livre intitulé *Sur une étoile*. François Mauriac lui disait qu'il ne vivait pas en ce monde et que dans l'étoile où il habitait, il était bien loin de nos combats quotidiens. *Un été sur le lac* (9) publié en cette année du Bicentenaire est un roman on ne peut plus actuel. Un jeune étudiant parisien a été invité à passer l'été dans un château au bord d'un lac en Vendée pour servir de précepteur au fils de la maison. Cette maison, ancien monastère de nonnes que la révolution a profané, reste marqué par une malédiction. Chaque nuit, des bruits lugubres, des gémissements s'élèvent des ruines du cloître enfoncé sous les eaux. Ce sont tous les spectres de l'Ancienne France qui expriment leur souffrance et crient vengeance. Les propriétaires successifs de la demeure ont tous été frappés par une main mystérieuse. Le dernier, le comte de Saint-Aignan, victime d'un acci-

dent en essayant d'arracher leur secret aux ruines du cloître, a été réduit à l'état de monstre. M. Schneider raconte dans l'un de ses livres qu'après la guerre, deux vieilles dames protestantes lui ont dit que la France n'était pas encre assez punie. Elle n'avait pas expié la Saint-Barthélémy et la Révocation de l'Edit de Nantes. M. Schneider pense, lui, que la France n'a pas expié l'assassinat de Louis XVI. Un livre comme *Un été sur le lac* atteste que les combats dans lesquels la France s'est déchirée ont plus que laissé des traces, ils ne sont pas terminés. Evoquer en 1989, deux cents ans après, les atrocités et les profanations de la Révolution, montrer que non seulement le souvenir en est toujours présent dans notre époque, mais qu'elles n'ont pas fini de produire leurs effets maléfiques, ce n'est pas voir le monde du haut d'une étoile, ce n'est pas se détourner des affaires du siècle, c'est y plonger, c'est, pénétrant l'Histoire dans ses arcanes, en révéler l'envers toujours plus important que l'endroit et ce qui l'explique le mieux.

M. Marcel Schneider n'a pas écrit un conte anachronique, fantastique et diabolique à la manière de Barbey d'Aurevilly. *Un été sur le lac* procède d'un réalisme sur-naturel. Le petit monde clos où M. Schneider nous introduit et où sont réunies dans la détestation du siècle et le culte de tout ce qui, aujourd'hui, est proscrit, autour d'un prêtre fidèle à l'esprit de religion, des femmes fidèles à l'esprit de noblesse, ne ressemble en rien au "Cabinet des antiques" peint par Balzac. On pourrait dire que ces personnages sont pittoresques. Il y a dans le prieuré de Grandlieu des statues féminines représentant les vertus théologiques, la Foi, l'Espérance, la Charité. Les personnages du cabinet des antiques de M. Schneider ne ressemblent qu'à ces statues symboliques. Le jeune précepteur parisien apporte dans cette assemblée en communion avec de vraies réalités une aspiration de romantisme et d'idéalisme qui lui fait dire : "Pourquoi le Mal aurait-il toujours le dessus ?". Dans la passion que lui inspire son élève, il pourrait succomber à des embuscades mortelles. Comment y échappera-t-il ? Comment sera levée la malédiction qui pèse sur le prieuré de Grandlieu ? La réponse que semble donner M. Schneider paraît toute simple et banale. Les ruines maudites seront rasées. Mais suffira-t-il d'un bulldozer pour imposer silence aux voix qui s'en élèvent ?

Il ne règne à la fin d'*Un été sur le lac* qu'une paix trompeuse. C'est parce que ce récit reste en suspens sur la question à laquelle il provoque, c'est parce qu'il ne pourrait être déchiffré complètement que dans un prolongement que son auteur laisse entrevoir, que la lecture, si troublante pour les sens, en est si fortement stimulante pour l'esprit.

Philippe SÉNART

- (1)(6) Albin Michel
- (2) Julliard
- (3) Robert Laffont
- (4)(5) Gallimard
- (7) Le Seuil
- (8)(9) Grasset

JEAN FAUTRIER

(1898-1964)

Le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris a eu l'heureuse initiative de rendre hommage cet été à l'un des artistes les plus originaux de ce siècle : Jean Fautrier qui fut méconnu et célèbre, contesté, exalté, oublié, redécouvert. Superbe et vaste rétrospective avec 156 peintures, 28 dessins, 25 sculptures.

Après en avoir "beaucoup bavé", selon sa propre expression, Fautrier reçut, en 1960, la consécration du grand Prix de la Biennale de Venise. Jean Paulhan lui consacra en 1949 une monographie qui le définissait comme l'un des peintres "informels" les plus révélateurs de notre temps. En 1956 Malraux faisait observer avec pertinence que sa peinture est aussi éloignée de l'art abstrait que d'un art réellement figuratif. L'informel de Fautrier en effet n'est pas l'abstraction, mais en quelque sorte une identification allusive et méditée entre la matière picturale et la réalité du monde. Lui-même n'a-t-il pas écrit : "L'irréalité d'un informel absolu n'apporte rien. Jeu gratuit. Aucune forme d'art ne peut donner d'émotion s'il ne s'y mêle pas une part de réel". Un art qui renie la forme cesse, selon Fautrier, d'être un art pour devenir décor. "L'informel" de Fautrier naît de formes informes où la réalité est suggérée mais présente.

Avec ses premiers nus, ses natures mortes, ses animaux, ses paysages des années 1923-1929, la figuration de Fautrier est celle d'un réaliste sensuel, violemment expressionniste et d'un visionnaire pathétique. Sa palette est le plus souvent très sombre. C'est la période dite "noire", avec les "Animaux écorchés", les "Nus noirs", les "Bouquets de fleurs noires", les "Glaciers" et les "Lacs".

De 1928 à 1929 sa palette s'éclaircit, la couleur et la lumière apparaissent dans ses natures mortes et ses paysages de Port-Cros.

Nu retroussant sa chemise, 1927

Puis s'ouvre en 1942 une période qui s'achèvera en 1964 avec la mort du peintre - période à laquelle le qualificatif "d'abstraite" ne saurait convenir exactement. Fautrier confirme sa personnalité de révolté douloureux et tendre, de solitaire en marge de tout mouvement, et il affirme son originalité puissante dans une peinture lyrique et allusive. Créateur d'une admirable poésie de la matière et d'une expression picturale "autre", il invente des solutions radicalement neuves dans le traitement de la matière : une matière tourmentée, griffée, triturée, une pâte épaisse, faite de colle, d'enduits successifs malaxés, de pastel, d'encre, de gouache, qu'il soupoudre de pigments colorés, avec pour support du papier marouflé sur toile. Fautrier est au départ des techniques de la peinture "matérialiste".

L'évènement des années 1945 dans l'ordre de l'art, c'est la bouleversante exposition des "Otages", cette "hiéroglyphie de la souffrance" (Malraux) : ces visages sans regards, tuméfiés, troués par les balles, têtes aux formes informes, bouillies gélatineuses avec leurs tons de rose, de bleu, de vert, de beige de lilas, d'ocre, de violet, de blancs rosés et verdis, sont l'évocation des tortures subies dans l'intensité de la douleur et du désespoir et le témoignage du temps de l'horreur, plutôt que l'image même des suppliciés. Oeuvre hallucinante. Un sommet de l'art

de Fautrier, avec en 1956-1957 ses "Partisans insurgés de Budapest", combattants de la liberté, massacrés par le pouvoir communiste, frères des "Otages" fusillés par les nazis.

En 1945-47 Fautrier réalise la série des "Objets", exposés sans aucun succès en 1955 ! Pauvres objets banals et usuels : boîtes en carton ou en fer blanc, flacons, encriers, emballages, clefs, couvercles auxquels le peintre fait subir des transformations graphiques qui leur donnent un curieux registre poétique. "Objets" qui prennent à l'époque l'aspect d'un défi lancé par le précurseur de l'art informel à l'abstraction alors triomphante.

Les œuvres qui s'échelonnent de 1955 à 1964 sont proches de l'abstraction ; elles révèlent une luminosité nouvelle, sereine, parfois radieuse. "Constructions blanches", "Lignes brisées roses", "Sunset in Alabama", "I'm falling in love", "Les marais", "La Garrigue", "Body and Soul", "Clouds over Honolulu", "Octaves", "Les grands végétaux", sont l'aboutissement, subtil, des recherches et des inventions picturales d'un artiste exigeant pour qui l'écriture n'a cessé d'être "chose longue et difficile". Un artiste dont Francis Ponge disait qu'il était le peintre le plus révolutionnaire depuis Picasso.

Henri BOURBON

Les livres de nos collaborateurs et amis

Pierre LETAMENDIA

"Eduardo Frei"

Préface d'Alain Poher

Ed. Beauchesne

Jean-Marie DOMENACH

"Que faut-il enseigner ?"

Ed. du Seuil

Loïc PHILIP

"André Philip"

Préface de Léo Hamon

Ed. Beauchesne

Alain LEROUX

"La France des quatre pouvoirs"

Ed. PUF

QUAND LA FRANCE DU XIX^e SIÈCLE OCCUPAIT LES ÉTATS-UNIS

par Yvan CHRIST

Une exposition s'est récemment tenue à l'hôtel de Sully. Elle était consacrée à l'architecte américain Richard Morris Hunt (1827-1895). Qui, à part quelques spécialistes, connaît, en France, cet Américain tout francisé ?

Sa formation professionnelle et artistique, c'est à Paris qu'il la reçut, notamment dans l'atelier d'Hector Lefuel, entre 1846 et 1855, lequel professait à l'École des Beaux-Arts, qui, alors, éblouissait tout l'univers. Voilà qui, en cette fin du XX^e siècle, n'est plus que conte bleu... L'École, au siècle dernier, fut le temple de l'académisme, de l'historicisme, de l'éclectisme, un temple puissant qui incarnait la loi et les prophètes. Le style "Beaux-Arts" ou, comme disent ses adversaires, le style "Pompier". C'est rue Bonaparte et sur les bords de la Seine qu'il prospéra.

Hunt fut le premier architecte américain à être formé en France. Un prêté pour un rendu. N'est-ce pas l'architecte français Lenfant qui conçut la ville de Washington et qui la marqua de son empreinte au XVIII^e siècle finissant ? Grâce à la fécondité et au sens de l'organisa-

tion de Hunt, c'est encore la France, mais sur un autre mode, qui l'emporterait outre-Atlantique cent ans plus tard. La primauté de la France, du moins dans l'ordre esthétique, battait son plein. Chauvinisme ? Non. Réalisme. L'architecture française régentait le monde, singulièrement dans les deux Amériques.

A Paris, alors qu'il travaillait dans l'atelier de Lefuel, Hunt collabora, sous la direction de celui-ci, à la construction du Louvre de Napoléon III (le pavillon de la Bibliothèque) et s'inspira tout naturellement de son style et de ses méthodes. De retour dans son pays, il les exporta aux États-Unis. Qui plus est, issu d'une famille fortunée du Vermont, il œuvra surtout pour les riches et puissantes dynasties de la côte est, paradis des milliardaires, soucieuses de se mettre au niveau de la vieille et aristocratique Europe, à commencer par la France. Tentation puérile, mais émouvante. Les Américains ambitionnaient de se forger un passé honorable. On serait mal venu de leur en faire grief. La France du milieu du XIX^e siècle, mais en recourant à son propre patrimoine, procédait-elle autrement, dans une confusion compara-

"Bibliothèque Lenox" à New-York ; dessin de Hunt, 1871.

ble ? L'air du temps le voulait ainsi, des deux côtés de l'Atlantique, non seulement en France, mais dans l'Europe tout entière. C'est cela, le XIX^e siècle, que l'on découvre présentement, surtout au musée d'Orsay, qui s'en est fait le sanctuaire privilégié.

Bien que vaincue en 1870, la France conservait son prestige, sinon sur le plan politico-militaire, mais sur celui de l'esthétique - on dirait aujourd'hui, de la culture. Victoire de l'esprit sur la défaite. L'intervention des Etats-Unis d'Amérique, en 1917, en est une autre, dans l'Europe assiégée par l'Allemagne impériale. Tout se tenait étroitement lié, l'art étant le lien essentiel. Aussi bien doit-on à Hunt le socle de la statue de la Liberté, autre œuvre française puisqu'elle est le fruit de la collaboration de l'Alsacien Bartholdi et du Bourguignon Eiffel.

A l'aise dans le néo-classicisme - ses châteaux et ses manoirs le démontrent - Hunt le fut également dans le néo-Renaissance, français ou italien, et le néo-gothique : François Loyer, commissaire général de l'exposition, un des principaux auteurs de l'ouvrage qui a été publié à cette occasion, le souligne à juste titre : *"les châteaux de Hunt appartiennent à l'imaginaire américain tout autant que le Far West"*. Hélas ! Son *"œuvre est en grande partie disparue"*, victime des *"effets destructeurs d'une spéculation parfois sauvage"*. Nous le savons bien en France, où le XIX^e siècle architectural est le premier menacé et massacré, ses immeubles et surtout

ses hôtels particuliers, dont les promoteurs ne font trop souvent qu'une bouchée.

*
* *

Un créateur ou, à l'exemple de son maître Lefuel, un suiveur, pour ne pas dire un pasticheur ? Alternativement, il fut tout cela. Historiciste convaincu, il édifia, à New-York, de somptueux hôtels pour des milliardaires comme les Vanderbilt ou les Astor ainsi qu'à Newport ou à Baltimore, des châteaux à la française. Un luxe écrasant. Les salons du duc de Morny, dans le Louvre de Napoléon III, sont tout aussi opulents et indiscrets. Le style "nouveau riche". Parfois plus sobre, quant le programme s'y prêtait, c'est encore à la France, mais contemporaine, qu'il se réfère, et au nouveau rationalisme, notamment dans le cas de la Bibliothèque Lenox, à New York, sœur du Musée-bibliothèque de Grenoble, œuvre de Questel.

Prise en charge par la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, à l'hôtel de Sully, l'exposition avait d'abord été organisée et présentée, à New York, par l'*American institute of architects foundation* et par le Musée métropolitain. François Loyer, un des meilleurs spécialistes du XIX^e siècle architectural, et Claude Malécot, ont ordonné l'exposition de Sully et le bel ouvrage qui en demeurera le témoignage permanent.

Yvan CHRIST

notes de Lecture

● La société civile au temps de Staline

“Le peuple... encore inculte et arriéré, est source... pour tout intellectuel russe d'un éternel sentiment de culpabilité”. C'est un dramatique et vaste panorama que déroule devant nous Anatoli Rybakov. Vaste comme tous les romans russes où fourmillent de très nombreux personnages, souvent épisodiques, tandis que se dégagent lentement les maîtres du jeu. Décisif aussi par la période considérée : après la mort de Lénine et les luttes intestines pour sa succession, cette période s'étend du moment où Staline a presque tout pris en mains et monte vers l'absolutisme, jusqu'à l'assassinat du dernier rival, Kirov, resté puissant à Léninegrad. Panorama vaste encore parce que la conception de l'intellectuel (*intelligentsia*) est plus étendue là-bas que chez nous, et englobe tout homme qui n'est ni simple ouvrier ni paysan. Vaste, enfin, car *Les enfants de l'Arbat* appartiennent à toutes les tendances, origines, confessions sans qu'on puisse discerner chez l'auteur les siennes propres.

Ainsi ce roman est-il plus proche du Léon Tolstoï de *Guerre et Paix* (particulièrement des passages consacrés à la paix) que de Soljenitsyne, qui pense plus à la Russie qu'aux russes et autres populations de l'empire. Et cela est extrêmement important, qui démontre que, quel que soit le régime - capitaliste, socialiste, communiste, démocratique, absolutiste de droite ou de gauche -, toujours subsiste une “société civile” (comme on dit maintenant). Dès que des hommes, des femmes sont réunis, en ville ou à la campagne, ils aiment, ils réussissent, ils s'amuse ou ils sont malheureux. De leur vivant, ils ont des foyers. Et cela sous les régimes les plus étranges. Un vieil anarchiste, ex-académicien déporté en Sibérie au temps du tsar, le résume très bien : “Il ne faut pas abjurer. Il faut leur montrer qu'on peut vivre sans pensée libre”.

C'est la grande leçon de ce livre, en quelque sorte intimiste. Dès que Staline est “arrivé”, ses rapports avec l'*intelligentsia* ont changé. L'arme du pouvoir n'est plus l'indépendance d'esprit, mais la dépendance des esprits. Et pourtant ces esprits-là, assemblés, continuent de for-

mer une “société civile”. Bien sûr adaptée aux circonstances. La famille c'est avant tout le père, la mère, les enfants. Le foyer se réduit à une ou deux pièces d'un appartement communautaire. Les relations se moulent sur l'habitat : on réside dans la même maison, la même rue, on fréquente la même école. Plus tard, on est admis dans le même “institut”, on travaille dans le même bureau. Et tout cela est vécu aussi intensément - de façon chaleureuse ou hostile - qu'autrefois les cousinages, les alliances, l'esprit de corps de telle ou telle catégorie sociale.

L'Arbat est à Moscou un quartier assez élégant, et réputé pour être peuplé du plus grand nombre d'intellectuels au mètre carré : c'est le Saint-Germain-des-Près de Moscou ! Nous allons y faire la connaissance de Varia, bientôt syndiquée et qui travaille comme dessinatrice spécialisée du plus grand complexe immobilier construit pendant l'ère stalinienne. Elle a vingt ans, elle est aussi jolie qu'active, intelligente, et va nous entraîner à la suite de son amant, l'inquiétant Kostia, au sein de la vie de cette jeunesse moscovite. Cette vie se concentre dans des “restaurants dansants”, où amis et amies s'agglutinent et s'échangent. Kostia échappe aux lois, n'a pas de véritable travail, gagne sa vie en jouant au billard, et parmi ses maîtresses compte une authentique Cheremetiev (pensons aux comtesses Cheremetiev, partenaires privilégiées de tennis du tsarevitch Nicolas !). Un jour Kostia, acculé, devient menaçant. Mais Varia, pleine d'énergie, lui échappe, et se retourne vers son ami d'enfance, Sacha.

Sacha, formé dans le même “institut” que Varia, est celui qui y croit vraiment, au marxisme, au communisme, au léninisme, au stalinisme, et que sa confiance même dans le système porte à l'imprudenc. Un jour, à l'institut, il a reproduit sur le journal mural de sa classe, mot pour mot, l'éditorial de la classe à côté (puisqu'on se répète toujours...). Simple plaisanterie, mais qui suffit à déchaîner les interrogatoires du K.G.B., puis le transfert dans la sinistre prison de Lefortovo. Finalement il écope d'une condamnation à trois ans de relégation en Sibérie.

Sacha a 22 ans. Il a la vie devant lui et, au terme d'un long et pénible voyage, il débarque dans le village assigné, au fond des bois, non loin de la petite rivière Angara. Là encore, une société civile s'est organisée.

Sacha loge chez un des koulaks déporté lui aussi. Et ce paysan, qui s'était enrichi sous des climats plus cléments, recommence - car il est actif - à défricher et à refaire fortune. Une maîtresse - l'institutrice -, des copains, des copines. Un vieux ménage de paysans apporte sa note pittoresque. "Le seul or que j'aie jamais vu", dit la femme, "ce sont les pièces de dix roubles du temps des tsars". Sur les murs de leur chambre pendent, côte à côte, le portrait de Staline, de Kalinine, et de la famille impériale dans une calèche. Et quand l'Angara n'est pas gelée, tout ce petit monde reçoit par voie d'eau le courrier, les paquets expédiés par les parents restés au foyer, quelque part dans l'empire. Un jour, le paquet de la mère de Sacha est accompagné d'une lettre de Varia. Ainsi se décrit de façon saisissante l'amour véritable, au-dessus des péripéties, au-delà des infidélités et de l'infinie séparation. L'amour d'un homme et d'une femme, tout simplement.

Staline tisse sa trame. Rybakov remonte jusqu'au petit paysan géorgien, que l'ambition sociale de ses parents pousse au séminaire voisin. Mais il n'a pas la vocation, il rêve, et on retrouvera de lui ces vers d'un poème dédié au "Matin" : "Le bouton de la rose embrasse la violette/Haut dans le ciel trille l'alouette". Voilà l'homme qui, déporté par le tsar en 1905, a toujours honte d'un accent géorgien mal dominé, et est si fragile qu'il ne faut pas le vexer. Mais, déjà, ne pas le vexer "revenait à ne pas le contredire". Toujours il restera paysan et s'opposera même, un moment, à Lénine à propos de la "dékoulakisation". Toujours il sera marqué par l'enseignement reçu au séminaire, et Rybakov montre comment cette forma-

tion se mêle à son maniement du marxisme-léninisme. Là réside son ambiguïté, son emprise qui viennent d'en faire le Secrétaire Général du Parti. Déjà il fait peur, loin des foules, rencogné au fond du Kremlin. Mais reste Kirov, qui a su se faire aimer dans l'autre capitale. La scène est admirable de la façon dont Staline l'attire en vacances en Crimée, essaie de le convaincre d'abandonner Lénine et de réécrire avec lui l'histoire de la Révolution. Staline échoue et fait abattre Kirov.

Les dés sont jetés. Un camarade de Sacha, en Sibérie, s'écrie : "Nous entrons dans la nuit". Les déportations se multiplient. Les goulags se remplissent. Et pourtant, tandis que l'auteur décrit cette situation, il semble bien (sans le dire expressément) qu'il mette moins en cause Staline lui-même - incertain et vide, faible, isolé, terrifié, soupçonneux - que le système marxiste, et Lénine qui, après tout, aura été le premier à introduire formellement la notion de terreur dans le système juridique russe.

Un livre, donc, qui finalement va plus loin que Gorbatchev. Et qui, cependant, ne conclut pas. Il ne faut pas oublier que l'auteur - qui a aujourd'hui 78 ans - n'a cessé d'exercer le métier d'écrivain dans le cadre rigoureux de "L'Union des Ecrivains". Il a même reçu en 1950 un Prix Staline. Mais au fond de son tiroir, vingt ans durant, dormait *Les enfants de l'Arbat*, enfin autorisé à paraître en URSS en 1987. Un beau livre, dédié à la part intime de l'homme plus qu'à la destinée du peuple soviétique. Dédié surtout à l'amour comme suprême consolation. On regrette cependant qu'au-delà de cet amour, rien ne semble exister. Pas de supplément d'âme.

Jacques NANTET

Anatoli RYBAKOV. *Les enfants de l'Arbat*, Ed. Albin Michel, 1988, 584 p.

● La Révolution et l'Eglise

Le bicentenaire de la Révolution a fait lever une abondante moisson d'ouvrages de toute espèce, mais dont la passion, à défaut d'objectivité, est rarement absente. L'histoire des rapports entre la Révolution et l'Eglise a fourni son contingent d'études qui n'échappent pas aux tendances parfois partisans de l'ensemble.

Le thème n'était pas neuf et tous les auteurs qui ont touché à la Révolution ont, de près ou de loin, abordé le sujet depuis le début du siècle. André Aulard, l'historien officiel de la République radicale, s'était attaché aux rapports entre l'Eglise catholique et le nouveau régime, dans *Le Christianisme et la Révolution française*. Albert Mathiez, proche du communisme, auteur de *La Révolution et l'Eglise*, avait montré la face mystique des cultes révolutionnaires.

Parmi les historiens catholiques, l'œuvre d'André Latreille, *L'Eglise catholique et la Révolution française*, publiée au lendemain de la Libération, demeurait la

présentation la plus complète et la plus objective du dossier. Il y a une vingtaine d'années, Bernard Plongeron a fait le point de l'historiographie religieuse de la Révolution française dans *Conscience religieuse et révolution* (Picard, 1969).

Dans la collection *Le temps et les homes* chez Hachette parurent coup sur coup deux ouvrages très éclairants, l'un de Michel Vovelle, *Religion et Révolution, la déchristianisation de l'an II* (1976) et l'autre de Jean Queniert *Les hommes, l'Eglise et Dieu dans la France du XVIII^e siècle* (1978), excellent tableau du clergé et de la vie religieuse en 1789, qui permet de mieux comprendre l'attitude du clergé et des Français face aux premières réformes religieuses de la Constituante. L'année suivante, François Lebrun avait présenté les sermons d'un curé angevin avant et pendant la guerre de Vendée, *Paroles de Dieu et révolution* (Privat, 1979). Retenir aussi le petit livre de l'abbé André Merland, sur *Les*

Martyrs d'Angers 1793-1794 (SOS éditions du Secours Catholique), paru à la veille du bicentenaire et présenté par Mgr Jean Orchamp, qui s'efforce dans sa préface, de bien définir qui l'on peut appeler "martyrs de la Révolution".

*
* *

Je ne citerai pas les ouvrages trop exclusivement polémiques, mais je retiendrai comme représentatif de la thèse du complot satanique de la Révolution contre l'Eglise élaborée par Edmund Burke et le Père Barruel, reprise par Bonald et Joseph de Maistre et illustrée par les auteurs contrerévolutionnaires, à travers le XIX^e et le XX^e siècles, le copieux ouvrage de Jean Dumont, *La Révolution française ou les prodiges du sacrilège* (Critérion 510 p.). Pour l'auteur, la Révolution était fondamentalement antichrétienne et totalitaire, tous ses autres caractères se révélant superficiels ou secondaires ! De cette tradition catholique contrerévolutionnaire, René Rémond fait une analyse pertinente dans le numéro 213 de *Projet* (septembre-octobre 1988) consacré à *L'héritage de la Révolution française* aujourd'hui, tandis que dans les *Etudes* du même mois Daniel Roche souligne, à travers le titre de son article *A chacun sa révolution*, le caractère pluriel de la Révolution, la nécessité de la relire sans grille préalable, pour essayer de mieux la comprendre.

A ce titre, les protestants n'ont pas de la Révolution la même lecture que les catholiques, comme le montre le très bon recueil *Esprit révolutionnaire et Foi chrétienne* publié sous les auspices de la Faculté de Théologie protestante d'Aix-en-Provence (Editions Kerygma). Deux livres me paraissent avoir mené l'effort de synthèse et d'information nécessaires pour présenter au grand public ce délicat dossier. Pierre Pierrard fait l'histoire d'un siècle de relations tumultueuses entre *L'Eglise et la Révolution, 1789-1889* (Nouvelle Cité) et montre bien les bonnes intentions des Constituants face à la religion des Français. Des remarques intéressantes sur l'Eglise constitutionnelle et l'abbé Grégoire, trop souvent ignorés ou méprisés. Plus centré sur la grande Révolution, *La pique et la croix, histoire religieuse de la Révolution française* (Centurion), associe trois enseignants de l'Université de Provence, Bernard Cousin, Monique Cubelles et René Moulinas, offre le tableau le plus complet des événements et l'analyse la plus objective des mentalités

jusqu'à la réorganisation concordataire. Sur le concordat, deux bons ouvrages de Jean-Michel Leniaux, *L'administration des cultes pendant la période concordataire* (Nouvelles éditions latines) et de Brigitte Basdevant-Gaudemet, *Le jeu concordataire dans la France du XIX^e siècle* (Presses universitaires).

Signalons aussi de nombreuses études régionales comme *Deux mille prêtres normands face à la Révolution* (Perrin) de Pierre Flament ou *1789, l'Eglise de Marseille dans la Tourmente* (Imp. Robert) d'Henri Arnaud. Parmi les biographies, celle d'un personnage mal connu qui a joué un rôle important dans les rapports de la France et de Rome à cette époque cruciale, *Le cardinal de Bernis* de René Vaillot (Albin Michel).

*
* *

Que conclure de cette énorme production, plus de 300 ouvrages ? Qu'il est difficile de faire changer les Français de l'opinion qu'ils ont déjà de la Révolution, en matière religieuse plus que dans d'autres domaines. Chacun a cherché à conforter son jugement plus qu'à l'éclairer. Pourtant, une partie de la documentation historique mise sur le marché était d'excellente qualité et facile d'accès.

Deux constatations se dégagent des études publiées lors du bicentenaire. D'abord, la thèse du complot ourdi contre l'Eglise dès le début est aujourd'hui insoutenable. Les Constituants étaient animés des meilleures intentions, *la Déclaration des droits de l'homme* était placée "sous les auspices de l'Etre suprême". Mais leur évangélisme assez utopique et leur gallicanisme forcené recélaient des risques graves. L'adoption de la Constitution civile du clergé a inauguré la dérive anticatholique. L'obligation du serment, puis la condamnation de Rome, marquent la rupture entre la Révolution et l'Eglise et ouvrent la porte à la persécution. La surenchère révolutionnaire, la logique de la Patrie en danger ont débouché sur la terreur et la déchristianisation.

Mais il convient de relever que les dégâts religieux de la Révolution ont été immenses. Le tissu catholique de la nation a été mis en lambeaux. Il faudra un siècle pour le reconstituer patiemment. Cependant, l'unité religieuse du pays était définitivement rompue et la blessure spirituelle infligée par la Révolution n'est toujours pas guérie.

Jean CHELINI

● La République bananière de Sophie Coignard et Jean-François Lacan

Plus ambitieux que d'autres livres parus ces derniers mois et consacrés au même thème, "La république bananière" de Sophie Coignard et Jean-François Lacan, propose un regard amer sur nos institutions politiques et sociales.

Au carrefour du bicentenaire de la Révolution française et du trentenaire de la Cinquième République, les carambolages sont nombreux dont les victimes semblent parfois aussi les auteurs complices.

Nos institutions sont donc bananières : le Parlement

n'a d'autre enjeu que le temps, l'opposition retardant l'adoption d'un texte de quelques heures ou, au mieux, de quelques jours. L'Administration est victime des prébendiers et des contrebandiers, les nominations de hauts fonctionnaires à la commodité du gouvernement se répandent, les ministères se multiplient par division et enfantent les cabinets pléthoriques, une fraction de l'Administration politisée confisque la connaissance, le pouvoir, la démocratie.

Quant à eux, les politiques sont absorbés par l'épopée, mais cette épopée même est bananière. Le président qui trône, qu'il soit de Gaulle, Pompidou ou MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, lance de grandes idées, bientôt projets, dont le coût n'est pas mesuré, mais dont personne n'ose contester l'opportunité. Les gouffres s'accumulent ainsi, auxquels viennent s'ajouter les résultats des épopées miniatures de tel ou tel ministre.

Les grandes ambitions ne cacheraient dès lors souvent que de petites magouilles et les plus beaux projets ne seraient que des moyens d'acquérir les moyens d'une ambition plus personnelle.

Le capitalisme d'Edouard Balladur n'aurait de populaire que la souscription, le pouvoir étant quant à lui réservé à des amis choisis.

Le plan câble et le plan informatique pour tous sont deux objets d'enthousiasme ministériel qui, lancés en 1982, et 1985, finiront sur le sable.

Les exemples sont multiples, qui ne peuvent laisser aucun doute au lecteur, non plus qu'à celui de la lettre ouverte adressée par Thierry Pfister à "la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes" ou qu'à celui des "Ecuries de la V^e" de Thierry Wolton : le pouvoir français est rongé par les intérêts personnels et le rêve élyséen de laisser de ses pas la trace indélébile.

Mais ici, la critique est absolue : comme chez Thierry Pfister, la situation s'aggrave en ayant toujours été mau-

vaire ; mais si elle a toujours été mauvaise, c'est, dans l'esprit des auteurs, qu'elle ne pouvait être autrement.

Ce n'est donc pas une surprise de trouver au détour d'un paragraphe une comparaison des Quatrième et Cinquième Républiques, qui tourne au profit de la première, que ce soit pour le pluralisme ou pour l'indépendance de la fonction judiciaire.

Or, ce qui semble le plus grave, est que devant cette situation, la société elle-même devient bananière. Elle se satisfait de l'opacité administrative comme des manipulations de certains élus locaux et, surtout, d'un privilège de juridiction de l'Administration qui fait des Français des "citoyens fins de droits".

Pourtant, si pertinentes que soient les critiques développées dans cet ouvrage, elles n'apportent pas de nouveauté. Le privilège de juridiction sera bientôt bicentenaire, la corruption est un mal endémique de tout système politique - ce qui ne le rend pas plus acceptable - et le népotisme scandalisait déjà la III^e République.

Aucune réflexion nouvelle, aucune proposition n'enrichit un livre qui s'en tient à une dénonciation de la "République bananière" qui est de bon ton dans certains salons parisiens.

Les principes au nom desquels est prononcée la condamnation ne sont traités qu'implicitement, comme connus de tous et insusceptibles du moindre doute. La conception du parlementaire qui inspire les critiques est un peu désuète et sa myopie oublie la tendance générale qui a porté les démocraties à un travail rationalisé.

Sa critique est souvent facile, ses exemples largement rebattus, son approche superficielle, mais pour qui a des illusions intactes sur la Démocratie française, la lecture de "La République bananière" sera un excellent remède.

Hervé TORCHET

Ed. Belfond, 406 pp., 125 F.

"France-Forum" est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2^e

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE COLBERT

32, Place Colbert - 76130 MONT SAINT-AIGNAN

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

Le troisième essai de la série "Comprendre la Révolution ?" dans notre prochain numéro

Le lecteur n'aura pas trouvé dans ce numéro le troisième et dernier essai de la série "Comprendre la Révolution ?" L'abondance des matières nous contraint de le renvoyer au prochain numéro. Après avoir souligné l'aspect éthique de la première Révolution française tel qu'il s'est exprimé dans "la Déclaration des droits de l'homme", puis son aspect religieux tel qu'il ressort des formidables courants spirituels très antagonistes qui l'ont traversée et ont contribué à la sacraliser, il s'agira de mettre en lumière l'aspect proprement politique de la Révolution par une analyse du pouvoir révolutionnaire, comme il a fonctionné entre le 10 août 1792, de la chute de la Monarchie constitutionnelle et, même après Thermidor, jusqu'à la fin de la Convention en 1795. Le titre de

ce dernier essai en dira assez l'intention : "un pouvoir sans Etat". Alors une deuxième révolution qu'il est prudent de ne pas confondre avec la révolution humaniste de 1789 éclate dans la Révolution. Après la révolution par la loi, la révolution sans loi, puisqu'on n'y connaît plus que la seule loi de la guerre qui ne connaît pas de lois. Guerre civile et guerre à mort entre les factions. La révolution se définit alors comme une absence tragique de l'Etat qui amène une insécurité absolue dans toute l'étendue de la société. Aussi ne fera-t-on jamais un Etat de droit, c'est-à-dire démocratique, que selon les principes de 89 et en rupture avec les maximes de 93, c'est-à-dire avec et contre la Révolution.

Étienne BORNE

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous — Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE-FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 150 F.

France-Forum, 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris

Numéros spécimens gratuits sur demande

ments et des ambitions héritées de la monarchie bourbonnienne. Laquelle n'était pas tellement abolie puisque le Comité de salut public et le Directoire se comportaient en exécuteurs du testament de Richelieu. La Russie stalinienne profitait de la victoire des Alliés pour réaliser les rêves inaccomplis du panslavisme tsariste. Et c'est en suivant cent dix ans après les traces des armées de Nicolas 1^{er} que les chars de Khroutchev réprimaient l'insurrection hongroise de 1956.

Dans leur polémique policière contre une jeunesse fugitivement insurgée et maintenant bâillonnée, les maîtres de la Chine accusent les vaincus d'avoir succombé aux influences délétères du capitalisme occidental plus odieux encore comme occidental que haïssable comme capitaliste. Et à la réprobation du reste du monde, à laquelle s'associent maints partis communistes occidentaux qui ne peuvent braver la quasi-unanimité d'un réflexe d'horreur, les pouvoirs de Pékin s'efforcent de réveiller la vieille mémoire chinoise et l'antique complexe de supériorité que nourrit la culture chinoise à l'égard des "barbares" de "l'Occident". En effet une jeunesse découvre que la Chine dans son immensité est encore étroite par rapport à un plus vaste monde. Jeunesse vulnérable à cette allégation de cosmopolitisme par laquelle un nationalisme ombrageux tente toujours de déconsidérer une pensée véritablement universelle.

Redouble alors un sentiment de fatalité. Répétition du même. La Chine est toujours "l'Empire du milieu", c'est à dire le centre du monde, l'Empire immobile dont parle Alain Peyrefitte. Il y a toujours eu aussi un Empereur de Chine, qui s'est appelé hier Mao, se nomme aujourd'hui, Deng Xiao Ping, avec entre les deux les rivalités de clans et de généraux caractéristiques de l'histoire chinoise dans l'intervalle de ses dynasties. Empire et Empereur qui n'offrent que des variantes de ce que les libéraux d'Occident, et Marx avec eux, appelaient le despotisme oriental. Le destin et le retour éternel sont au moins bien imités.

Cependant la résignation aux fatalités de l'histoire serait irréparablement funeste à l'esprit de liberté. Et il faut constamment faire obstacle et objection aux pensées fatalistes. On avait trop vite cédé à un optimisme prématuré, ce n'est pas une raison pour se laisser aller à l'extrême du pessimisme. Certes le communisme n'est pas mort et enterré ; mais il est en crise et se trouve maintenant discrédité intellectuellement et l'image enfin véridique qu'il ne peut pas ne pas donner de lui-même ne saurait plus mystifier personne. Il a fallu du temps pour savoir, mais enfin, on sait. Il n'y a pas si longtemps, l'intelligentsia française, et pas seulement celle de gauche, était fascinée par Mao et l'idéologie maoïste. Malraux allait interviewer l'empereur de Chine, le faisait parler en lui prêtant le secours de son verbe flamboyant pour lui faire éjaculer d'éclatantes sentences qui n'avaient rien de commun avec les mornes maximes du petit livre rouge. Nombre d'intellectuels marxistes ou marxisants, revenus du stalinisme et en manque d'utopie révolutionnaire, étaient béats d'admiration devant la

révolution culturelle chinoise, cette révolution dans la révolution dont on nous expliquait qu'elle maintenait la lave en fusion et l'empêchait de se solidifier dans des institutions et des structures. Il se trouvait même des clercs pour donner en exemple aux chrétiens d'Occident attiédés et embourgeoisés la ferveur toute mystique des militants d'une révolution dont nul n'ignore aujourd'hui qu'elle a fait des millions de morts. Au moins est-il maintenant impossible à la Chine de tromper l'Occident et à l'Occident de se tromper sur la Chine. Un regard vrai et donc démystificateur ne tue jamais l'espérance. Une vue lucide découvre que la forteresse est encore debout, mais aussi en aperçoit clairement les fissures et les brèches.

Ni le mur de Berlin ni la muraille de Chine ne peuvent mettre un peuple en prison et l'empêcher de vibrer aux rumeurs qui viennent d'un plus large univers. Les insurrections, violentes ou pacifiques, s'exposent à être écrasées ; mais si les bouches sont bâillonnées, les âmes, une fois ébranlées, restent en attente et guettent les signes même sur les noirs horizons. Un adage antique veut que le destin trouve toujours une voie. Peut-être, mais il est encore plus vrai que la liberté entravée est toujours prête à faire effraction par des chemins insolites, mais encore plus assurés que toutes les voies du destin. Aucune clôture n'est sans failles. La Chine immémoriale a pu, de siècles en siècles, rester inentamée, rejetant ou assimilant ses vainqueurs d'un moment. Mais cette masse ne fut jamais impénétrable. Les jésuites au XVII^e siècle, messagers aventureux de l'Occident, apportèrent les sciences et les arts d'une autre culture à la cour de l'empereur et dialoguaient fructueusement sur les choses de la religion avec les mandarins. Plus anciennement les routes de la soie joignaient au Moyen Age l'Occident à l'Extrême Orient. Marco Polo était plus qu'un négociant émérite d'affaires exotiques. Avec les marchandises rares et luxueuses cheminent aussi, invisibles et plus riches, les idées.

Le passé fait signe à la Chine d'aujourd'hui où l'ouverture économique a provoqué une si vive demande de libération politique. La répression la plus implacable ne supprime pas la contradiction du clos et de l'ouvert. Le petit vieillard Deng, qui portera devant l'histoire la responsabilité de la répression est trop pétri de marxisme pour n'avoir pas été saisi par la peur de voir s'effondrer un pouvoir communiste ; il y a souvent une panique du pouvoir à l'origine d'une terreur d'Etat. La peur est une passion noire et on veut parfois se venger atrocement de qui vous a fait peur. Mais le plus illustre des survivants de l'idéologie rouge est-il assez marxiste pour bien comprendre que le politique et l'économique ne peuvent pas, sans explosion, relever de normes différentes jusqu'à l'antagonisme. La question demeure et elle concerne l'Occident avant même la Chine. Un milliard deux cents millions d'hommes ne peuvent faire sécession du monde et être précipités dans une sous-culture quasi néolithique. De si énormes régressions sont impensables et impossibles. On osera redire que la liberté trouve toujours des chemins.

La Chine et l'Occident

par Étienne BORNE

Nous sommes beaucoup à avoir rêvé les yeux ouverts sur les images qui nous arrivaient jour après jour de cette place Tienanmen, où une innombrable jeunesse défiait, les mains nues, le puissant appareil d'un régime qui, en dépit de quelques ouvertures réformistes dans l'ordre économique, restait encore politiquement totalitaire. Il nous apparaissait que, suscitant des connivences dans les profondeurs du peuple, une vaste élite jeune et éclairée était en train de faire contre le communisme établi la révolution de la liberté. Cette jeune liberté dont l'effigie, dressée sur la plus vaste place du monde, paraissait venir d'ailleurs ou de quelque au-delà pour contredire par sa jeune harmonie le gigantisme oppressant et sans âge des architectures maoïstes. Il nous venait à l'idée que la Chine nouvelle avait trouvé la bonne manière de célébrer le bicentenaire de 1789 et les idéaux de liberté-égalité-fraternité, en renvoyant aux décharges de l'histoire les catéchismes marxistes-léninistes-staliniens. Cette image qui, d'écran en écran, a fait le tour du monde, d'un adolescent arrêtant, lui seul, une colonne de chars, semblait personnifier le droit faisant reculer la force, et l'esprit vainqueur de la matière. Ce signe parlait. David, même sans fronde, allait avoir raison de Goliath.

Il a fallu vite déchanter. La Bête surprise, un moment interdite et faussement assoupie, a eu un terrible réveil. Scènes de répression et récits d'horreur ont envahi les media. Il est même refusé aux condamnés de mourir debout le front haut devant un peloton d'exécution. Les genoux en terre, le visage courbé, la balle dans la nuque, de sinistre mémoire stalinienne, dont la famille devra rembourser le prix, il y a quelque chose de diabolique dans ce hideux cérémonial. Tout se passe comme si, en chacun de ces suppliciés, la Bête n'en finissait pas de se venger et de tuer en l'avalissant haineusement le garçon désarmé qui, un bref et sacrilège instant, fut plus fort que cet acier totalitaire qui aurait dû l'écraser et dont on ne saurait défier impunément l'irrésistible et répressive logique.

Notre cyclothymique imagination, lorsqu'elle s'est malencontreusement exaltée, est vite tentée par les phantasmes de la dépression. Lorsque s'enténébrent les visions de progrès et la foi dans la liberté, surgissent de cette ombre les mythes tentateurs du retour éternel et du destin. Il n'est rien de tel que les fabriques d'hommes nouveaux pour produire ou plutôt pour reproduire des barbaries antiques qui reviennent alors avec un surcroît d'agressivité qui les rend encore plus difficiles à apprivoi-

ser ou à extirper. On se prenait à espérer que les grands vents soufflant de l'Ouest et parlant de liberté aux nations courbées sous une idéologie totalitaire étaient en train de faire se redresser les peuples les uns après les autres, et en dernier lieu les masses chinoises, et qu'avant la fin de ce siècle l'énorme banquise qui de l'Elbe au Pacifique perpétuait un interminable hiver allait se dissoudre dans un dégel printanier. Or le communisme était loin d'être blessé à mort puisqu'un sursaut de vitalité du communisme chinois est en train de remettre en cage des multitudes dans lesquelles les seuls frémissements observables sont maintenant les ondulations sans voix de la peur. Voici comme en 1956 à Budapest ou en 1968 à Prague les chars de la terreur rouge dans les avenues de Pékin ; on ne voit pas quelle plus forte force, intérieure ou extérieure à la Chine, pourrait les frustrer de leur victoire. Dans cette déroute de l'espérance on en vient à se demander si ceux des peuples de l'Europe centrale et orientale qui paraissaient en instance de libération ne sont pas menacés eux aussi par un retour de flamme du stalinisme dont on voit bien que le cadavre bouge encore. Les noires et sanglantes fatalités seraient-elles de retour et n'y aura-t-il jamais rien de véritablement nouveau à l'Est ?

Les discours justificatifs de la terreur d'Etat ne se renouvellent guère et répètent d'âge en âge la même et monotone litanie : les requêtes libérales qu'il s'agit d'étouffer relèvent d'un complot contre-révolutionnaire fomenté par les agents de l'étranger, d'où il suit que les contestataires de l'ordre établi sont des traîtres à la patrie qu'il importe d'éliminer après les avoir déshonorés. Sur ce point les nouveaux maoïstes, qui avaient feint d'exorciser l'ombre du grand timonier, ne parlent pas un autre langage que les jacobins français de 1993 ou les staliniens de l'époque des grandes épurations. Ces discours si curieusement répétitifs de l'Occident à l'Extrême Orient, ne sont-ils pas l'indice d'une opaque et peu inexplicable fatalité ? Il n'est pas de grande Révolution politique, et la française que nous disons exemplaire n'a pas échappé à la règle, qui au moment des tumultes anarchiques n'ait cherché et réussi à éveiller, à se concilier et à exaspérer les instincts de peur et d'orgueil ensevelis dans le passé national. Et en leur ajoutant les puissantes ailes d'une novation idéologique. En appelant aux armes contre la tortueuse Autriche ou la perfide Albion, en flétrissant les pacifistes par l'accablante étiquette de "faction des anciennes limites", les hommes de la Première République popularisaient dans leur propagande les ressentiments.

suite p. 105